

MACKY SALL

12 ANS A LA TÊTE DU SENEGAL

RECADRAGE, CROISSANCE FORTE, INCLUSION SOCIALE
ET ÉQUITÉ TERRITORIALE POUR UN SÉNÉGAL ÉMERGENT

***Nul ne doit s'imaginer plus grand ou plus fort que cette nation qui nous abrite tous.
Nous sommes parce que le Sénégal est.***

« Il n’y a assurément aucune honte à constater que les fondations sont solides, lorsqu’on ambitionne d’ériger un gratte-ciel. Surtout qu’ici, il ne s’agit que de construire les étages supplémentaires car des sommets ont déjà été atteints. »

PLAN DU DOCUMENT

AVANT PROPOS INTRODUCTION

- I. LE SENEGAL EN 2012 : UN LOURD HERITAGE ECONOMIQUE**
 - A. CROISSANCE
 - B. DEFICIT BUDGETAIRE
 - C. INFLATION
 - D. DETTE PUBLIQUE
 - E. CHOIX BUDGETAIRES

- II. LE SENEGAL SOUS LE PRESIDENT MACKY SALL**
 - A. 2012-2013 : UNE PERIODE DE RECADRAGE
 - 1. AN 1 : Le premier exercice conduit avec succès
 - 2. 2013-2014 : Réforme du code général des impôts
 - B. LE PLAN SENEGAL EMERGENT (PSE) 2014-2035
 - 1. Vision, axes et fondements
 - 2. Plans d'Actions Prioritaires (PAP)

 - C. ECONOMIE ET FINANCES : NORMALISATION ET RATIONALISATION DES DEPENSES PUBLIQUES
 - 1. Normalisation de l'économie et de la gestion financière
 - a. Budget
 - b. Dette
 - c. Réduction du train de vie de l'Etat
 - d. Reddition des comptes et transparence budgétaire
 - 2. Des investissements utiles et efficaces
 - a. An 1
 - b. 2014-2019
 - c. 2019-2023

D. DES RESULTATS VISIBLES ET VIABLES

1. Une croissance forte aux impacts positifs
2. Des indicateurs monétaires
3. Des marqueurs sociaux contre les vulnérabilités sociales et territoriales
 - a. CMU
 - b. PNBSF
 - c. DER/FJ
 - d. Programme « **Xëyu Ndaw ñi** »
 - e. PUDC
 - f. PUMA

4. AUTRES RESULTATS POUR UN MIEUX-ETRE DES POPULATIONS

- a. Santé
- b. Protection sociale
- c. Education et formation
- d. Eau et assainissement au nom de l'équité
- e. Equité territoriale : un Sénégal pour tous
- f. Agriculture et élevage
- g. Pêche
- h. Protection de l'environnement
- i. Pétrole, gaz et mines
- j. Energie
- k. Industrie
- l. Infrastructures et transports routiers
- m. Infrastructures et transports ferroviaires
- n. Transports maritimes
- o. Transports aériens et tourisimes
- p. Culture
- q. Sports
- r. Urbanisme, Logement et Hygiène publique
- s. Sécurité
- t. Diplomatie
- u. Justice

5. LA CREDIBILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL

- a. Un programme économique et financier
- b. Attractivité du Sénégal
- c. Situation d'exécution du budget au 1^{er} trimestre 2024

E. GESTION DE LA COVID 19 : PREUVE D'UN SENEGAL RESILIENT

1. Le Programme de résilience économique et sociale : des résultats quantitatifs et qualitatifs
2. Respect des engagements
3. Rapport de la cour des comptes

III. DEFIS ET PERSPECTIVES

- A. PAP 3
- B. PIP

IV. ANNEXES

- PIP 2024-2026
- Ordonnance n° 07-2020 du 17 juin 2020 modifiant la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020

AVANT PROPOS

En se présentant, en février 2012, devant les Sénégalais pour briguer leurs suffrages, le Président Macky SALL avait suscité l'espoir de tout un peuple. Elu triomphalement alors, puis réélu sept ans plus tard, il est peu de dire que les grandes espérances placées en lui n'ont jamais été déçues.

Dans la transition qui s'opérait à son accession au pouvoir, entre un chapitre à fermer et un avenir à inventer, celui que les Sénégalais appellent affectueusement *Macky* a fait face à une équation complexe : satisfaire les attentes grandissantes des populations tout en étant, dans le même temps, confronté à une insuffisance des moyens de l'Etat.

Anticipant sur les défis inhérents à la gouvernance mais aussi aux chocs exogènes et soucieux de coller à ce bon mot devenu vérité universelle: « gouverner c'est prévoir », le Président SALL a procédé à un recadrage de la gouvernance.

Dans la première année de son magistère, il a ainsi réorienté la trajectoire de notre pays sur la voie de la prospérité durable, *le Yoonu Yokkute*, avant d'entreprendre, dès 2013, de doter le Sénégal d'un plan stratégique à l'horizon 2035, passant ainsi des habituelles programmations sur le court terme à une planification sur une génération.

Le Plan Sénégal Emergent, fruit d'un travail de longue haleine réalisé par de hauts cadres nationaux, en relation avec des partenaires techniques extérieurs, a, dès sa phase d'amorçage, mis en cohérence les orientations et défis urgents du Sénégal dans un monde en perpétuelle mutation.

Sa pertinence réside d'abord dans la transformation structurelle de l'économie avec des bases de croissance plus élargies passant du couple composé des services financiers et du numérique à un cercle vertueux alliant plusieurs moteurs notamment l'agriculture, le tourisme, les mines, l'énergie, les infrastructures, l'habitat ...

Le PSE obéit aussi à un impératif de convergence économique. En effet, n'étant soumis qu'à un mouvement vers le mieux-être des sénégalaises et des sénégalais, sa mise en œuvre s'est faite de manière sobre, graduelle et prudente, édulcorant les risques et les tentations des sirènes de l'aventure.

Ni inertes, ni obnubilés par les fausses évidences venues d'ailleurs, le PSE a jeté les bases d'un pays qui, en toute souveraineté et en toute responsabilité, a tracé son sillon. Toutefois, l'obligation, incessamment rappelée par le Président SALL, a toujours été d'œuvrer à rapprocher nos standards de gouvernance et de performance des références internationales.

Ainsi, ce plan adossé à une vision et articulé autour d'objectifs prioritaires a redessiné le visage de notre pays. De sorte que quiconque aura pour ambition - pour ne pas dire projet - de poursuivre la construction d'un Sénégal fort de progrès économiques, de justice sociale et de renforcement de l'Etat de droit, n'aura d'autre choix que d'y inscrire son action, quitte à le renommer du fait de considérations purement politiciennes.

Durant son premier mandat, il s'est attelé, avec des équipes constituées de talents sénégalais, à redresser les finances publiques, à restructurer l'économie, à renforcer nos capacités budgétaires et à engager des investissements structurants. Les mesures prises dans ce sens ont permis d'attaquer les problématiques liées à l'appareil productif. Il fallait produire plus dans les domaines agricole, minier, infrastructurel, énergétique pour générer un triplement de la croissance.

Ces performances, détaillées dans le présent document, ont eu pour effet d'accélérer l'élan vers plus d'équité territoriale et d'inclusion sociale. L'objectif poursuivi était de rendre accessible les services sociaux de base dans nos villes et nos villages les plus reculés et d'octroyer à nos concitoyens plus de moyens pour mieux contribuer au développement de la nation.

Les réalisations obtenues à cet effet ont eu pour conséquence directe la valorisation du capital humain par le développement des aptitudes de nos concitoyens et du potentiel de nos territoires, en connectant plus et mieux nos lieux de vie. Ainsi les populations ont pu avoir davantage accès à l'éducation, au savoir, aux formations qualifiantes, aux soins de santé. Aussi de nouvelles infrastructures énergétiques et de transport ont été réalisées.

Le deuxième mandat du Président Macky SALL a porté le sceau du mieux vivre. La mise en œuvre du PAP II en a été la boussole.

Si la conduite des projets et réformes phares a débouché sur de bons résultats obtenus dans différents secteurs, malgré l'impact de la pandémie de Covid-19 et du conflit russo-ukrainien,

il faut souligner que ces résultats découlant de la résilience de notre économie auraient pu être meilleurs sans ce coup de frein mondial.

Afin d'engager la relance face à cette nouvelle donne prélude à une reconfiguration de la gouvernance mondiale que le Président SALL a appelé de ses vœux en œuvrant pour une Afrique mieux représentée dans les instances internationales, un plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré ou PAP 2A a été élaboré.

Cet ajustement a été bâti autour d'une volonté forte de recentrage des priorités pour atteindre des objectifs cruciaux de souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique.

Il s'agissait aussi de maintenir le cap déjà tracé de l'émergence. Malgré les difficultés, la détermination du Président Macky SALL est restée intacte et son combat le même : augmenter le champ des possibles afin que dans le Sénégal de demain il fasse mieux vivre, qu'à tous l'espoir soit permis, que, pour tous, le futur soit désirable.

Voilà pourquoi il a mis un point d'honneur de laisser à son successeur un Etat debout, malgré des assauts répétés contre la République et une économie florissante construite sur des bases solides.

Ce, pour que les chocs exogènes ne puissent en ébranler la trajectoire et que la parole populiste ne sache ternir ce legs. Un legs que ses héritiers politiques entendent protéger et perpétuer car là réside aussi le sens du « *Liggeyal Elek* » ; les victoires de demain se construisent aujourd'hui à partir d'un bilan synonyme de point d'appui pour relever le plus grand défi qui soit : continuer d'être à la hauteur de notre grand pays.

INTRODUCTION

Le 02 avril 2012 a été un tournant décisif qui engageait le Sénégal sur la voie de grandes transformations sous l'impulsion d'un leader éclairé, méthodique et profondément sénégalais. Après avoir hérité d'un pays, dont le régime sortant, en 2012, avait posé les jalons d'un réveil infrastructurel sous le Président Abdoulaye WADE, le Président Macky SALL a su, en 12 ans, oser des réformes et des ruptures qui ont mis le Sénégal sur les autoroutes de l'émergence. En dépit de la crise sanitaire provoquée le COVID 19 et des soubresauts socio-politiques qui ont perduré plus de trois ans, le Sénégal a démontré à la face du monde sa résilience économique, sociale et politique.

Nonobstant certains aléas naturels et humains qui ont ralenti une partie de la mise en œuvre de ces transformations, le Président Macky SALL a légué, en avril 2024, à son successeur un pays stable, de progrès économique et d'inclusion sociale et territoriale. Ces efforts réalisés à plusieurs niveaux, au prix d'un engagement sans faille, ont été possibles grâce à une vision originale, volontariste et pragmatique adossée, à la fois, à une maîtrise des réalités du Sénégal dans toutes sa diversité à la fois économique, culturelle, géographique et religieuse mais aussi enracinée dans un amour sincère du pays qui l'a vu naître, grandir, s'instruire et briller.

Produit de l'école publique, nul doute que Macky SALL a su rendre à son pays ce qu'il lui a donné, dans une démarche empreinte de gratitude, grâce au soutien des équipes qui l'ont accompagné. La lecture de ce livre bilan permet de le constater aisément.

Au soir du 02 avril 2024, le Sénégal s'engage donc, fier, résolu et ambitieux, à la conquête d'un monde en perpétuelle mutation, afin d'occuper dans le concert des nations une place plus conforme au génie de son peuple.

Pendant que certains rechignent aujourd'hui à apprécier à sa juste valeur, le chemin parcouru, des voix autorisées saluent la résilience de l'économie sénégalaise, à travers les Institutions de Bretton Woods et d'autres organisations crédibles, au moment où notre pays s'est hissé parmi les 10 nations qui attirent le plus d'Investissements directs étrangers (IDE). Le défi majeur ne saurait consister à saper ces acquis mais à les améliorer pour le bien-être et la prospérité des populations, ultime raison de nos engagements.

Il n'y a assurément aucune honte à constater que les fondations sont solides, lorsqu'on ambitionne d'ériger un gratte-ciel. Surtout qu'ici, il ne s'agit que de construire les étages supplémentaires car des sommets ont déjà été atteints.

Ce livre-bilan, loin d'être exhaustif, retrace les jalons d'une décennie de réajustements, de réalisations, d'efforts et de défis relevés avec audace. Il est le reflet d'une nation qui, guidée par la sagesse de son Président, un grand homme d'Etat ayant le Sénégal au cœur, a su emprunter les sentiers de l'innovation et du développement durable.

Les pages qui suivent sont le témoignage des avancées économiques, sociales et politiques qui ont façonné un Sénégal nouveau entre 2012 et 2024. Elles sont, aussi, le reflet des perspectives et espoirs légués par un leader dont la vision a transcendé les frontières de l'éphémère pour se projeter dans l'avenir d'un pays aux infinies potentialités.

Rédigé dans un style délibérément simple pour en assurer l'accessibilité, ce livre-bilan sera une matrice des réalisations en 12 ans du Président Macky SALL et un tableau de bord pour la nouvelle équipe dirigeante pour mieux appréhender les défis de l'émergence du Sénégal dans un monde de plus en plus exigeant et compétitif. Vu sous cet angle, il peut être considéré comme une brique précieuse apportée à l'édification toujours continue, d'un Sénégal non pas en projet mais en progrès constants et palpables.

Par ailleurs, il est important de noter que les informations contenues dans ce document sont traçables dans le Projet de Loi des Finances Initiale de 2024 disponible à l'Assemblée nationale, les différentes communications des Ministres lors du marathon budgétaire 2024 et sur le site du Ministère des Finances et du Budget de la République du Sénégal. Des sources tels le PIP 2024-2026 et d'autres documents publics soumis à titre d'informations à l'Assemblée Nationale ainsi que les Documents de Programmation Economique et Budgétaire Pluriannuelle 2024-2026, et 2025-2027 sont également des moyens de vérifications des informations contenues dans ce livre- bilan.

Le style choisi est non polémiste, la démarche repose sur un argumentaire soutenu par des chiffres et données, avec comme seule intention de fournir une photographie exhaustive de la situation réelle, telle que transmise en avril 2024.

Le Président Abdoulaye WADE avait adopté comme slogan, en 2007, dans une campagne dirigée par Macky SALL, à l'époque Premier ministre, "Weddi gis boku si" (on ne peut contester l'évidence). Cette formule sied mieux, en 2024, au Président Macky SALL, au vu de ses réalisations incontestables et incontestées, sur toute l'étendue du territoire national, en termes d'infrastructures routières et ferroviaires, de ponts, d'auto-ponts, de pistes rurales, d'universités, d'hôpitaux, de centres de santé, d'infrastructures sportives, de parcs industriels, de performances agricoles, de financement de la culture, de construction ou de réfection de lieux de culte, de programmes de désenclavement de populations jadis condamnées à l'isolement économique, de programmes sociaux, de plans de résilience ...

Ce document offre ainsi au lecteur le plaisir de redécouvrir ce qu'il savait sans doute déjà car le bilan est visible à l'œil nu.

I. L'HERITAGE ECONOMIQUE EN 2012

Au 1^{er} avril 2012, la situation économique et financière du Sénégal révélait plusieurs points saillants résumés ainsi qu'il suit :

A. CROISSANCE ECONOMIQUE

En 2011, avec les effets continus de la grande crise financière de 2008, le Sénégal a enregistré une croissance économique (1,8%), inférieure à la croissance démographique (2,8%). Cette baisse de la croissance est le fruit de l'impact de divers facteurs dont l'inflation, une explosion du chômage, une forte baisse des investissements.

B. DEFICIT BUDGETAIRE

Une situation délicate des comptes publics avec un déficit budgétaire proche de 8%.

C. INFLATION

Un pouvoir d'achat réduit par une inflation de 3,4% au-dessus du plafond communautaire de l'UEMOA.

D. DETTE PUBLIQUE

Un doublement de l'encours de la dette publique en moins de 6 ans : 1 022,7 milliards de FCFA correspondant à 20% du PIB en 2006 à la suite des Initiatives d'annulations de la Dette (IADM et PPTE), contre 2 741,4 milliards de FCFA équivalant à 40% du PIB au 31 mars 2012) ;

Voici quelques points de référence avant 2012 :

- une progression rapide de l'encours de la dette passant de **20,9% du PIB en fin 2006** à **42,3%** en 2012, un service de la dette insoutenable (46,8% en 2012 de nos recettes budgétaires) ;
- une aversion des investisseurs internationaux à miser sur le Sénégal compte tenu de la faiblesse de son économie, laquelle laissait présager des risques de défaut de paiement. Aussi, l'eurobond émis en 2011 a-t-il été très cher payé, à hauteur de 8,75% ;
- l'absence d'une vision à moyen et long terme qui a contrarié la conduite de la politique économique et sociale (les Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté élaborés

visaient beaucoup plus à bénéficier d'allègements de dettes de la part des bailleurs de fonds, qu'à structurer une véritable stratégie de développement économique et social à moyen terme).

A ce titre, il est utile de relever, qu'après les allègements et annulations de dettes au titre des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et d'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), **le taux d'accroissement annuel moyen de la dette sur la période 2007-2011** était de **21,8%**.

Eu égard au taux moyen annuel auquel le pays s'endettait, le niveau d'endettement de l'administration centrale du Sénégal aurait été de plus de **85%**, donc supérieur au **taux d'endettement actuel** qui est de **73,4%**.

Pour rappel, l'encours de la dette à **fin 1999** était de **2 416,3 mds FCFA** soit **76,3% PIB**. La richesse nationale du Pays s'établissait en début 2000 à **4 057,7 milliards FCFA**.

Il s'en est suivi des **allègements et annulations de dettes** à travers les initiatives PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés) et IADM (Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale) en **2006**, pour un montant de **1 112,8 milliards FCFA**.

Aussi, l'encours de la dette à fin 2006 (donc début 2007) s'était-il établi à **20,9% du PIB**, soit en valeur **1 022,7 milliards FCFA sur un PIB de 4 893, 6 milliards FCFA**.

De **2007 à 2011**, l'encours de la dette connaît une hausse de **21,8%** en moyenne annuelle. Le ratio d'endettement (dette/PIB) passe de 20,9% à **42,3% (fin 2011 et début 2012)**, soit une augmentation de **21,4 points** en **5 ans**. En valeur, l'encours de la dette s'établit à **2 704,2 milliards FCFA** tandis que le **PIB du Sénégal** se chiffrait à **6 782,8 milliards FCFA**.

E. CHOIX BUDGETAIRES

Des choix budgétaires discutables se traduisant, par exemple, par :

- une campagne agricole 2012 partiellement couverte au plan budgétaire ;
- l'inexistence d'un programme d'assistance au monde rural alors même que les paysans et leur cheptel subissaient le contrecoup de la campagne 2011, dans un contexte de renchérissement des prix des produits alimentaires.

A titre illustratif, en avril 2012, quelques faits majeurs ont caractérisé l'exécution de la loi de finances initiale 2012 :

- des **moins-values de recettes** de l'ordre de **53,6 milliards FCFA** à la fin du premier trimestre 2012 ;
- un **gap tarifaire de l'électricité** d'un montant **60 milliards FCFA** ;
- un **secteur industriel en déliquescence**, avec la crise des ICS et de SUNEOR redevenue SONACOS, parmi les fleurons de notre industrie ;
- une crise énergétique, sans précédent, avec un déficit de production occasionnant plus **911 heures de coupure par an**, soit tout le pays dans le noir pendant **38 jours** dans l'année ;
- une réserve de gestion d'un montant de **50 232 748 679 FCFA** initialement destinée à faire face en cours de gestion à des moins-values de recettes et/ou des dépenses soudaines urgentes et prioritaires, totalement affectées **en trois (3) mois** à d'autres opérations (acquisition de véhicules des chefs de villages, acquisition de produits phytosanitaires pour le Plan Jaxaay, etc).

F. INDICATEURS MONETAIRES

La liquidité de l'économie a été peu reluisante puisque caractérisée par les variables ci-après :

- **une circulation fiduciaire** (billets de banques et monnaie qui circulent) qui est passée de 588,1 milliards de FCFA en 2010 à **584,6 milliards de FCFA** en 2011, soit un repli de 3,5 milliards de FCFA ;
- **une Masse Monétaire (MM)** qui s'établit à 2 712,7 milliards de FCFA en 2011 ;
- un **taux de liquidité de l'économie (MM/PIB)** stable entre 2010 (39,9%) et 2011 (40%) ;
- le déficit de financement de l'économie puisque les **crédits à l'économie** n'ont guère atteint 2 000 milliards de FCFA (1 953 milliards de FCFA en 2011) tandis que les **crédits au secteur privé rapportés au PIB** se sont situés à 28,8% en 2011.
- une dégradation du compte courant de la balance des paiements.

II. LE SENEGAL SOUS MACKY SALL

A. 2012-2013 : UNE ANNEE DE RECADRAGE

1. L'an 1 du Président Macky SALL, premier exercice réussi

C'est dans un contexte de dégradation des principaux indicateurs macro-économiques et d'une forte demande sociale, qu'a été préparée la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2012, qui devait impérativement s'aligner aux premières mesures urgentes et prioritaires annoncées par le Président de la République dans son Programme YOONU YOKKUTE, à savoir :

- appui au monde rural ;
- réduction du prix des denrées de première nécessité ;
- hausse des investissements en privilégiant l'agriculture, les infrastructures et l'énergie ;
- réduction du train de vie de l'Etat.

L'an 1 du Président Macky SALL a été un exercice réussi en ce qu'il s'est traduit par une **reprise de l'activité économique** avec un taux de croissance réel de **4,4%**, un **taux d'inflation** de **1,4%** et un **déficit budgétaire** de **5,8%**.

2. 2013-2014 : Réforme du Code général des impôts

En 2013, la gestion des finances publiques est devenue prudente afin de préserver la stabilité macroéconomique. Une réforme fiscale majeure propice à la croissance a été menée. Le nouveau Code général des impôts voté le 31 décembre 2012 et entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2013 est une réforme d'envergure qui améliore et simplifie le dispositif fiscal pour en faire un instrument apte à mobiliser de façon optimale les ressources nécessaires à la couverture des charges publiques, à promouvoir la croissance économique et à améliorer l'environnement des affaires.

L'une des mesures phares de cette refonte a été la **baisse de la fiscalité sur les salaires d'au moins 28,9 milliards de FCFA/an**. Cette mesure de haute portée sociale est salutaire dans la mesure où le salaire connaît une hausse. Ainsi, l'Etat renonce annuellement à des recettes pour améliorer et renforcer le pouvoir d'achat des salariés et, par ricochet leur niveau de vie.

C'est pour la première fois dans l'histoire du Sénégal, qu'un gouvernement diminue de manière aussi substantielle la fiscalité sur les travailleurs.

Il y a également **l'allègement des obligations déclaratives** pour les entreprises intermédiaires qui ont un chiffre d'affaires qui varient entre 50 et 200 millions de FCFA : 15% d'abattement fiscal pour les entreprises qui acceptent de travailler avec un centre de gestion agréé.

Il convient de relever aussi la **baisse de 5 à 1% des droits d'enregistrement** sur les transactions immobilières pour l'habitat social.

Il a été opéré une baisse des coûts de **mutation de propriété** de **20% à 8%**.

La transformation gratuite des **titres précaires en titres fonciers**, a permis la simplification de procédures et la sécurisation des transactions.

Malgré l'allègement du poids global de la fiscalité sur les agents économiques, les recettes fiscales, aussi bien la fiscalité intérieure que la fiscalité de porte douanière n'ont cessé de croître à la faveur de la modernisation des administrations fiscale et douanière, pour leur permettre d'atteindre des gains de productivité importants et de mieux lutter contre la fraude.

La reprise amorcée en 2012 s'est confirmée en 2013 avec une croissance économique de 3,6%, un déficit public en baisse s'établissant à 5,5% du PIB ; une inflation quasi nulle.

Puis, vers la fin de l'année 2013, une nouvelle stratégie de développement, reprenant l'esprit ainsi que les fondamentaux de YOONU YOKKUTE (le programme qui avait permis au candidat Macky SALL d'emporter l'adhésion des Sénégalais en 2012 et d'être élu Président de la République) a été conçue : le Plan Sénégal Émergent (PSE).

B. LE PLAN SENEGAL EMERGENT (PSE) 2014-2035

1. Vision, axes et fondements

VISION : Un Sénégal Emergent en 2035 avec une société solidaire dans un Etat de droit.

Cette vision de Monsieur le Président de la République, Son Excellence Macky SALL, est articulée autour de trois (3) axes :

- Axe 1 : Transformation structurelle et Croissance ;
- Axe 2 : Capital Humain, Protection sociale et Développement durable ;
- Axe 3 : Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité.

Ces trois (3) axes reposent sur les six (6) fondements de l'émergence :

- Le règlement de la question vitale de l'**énergie** ;
- L'amélioration de l'**environnement des affaires** et la **régulation** ;
- La mise en place des infrastructures ;
- Le renforcement du **capital humain** ;
- Les **télécommunications** ;
- La satisfaction des besoins de **financement de l'économie**.

2. Plans d'actions Prioritaires

La mise en œuvre du PSE est matérialisée par deux (2) Plans d'Actions Prioritaires (PAP) quinquennaux 2014-2018 et 2019-2023 qui ont été exécutés (**PAP 1 – PAP 2-PAP 2 A**).

Le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) dans sa phase 1 (2014-2018) a été mis en œuvre avec succès. Ce qui a favorisé une deuxième génération d'actions prioritaires contenues dans le PAP2/ PAP2A.

La phase 2 du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2019-2023 qui n'était qu'une continuité et une accélération a été réaménagé en 2020 pour l'adapter aux réalités nouvelles induites par la Covid-19 et des impératifs de relance de l'économie nationale découlant des enseignements tirés de la pandémie :

- **la souveraineté alimentaire doit être renforcée ;**
- **la couverture sanitaire doit être améliorée ;**
- **la capacité industrielle doit être développée.**

La mise en œuvre des deux PAP du PSE a permis de tirer cinq (5) enseignements majeurs :

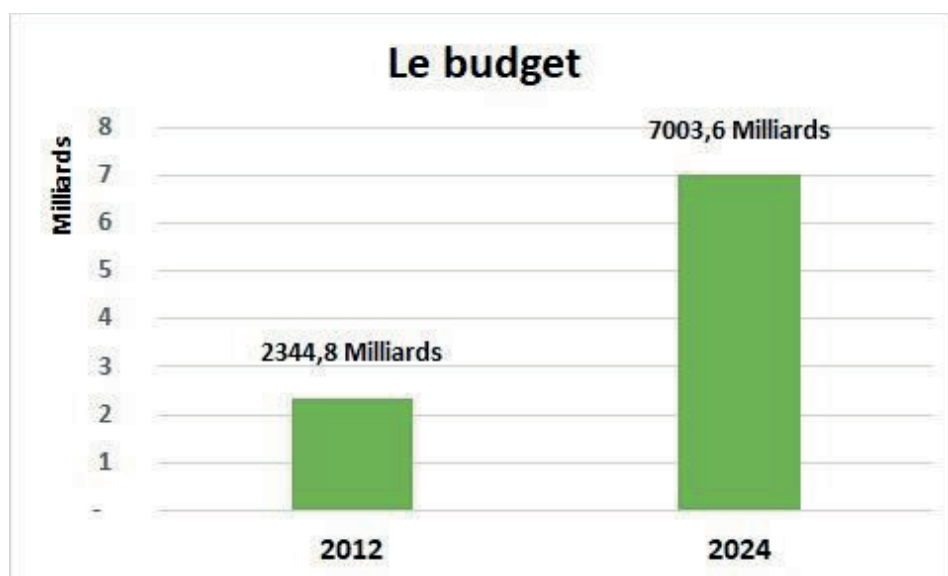
- **Réhaussement durable de la trajectoire de croissance du pays ;**
- **Rattrapage infrastructurel ;**
- **Politique territoriale inclusive et réduction des disparités territoriales ;**
- **Autosuffisance alimentaire en marche ;**
- **Acquis sociaux significatifs.**

C. ECONOMIE ET FINANCES : NORMALISATION ET RATIONALISATION DES DEPENSES PUBLIQUES

1. Normalisation de l'économie et de la gestion financière

a. Budget

Le **budget** connaît une hausse continue. Il est passé de **2 344,8 milliards FCFA en 2012**, y compris le montant de l'amortissement de la dette) à **7003,6 milliards FCFA en 2024**, incluant l'amortissement de la dette), soit quasiment un **triplément**, une augmentation de **4 658,8 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **198,7%** en valeur relative.



Ce niveau record du budget résulte de la performance de nos régies financières, du recouvrement de recettes exceptionnelles et de l'appui des Partenaires Techniques et Financiers.

La **structure** du budget montre la prépondérance des ressources internes (**4 390 milliards FCFA**) qui ont atteint **93,5%** dans la loi de finances initiale pour l'année 2024 tandis que les dépenses internes du budget (charges financières de la dette, masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements sur ressources internes, soit **4 832,4 milliards FCFA**) sont couvertes à **90,8%** par les ressources internes.

Pour rappel, au titre du budget **2012**, la couverture des dépenses internes par les ressources internes s'était établie à **82%**.

On peut donc dire que notre pays a connu une avancée majeure en termes de **souveraineté budgétaire**.

En effet, les recettes internes ont augmenté annuellement d'au moins 10%, jusqu'à atteindre **4 390 milliards FCFA dans le budget 2024** alors qu'elles se situaient à **1 655,916 milliards FCFA en 2012**, soit plus qu'un doublement (2,65) en 12 ans.

Le taux de pression fiscale connaît un trend haussier passant de **15,2% du PIB en 2014** à **18,3% du PIB en 2023**.

Par ailleurs, le budget a enregistré des recettes exceptionnelles grâce notamment au recouvrement de recettes issues de procédures contentieuses pour un montant de **153 milliards de FCFA entre 2013 et 2015**.



Nature recette	Montant	Loi de finances concernée
Plus-value de cession d'actifs et d'occupation d'un immeuble par la SONACOS	2.498.314.563 FCFA	Seconde Loi de finances rectificative pour l'année 2013
Redevance de cession versée par DUBAI Port WORD FZE au titre du ticket d'entrée pour le terminal à conteneurs du Port de Dakar	24.600.355.371 FCFA	Seconde Loi de finances rectificative pour l'année 2013
Redevance versée par la société MILLICOM, exploitant de la deuxième licence de téléphonie mobile, à la suite de négociations portant sur le prix d'acquisition de celle-ci Première tranche versée dans les comptes du Trésor le 31 décembre 2012 ; ne peut donc être constaté que dans la loi de règlement de l'année d'encaissement.	39.520.000.000 FCFA	Loi n°2014-24 du 1 ^{er} juillet 2014 portant loi de règlement pour la gestion 2012
complément, versé au cours de l'année 2013, au titre de la redevance de Millicom bénéficiaire de la deuxième licence de téléphonie mobile.	11.365.450.000 FCFA	Seconde Loi de finances rectificative pour l'année 2013
1 ^{ère} tranche de la compensation versée à l'Etat par la multinationale indienne Arcelor Mital	45.000.000.000 FCFA	1 ^{ère} loi de finances rectificative pour l'année 2014

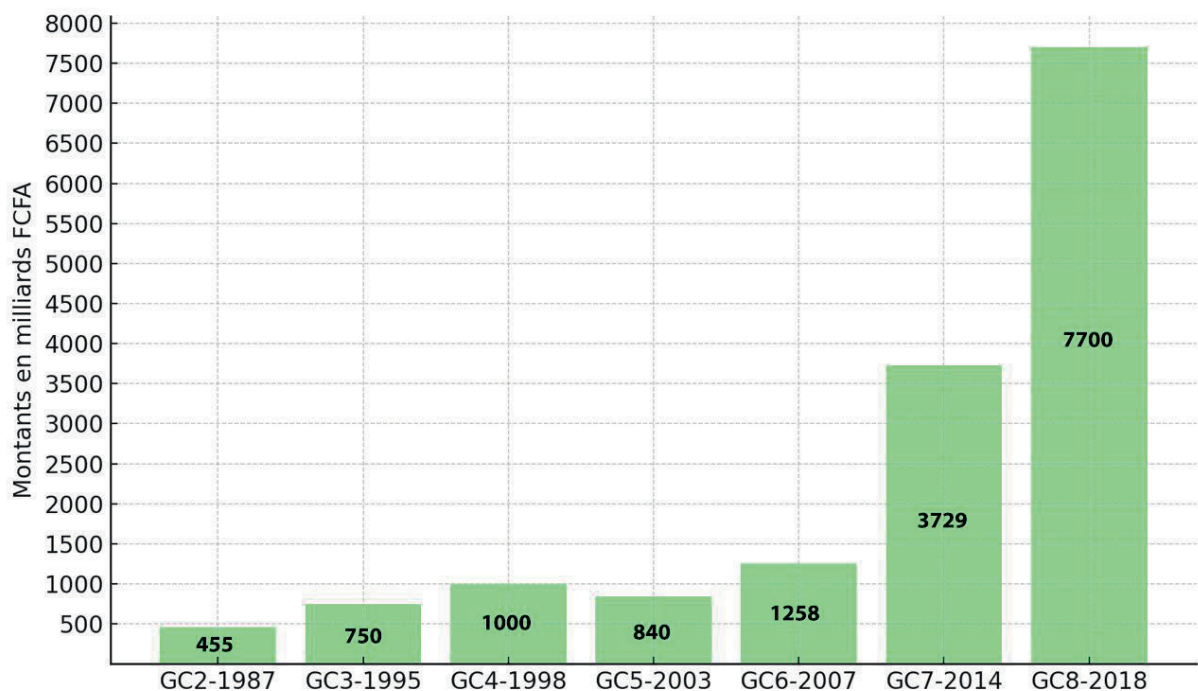
2 ^{ème} tranche compensation versée à l'Etat par la multinationale indienne Arcelor Mital	5.000.000.000 FCFA	2 ^{ème} loi de finances rectificative pour l'année 2014
3 ^{ème} tranche compensation versée à l'Etat par la multinationale indienne Arcelor Mital	25.000.000.000 FCFA	Loi de finances initiale pour l'année 2015

Soit un total de 152 984 119 934 FCFA versé dans les comptes de l'Etat en 3 ans (2013-2015) et constaté dans les lois de finances et porté à la connaissance des députés.

En outre, l'accompagnement de nos Partenaires Techniques et Financiers dans la mise en œuvre réussie du Plan Sénégal Emergent (PSE) a eu également un impact très favorable.

Au demeurant, l'historique des engagements financiers des PTF aux différents groupes consultatifs pour le Sénégal explique à suffisance le record de celui de 2014.

Groupes Consultatifs (GC) -- Engagements financiers des Partenaires Techniques et Financiers

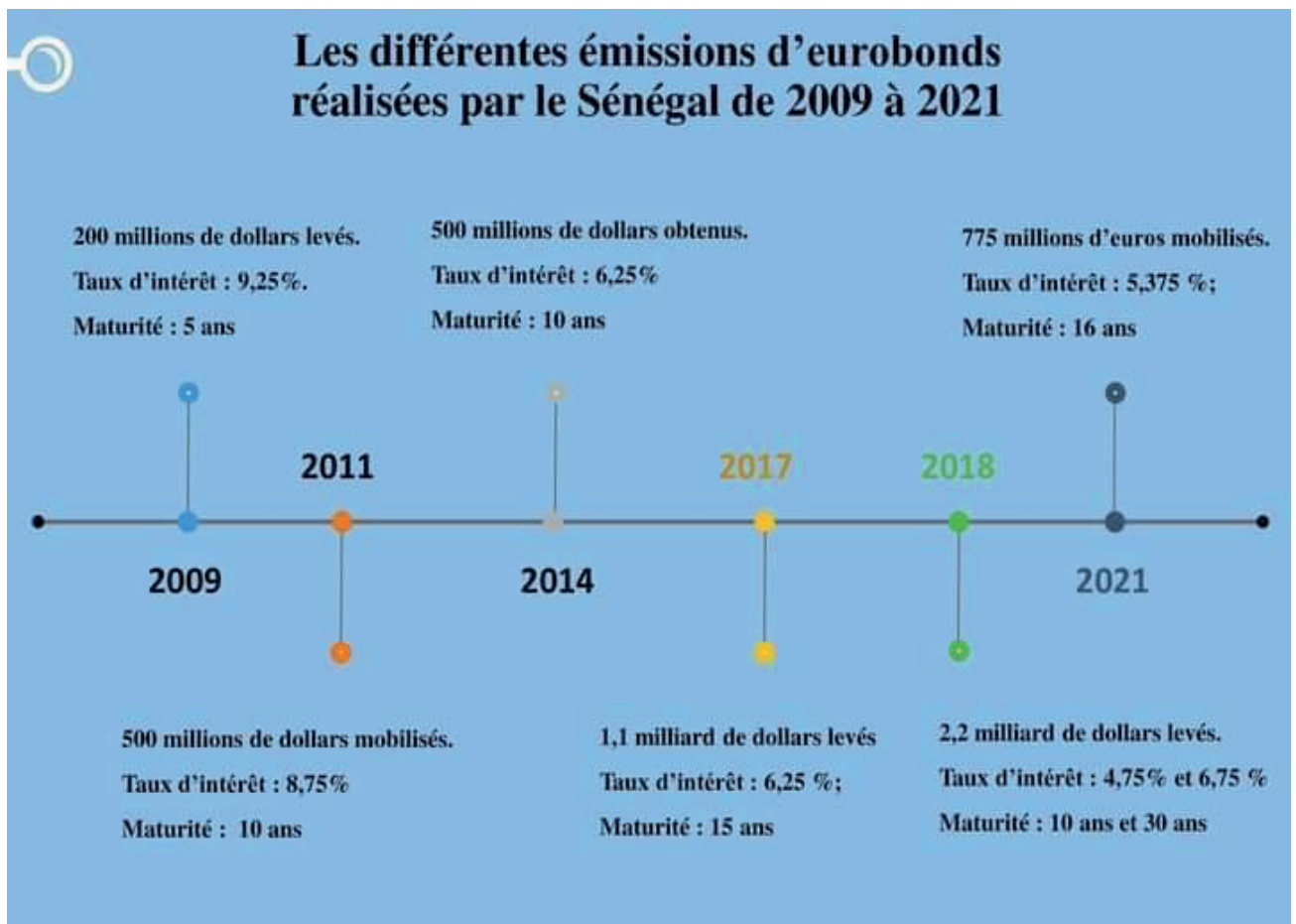


- 5 groupes consultatifs de Diouf (1987, 1995 et 1998) à Wade (2003 et 2007) : **4 303 milliards FCFA.**
- 2 Groupes consultatifs de Macky SALL (2014 et 2018) : **11 429 milliards FCFA.**

Les marchés financiers ont montré leur fort dynamisme. Sur les 54 pays membres de l'Union Africaine, seuls 19 pays ont accès aux marchés des capitaux, le Sénégal et le Rwanda étant les

seuls à appartenir à ce cercle restreint de pays africains ayant obtenu la confiance des investisseurs internationaux et ne disposant pas de revenus pétroliers. C'est dire la prouesse réalisée par le Sénégal.

L'évolution des interventions du Sénégal sur les marchés financiers internationaux montre que les montants ont considérablement augmenté avec de meilleures conditions financières (taux et maturité notamment).



L'ampleur des investissements durant la période considérée n'a pas empêché la maîtrise de notre endettement, dans un contexte de gouvernance saine des finances publiques. Le déficit budgétaire, bien que présentement au-dessus du seuil communautaire, est bien maîtrisé.

b. Dette

De 2012 à 2023, l'encours de la dette affiche un croît annuel moyen de 14,6% (près de **15%**). Le ratio d'endettement (dette/PIB) passe de 39,9% à 72,6%, au titre de l'année 2023, soit une hausse de **32,7 points** sur la période considérée. A fin 2023, **l'encours de la dette s'élève à 13 773,1 milliards FCFA.**

Suivant la dernière **Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) réalisée en Juin 2023**, les niveaux d'indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette sont inférieurs au seuil de référence (cf AVD contenu dans le rapport FMI de juin 2023 ; page 149)

Indicateurs de viabilité et soutenabilité	2022	2023	2024	Seuil
Encours de la dette publique / PIB	68,2%	69,4%	65,1%	70%
VA Dette extérieure/PIB	50,3%	52,7%	50,3%	55%
VA Dette extérieure/Exportations	187,8%	185,5%	163,0%	240%
Service Dette extérieure/Exportations	17,4%	19,1%	16,3%	21%
Service Dette extérieure/Recettes	16,7%	18,9%	17,1%	23%

En étant classé **PAYS A RISQUE DE SURENDETTEMENT MODERE**, le Sénégal est bien loin d'être dans les **2 cas de Pays à risque de surendettement élevé et de Pays en détresse**.

LES NOTATIONS DE CRÉDIT SONT LE REFLET DE LA SOLIDITÉ DES FONDAMENTAUX DU SÉNÉGAL. Notre pays se classe parmi les souverains les mieux notés en Afrique Sub-Saharienne après le Botswana et l'Afrique du Sud. Il est classé **Ba3 / stable** en Mars 2023 par **MOODY'S** et **B+ / Stable** en Juin 2023 par **S&P Global Rating**.

Les deux tableaux ci-dessous montrent la progression positive de la notation de crédit du Sénégal entre 2012 et 2023. En effet, au moment de l'accession du Président Macky SALL à la magistrature suprême, en 2012, **la notation de l'agence MOODY'S intervenue l'année précédente, en 2011, classait notre pays au 13eme rang en Afrique subsaharienne.** Après deux mandats du Président SALL, **la notation de MOODY'S, en 2023, classait le Sénégal à la 6eme place.**

Comparaison des notations africaines par les agences Standards and Poor's et Moody's (2011)

Rang	Agence	Rating S&P/Moody's
1 ^{er}	Botswana	A/A2
2 ^{ème}	Afrique du Sud	BBB+/A3
3 ^{ème}	Maroc	BBB+/Baa2
4 ^{ème}	Maurice	Baa2
5 ^{ème}	Tunisie	BBB-/Baa3
6 ^{ème}	Namibie/Baa3
7 ^{ème}	Egypte	BB/Ba3
8 ^{ème}	Angola	B1/Ba3
9 ^{ème}	Gabon	BB-/..... (2012)
10 ^{ème}	Nigéria	B+/Ba3 (2012)
11 ^{ème}	Ghana	B+/B1
12 ^{ème}	Zambie	B+/B1 (2012)
13 ^{ème}	Senegal	B+/B1 (perspective négative)
14 ^{ème}	Uganda	B+
15 ^{ème}	Rwanda	B

Source : Trading Economics

Comparaison des notations africaines par les agences Standards and Poor's et Moody's (2023)

Rang	Agence	Rating S&P/Moody's
1 ^{er}	Botswana	BBB+/A3
2 ^{ème}	Maurice	BBB-/Baa3
3 ^{ème}	Maroc	BB+/Ba1
4 ^{ème}	Afrique du Sud	BB-/BA2
5 ^{ème}	Côte d'Ivoire	BB-/Ba3
6 ^{ème}	Senegal	B+/Ba3
7 ^{ème}	Bénin	B+/B1
8 ^{ème}	Rwanda	B+/B2
9 ^{ème}	Kenya	B/B3
10 ^{ème}	Uganda	B-/B2
11 ^{ème}	Nigéria	B-/Caa
.....	Egypte, Madagascar, Tunisie, Congo, Burkina, Niger, Mali, Ethiopie etc	B
Suite du classement (pays en défaut)	Zambie, Ghana etc	Défaut

Source : Trading Economics

Indéniablement, malgré les craintes exprimées, le Sénégal maintient des marges budgétaires suffisantes à court et à moyen terme pour le paiement du service de la dette extérieure.

Ce qu'on pourrait craindre dans le **cas de l'endettement du Sénégal**, c'est un **repli prononcé de la croissance**, une **baisse des recettes fiscales** et une **baisse drastique des exportations**. Or c'est loin d'être le cas.

En sus des ressources des PTF, le Sénégal a pu bénéficier de **Droits de Tirage Spéciaux (DTS)** du Fonds Monétaire International (FMI), d'un montant de **246,7 milliards de FCFA** exécutés au titre des exercices budgétaires 2021 et 2022, dans le cadre de la **relance économique**.

Les indicateurs monétaires sont satisfaisants comparativement à la période d'avant avril 2012.

- **Les avoirs extérieurs nets** qui ressortaient à 701,1 milliards de FCFA en 2011, s'établissent en 2023 à 2 041,3 milliards de francs CFA à fin décembre 2023, soit une augmentation de 1 340,2 milliards de FCFA en valeur absolue et 191,1% en valeur relative.
- **La Masse Monétaire (MM)** a atteint 9 827,6 milliards FCFA en 2023 alors qu'elle s'était établie à 2 432 milliards de FCFA en 2011 ; soit un accroissement de 7 395,6 milliards de FCFA en valeur absolue et de 304% en valeur relative, soit plus qu'un triplement sur la période ;
- **Les crédits à l'économie en 2023** ont aussi plus que triplé puisqu'ayant atteint 6 399,1 milliards FCFA en dépit de la survenance de la crise sanitaire qui a ralenti l'activité dans tous les secteurs contre 2 212 milliards FCFA en 2011. Ainsi, les crédits à l'économie sur PIB sont passés de 23,8% en 2012 à 33% en 2023.
- Le **déficit du compte courant de la balance des paiements** a poursuivi sa tendance baissière de 10,9% du PIB en 2012 à 4,1% du PIB en 2016 grâce à une augmentation plus rapide des exportations par rapport aux importations. La remontée observée en 2017 (7,3%) et 2018 (9,5%) est imputable au renchérissement des cours du pétrole. Entre 2019 et 2020, le déficit du compte courant est passé de 8% du PIB à 10,9%, soit une augmentation de 2,9%, expliquée par une baisse des recettes de voyage due à la crise sanitaire et une augmentation des dépenses au titre des services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers. En 2021, le déficit du compte courant s'est situé à 1 845,1 milliards de FCFA (12% du PIB), en relation principalement avec l'augmentation du déficit du compte des services qui est passé de 1 017,2 milliards FCFA en 2020 à 1 386,4 milliards FCFA en 2021. Le déficit du compte courant a atteint un pic de 20% en 2022 avant d'amorcer un léger repli pour se fixer à 18,8% du PIB en 2023. Ce niveau important du déficit du compte

courant reflète principalement la vulnérabilité de l'économie sénégalaise face aux chocs exogènes induits par la reprise économique mondiale et le conflit russo-ukrainien. En effet, l'augmentation de la demande intérieure et les tensions sur les marchés des matières premières et biens intermédiaires ont engendré un renchérissement significatif des prix d'acquisition, sources de dégradation du déficit du compte de biens.

Dans l'optique de la mise en production des champs pétrolier et gazier, les importations de biens et services y afférentes se sont accrues de 12,8%, contribuant à soutenir le déficit du compte des services à un niveau élevé.

c. Réduction du train de vie de l'Etat

Dès l'accession au pouvoir de son Excellence Monsieur le Président Macky SALL, le Gouvernement avait pris l'engagement ferme de rationaliser à court, moyen et long terme, les dépenses courantes de l'Etat.

FONCTIONNEMENT DE L'ETAT

Dès l'accession au pouvoir de son Excellence Monsieur le Président Macky SALL, le Gouvernement avait pris l'engagement ferme de rationaliser à court, moyen et long terme, les dépenses courantes de l'Etat.

En 2012, les mesures de réduction du train de vie de l'Etat ont été les suivantes :

- la mise en place d'un Gouvernement réduit de 24 ministères contre 37 ;
- la suppression de 48 agences et structures suite aux conclusions de l'étude menée par l'IGE ;
- la fermeture d'ambassades et de consulats pour optimiser la carte diplomatique ;
- la suppression de la deuxième chambre du Parlement, le SENAT et de la Vice-Présidence de la République.

Ces décisions prises, à titre de signaux forts, ont permis de réaliser, en ce qui concerne la suppression d'agences et de structures de l'Etat, des économies budgétaires nettes, sur la gestion 2012, de l'ordre de 1 033 181 732 FCFA et celle du SENAT de 6 266 714 232 FCFA, soit au total **7 299 895 964 FCFA**.

Pour le cas spécifique des dépenses permanentes, toutes les lignes de téléphone mobile, hormis certaines des services de défense, de sécurité et de justice ont été suspendues le 1er mai 2012,

avec un réabonnement au cas par cas suivant une restriction des bénéficiaires et des montants plafonds fixés par circulaire du Premier ministre.

Pour les consommations d'eau, les cent (100) plus gros consommateurs de l'Administration ont été identifiés et suivis de façon très rapprochée. Les travaux de fiabilisation des fichiers ont également été menés et consolidés pour l'eau et l'électricité.

S'agissant des corps émergents de l'Education, suite au rapport de juillet 2011 de l'Inspection générale des Finances relatif à l'audit de leurs salaires, il a été décidé de supprimer le quota sécuritaire et de mettre en place un comité interministériel de pilotage de la masse salariale des corps émergents. Un arrêté portant création, organisation et fonctionnement du comité avait été pris **avant la fin de l'année 2012.**

En 2014, la rationalisation a porté sur certains postes de dépenses budgétivores et des économies substantielles ont été réalisées sur les dépenses du téléphone pour 11 milliards de FCFA, des logements conventionnés pour 7 milliards de FCFA, de la compensation tarifaire sur l'électricité pour 20 milliards de FCFA, des subventions octroyées aux agences qui bénéficient de ressources propres, pour 1,080 milliard de FCFA. Ces économies de **39,08 milliards FCFA** ont été réinjectées dans des dépenses prioritaires ayant un impact direct sur la réduction des inégalités sociales.

En 2015, les efforts de maîtrise des dépenses courantes de 2014 (39,08 milliards FCFA) se sont poursuivis, notamment avec la mise en œuvre de mesures administratives ayant conduit à des économies sur certaines dépenses de fonctionnement. Il s'agit, entre autres, de la réduction, de moitié, de la facture téléphonique de l'administration, du gel et de la résiliation de toutes les conventions de location de bâtiments à usage de logement. En lieu et place de la location, des indemnités de logement ont été octroyées aux ayants droits.

En 2016, une autre étape de la rationalisation a été déroulée et a consisté à la réduction des dotations consacrées aux fêtes et cérémonies, conférences, congrès et séminaires ainsi qu'aux lignes « habillement et accessoires » à hauteur de 429,56 millions de FCFA. En outre, les crédits destinés à l'achat de mobilier, matériel de bureau, matériel informatique, véhicules et autres biens amortissables ont été revus à la baisse à hauteur de 2,262 milliards de FCFA, au niveau des services ayant eu à procéder aux mêmes achats dans un passé récent. Ces efforts d'un montant global de **2,691 milliards FCFA** ont été orientés vers des dépenses prioritaires.

En **Août 2019**, il y a eu la suppression et la résiliation des abonnements téléphoniques des responsables d'Etat en vue de la maîtrise de la facture téléphonique qui tournait en moyenne autour de **22 milliards FCFA par an**. Avec ces résiliations, la facture téléphonique de l'Etat a été maintenue à **3,5 milliards FCFA**, soit une économie annuelle de **18,5 milliards FCFA**.

En **Février 2020** : la rationalisation s'est poursuivie également au niveau des véhicules administratifs à travers le décret n° 2020-474 du 19 février 2020 portant suspension de toute commande ou acquisition de véhicules administratifs. A titre d'information, de 2012 à 2020, l'Etat a dépensé 246 851 794 189 FCFA pour l'acquisition de véhicules, l'entretien et la réparation de véhicules et l'achat de carburant, soit une **moyenne annuelle de 27,4 milliards FCFA**.

En **janvier 2021**, dans le même sillage que la suppression des acquisitions de véhicules, l'Etat a décidé de supprimer les lignes budgétaires relatives à l'entretien, à la réparation desdits véhicules qui sont désormais du ressort des responsables d'Etat (Personnel de la Présidence, IGE, Secrétaires généraux, Directeurs généraux, Directeurs etc.). Dorénavant, ces agents devront prendre en charge tout frais lié à la gestion du véhicule (carburant, entretien, maintenance etc.) En lieu et place de ces charges de fonctionnement, le décret n° 2021-05 du 06 janvier 2021, leur octroie une indemnité forfaitaire globale à compter du 1^{er} mars 2021. L'impact budgétaire mensuel est de l'ordre de 371 millions FCFA au niveau de la solde centrale, soit une incidence annuelle sur la masse salariale de 4,4 milliards FCFA. Après analyse, l'impact de ces indemnités est largement en dessous des charges qui pesaient annuellement sur l'Etat (27,4 milliards FCFA).

Globalement depuis la seconde alternance, le montant issu de la rationalisation des dépenses de fonctionnement s'élève à environ **133,051 milliards FCFA**. Ces économies réalisées expliquent le comportement du ratio dépenses courantes par rapport au PIB qui n'a cessé de reculer, passant de 12% du PIB en 2011 à 8% en 2023 et 7,8% du PIB dans le projet de loi de finances initiale 2024.

d. Reddition des comptes et transparences budgétaire

En matière de **reddition des comptes**, c'est la loi de règlement qui constitue le moyen de contrôle du Parlement sur l'exécution des lois de finances initiale et rectificative adoptées par l'Assemblée Nationale.

Si le Sénégal a connu une période d'apurement accéléré des lois de règlement sur les gestions budgétaires allant de 1987 à 2010, la phase normale de l'instruction des lois de règlement (qui ne portent que sur une gestion close) a effectivement démarré sous le magistère du Président Macky SALL. Cette phase a consisté en l'élaboration du **compte administratif de l'ordonnateur**.

Ainsi, pour une première fois dans l'histoire du Sénégal et à partir de **2014**, la Cour des Comptes a pu faire le rapprochement entre le compte administratif de l'ordonnateur et celui des comptables publics et conséquemment établir une déclaration de conformité entre les écritures de l'ordonnateur et celles des comptables publics.

En outre, c'est à partir de 2016 qu'est réalisée la phase d'adoption des lois de règlement en conseil des Ministres avant leur transmission à la Cour des comptes, ce qui a permis de respecter le délai de dépôt du projet de loi de règlement exigé par la réglementation.

La **gestion 2017** a constitué une année inédite et marquante dans l'historique des lois de règlement en ce que le Gouvernement aura réussi, le pari, de produire le projet de loi de règlement de 2017, de l'adopter en Conseil des ministres en date du 11 juin 2018, pour ensuite le déposer à l'Assemblée nationale le 13 juin 2018, bien avant, le dépôt du projet de Loi des finances pour l'année 2019 intervenu le 12 octobre 2018.

Cette tendance a été confirmée pour les années 2018, 2019, 2020 et pour 2021, le projet de loi de règlement a été adopté en conseil des Ministres du 22 juin 2022 et transmis à l'Assemblée Nationale.

Le projet de loi de règlement 2023 a été adopté en Conseil des Ministres du 26 juin 2024 et transmis à l'Assemblée Nationale.

Sous le magistère du Président Macky SALL, ont été créées les conditions propices à l'élaboration du projet de loi de règlement 2023 par le nouveau régime qui l'a adopté au Conseil des Ministres du 26 juin 2024 et transmis au parlement avant la date butoir du 30 juin 2024.

Tout ceci témoigne de la volonté de Monsieur le Président de la République Macky SALL de promouvoir la transparence et de réaffirmer son engagement à respecter la réglementation dans une dynamique vertueuse.

Dans le domaine de la **transparence budgétaire** qui fait notamment l'objet d'une évaluation biannuelle appelée « Open Budget Survey » (OBS) conduite par des auditeurs indépendants, le Sénégal a été classé à la **3^{ième} place en Afrique sub-saharienne pour l'année 2017**, avec un score de 51, supérieur de 10 points au score moyen mondial.

Cette performance a valu à notre pays d'être choisi pour abriter l'atelier régional sur la **transparence budgétaire en Afrique francophone** les 31 janvier et 1^{er} février 2019.

L'année 2020 a été celle d'un changement total de paradigme dans la gestion des finances publiques, qui se matérialise principalement au travers de deux réformes : la budgétisation en mode programmes et la déconcentration de l'ordonnancement.

2. DES INVESTISSEMENTS UTILES ET EFFICACES

a. An 1

Au niveau de l'investissement, le premier budget sous le magistère de son Excellence Monsieur le Président de la République Macky SALL est marqué par la suppression ou le différé de certains projets et programmes dont l'exécution peut valablement être reportée sur les gestions futures sans influencer négativement sur la croissance économique. Ils ont été estimés à un montant **de 27,9 milliards FCFA**.

En 2013, ce procédé a été poursuivi et consolidé. En outre, dans le souci d'accroître l'efficacité des programmes d'investissement sur la base de critères de pertinence, d'efficience et de durabilité, certaines opérations non prioritaires et coûteuses, naguère inscrites dans les dépenses en capital, ont été supprimées, arrêtées ou suspendues, libérant des ressources substantielles d'un montant de **42 milliards de FCFA** qui ont été réorientées vers le financement de secteurs prioritaires.

b. 2014-2019

En 2014, le Sénégal a organisé son Groupe consultatif avec la Communauté internationale pour la couverture du gap de financement du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2014-2018 du Plan Sénégal Emergent (PSE). Ce gap de financement d'un montant de 3 948 milliards de FCFA se répartit comme suit :

- 1 853 milliards de FCFA d'appui financier des Partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- 1 111 milliards de FCFA de participation du secteur privé dans les projets PPP, représentant 70% des projets PPP, et 476 milliards de FCFA de contribution de l'Etat (30%) ;
- 984 milliards de FCFA de l'Etat.

Les défis de financement auxquels était confronté le Gouvernement l'ont conduit à restructurer le budget de l'Etat en vue de dégager un espace budgétaire suffisant à la prise en charge des investissements, dans le cadre du Plan Sénégal Emergent.

Il s'est agi concrètement, en marge de la préparation du collectif budgétaire de 2014 et des lois de finances initiales pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018, en vue de renforcer l'articulation entre le budget et le PSE, de procéder à une analyse du budget aussi bien dans sa partie fonctionnement que dans l'investissement. Cet exercice a permis de :

- répertorier les doublons au niveau des dépenses ;

- reclasser les dépenses par le recensement des dépenses d'investissements contenues dans le fonctionnement en vue de leur transfert vers les dépenses en capital et vice versa ;
- rationaliser les dépenses de fonctionnement au regard des résultats de l'audit du fichier de la Fonction Publique et de l'évolution des périmètres ministériels ;
- supprimer les projets d'appui institutionnel et à forte connotation de fonctionnement qui sont dans la partie investissement du budget.

Ces travaux importants se sont déroulés en plusieurs étapes.

Une **première phase** a abouti à des coupes importantes dans les dépenses publiques, sur la base d'un critère simple : les crédits adossés à des marchés non dénoués ou à des projets non matures et qui risquaient de tomber en fonds libres ou d'être reportés.

Cette méthode a été utilisée lors de la préparation de la loi de finances rectificative de 2014 ainsi que des lois de finances initiale et rectificative de 2015.

Une **seconde étape**, plus analytique, a reposé sur une analyse fine de la nature de la dépense, de son historique ainsi que de ses retombées sur la performance administrative (s'il s'agit d'une dépense de fonctionnement) ou sur la formation brute de capital fixe (s'il s'agit d'une dépense d'investissement).

De cette manière, les dépenses qui sont annulées sont celles dont l'examen n'a pas démontré une efficacité relativement à leur coût financier voire leur coût d'opportunité. C'est la démarche qui a été employée pour les lois de finances initiale et rectificative de 2016.

Une **troisième phase**, entamée en 2017, moment choisi, même si les deux méthodes ci-dessus n'ont pas épuisé toutes leurs possibilités, de faire migrer la stratégie de rationalisation des dépenses publiques vers un troisième jalon : celui de la réingénierie des structures et des procédures de l'Etat dont une consolidation appuyée a été effectuée dans la préparation de la LFI 2018.

En définitive, il est vrai que le budget de l'Etat a accumulé, au fil des années, un certain nombre de dépenses devenues inutiles, improductives ou redondantes et dont la suppression génère le même effet positif qu'une recette supplémentaire.

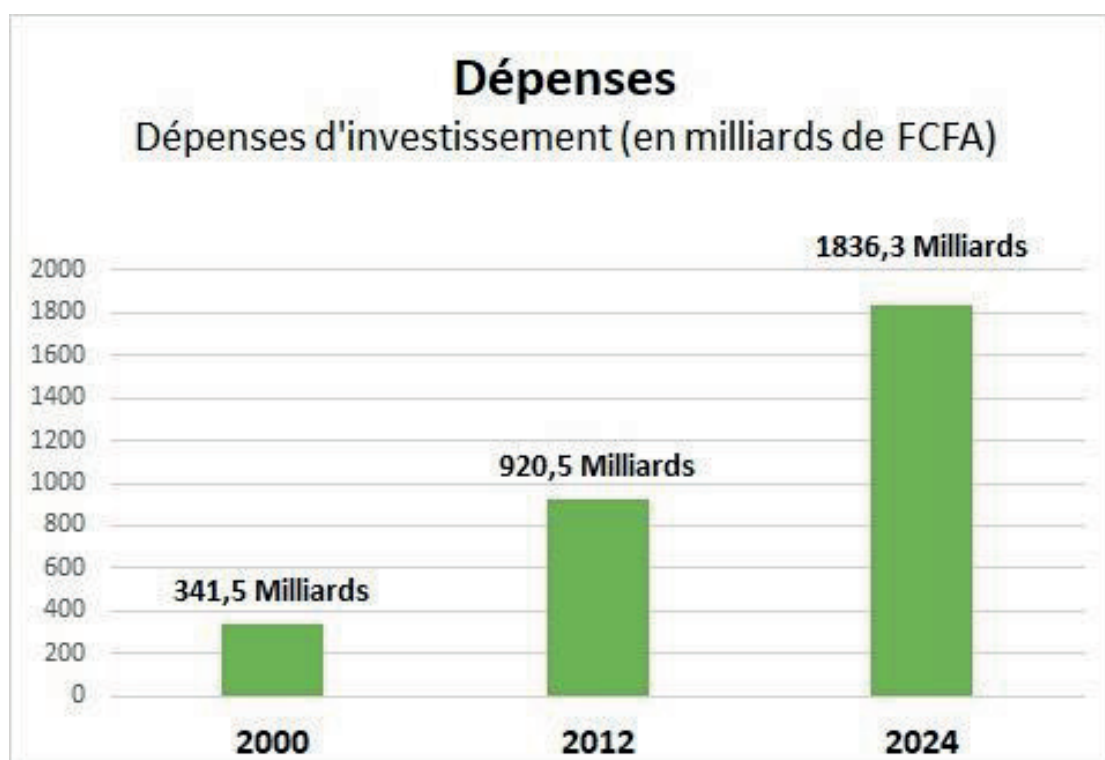
L'arrivée au pouvoir du Président SALL, a permis de comprendre que la restauration des marges de manœuvre budgétaires de l'Etat passe aussi bien par un meilleur rendement du système fiscal que par une plus grande optimisation de la dépense publique dont l'impact, in fine, est d'améliorer sensiblement l'efficacité et la qualité dans l'allocation des ressources entre les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement.

La poursuite de l'option de traquer les dépenses improductives et de tarir les sources de gaspillage, ont conduit inexorablement vers un nouveau cap d'efficacité avec l'introduction de la gestion axée sur les résultats dans la gestion des finances publiques à travers les budgets-programmes, conformément à la loi organique n°2011-15 du 8 juillet 2011 relative aux lois de finances (LOLF) modifiée.

En **2000**, le budget d'investissement du Sénégal s'établissait à **341,6 milliards FCFA** tandis que le projet de LFI de **2012** l'arrêtait à **920,5 milliards FCFA**.

Il est intéressant de retenir que sous le magistère du Président Macky SALL, c'est l'amplification des dépenses d'investissements publics qui a été enregistré jusqu'à atteindre **1 836,3 milliards FCFA** en 2024, c'est quasiment un doublement en 12 ans.

Les dépenses d'investissements publics n'ont cessé de croître, dans le cadre de la mise en œuvre du PSE qui est très profitable à l'économie sénégalaise avec la poursuite de l'exécution d'importants projets majeurs initiés par le Gouvernement.



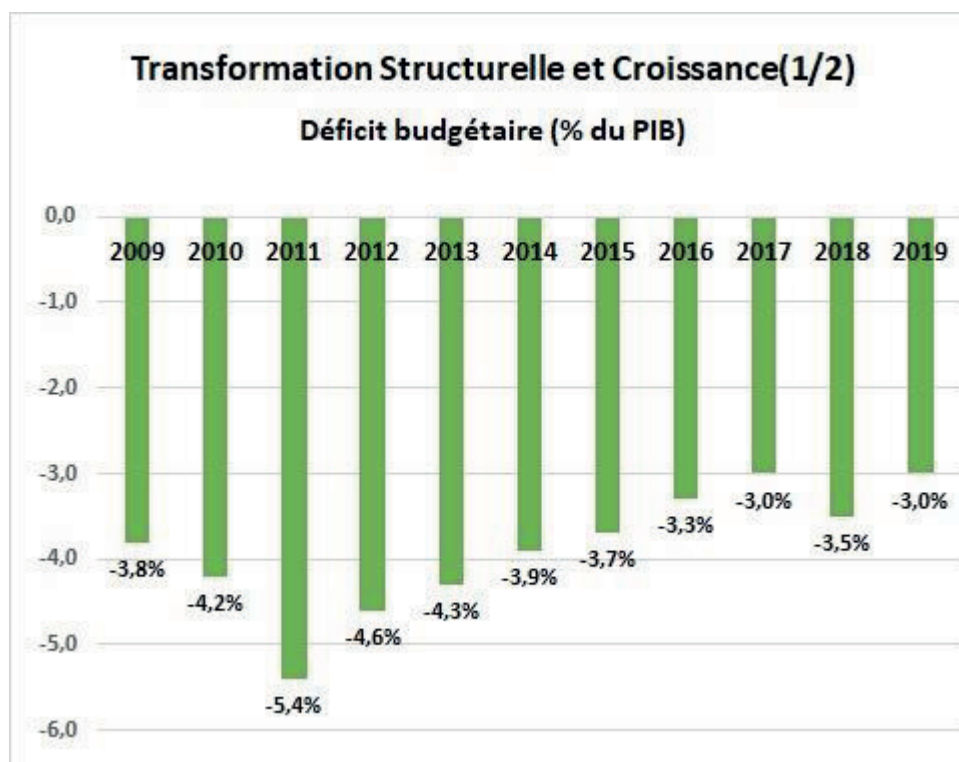
L'objectif du Président Macky SALL, à travers la réalisation de ces grands projets et l'assainissement du cadre macroéconomique est de réaliser une croissance de qualité, qui génère de l'emploi et des revenus, et favorise un développement solidaire et inclusif. C'est ce qu'il appelle « Le Sénégal de tous, le Sénégal pour tous ».

3. Déficit budgétaire maîtrisé

Le déficit budgétaire a connu un trend baissier avant la COVID passant de -5,8% en 2012 à -3,9% en 2019 grâce à une amélioration des recettes et une rationalisation des dépenses. C'est à la faveur de la mise en œuvre du Programme de Résilience Economique et Sociale (PRES) comme riposte du Sénégal pour contenir et endiguer les effets économiques et sociaux néfastes induits par la pandémie de la COVID 19, qu'un dévissage budgétaire a été opéré avec un déficit budgétaire remontant à -6,4% en 2020. Cependant, la baisse du déficit budgétaire s'est poursuivie pour se situer à -4,9% en 2023 et tendre vers l'objectif communautaire de -3% à l'horizon 2025

Evolution du déficit budgétaire en % du PIB

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	LFI 2024
Déficit budgétaire	-5,8%	-5,5%	-3,9%	-3,7%	-3,3%	-3,0%	-3,7%	-3,9%	-6,4%	-6,3%	-6,1%	-4,9%	-3,9%



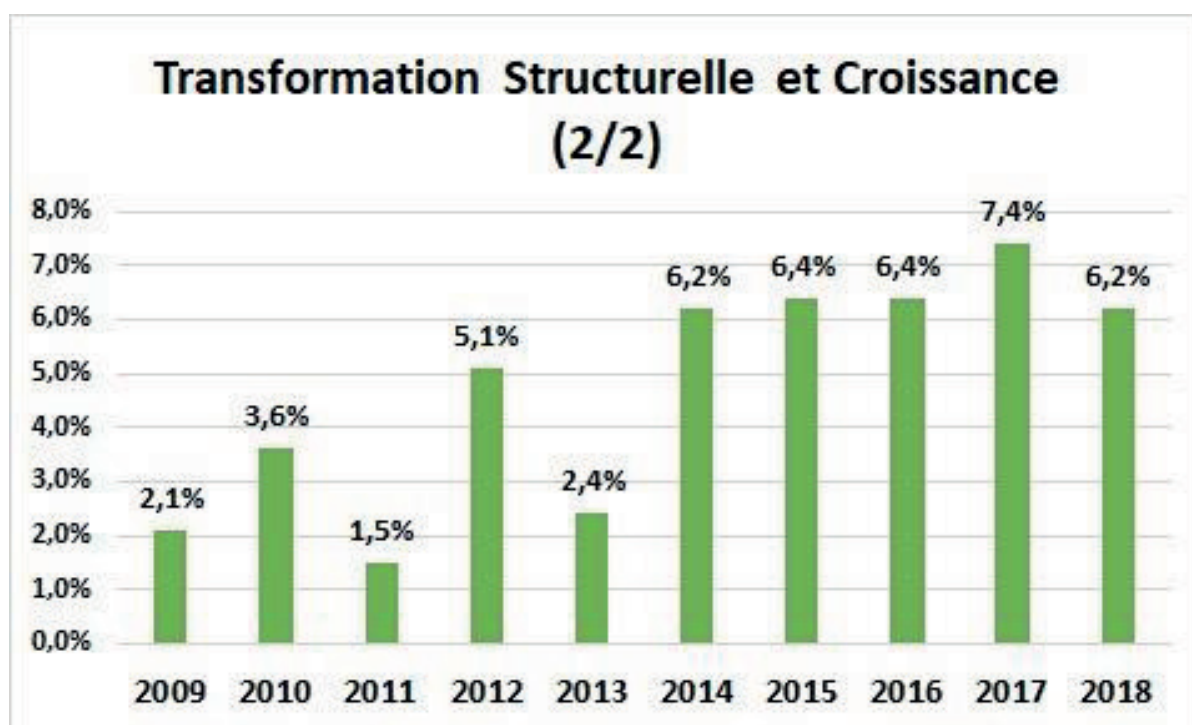
Réduction significative du déficit budgétaire

D. DES RESULTATS VISIBLES ET VIABLES

1. UNE CROISSANCE FORTE AUX IMPACTS POSITIFS

Si la croissance a été faible dans les années 80, voire erratique entre 2000 et 2011 (3,3% en moyenne), son évolution, au cours des deux mandats du Chef de l'Etat Macky SALL, révèle un bilan satisfaisant du PSE.

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (Covid-19)	2021	2022 semi définitif	2023 estimation	2024 LFI	2024 prévisions
Taux de croissance du PIB	6,2%	6,4%	6,4%	7,4%	6,2%	4,6%	1,3%	6,5%	3,8%	4,6%	9,2%	7,3



Réhaussement durable de la trajectoire de croissance du pays

Ce sont les investissements qui ont atteint, durant ces dernières années, un rythme soutenu et des niveaux jamais égalés grâce, entre autres, au renforcement de nos capacités de mobilisation de ressources internes et externes de notre pays, qui ont permis de stimuler la croissance et de faire face aux urgences sociales.

Sur la période 2014-2023, la forte dynamique de création de richesses, nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations, s'est traduite par un taux de croissance annuel moyen de 5,6%

Par ailleurs, même si notre bonne croissance économique et ses impacts positifs ne sont pas synonymes de la disparition des problèmes d'inégalités sociales et territoriales, des difficultés dans la vie et l'épanouissement des populations, elle est une condition certes pas suffisante mais nécessaire pour un développement harmonieux et inclusif. Elle permet, entre autres, que :

- les populations aient accès à des soins de santé, à de la nourriture de qualité et en abondance, au logement, aux facilités qu'offre une meilleure mobilité ;
- la jeunesse ait accès à une éducation et une formation de qualité , et soit bien préparée pour affronter l'avenir ;
- les aînés soient bien traités et vivent une vieillesse paisible ;
- tous les habitants du Sénégal puissent vivre sans crainte pour leur vie, leur santé, leurs biens ou leur liberté, parce qu'ils sont en sécurité car protégés contre la plupart des formes de menaces, qu'elles émanent de l'homme ou de la nature.

Il est important de comprendre donc que cette bonne croissance de notre PIB sous le magistère du Président Macky SALL, a permis de générer des ressources financières qui ont permis d'investir dans les secteurs clés la santé, l'éducation, l'agriculture, les infrastructures, l'hydraulique, la protection sociale, la sécurité intérieure et frontalière, entre autres.

Ainsi, il convient de relever que **plus de 80%** des ressources mobilisées à travers les budgets d'investissement exécutés sous le Magistère de son Excellence, Monsieur Macky SALL, ont été investies dans les 7 secteurs prioritaires **du volet public du Plan Sénégal Emergent (PSE)**

- (i) infrastructures et services de transport ;
- (ii) infrastructures et services énergétiques ;
- (iii) agriculture et agro-alimentaire ;
- (iv) eau et assainissement ;
- (v) éducation et formation ;
- (vi) santé et protection sociale ;
- (vii) gouvernance locale et sécurité.

De façon concrète, les ajustements osés à l'an 1 de la seconde alternance, la pertinence des politiques publiques, les choix budgétaires, la tenue rigoureuse et transparente des finances publiques et l'efficience dans la gestion ressources publiques ont été des déterminants majeurs dans les réalisations du Président Macky SALL dans tous les secteurs de la vie nationale.

2. DES MARQUEURS SOCIAUX CONTRE LES VULNERABILITES SOCIALES ET TERRITORIALES

a. COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

CMU

Le Programme de **Couverture Maladie Universelle** (CMU) : lancé en 2015, ce programme a permis de relever le taux de couverture de l'assurance maladie de 20% à 75% du point de vue de l'offre et a mobilisé des ressources internes à hauteur de 118,463 milliards de FCFA, sur la période 2015-2023.

La CMU a permis à :

- 3,9 millions de personnes de bénéficier d'une assurance maladie ;
- 2 millions de bénéficiaires « non-cotisants » de bénéficier d'une couverture sanitaire à travers les mutuelles de santé communautaires ;
- 106 964 cas de femmes de bénéficier d'une prise en charge gratuite de césarienne ;
- 8 377 166 enfants de moins de 5 ans de bénéficier de la gratuité des soins ;
- 303 113 personnes âgées de plus de 60 ans de bénéficier du Plan sésame.

Elle a également permis d'améliorer la prise en charge des personnes souffrant de l'insuffisance rénale chronique, par la gratuité de l'hémodialyse. Dans la même dynamique, l'État a aussi accompagné ces mesures de gratuité par la construction et l'équipement de 21 nouveaux centres de dialyse dans toutes les régions du Sénégal ; un effort substantiel qui constitue une réponse structurante à la prise en charge des maladies chroniques. La prise en charge de ces dépenses onéreuses par l'État, est une vraie bouffée d'oxygène pour des milliers de ménages sénégalais.

b. LE PROGRAMME NATIONAL DES BOURSES DE SECURITE FAMILIALE

Instauré en 2013 pour soutenir les familles défavorisées, le PNBSF a bénéficié jusqu'en 2023 d'une dotation budgétaire de 164,025 milliards de FCFA, permettant de faire bénéficier à 316 941 ménages, d'une bourse de 25 000 FCFA/trimestre, (montant qui est passé à 35 000 FCFA en 2023) pour renforcer leurs moyens d'existence de même que les capacités éducatives et productives des familles. Dans le même temps, 70 510 personnes vivant avec un handicap ont bénéficié de la carte d'égalité des chances, facilitant leur accès

aux services essentiels de santé, de transport, d'éducation, et l'accès à la formation et à l'emploi.

c. LA DER/ FJ LA DELEGATION GENERALE A L'ENTREPRENEURIAT RAPIDE DES FEMMES ET DES JEUNES (DER/FJ)

Conscient que l'inclusion sociale va au-delà des mesures de soutien et de gratuité, l'État a mis en place, à partir de 2018, **la Délégation à l'Entrepreneuriat rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ)**, qui met en œuvre des actions ciblées pour soutenir l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes du pays, à travers des financements directs de leurs activités, des fonds de garantie auprès des institutions financières et bancaires, la promotion d'investissements innovants et l'accompagnement financier de projets catalyseurs et à fort effet de levier auprès des partenaires du Sénégal. Après cinq (5) années de mise en œuvre (2018-2022), la DER/FJ a mobilisé plus de 100 milliards de FCFA de financement, touché 204 mille bénéficiaires dont plus de 75% de femmes. Elle a créé plus de 100 000 emplois directs et 200 000 emplois indirects.

d. LE PROGRAMME D'URGENCE POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES (Programme « **XËYU NDAW ÑI** »)

Parallèlement à ces programmes d'inclusion sociale, il est mis en œuvre le Programme d'Urgence pour l'Emploi et l'Insertion socio-économique des jeunes, encore appelé Programme « **Xëyu Ndaw ñi** », initié en 2021 en vue d'apporter une réponse urgente et efficace à l'épineux problème de l'emploi des jeunes. Ce programme a concerné tous les secteurs d'activités pouvant générer des emplois durables et décents pour les jeunes (éducation, santé, agriculture, infrastructures, entrepreneuriat, sports, défense et sécurité, environnement, foresterie, etc.). Doté d'une enveloppe globale de 450 milliards de FCFA, sur la période 2021-2023, réparties par tranches annuelles de 150 milliards de FCFA, le programme « Xëyu Ndaw ñi » a permis de générer 66 243 emplois sur un objectif de 65 000, dépassant donc les projections initiales.

e. PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)

Une des innovations dans cette politique de renforcement de l'équité territoriale a été la mise en œuvre **du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC)**. Ce programme qui a mobilisé un financement global de 397 milliards de FCFA de 2015 à 2022, dont 73% de transfert de l'État avec des réalisations essentiellement centrées sur

l'autonomisation économique (5 349 équipements de transformation port-récoltes distribués), le renforcement de l'accès à l'eau (308 systèmes hydrauliques réalisés) et à l'électricité en milieu rural (724 villages électrifiés) et la réalisation de pistes de désenclavement (un linéaire de 827 km de routes non revêtues aménagées et ouvertes à la circulation pour améliorer la mobilité de 410 000 personnes). Cet important programme a le mérite de contribuer à l'élargissement des choix de vies au niveau des terroirs et à régler de sérieux préalables à l'émergence de certains territoires.

Conçu comme le pendant du PUDC pour les zones urbaines, le Programme de Modernisation des Villes (**PROMOVILLES**), a donné une nouvelle image à nos villes, en termes d'aménagement de voiries urbaines (un linéaire de 194,18 Km de voirie construit), de développement d'infrastructures d'assainissement (203,49 Km de réseau d'assainissement des eaux pluviales réalisés au profit de 1 061 252 bénéficiaires directs), d'éclairage public (122,32 km de lignes électriques construites) et d'appui aux collectivités territoriales. Il a mobilisé un financement de 270 milliards de FCFA sur la période 2016-2022, dont 29% sur ressources propres de l'État.

f. **PROGRAMME D'URGENCE DE MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)**

Le Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (**PUMA**) lancé en octobre 2016, a eu pour objet d'apporter des réponses aux demandes urgentes et légitimes des populations des zones ciblées par la réalisation de 274 infrastructures et équipements sociaux de base réalisés en matière de santé, d'hydraulique, d'énergie, d'éducation, de désenclavement et d'agriculture avec plus de 40 milliards de FCFA mobilisés sur ressources internes, renforçant le sentiment d'appartenance nationale des bénéficiaires. Il a permis également le désenclavement de 127 localités à travers la construction de 9 tronçons de pistes rurales pour un linéaire total de 114,9 Km.

3. AUTRES RESULTATS POUR UN MIEUX-ETRE DES POPULATIONS

a. **POUR UN SYSTEME DE SANTE EFFICACE ET UNE EQUITE SOCIALE**

L'équité sociale et l'efficacité du système de santé ont été largement améliorées, spécialement, à travers le recrutement massif de professionnels de la santé pour pallier les besoins et la mise en service de nouvelles structures : 300 postes de santé, 18 centres de santé,

21 centres de dialyse et 9 nouveaux hôpitaux. Grâce à ces investissements, le secteur a connu une augmentation de sa capacité litière et permis l'ouverture de services spécialisés jusque-là inexistantes dans certaines zones, depuis l'Indépendance du Sénégal.

Les investissements ont permis la finalisation des chantiers des hôpitaux **Dalal Jamm** de Dakar ainsi que ceux de **Fatick, Ziguinchor, Matam**, sans compter la construction de cinq (5) nouveaux hôpitaux (**Touba, Kaffrine, Sédhiou, Kédougou et Agnam**).

Ont également été construits **15** centres de santé, **300** postes de santé et **21** centres de dialyse (à noter que jusqu'en novembre 2010, seules **3** structures hospitalières publiques offraient ce service : Le Dantec, Hôpital Principal et Hôpital de Saint Louis. Aujourd'hui, ce sont **22 322** insuffisants rénaux qui bénéficient gratuitement de la dialyse).

Hôpitaux en cours de construction ou en cours de réhabilitation

Au moment du passage de témoin entre les équipes dirigeantes du pays, en avril 2024, plusieurs hôpitaux étaient en cours de construction ou en cours de réhabilitation :

- **Hôpital Aristide Le Dantec** : pour un coût de **92 501 191 000 FCFA (quatre-vingt-douze milliards cinq cent un millions cent quatre-vingt-onze mille)**. Le FONSIS est le maître d'ouvrage délégué. L'hôpital de niveau 4 est reconstruit sur site. Il disposera d'une capacité litière de 660 lits, avec plus d'une vingtaine de spécialités médicales, chirurgicales, de services d'aide au diagnostic de pointe ;
- **Hôpital Seydi EL Hadji Malick Sy de Tivaouane** : pour un coût de **46 000 000 000 FCFA (quarante-six milliards)**. Le FONSIS est le Maître d'Ouvrage Délégué. L'hôpital de niveau 3 est construit sur terrain de 10 hectares. Il disposera d'une capacité litière de 300 lits, avec des spécialités médicales, chirurgicales, des équipements d'aide au diagnostic ;
- **Extension de l'hôpital Matlaboul Fawzeyni de Touba** : Nouveau pôle médical déjà fonctionnel dans un bâtiment R+5 construit sur une surface de 9855 m² avec une capacité d'accueil de 132 lits dont 03 suites, 02 salles d'opération pour la maternité et 04 autres salles d'opération. L'Hôpital dispose ainsi au total de 340 lits ; le coût est de **neuf milliards six cent millions (9,6 mrd) FCFA** financé par l'Etat et le FONSIS a été le maître d'ouvrage délégué ;
- **Hôpital de Ourossogui** : L'hôpital de niveau 2 est construit sur un terrain de 10 hectares . Il disposera d'une capacité litière de 150 lits, avec une quinzaine de spécialités médicales, chirurgicales, d'aide au diagnostic ;

- **Hôpital de Thiès** : réhabilitation, extension et équipement du service d'accueil des urgences (SAU) : actuellement fonctionnel pour un montant de huit cent (800) millions FCFA ;
- **Centre national d'Oncologie de Diamniadio** : pour un coût de 105 000 000 dollars (environ 61 milliards 600 millions FCFA). L'hôpital de niveau 3 est entièrement dédié à la prise en charge des cancers. Il disposera d'une capacité de 100 lits ;
- **Service de Neurologie et centre de gériatrie de Fann** : réhabilitation-extension et mise aux normes : augmentation de la capacité d'accueil, équipements d'aide au diagnostic et d'exploration fonctionnelle, construction de nouvelle réanimation et un service de kinésithérapie ;
- **SAMU** : renforcement du maillage du Service d'Assistance Médicale d'Urgence : ouverture des SAMU de Saint Louis, Kaolack et Touba ; les perspectives étaient à l'ouverture des SAMU de Ziguinchor et Kolda avant la fin de l'année 2024 ;
- **Projet de construction de l'EPS 4 de Saint Louis** : pour un coût de 77 753 104 398 (soixante-dix-sept milliards sept-cent cinquante-trois millions cent-quatre mille trois-cent quatre-vingt-dix-huit) FCFA HT/HD. L'hôpital aura une capacité d'accueil de 400 lits avec des spécialités de pointe
- **Projet de construction de l'EPS 1 de Bakel** : pour un coût de quinze (15) milliards FCFA et une capacité d'accueil de 100 lits.
- **Projet de construction d'un EPS 3 et du Laboratoire de Santé publique à Thiès** : pour un hôpital de 300 lits avec un coût prévisionnel de 67 956 355 384 FCFA (soixante-sept milliards neuf-cent-cinquante-six millions trois-cent-cinquante-cinq mille trois-cent quatre-vingt-quatre) et d'un laboratoire de référence d'un coût prévisionnel de 20 000 000 000 (vingt milliards) FCFA.
- **Projet de construction d'un EPS 3 à Kaolack** : par l'entreprise AGENTIS pour une capacité de 350 lits avec un coût prévisionnel de 52 000 000 000 (cinquante-deux milliards) FCFA.
- **Reconstruction de la pédiatrie de l'hôpital Mame Abdou Aziz SY Dabakh de Tivaouane** : un acompte de quatre cent (400) millions FCFA a été mobilisé en 2023 au profit de l'hôpital.

On peut encore citer, les trois projets que sont **les hôpitaux de niveau 3 de Mbour, de Fatick et Tambacounda** mais aussi la reprise des travaux de réhabilitation et d'extension de **l'Hôpital Ahmadou Sakhir MBAYE de Louga**, la construction des **centres de santé de Diakhaye**,

Gandiaye, Ndiassane qui étaient en cours. Les centres de santé **Passy et Sakal** étaient, quant à eux, déjà ouverts.

Aussi, l'**Hôpital Dalal Jamm** a été équipé d'une unité de greffe de moelle osseuse pour la prise en charge des cancers du sang et d'un service pour la procréation médicalement assistée, pour un coût d'un milliard cinq cent millions (1.5 milliards) FCFA, il est entièrement financé par l'Etat du Sénégal.

Renforcement du plateau technique

En outre, la mise en œuvre du projet de renforcement du plateau technique des structures de santé, hôpitaux et centres en équipements d'imagerie médicale a permis d'acquérir :

- 03 IRM 1,5 Tesla
- Salles d'angiographie pour la cardiologie interventionnelle
- 04 Scanners 128 coupes
- 10 Scanners 64 B
- 18 Scanners 16 B
- 18 Tables de radiographie numérisée
- 12 Tables télécommandées avec capteurs plans
- 12 Radiographies mobiles numériques
- 03 Appareil d'angiographie
- 10 Appareils de mammographie numériques
- 29 Appareils d'échographie doppler
- 03 Appareils d'échographie pour nouveau-né
- 10 Appareils d'échocardiographie
- 23 Amplificateurs de brillance

Acquisition de cent (100) ambulances et équipement de cinq (05) hôpitaux de référence en serveurs Cockpit

Le serveur Cockpit constitue une avancée de la télémédecine. Il permettra à chaque hôpital de référence de se connecter à cinq (05) hôpitaux régionaux. Ces serveurs vont permettre aux structures connectées de faire des examens de scanners et des IRM sur cinq (05) machines en simultané ; ce qui pourra faciliter l'accès à l'imagerie médicale pointue aux populations des régions qui n'en disposent pas.

Un CDIM et un nouveau SAU à Fatick

La construction d'un centre d'imagerie médicale (CDIM) et d'un nouveau service d'accueil des urgences (SAU) dans l'enceinte du centre hospitalier régional de Fatick a été réalisée avec :

- 01 salle IRM, 01 salle de scanner, 03 salles de radiographie, 01 salle d'angiographie, 03 salles d'échographie, 01 de mammographie, 01 salle de radiographie panoramique dentaire, 01 salle de télémédecine
- Le service d'accueil des urgences disposera de : 04 Box de consultation, 01 Box de déchoquage, 01 salle de plâtre, 01 Salle de soins, 01 laboratoire d'urgence, 01 Salle de surveillance polyvalents à 04 lits, Une hospitalisation pour les urgences d'une capacité de 10 lits

Projet de construction d'hôpitaux par l'USTDA

Le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC) a mobilisé en juin 2022, un don d'un million quarante et un mille quatre cents (1.041.400) dollars américains auprès de US Trade and Development Agency (USTDA) qui est une agence américaine. Ce don était destiné au financement des études de faisabilité pour la construction de quatre (4) hôpitaux et le développement de trois (3) à cinq (5) unités de soins mobiles, suivant un schéma de partenariat public-privé (PPP).

A la suite de cette mission, l'USTDA, à travers un consultant, a procédé à l'étude de faisabilité pour la réalisation d'infrastructures de santé au Sénégal et la mise à disposition d'hôpitaux mobiles

En juin 2023, les résultats de l'enquête ont abouti aux propositions de construction d'un :

- Hôpital de niveau 4 à Thiès ;
- Hôpital de niveau 3 à Kaolack ;
- Hôpital de niveau 2 à Kolda ;
- Hôpital de niveau 1 à Keur Massar

Ces propositions sont conformes aux prévisions de réalisation d'infrastructures du PIS (Plan d'Investissement Sectoriel). Cependant, pour Thiès et Kaolack, des offres ont été faites par des partenaires pour la construction d'hôpitaux de niveau 3. Ainsi, il a été proposé l'intégration de la reconstruction sur site de l'hôpital Youssou Mbargane et celui de l'Hôpital de Richard Toll en contrepartie.

Implémentation du Dossier Patient Unique, une révolution dans la digitalisation du système sanitaire au Sénégal

Le Dossier Patient Unique consiste à avoir un seul dossier retraçant toute l'histoire sanitaire du patient depuis son premier contact avec le système, utilisé par tous les praticiens qui auront à prendre en charge le patient, quel que soient leurs spécialités ou leurs lieux de prestation.

En juin 2023, le processus pour l'élaboration du référentiel du Dossier Patient Unique a démarré avec la participation de tous les acteurs et de toutes les sociétés savantes pour les spécificités et spécialités médicales, chirurgicales, les soins infirmiers, la kinésithérapie ainsi que le dossier social.

Pour la digitalisation une phase pilote a démarré avec six (6) hôpitaux : Hôpital Abass NDAO (où le lancement a été déjà fait), Hôpital Général Idrissa POUYE (HOGIP), hôpital Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba, les hôpitaux régionaux de Matam, Kaolack et Kaffrine.

Le passage à l'échelle sera progressif avec le renforcement de l'accompagnement par la Commission des Données Personnelles (CDP) pour le cadre réglementaire et Sénégal numérique SA (SENUM) pour la partie digitalisation, hébergement et protection des données ; la loi sur l'utilisation des technologies numériques dans le système de santé ainsi que le projet de décret étaient déjà introduits dans le circuit de validation du Gouvernement, au moment de la prise de fonctions des autorités en poste depuis le mois d'avril 2024.

Relance de l'industrie pharmaceutique locale - Souveraineté pharmaceutique

Relance de l'industrie pharmaceutique locale - Souveraineté pharmaceutique a été entamée à travers plusieurs initiatives. Il s'agit d'abord de la création d'une institution de haute portée : **l'Agence de Réglementation Pharmaceutique /ARP** pour le contrôle, l'homologation des médicaments et produits de santé, la mise en œuvre des fonctions réglementaires dans le but d'atteindre le niveau de maturité 3 ; niveau en bonne voie après les évaluations des experts de l'OMS.

Le projet MADIBA avec la plate-forme à Diamnadio de fabrication de vaccins et tests diagnostics par l'Institut Pasteur de Dakar est aussi un élément important de cette relance. **La SEN- PNA** (pharmacie Nationale d'approvisionnement) a été, quant à elle, mise à contribution pour une disponibilité adéquate des médicaments de même que la **Delivery unit** chargée de suivre les réformes, les projets publics et privés inscrits au plan de relance à travers un comité technique d'experts et un comité de pilotage interministériel.

Le plan de relance vise l'atteinte de la souveraineté pharmaceutique, avec comme ambition stratégique la production locale de 50 % des besoins du Sénégal en médicaments et produits de santé à l'horizon 2035. Par ailleurs, il prévoit le développement de médicaments à partir des plantes et de faire du Sénégal un hub logistique sous régional.

Greffé d'organes

Des avancées notables ont été enregistrées dans le domaine des greffes d'organe. En effet, les premières transplantations rénales ont été réalisées en novembre 2023 par le consortium hôpital le Dantec-hôpital militaire de Ouakam, à la suite d'une convention de partenariat en 2021.

Des solutions de financement durable étaient en cours pour accompagner les autres structures suivant des schémas de subvention, la gratuité de la dialyse restant toujours de mise. Un Conseil National du Don et de la Transplantation d'organes (CNDT) a été créé pour faire office d'organe de régulation chargé de l'encadrement de la transplantation.

- **Grefe de la moelle osseuse**

Pour la prise en charge des cancers du sang, la gratuité de la chimiothérapie a été instituée. Cependant, bon nombre de malades ont besoin d'une greffe de moelle osseuse. Cette greffe, de tout temps, ne pouvait se faire qu'à l'étranger avec des coûts allant de cent à deux cents millions FCFA. Pour remédier à cela, une unité de greffe de moelle a été construite, comme indiqué plus haut, à l'hôpital Dalal Jamm de Guédiawaye.

- **Grefe de la cornée**

Pour cette greffe permettant aux malades de recouvrer une vue normale, les arrêtés d'application et autres dispositions nécessaires avaient été pris.

Procréation médicalement assistée (PMA)

Un projet de révision de la loi relative au don d'organes a été introduit par le Gouvernement en 2015 pour prendre en compte la PMA. L'unité de procréation médicalement assistée (PMA) a ainsi pu être construite dans le même bâtiment que l'unité de greffe de la moelle de l'hôpital Dalal Jamm. Cette unité répond aux standards internationaux et permet la prise en charge de l'infertilité et de l'infécondité dans les conditions appropriées.

Il restait, au moment de l'installation de la nouvelle équipe dirigeante, la réception d'équipements déjà commandés, afin que les activités des deux services puissent démarrer pendant le second trimestre 2024.

Programme BAJENU GOX

Cette activité communautaire de prise en charge surtout préventive et promotionnelle de la santé et du bien-être des femmes et des enfants a pour objectif une réduction de la morbidité et mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Mise à disposition d'une nomenclature harmonisée des actes professionnels

Cette nomenclature qui prend en compte l'évolution des spécialités médicales et chirurgicales (textes en vigueur datant de 1955) a été élaborée et validée techniquement. Il restait la prise la prise des actes réglementaires (décret et arrêtés d'application) et la diffusion.

Mise en œuvre de la tarification des soins et des honoraires du privé

Le processus de fixation des tarifs et honoraires en partenariat avec les acteurs du privé, les assureurs et le Ministère du Commerce avait été lancé. Ce processus devra être poursuivi avec la prise d'actes réglementaires.

Comptabilité analytique dans quinze (15) Etablissements publics de Santé (EPS):

Cette comptabilité permet d'avoir une connaissance des charges et des coûts des prestations pour une fixation objective des tarifs.

On peut aussi citer, l'accélération du processus d'élaboration de la **carte d'égalité des chances** et la **création des CPRS** (centre de promotion et de réinsertion sociale) dans les communes pour la prise en charge des couches vulnérables.

b. PROTECTION SOCIALE POUR PLUS DE RESILIENCE ET D'INCLUSION

- ➔ Le renforcement du pouvoir d'achat des populations s'est matérialisé par une importante revalorisation salariale, les suspensions d'impôts et de taxes sur les produits de grande consommation ainsi que la subvention budgétaire, la subvention sur l'électricité et les hydrocarbures.
- ➔ La masse salariale dans l'administration publique **a connu un accroissement sans précédent, passant** de 428 milliards de FCFA en 2012 pour s'établir à 1 273 milliards de FCFA en 2023. Dans le même temps, les effectifs sont passés de 95 779 en 2012 à 176 620 en 2023, soit un accroissement net de 80 841. Tandis que sur la période antérieure, seulement 29 892 postes budgétaires nets ont été créés puisque les agents publics sont passés de 65.887 en 2000 à 95 779 à 2012. Cette forte augmentation des effectifs traduit le recrutement en masse des jeunes dans la fonction publique. Non seulement, les recrutements nets ont plus que doublé par rapport à la période précédente (**3 fois plus**), mais les agents de l'État (fonctionnaires et non-fonctionnaires) sont aujourd'hui beaucoup mieux payés qu'avant. En effet, les augmentations de salaires ont essentiellement porté sur la création ou la revalorisation des primes et indemnités, dont le montant est passé de 149 milliards de FCFA en 2012 à 461 milliards de FCFA à fin 2022.

Ce choix volontariste de lutter contre l'érosion du pouvoir d'achat des agents traduit une certaine fibre sociale, pour que la redistribution des fruits de la croissance passe aussi par l'amélioration des conditions de rémunération des agents publics, d'autant plus que le succès du PSE est également tributaire d'une administration compétente et motivée.

→ LES PENSIONS DE RETRAITES

Les retraités ont également vu leurs pensions nettement améliorées, de même que les titulaires de pension d'invalidité. Ainsi, le montant annuel de pensions est passé de 90 milliards de FCFA en 2012 à plus de 117 milliards de FCFA en 2022 pour des effectifs respectifs de 67 000 pensionnés et de 73 000 pensionnés. Dans la même dynamique, les dépenses de pensions d'invalidité sont passées de 7 milliards de FCFA pour 8 000 bénéficiaires en 2019 à près de 9 milliards de FCFA pour 9 000 bénéficiaires en 2022.

En particulier, la revalorisation des pensions de retraite des enseignants chercheurs des Universités a permis de favoriser le mieux-être des retraités et de garantir leur protection sociale.

→ LA LUTTE CONTRE LA VIE CHERE

Entre la baisse des prix observée dès l'arrivée du Président Macky SALL en 2012 et l'année 2020, soit sur une durée de huit ans, le Sénégal a connu une stabilité des prix. C'est seulement à des effets de la pandémie de Covid19 puis de la crise russo-ukrainienne que, suivant une tendance mondiale, certains prix ont augmenté. Pour y faire face, l'Etat du Sénégal a déroulé un plan de lutte contre la vie chère qui a permis de protéger les ménages sénégalais. Ces derniers ont ainsi moins ressenti ce choc en comparaison aux ménages d'autres pays confrontés aux mêmes difficultés.

La bataille contre la vie chère a ainsi été payée au prix fort sur le plan budgétaire afin de favoriser le bien-être des populations :

- **les subventions** au secteur de l'énergie ont permis de maîtriser les prix de l'électricité, du gaz butane et du carburant, particulièrement le gasoil qui constitue le produit pétrolier le plus utilisé par les consommateurs aux revenus les plus modestes. Elles ont atteint **750 milliards de FCFA en 2022**, soit **4,4% du PIB**, et près de **620 milliards de FCFA en 2023**, soit **3,3% du PIB** ;
- **la stabilisation des prix** des produits de grande consommation des ménages (blé, huile, sucre, riz et maïs) qui aura coûté un montant global de 157 milliards de FCFA en 2022 et près de 103 milliards de FCFA en 2023.

- Les concertations contre la vie chère et le dispositif inclusif mis en place ont permis de réduire les prix des **loyers à usage d'habitation**, soulageant ainsi les ménages d'une charge jusqu'ici pesante et incompressible ;
- la volonté de faciliter un **accès à un logement décent** pour tout sénégalais a été traduite par la mise œuvre du projet « cent mille logements », composante du Programme « Zéro bidonville », une initiative au cœur du dispositif opérationnel de la nouvelle politique de l'habitat du Gouvernement. Il connaît un début d'exécution satisfaisant avec le démarrage des aménagements, des constructions et du développement de l'écosystème de la construction.

Pour rappel, à l'issue du Conseil présidentiel consacré à la lutte contre la vie chère, tenu le 05 novembre 2022, d'importantes mesures avaient été prises par le Président Macky SALL pour des baisses immédiates sur les denrées de première consommation.

Ainsi, le soutien au pouvoir d'achat des ménages fut effectif à travers des subventions d'un montant de 1600 milliards FCFA sur deux exercices, entre 2022 et 2023, axées notamment sur :

- le carburant à hauteur de 300 milliards de FCFA ;
- les produits alimentaires pour 150 milliards de renoncations fiscales et douanières ;
- les salaires des fonctionnaires avec 150 milliards de renoncations fiscales provoquant une augmentation du pouvoir d'achat des agents de l'Etat.

Rien qu'en 2022 notre pays avait mobilisé plus de 6% de son PIB pour face à l'inflation qui était de 9,5% et est passée ensuite à 3,5%.

A la suite des concertations sur la vie chère, 100 milliards de FCFA de subventions et de renoncations fiscales ou douanières ont encore été injectés sur de nouvelles mesures sur le sucre, le riz, l'huile.

Par ailleurs, avant la crise internationale liée à la Covid19 et au conflit russo-ukrainien, l'essentiel des prix des denrées avaient été maîtrisés sur les huit (8) années précédentes, entre 2012 et 2020.

A partir de l'apparition de la crise, les actions entreprises ont permis d'agir sur les produits sous administration et de les maintenir à des niveaux moins élevés que dans la plupart des pays de la sous-région.

Aussi, nous pouvons donner quelques exemples d'impact sur le coût des produits avec :

- ✓ Le pain
 - Pour lequel, sans l'intervention de l'Etat, une baguette aurait coûté 325 francs. Elle a pu coûter 175 francs parce que l'Etat met des subventions sur le sac de farine. Il faut

préciser que cette baguette était d'un poids supérieur à celle qui est vendue actuellement à 150 francs CFA.

- Le prix réel du sac de farine, avec l'inflation liée à des causes externes, fixé à 29.000 francs CFA était vendu à 19.000 francs CFA parce qu'il y a une subvention de 10.000 francs par sac consenti par l'Etat.
- Ramenée au prix de la baguette c'étaient 150 francs CFA de subvention sur 325 francs ce qui permet aux consommateurs d'acheter la baguette à 175 francs CFA.

✓ Le riz brisé ordinaire

- Pour lequel le kg qui coûtait 375 francs CFA au consommateur aurait coûté 500 francs sans l'intervention de l'Etat.
- Une diminution de 125 francs CFA au kg dont 25 francs de subvention directe et 100 francs de renonciation fiscale était ainsi pratiquée sur cette denrée.
- Son prix était d'ailleurs de 325 francs CFA le kg en 2022 et 2023. C'est la conjoncture internationale qui l'avait propulsé dans une fourchette entre 375 et 380 francs au lieu de 325 après subvention.

✓ Les hydrocarbures

- Pour lesquelles, lorsque le consommateur payait le litre de gasoil à 750 francs CFA l'Etat prenait en charge 200 ou 300 francs CFA.
- Et quand le consommateur achetait la bonbonne de gaz à 2885 francs, l'Etat prenait en charge 1400 francs CFA pour arriver à ce prix au consommateur.

Il faut ainsi noter, pour encore illustrer les efforts qui ont été faits par l'Etat du Sénégal sous le Président Macky SALL, que dans la sous-région, notre pays pratiquait les prix les moins élevés pour ce qui concerne le fer à béton, le ciment, le riz brisé ordinaire, le sucre. Le seul produit sous administration plus cher chez nous que chez certains de nos voisins est l'huile de palme. La raison est que les pays en question le produisent sur leur territoire.

En effet, lorsque la tonne de ciment est à 90.000 francs CFA à Abidjan, 110.000 à Bobo Dioulasso, 88.000 à Bamako, au Sénégal la tonne était de 72.000 francs.

Quand le kg de sucre était à 750 francs à Abidjan, 700 à Bamako, il était à 650 francs à Dakar.

Quand le riz brisé ordinaire était à 400 francs à Dakar, il était à 450 francs à Abidjan.

Tout cela montre les efforts très importants consentis pour soulager les ménages et améliorer le pouvoir d'achat.

Evolution des prix entre 2012 - 2023			
Denrées de première nécessité/carburant	Prix homologués en 2012	Prix homologués en 2023	Ecart en valeur absolue
Sucre (cristallisé 1kg)	700	650	-50
Riz (ordinaire LE KG)	300	325	25
Gaz (bouteille de 9KG)	5 510	4 285	-1 225
butane (bouteille de 6kg)	3 700	2 885	-815
huile en vrac (le litre)	1 300	1 000	-300
Lait en poudre(1kg)	3 300	2 700	-600
Farine (1KG)	400	400	0
Pain	175	175	0
Super	889	990	101
Gaz oil	792	755	-37

TABLEAU COMPARATIF DES PRIX ENTRE LE SENEGAL ET LES PAYS DE LA SOUS-REGION AU MOMENT DU DEPART DU PRESIDENT MACKY SALL

Pays	Dispositif mis en place	Prix
Bénin.	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de salaires • Mesures d'allègement fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 400F/kg • Riz 370F/kg • Huile 950F/l • Sucre 700F/kg
Burkina Faso.	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des droits de douane 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 390F/kg • Riz 320F/kg • Huile 1030F/l • Sucre 700F/kg
Côte d'Ivoire.	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures d'allègement fiscal • Subvention des produits pétroliers 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 390F/kg • Riz 450F/kg • Huile 850F/l • Sucre 750F/kg
Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des droits de douane 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 490F/kg • Riz 450F/kg

		<ul style="list-style-type: none"> • Huile 1200F/l • Sucre 700F/kg
Mali.	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des droits de douane • Mesures d'allègement fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 480F/kg • Riz 400F/kg • Huile 1200F/l • Sucre 650F/kg
Sénégal.	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des droits de douane • Mesures d'allègement fiscal • Subvention directe 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 370F/kg • Riz 300F/kg • Huile 1100F/l • Sucre 650F/kg
Togo.	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures d'allègement fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> • Farine 400F/kg • Riz 350F/kg • Huile 1030F/l • Sucre 700F/kg

c. EDUCATION - FORMATION POUR ASSURER L'AVENIR

Sous l'ère du Président Macky SALL, le Sénégal a entrepris une transformation profonde et significative de son système éducatif, illustrant un engagement sans précédent en faveur de l'éducation, de la formation, de la recherche et de l'innovation. Cet élan s'est concrétisé par une augmentation substantielle des budgets alloués au Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) et au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). Concrètement, le budget du MEN est passé de 328 milliards de FCFA en 2012 à plus de 909 milliards de FCFA en 2024, tandis que celui du MESRI a évolué de 117 milliards de FCFA en 2012 à plus de 304 milliards de FCFA en 2024.

Renforcement de l'enseignement secondaire et de base

L'enveloppe budgétaire du MEN, qui représentait près de 25 % du budget national en 2024 dépassant ainsi les 20 % recommandés par l'Agenda Éducation 2030 et la moyenne africaine de 17 % , a permis la réalisation de nombreux projets structurants avec d'importantes réalisations.

Ainsi la création du Lycée Scientifique d'Excellence de Diourbel (LSED) et de deux Lycées d'Intégration Nationale pour l'Excellence et la Qualité (LINEQ) à Kaffrine et Sédhiou reflète la volonté de promouvoir une éducation de haute qualité, propice à l'éclosion de futurs leaders scientifiques et intellectuels capables de porter l'ambition d'émergence du Sénégal.

En parallèle, la construction et la réhabilitation de 253 daaras témoignent de l'attention particulière accordée à l'éducation religieuse et traditionnelle. L'intégration de ces institutions dans le système éducatif formel a permis d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves qui les fréquentent.

L'introduction des langues nationales dans les écoles représente une avancée notable, facilitant l'accès au savoir tout en renforçant l'identité culturelle des apprenants. De même, le Projet de Remplacement des Abris Provisoires (PRORAP) a permis de doter les élèves d'infrastructures scolaires modernes et sécurisées, améliorant ainsi leurs conditions d'étude et de travail.

Quant à la généralisation des uniformes scolaires, elle vise à promouvoir l'équité et à renforcer le sentiment d'appartenance chez les élèves. En outre, l'extension des cantines scolaires, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines, garantit à un plus grand nombre d'enfants un repas équilibré quotidiennement, contribuant ainsi à leur bien-être et à leur réussite scolaire.

En matière de ressources humaines, un effort significatif a été réalisé avec le recrutement exceptionnel de 5 000 enseignants en 2021, s'ajoutant au recrutement annuel habituel de 3 700 enseignants. Cette initiative visait à réduire le ratio élève-enseignant et à améliorer la couverture éducative sur l'ensemble du territoire national.

Aussi la revalorisation des salaires des enseignants, entamée en mai 2022, a atteint des niveaux sans précédent, avec des augmentations atteignant 355 000 FCFA pour les Inspecteurs, 264 000 FCFA pour les Professeurs d'Enseignement Secondaire (PES), 225 500 FCFA pour les Professeurs d'Enseignement Moyen (PEM), 158 000 FCFA pour les Instituteurs et 135 000 FCFA pour les Instituteurs Adjoints. Ces mesures traduisent la reconnaissance du rôle crucial que jouent ces acteurs dans le développement national.

Dans le même esprit, l'État a honoré ses engagements envers les enseignants en allouant près de 500 milliards de FCFA aux rappels, indemnités et formations, tout en recrutant plus de 20 000 maîtres et professeurs contractuels. Près de 40 000 enseignants ont également bénéficié de formations diplômantes, renforçant ainsi leurs compétences pédagogiques et professionnelles.

En 2022, une révision approfondie des curricula a été effectuée pour adapter les programmes d'études aux exigences du monde moderne et aux besoins spécifiques de notre pays.

Aujourd'hui, le réseau scolaire national s'est considérablement étendu, avec un nombre de salles de classe passant de 54 748 à 90 645. De nombreux établissements ont été construits ou rénovés, incluant des lycées, des collèges, des blocs d'hygiène et des centres de formation. Ces investissements ont créé un environnement d'apprentissage plus favorable, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'éducation dispensée.

Expansion et modernisation de l'Enseignement supérieur

Les progrès réalisés dans l'éducation de base et secondaire trouvent leur prolongement naturel dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Au cours des douze dernières années, la carte universitaire du Sénégal a été profondément remaniée. De cinq universités en 2012, le pays est passé à onze universités publiques en 2024, avec la création de six nouvelles universités, dont l'Université Souleymane Niang de Matam et l'Université du Sénégal Oriental, actuellement en construction. L'inauguration de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane en 2014 marquant une ère nouvelle, qui intègre pleinement les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement supérieur sénégalais.

Dans une démarche résolument tournée vers la professionnalisation et l'adéquation formation-emploi, six Instituts Supérieurs d'Enseignement Professionnel (ISEP) ont été établis à Thiès, Matam, Diamniadio, Richard Toll, Bignona et Mbacké. Ces institutions offrent des formations spécialisées répondant aux besoins spécifiques du marché du travail, renforçant ainsi l'employabilité des jeunes Sénégalais. Un projet ambitieux signé en 2023 prévoit la création de huit autres ISEP, en partenariat avec la Banque mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD), dont la construction débutera prochainement.

L'ouverture des Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE) à Thiès en septembre 2022, constitue une avancée historique dans le cadre de notre souveraineté académique. Ce dispositif vise à retenir les meilleurs bacheliers du pays en leur offrant des formations d'excellence, tout en limitant les risques de déperdition et le déracinement.

Les conditions de travail de la communauté universitaire ont également été considérablement améliorées, avec des augmentations salariales notables et la revalorisation des pensions de retraite. Désormais, les enseignants-chercheurs partent à la retraite avec 85 % de leur dernier

salaires nets, et un décret récent prévoit le reversement de la pension aux ayants droit en cas de décès, conformément aux accords signés en janvier 2023. Toujours dans le cadre de ces accords, les assistants ont bénéficié d'une revalorisation salariale de 245 000 FCFA, les Maîtres de Conférences assimilés de 295 000 FCFA, les Maîtres de Conférences titulaires de 330 000 FCFA, les Professeurs assimilés de 395 000 FCFA, et enfin, les Professeurs de classe exceptionnelle ont vu leur salaire augmenter de 495 000 FCFA.

Des campus sociaux modernes et accueillants

Cet ensemble de réformes et de créations au niveau secondaire et universitaire a conduit à une augmentation significative du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur, passant de 113 438 en 2012 à 269 556 en 2022.

Malgré cet accroissement, la politique sociale du Président Macky SALL envers les étudiants est restée volontariste.

En 2024, un étudiant sénégalais paye son repas à seulement 100 FCFA, un tarif inférieur à celui que payait le Président lui-même lorsqu'il était étudiant à l'Université de Dakar, 40 ans auparavant. Pour illustrer les efforts budgétaires que cela requiert, il faut il suffit de rappeler que le Centre des Œuvres Universitaires de Dakar subventionnait en 2023 quotidiennement environ 100 000 repas, pour un coût moyen de 68 millions de FCFA.

Les allocations financières destinées aux étudiants ont également connu une hausse remarquable. Le montant des bourses nationales est passé de 21,8 milliards de FCFA en 2010, bénéficiant à 66 372 étudiants, à 82,2 milliards de FCFA en 2023, couvrant 153 482 bénéficiaires, soit le double de ce qui est pratiqué en Côte d'Ivoire. Les infrastructures d'hébergement ont suivi cette tendance, avec une augmentation du nombre de lits dans les campus universitaires, passant de 6 030 en 2012 à 22 125 en 2022. Cette augmentation des capacités d'accueil s'est naturellement accompagnée d'une augmentation du nombre de restaurants.

Le personnel administratif, technique et de service (PATS) des universités, qui accompagne au quotidien l'académique et le social, a également bénéficié d'améliorations significatives, avec une revalorisation de la prime administrative spéciale et la signature d'un décret établissant leur régime spécial.

Avancées dans la Recherche et l'Innovation

Dans le domaine de la recherche et de l'innovation, le Sénégal a réalisé des progrès considérables. L'acquisition d'un supercalculateur de 1 000 téraflops et l'achat d'équipements scientifiques de dernière génération pour les universités ont renforcé considérablement les capacités de recherche du pays. La création du prix Macky Sall pour la Recherche au sein de l'espace CAMES et le lancement du projet SenSat, qui a abouti à la construction du premier satellite sénégalais par de jeunes ingénieurs sénégalais, illustrent l'ambition du pays de s'affirmer comme un acteur majeur dans les domaines scientifiques et technologiques. Ces différentes initiatives ont mobilisé plus de 90 milliards de FCFA, témoignant de l'investissement conséquent consenti dans des secteurs de pointe, jadis considérés comme réservés aux pays développés.

Développement des infrastructures de formation

Une nouvelle dynamique a été insufflée dans le domaine de la formation professionnelle, avec pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes. L'État s'est engagé à orienter 30 % des élèves sortant du cycle fondamental vers des formations professionnelles, à renforcer les Pôles Emploi et Entrepreneuriat des Jeunes, et à soutenir les composantes clés du programme « XËYU NDAW ÑI ».

Les entreprises sénégalaises ont joué un rôle crucial dans le développement de la formation professionnelle à travers la Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFCE), une taxe dédiée à la formation professionnelle. Entre 2016 et 2022, le Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT) a mobilisé plus de 71 milliards de FCFA, formant ainsi 285 054 personnes, dont 198 958 au sein des entreprises et 86 096 jeunes et femmes en recherche d'emploi. Le 3FPT a également financé 520 projets d'investissement pour les établissements publics de formation professionnelle et technique, avec le soutien de partenaires internationaux tels que l'Agence Française de Développement, la Coopération Luxembourgeoise, la Banque Mondiale et ENABEL.

En résumé, le réseau scolaire et universitaire du Sénégal a été renforcé avec **83** lycées, **356** collèges et **5 896** blocs d'hygiène, **143** blocs administratifs, **78 926** mètres linéaires de clôtures ; **64** daaras modernes, **6** centres régionaux de formation des personnels de l'Éducation

(CRFPE), **34** centres de formation professionnelle, **20** blocs scientifiques et technologiques (BST), **6** universités, **17** Espaces numériques ouverts (ENO), et **6** instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP).

L'ensemble de ces réalisations reflète la volonté et la détermination du Président Macky SALL de positionner le Sénégal comme un pôle d'excellence en matière d'éducation, de science et de technologie. Cet investissement massif dans le capital humain trace une voie prometteuse pour l'avenir du pays et sert d'exemple inspirant pour le continent africain tout entier. En osant investir dans l'éducation et l'innovation, le Sénégal mise sur son potentiel et s'engage résolument à offrir un avenir meilleur aux générations futures. C'est un message fort pour le monde qui annonce que le continent africain est prêt pour relever les défis du futur.

d. EAU ET ASSAINISSEMENT AU NOM DE L'EQUITE

Durant les deux mandats du Président Macky SALL, des efforts soutenus et constants sont déployés en matière d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement pour non seulement suivre le rythme d'expansion démographique et de croissance des activités économiques, mais également pour réduire les écarts entre les zones urbaines et le milieu rural, conformément au principe d'équité territoriale et sociale qui constitue un pilier de sa politique publique.

Grâce à cette dynamique, en décembre 2022, le taux moyen d'accès à l'eau potable est de 97,7% au niveau national avec 98,7% en milieux urbain et périurbain et 96,9% en milieu rural alors qu'il est de 79% en Afrique subsaharienne. D'importants efforts ont été déployés pour prendre en charge la forte demande en services d'eau potable, afin de maintenir le taux d'accès en milieux urbain et périurbain à un niveau de quasiaccès universel. En milieu rural, la progression de l'accès à l'eau potable est plus nette avec un bond de plus de 15,8 points en 10 ans.

L'**assainissement** a enregistré des bonds de 25 points et de 28 points respectivement dans l'assainissement urbain où le taux moyen d'accès est passé de 63,3% en 2011 à 88,9% en 2022 et rural où le taux a varié de 34,3% en 2011 à 62,2% en 2022.

Ces grandes performances traduisent le riche bilan des réalisations en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale.

Concernant l’approvisionnement en potable en milieu rural, depuis la mise en œuvre de la réforme de l’hydraulique rurale à partir de 2014, le renforcement des infrastructures de production et de distribution a contribué à la réduction des écarts entre le milieu urbain et le milieu rural, la hausse du taux d’accès à l’eau potable, l’amélioration de la qualité de l’eau et l’atteinte d’un taux moyen de disponibilité de 97% des forages.

Chiffrées à près de 130 milliards FCFA, ces réalisations ont permis de desservir 2 millions de personnes supplémentaires dans le monde rural et d’améliorer le service pour 3 autres millions de personnes.

Parmi ces réalisations, sans être exhaustif, on peut citer :

- 816 forages dont 662 nouveaux ;
- 736 châteaux d’eau dont 532 neufs ;
- 11 unités de potabilisation et de traitement des eaux ;
- 10 232 kilomètres de réseaux d’alimentation en eau potable ;
- 49 025 branchements sociaux.

La même dynamique porte l’hydraulique urbaine avec un programme d’investissements de plus de 500 milliards de FCFA à partir de 2014 pour des solutions durables retenues lors de la réactualisation du Schéma directeur.

Il s’agit :

- du nouveau système de transfert d’eau depuis le lac de Guiers avec la construction d’une 3ème usine de traitement d’eau à Keur Momar Sarr (KMS3) d’une capacité de 200.000 m³ /jour. La mise en service de la première phase dudit projet a permis d’apporter une production journalière additionnelle de 130 millions de litres d’eau par jour, soit 65% de sa capacité maximale de production dans les zones de Dakar, Mbour et Thiès. ;
- de la diversification des sources d’eau potable à travers le lancement des travaux de l’usine de dessalement d’eau de mer des Mamelles d’une capacité de 50.000 m³ /jour, extensible à 100.000 m³ /jour. Concomitamment aux travaux de construction y afférents qui ont été lancés le 31 mai 2022, le renouvellement du réseau de distribution se

poursuit, à travers la pose des 316 kilomètres de conduite dans seize (16) communes du Département de 5 Dakar ; ce qui permettra de réaliser des économies d'eau estimées à 40.000 m³ /jour.

En attendant que ces solutions durables voient le jour, des phases d'urgence successives avaient permis de réaliser 124 forages sur l'ensemble du périmètre urbain dont 70 pour prendre en charge des besoins prégnants, surtout dans le triangle Dakar-Thiès-Petite Côte.

Grâce à ces initiatives cumulées, la production globale d'eau dans le périmètre urbain a connu une forte progression en passant de 154 millions de m³ en 2012 à 274 millions de m³ en 2023, soit 78% de plus, au profit de plus de 9 millions de personnes parmi lesquelles 1,5 million ont bénéficié de 150.000 branchements sociaux subventionnés.

Relativement à l'assainissement des eaux pluviales, le Plan décennal de Gestion des Inondations (PDGI) a été initié pour répondre de manière structurelle à la récurrence des inondations dans toutes les régions du Sénégal, notamment à Dakar et sa banlieue. Le programme s'articule autour de quatre (4) volets majeurs : (i) la réalisation d'infrastructures de drainage des eaux pluviales ; (ii) le déplacement et la réinstallation des populations installées dans des zones inondables ou inondées; (iii) la restructuration urbaine des zones et quartiers inondés ; (iv) l'amélioration de la politique d'aménagement du territoire et le développement de nouveaux pôles urbains.

Le PDGI dont le coût est estimé à **environ 767 000 000 000 F CFA**, couvre la période 2012-2022. Il est composé de trois phases :

- une phase d'urgence 2012-2013 d'un montant de 66 375 000 000 F CFA,
- une phase court-terme 2014-2016 de 250 603 987 772 F CFA
- et une phase moyen et long termes 2017-2022 estimée à 450 009 462 591 F CFA.

Ledit programme a connu un niveau d'exécution satisfaisant de **717,8 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **93,6%** se rapportant sur le plan physique notamment aux réalisations suivantes :

- 933,28 km de réseau ;
- 59 bassins de rétention ;
- 49 Stations de Traitement des Eaux Pluviales (STEP) ;

- Et 4 digues.

Un rapport exclusif sur inondations a été produit par la mission d’information parlementaire qui s’est déroulée du 15 septembre au 31 octobre 2021. Ce rapport qui a fait l’objet d’une restitution à l’Assemblée nationale pendant plus de 5 heures d’horloge, comprend le coût réalisé du PDGI.

En matière de **connaissance et de mobilisation des eaux de surface et souterraines**, durant la période 2012-2023, des études hydrologiques et hydrogéologiques ont été réalisées sur toute l’étendue du territoire national, en particulier à *Cap skirring, Oussouye, Kédougou, Bakel-Kidira, littoral Nord, Horst de Ndiass, Bayakh-Diender, Vallée du fleuve Sénégal, Bassin arachidier, Sine Gambie, Sadio-Malème Hoddar, Tassette, Dakar, Casamance et Sénégal Oriental*. Elles ont coûté environ 10 milliards FCFA et ont permis d’améliorer les connaissances sur les ressources en eau et d’identifier des volumes exploitables sur les nappes, de l’ordre de **536 800m³/j**. Ces potentiels identifiés ont permis à la SONES et à l’OFOR d’installer des champs de captage d’eaux souterraines pour la satisfaction de la demande en eau des populations.

Sur la période 2012-2023, le Gouvernement a promu et accéléré la mobilisation des eaux de surface pour soutenir l’alimentation en eau potable et le développement de toutes les formes d’usage productif, notamment l’agriculture irriguée pour favoriser une croissance durable. Parmi les principales réalisations, on peut citer, entre autres :

- la réhabilitation du pont barrage de Richard-Toll sur la Taouey qui assure 90% des apports en eau du Lac de Guiers ;
- la remise en eau du marigot de *Yétti Yone* sur un linéaire 26 km ;
- la restauration de la mare du *Ndiaël*, zone humide d’importance internationale qui avait été inscrite sur la liste des zones humides en péril et dont la remise en eau a permis sa réinscription sur la liste des sites Ramsar et son retrait du registre de Montreux lors de la COP13 tenue à Dubaï en octobre 2018 ;
- la réhabilitation des endiguements autour du lac de Guiers sur un linéaire de 20 km pour protéger les établissements humains et les activités agricoles contre les inondations ;
- la restauration du lac de Koutango par le faucardage des végétaux aquatiques,
- l’approvisionnement en eau de 116 localités riveraines du lac de Guiers ;

- la construction de plus d'un millier d'ouvrages d'assainissement autonomes.

Ces différentes réalisations ont permis de noter de nombreux impacts positifs dont :

- l'amélioration de l'hydraulicité du système du Lac de Guiers en faisant passer les apports en eau de 1,2 à 2,34 milliards de mètres cubes par an ;
- la sécurisation annuelle de 868 millions de mètres cube d'eau de surface au profit des activités agropastoral ;
- l'arrêt de l'intrusion saline dans les vallées de *Néma Bah* et de *Koutango* ;
- la valorisation de 30 000 hectares de terres irrigables supplémentaires autour du Lac de Guiers ;
- la restauration de 20 000 hectares de zones humides et de plan d'eau ;
- la création de 3.000 emplois dont 2.000 pour les jeunes et les femmes ainsi que 1.000 emplois verts.

e. EQUITE TERRITORIALE : UN SENEGAL POUR TOUS

La promotion de l'**équité territoriale** a été au cœur du PSE, avec l'option clairement affirmée de construire une société plus solidaire.

L'un des premiers jalons posés en 2012 dans la **correction des disparités territoriales** a été l'Acte III de la décentralisation, réforme majeure qui a introduit la communalisation intégrale dans le souci de promouvoir des territoires viables, compétitifs et porteurs de croissance et permettre une meilleure gestion de proximité des terroirs et la territorialisation des politiques publiques.

Cette réforme a produit des résultats concrets se traduisant par un renforcement substantiel des moyens financiers destinés aux collectivités territoriales, à travers les transferts financiers opérés par le biais des fonds de dotation et des fonds et projets d'équipements.

Aujourd'hui, les transferts aux collectivités territoriales ont atteint un montant global de **76,283 milliards de FCFA en 2023**, soit une augmentation 45,521 milliards FCFA en valeur absolue et 148% en valeur relative, par rapport aux transferts d'un montant de **30,762 milliards FCFA en 2011**.

Ces transferts se décomposent en Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) pour 30,382 milliards de FCFA, en Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales (FECT) pour 40,386 milliards de FCFA, en ristournes pour 4,363 milliards de FCFA et en budget consolidé d'investissement décentralisé pour 1,152 milliard de FCFA, des ressources du « programme acte 3 de la décentralisation » pour 4 milliards de FCFA, compte non tenu des ressources des projets et programmes dédiés (Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal, Programme national de Développement local).

L'équité territoriale a été au cœur de la tenue des Conseils des Ministres délocalisés qui a consacré une nouvelle forme de gouvernance de proximité à travers une présence plus marquée des plus hautes autorités, et en première ligne le Chef de l'Etat.

Ces conseils ont constitué des moments importants ayant permis au Président de la République de se rapprocher, avec son gouvernement et son Administration centrale, au plus près des populations locales, tous segments confondus, des élus locaux et des autorités administratives déconcentrées et de s'imprégner davantage de leur vécu.

Ils ont été précédés de conseils interministériels et de visites de terrain, qui ont été des occasions d'un dialogue direct avec les acteurs à la base autour des préoccupations les plus fortes, nécessitant une prise en charge urgente. Ils ont représenté une bonne opportunité pour créer les conditions d'une meilleure articulation entre les priorités locales et nationales dans un cadre de cohérence qui est le Plan Sénégal Emergent.

L'organisation desdits Conseils se sont inscrits dans la vision stratégique de l'Acte 3 de la décentralisation, de bâtir « des territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ».

Ces conseils qui ont démarré le 06 juin 2012 par la région de Saint-Louis et qui se sont terminés par la région de Dakar, le 19 juillet 2016.

Les Conseils Présidentiels territorialisés ont pris le relais par la suite en 2023 et ont permis de faire le point sur le niveau d'exécution des programmes de développement régionaux validés lors des Conseils délocalisés et de fixer, dans le consensus et la concertation, un programme d'investissements régional exhaustif, cohérent et réalisable sur la période 2024-2026.

Les principaux enseignements tirés de cette politique de territorialisation des politiques publiques sont un rattrapage infrastructurel et une politique sociale et territoriale inclusive avec un accent particulier sur la réduction des disparités territoriales, un renforcement de l'accès à l'électricité et aux services sociaux de base : éducation, santé et protection sociale.

A titre illustratif, quelques réalisations phares dans le cadre de la mise en œuvre des Programmes d'Investissements Régionaux :

1. SEDHIOU

- Hôpital niveau 2 Amadou Tidiane BA, d'une capacité de 150 lits, pour un montant de 20 milliards FCFA:
- Pont de Marsassoum, d'une longueur de 485 m, pour un montant de 19 milliards FCFA assure la continuité territoriale de la Casamance



•

2. THIES

- CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE NIVEAU 3 A TIVAOUANE
- Construction de l'autoroute AIBD-MBOUR-THIES

3. SAINT – LOUIS

- réalisation de l'émissaire du delta et de bitumage de l'axe Richard Toll-Ndioum,
- investissements dans les aménagements hydro agricoles

4. MATAM

- Achèvement de la route Linguère-Matam et la construction des ponts de Ganguel Soulé et Wendou Bosseabé.
- De nouveaux forages pour l'accès à l'eau
- Développement activités pastorales

5. TAMBACOUNDA

- Route Tambacounda Medina - Gounass
- Exploitation horticole - bananeraie de tambacounda

6. KAOLACK

- Réhabilitation de la route Dinguiraye-Nioro-Keur Ayib
- Redémarrage des activités de la SONACOS

7. KAFFRINE

- Construction et équipement d'un hôpital régional de niveau 2 à Kaffrine
- Réalisation de la route Kaffrine-Nganda, et de pistes rurales
- Université El Hadj Ibrahima Niassé (Pôle de Kaffrine)

8. ZIGUICHOR

- travaux de réhabilitation de la RN6 lot 1 entre Tanaff et Ziguinchor sur une distance de 116 km

- Réalisation du pont de Katakalousse
- Réhabilitation stade Aline Sitoé DIATTA
- Désenclavement de la Casamance - Aguene et Diambone
- Mise à niveau des hotels à Cap Skirring

9. KOLDA

- Protection de l'environnement - lutte contre la déforestation ;
- PUDC - Electrification rurale.

10. DAKAR

- Zone industrielle de Diamniadio
- Hôpital pour Enfants
- Nouveau Bus Dakar Dem Dikk
- Arène nationale de Dakar

11. FATICK

- Réhabilitation route Fatick – Kaolack
- PUDC : équipements d'allégements des travaux des femmes
- Port de Foundiougne - Ndakhonga

12. DIOURBEL

- réalisation de nouvelles d'infrastructures pédagogique, sociale et administrative à l'université Alioune Diop de Bambey



- Relèvement du plateau technique de l'hôpital Heinrich lubke

13. LOUGA

- Programme d'assainissement des 10 villes à Louga ;

- Construction quai de pêche de Potou ;
- Programme de renforcement des bus de transport urbain.

14. KEDOUGOU

- Hôpital Régional de Kédougou



- Mise en place du crédit hôtelier
- Valorisation des produits artisanaux

f. AGRICULTURE ET ELEVAGE

Considérée comme un des leviers essentiels de la croissance et pilier de notre stratégie de souveraineté alimentaire, **l'agriculture** a bénéficié durant toute la période d'importantes dotations sous forme de subventions pour les intrants, le matériel et équipements agricoles (80 milliards de FCFA pour la campagne 2022-2023 et 100 milliards de FCFA pour 2023-2024) pour l'amélioration de ses performances.

Cette facilitation de l'accès aux facteurs de production, combinée à un accroissement des superficies et de conditions climatiques favorables ainsi qu'aux perspectives de marché, ont permis des productions records pour toutes les spéculations et de couvrir les besoins en céréales à hauteur de 93% et en riz de 63%. Les productions de céréales, d'arachide et de produits horticoles ont évolué comme suit :

années	2012	2023	Ecart en valeur absolue	Ecart en pourcentage
céréales	1 499 757	4 255 353	2 755 596	184%
arachide	692 572	1 700 000	1 007 428	145%
produits horticoles	905 000	1 600 000	695 000	77%

Evolution des productions en tonnes

Il faut noter que les opérations de maîtrise de l'eau développées au nord et au sud ainsi que l'aménagement des vallées ont beaucoup contribué à l'accroissement de ces productions.

Par ailleurs, l'acquisition d'un hélicoptère pour lutter contre les oiseaux granivores s'est avérée déterminante pour garantir une meilleure maîtrise de la situation phytosanitaire tandis que le prix au producteur d'arachide plus rémunérateur a contribué efficacement à l'augmentation quasi triplement de la production arachidière.

Année	Prix au producteur d'arachide en fcfa/kg
2010-2011	165
2011-2012	175
2012-2013	190
2013-2014	200
2014-2015	200
2015-2016	200
2016-2017	210
2017-2018	210
2018-2019	210
2019-2020	210
2020-2021	250
2021-2022	250
2022-2023	275
2023-2024	280

Evolution prix au producteur d'arachide

La production horticole, essentiellement tirée par les légumes a connu une hausse substantielle, passant de 905 000 tonnes en 2012 à 1 600 000 tonnes en 2022, améliorant ses performances. Les exportations suivent la même tendance en atteignant un volume de 91 831 tonnes contre 56 778 en 2012 et générant plus de 75 milliards de FCFA de revenus. Le Sénégal peut couvrir aujourd'hui l'ensemble de ses besoins en oignon, pommes de terre et carottes pour respectivement 58,6%, 68% et 64,65%. Toutefois, des efforts sont à faire pour minimiser les pertes post récolte et développer les infrastructures de stockage, de conservation et de

transformation des produits, pour continuer à réduire encore plus les importations et améliorer en conséquence la balance commerciale.

Concernant **l'élevage**, la production annuelle laitière est passée de 202 millions de litres en 2012 à 287,9 millions de litres en 2022 tandis que la production de viande de volaille ressort à 320 619 tonnes en 2022 contre 189 729 tonnes en 2012.

Les performances des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage se traduisant par le triplement de la production céréalière, le doublement de la production arachidière, la constante progression des exportations horticoles, de la production de lait de viande ainsi que de la production aquacole ont été rendues possibles par entre autres, la mise en œuvre adéquate de la stratégie nationale de mécanisation agricole, à travers l'exécution sur la période 2012-2023 de programmes d'équipement en matériels de culture attelée et en unités motorisées.

Ces programmes concernent :

- **Le Programme d'équipement en matériel de traction animale**, débuté en 2013, a bénéficié d'une allocation de 14,1 milliards FCFA ayant permis d'acérir **77 212 unités de matériels de culture attelée dont 55 500 semoirs, 7 820 houes occidentales, 9 870 houes sine, 1 882 charrues UCF, 1 150 charrettes équinées et 990 charrettes asines**. Le montant des subventions à **70% accordées aux producteurs s'élèvent à peu près de 9,5 milliards, contre un apport des bénéficiaires d'environ 4,644 milliards**.
- **Programme de coopération Sénégal-Brésil « Mais Alimentos International Sénégal » (PMAIS)**, d'une valeur de 84 millions de dollar US, a permis dans sa première tranche, la mise en place de 400 tracteurs de 75 CV et 78 CV, 10 moissonneuses batteuses, des équipements de travail de sol, de récolte, de battage et de transformation. Quant à la deuxième tranche, le matériel est constitué de 2 994 unités (1629 unités matériels agricoles et 1365 d'unités de matériels d'élevage), composé, entre autres, de 140 tracteurs, 171 offsets, 115 motoculteurs, 7 semoirs, 10 planteuses de pomme de terre, 13 récolteuses de pomme de terre, 13 récolteuses d'oignon, 109 remorques, 10 pulvérisateur tractés, 300 pulvérisateurs manuels, 4 pivots 20 ha, 5 pivots 10 ha, 25 pivots 5 ha, 110 kits d'irrigation par aspersion 1 ha, 27 kits d'irrigation par aspersion 5 ha, 34 pompes à puits égraineuses à maïs, 136 batteuses à céréales, 26 moissonneuses, 53 unités de décorticage, 27 batteuses à arachide et 11 souleveuses d'arachide.

- **Programme de coopération Sénégal-Belgique de Partenariat Public Privé**, exécuté en partenariat avec la Société belge DEM et avec sa filiale sénégalaise «DEM Sénégal», pour un montant de est de **20,2 milliards F CFA**, pour un total de **2 112 unités de matériels motorisés, dont 400 tracteurs**.
- **Programme de coopération Sénégal – Inde d’appui au PNAR** financé à hauteur de **62,95 millions de dollars US (environ 32 milliards de francs CFA)** pour la première phase, dont **16 075 580 185 F CFA pour le matériel agricole**. Ce programme a permis l’acquisition de **1193 unités motorisées composées, entre autres, de 520 tracteurs de puissance 100 CV et 520 Offsets 24 disques, 04 moissonneuses batteuses, 04 rizeries industrielles, 110 remorques**. Le taux de subvention des bénéficiaires s’élève à **60 %**.
- **Partenariat MAER-DER/FJ -LBA-PROVALE**, à travers des conventions de partenariat entre le Ministère de l’Agriculture et de l’Equipement Rural (MAER), la Délégation générale à l’Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ), La Banque Agricole (LBA) et le Projet de Valorisation des eaux pour le développement des Chaines de Valeur (PROVALE-CV), pour alléger les conditions du crédit et jouer sur les complémentarités de missions et des moyens, a permis de mettre à la disposition des producteurs en 2021 le matériel suivant : 660 unités motorisées dont 129 tracteurs et 67 motoculteurs équipés pour un montant total de 4,058 milliards F CFA.
- **Interventions des sociétés, projets et programmes du MAER qui ont contribué à acquérir plus de 60 tracteurs équipés, 259 motoculteurs équipés, 50 moissonneuses batteuses, 309 batteuses, 254 décortiqueuses et 1 535 GMP**.
- **Crédit-bail** étant un mécanisme permettant de financer l’acquisition d’équipements agricoles lourds et d’unités industrielles de transformation, avec la perspective d’un transfert de propriété en fin de bail, a permis d’injecter **11,6 milliards FCFA** dans la Vallée du Fleuve Sénégal, de 2012 à 2018, pour financer l’acquisition de 171 machines agricoles.

- Pour consolider les efforts de production, l'Etat a mis en place un programme de modernisation des équipements agricoles et de stockage des productions afin de diminuer les pertes post récolte avec l'implication du secteur privé. C'est ainsi que la Société Intermaq, à travers une offre spontanée met en œuvre le projet d'acquisition et de construction de 120 unités de stockage dans différentes régions du Sénégal. D'un coût de 85,5 milliards de fcfa en hors taxe hors douane, ce programme accordera une importance à la sous traitance à travers le travail d'assemblage des équipements, la sous traitance et le transfert de technologie.

g. PECHE

La **pêche** continue d'assurer l'approvisionnement des ménages en produits halieutiques et demeure toujours une pourvoyeuse de devise à travers sa contribution très significative dans les exportations évaluées à 210,75 milliards de FCFA, représentant 82,17% du volume des échanges, correspondant à 84,61% de la valeur commerciale estimée (VCE).

Relativement à l'**aquaculture**, les productions sont passées de 371 tonnes de poissons en 2012 à 1586 tonnes en 2022.

Dans le très important sous-secteur de la pêche artisanale, d'importantes réalisations sont notées. Celles-ci concernent, essentiellement, la modernisation et la mise aux normes des infrastructures d'appui à la production et à la transformation des produits halieutiques, la modernisation des moyens de débarquement et de transformation artisanale avec, notamment, la construction et la mise en service de nouvelles infrastructures (quais, aires de transformations, marchés, fours etc.) dans plusieurs localités.

La modernisation des moyens de production et de transport des produits halieutiques a, également, été, une préoccupation majeure, marquée par une première phase de subvention de 5 000 moteurs bouclée en 2019 pour un montant global de 5 milliards et une deuxième phase démarrée en 2020 qui prévoit la distribution de 10 000 moteurs pour un montant global de 10 milliards de FCFA.

De même, la construction d'un port de pêche à Boudody, à Ziguinchor, pour un montant de 2.319.000.000 et d'un complexe frigorifique à Hann d'un montant HTT de 4 743 000 US dollars et des marchés au poisson de Tambacounda et de Thiès figurent parmi les grands projets au bénéfice des acteurs de la pêche artisanale, tout comme l'acquisition de camions frigorifiques

à travers deux projets distincts dont le premier a permis la mise à la disposition des acteurs d'une première vague de 200 camions et le second, d'un montant de 4 652 300 US dollars HT/HD, de 55 camions avec les pièces de rechange et les consommables.

Il s'y ajoute également, la subvention pour l'achat de carburant pour les pirogues d'un montant de 8 milliards FCFA par an, la mise à la disposition des acteurs de la pêche artisanale de plusieurs lignes de financements dans le cadre du fonds koweïtien et du fonds covid 19/DER/FJ et le renforcement de la sécurité en mer avec notamment la subvention de 20.000 gilets par an, d'un coût annuel de 250 millions de FCFA.

Dans le sous-secteur de la pêche industrielle, l'acquisition, au profit de la Marine nationale, de trois patrouilleurs de haute mer de dernière génération, l'acquisition d'un aéronef de patrouille maritime par l'armée de l'air, la refonte des six vedettes de surveillance de la DPSP et l'amélioration substantielle de ses moyens passifs de surveillance demeurent des réalisations décisives dans le renforcement de la protection et de la surveillance des pêches en permettant une nette montée en puissance des structures compétentes en la matière.

La recherche halieutique a également été renforcée à travers le carénage et la remise en activité du navire Itaf DEME et rationalisation de la flotte par la baisse progressive des autorisations de pêche et l'audit du pavillon Sénégal.

h. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Sénégal a fait des progrès significatifs dans la protection de l'environnement grâce à des politiques ambitieuses et des initiatives concrètes développées sous le magistère du Président Macky SALL. Il s'agit notamment de :

- la lutte contre la déforestation, le trafic de bois et le braconnage par :
 - le renforcement des effectifs du service forestier et des Parcs nationaux avec l'autorisation d'un recrutement spécial de 800 agents ;
 - le renforcement des moyens d'intervention par l'exécution d'un programme spécial d'équipement d'un coût global d'environ 42 milliards de FCFA ;
 - l'intensification du reboisement et de la restauration des terres dégradées à travers l'allocation de ressources budgétaires conséquentes pour la préparation et la mise en œuvre de campagnes nationales de reboisement et d'important autre projets et programmes sur financement extérieur ;

- la lutte contre les pollutions et nuisances avec notamment l'adoption d'un nouveau code de l'environnement, la protection des milieux récepteurs avec notamment, les importantes réalisations pour mesurer la qualité de l'Air ;
- la lutte contre les effets néfastes du changement climatique avec l'élaboration et la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN), dans le cadre de l'Accord de Paris, qui promeut une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Président Macky SALL a, à cet effet, très fortement encouragé le développement des énergies renouvelables au Sénégal. Des projets solaires et éoliens ont été lancés, notamment à Taiba NDIAYE, Bokhol, Malicounda, et Kahone, qui contribuent à réduire la dépendance du pays aux combustibles fossiles et à diminuer les émissions de carbone ;
- la lutte contre le péril plastique avec l'adoption de la loi sur le plastique ;
- la lutte contre l'érosion côtière et la préservation du littoral par , notamment, la mise en œuvre des projets de gestion intégrée du littoral, visant à renforcer les côtes par la construction de digues, de brise-lames, la plantation de mangroves, et la mise en place de politiques de zonage pour limiter les constructions dans les zones vulnérables;
- le dragage de la lagune de la Somone ;
- l'amélioration de la gestion de la biosécurité et des biotechnologies modernes avec la création d'une autorité nationale de la biosécurité ;
- l'extension du réseau des Aires protégées et le classement de nouvelles forêts ;
- le renforcement de l'éducation environnementale avec l'introduction des programmes d'éducation environnementale dans les écoles pour sensibiliser les jeunes aux enjeux écologiques et les impliquer dans la protection de l'environnement.

Ces différentes initiatives sont soutenues à travers l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes d'envergures comme :

- SENRM ; 100 millions de dollars financés par l'IDA ;
- AMP Mangrove : subvention de 10 millions d'euros de l'AFD ;
- WACA : 36 millions de dollars (Banque Mondiale et Fond nordique de développement FND) ;
- PGSENPAs ; 5,5 millions de dollars (Fonds pour l'Environnement Mondial via Banque Mondiale).

Le Sénégal, fort du soutien du Fonds de Résilience et de Durabilité (FRD) du FMI, a élaboré en 2024 un budget vert qui constitue un outil d'analyse de l'impact environnemental pour mieux intégrer les enjeux climatiques dans les politiques publiques. Cette budgétisation sensible aux changements climatiques permet de retracer les crédits budgétaires alloués notamment aux secteurs prioritaires retenus dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) Le document intitulé « budget vert » est devenu une annexe du projet de loi de finances pour l'année 2024.

i. PETROLE, GAZ ET MINES

Avant les importantes découvertes pétrolières et gazières survenues entre 2014 et 2017, le Sénégal, sous le Président Macky SALL, s'était déjà engagé dans un vaste chantier de réformes visant à améliorer la gouvernance du secteur extractif et à promouvoir les meilleures pratiques de dialogue entre l'Etat et ses citoyens.

C'est ainsi qu'en octobre 2013, le Sénégal a adhéré à l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) créée en juin 2003, marquant ainsi la volonté du PR Macky Sall de consolider la gouvernance des ressources naturelles et de renforcer la transparence dans la gestion des richesses nationales. A ce titre, en 2021, le Conseil d'Administration de l'ITIE a félicité le Sénégal pour son modèle de gouvernance confirmé en matière de gestion des ressources extractives, pour avoir enregistré un score très élevé de 93/100 points dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019.

Après les découvertes, diverses réformes du droit régissant les ressources naturelles en général et le secteur pétrolier et gazier en particulier ont été conduites. Parmi ces réformes, celle de la Constitution de 2016 a consacré la propriété des ressources naturelles nationales au peuple (article 25-1).

Un nouveau Code pétrolier, un Code gazier et une loi sur le Contenu local dans le sous-secteur des hydrocarbures ont également été adoptés afin de répondre aux attentes sur la transparence et les opportunités économiques offertes par ces ressources naturelles.

Toujours dans la même série de réformes, le PR Macky Sall a introduit des dispositifs de gouvernance stratégique et opérationnelle des ressources pétrolières et gazières impliquant les forces vives de la nation avec :

- la mise en place du Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz (COS PETROGAZ) ,ouvert à la société civile aux élus et à l'opposition;
- la création d'un ministère en charge du Pétrole ;
- la mise en place d'un comité technique pour élaborer le cadre de gestion des ressources issues de l'exploitation du pétrole et du gaz.

Par ailleurs, en application des dispositions de la loi 2019-03 du 1^{er} février 2019 portant Code pétrolier, en vertu desquelles « les modalités de gestion et de répartition des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures sont déterminées par une loi, la loi n°2022-09 du 19 avril 2019 relatives à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures a été adoptée.

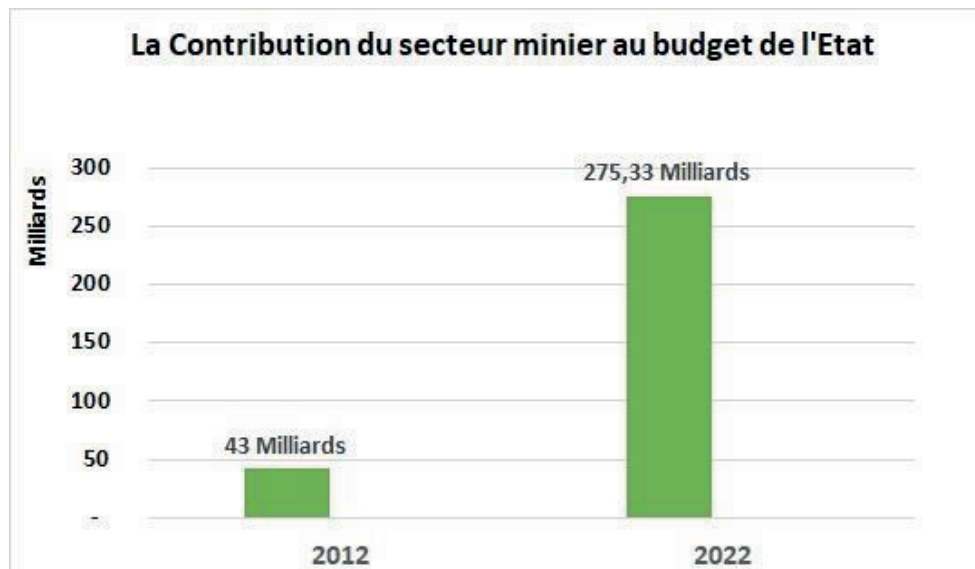
Cette loi fixe les principes directeurs suivants :

- la budgétisation intégrale des recettes fiscales et non fiscales tirées de l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'interdiction de toute cession anticipée des ressources d'hydrocarbures et/ou toute sûreté anticipée sur ces ressources ;
- la création d'un Fonds de Stabilisation pour se prémunir des risques de volatilité des recettes d'hydrocarbures ;
- la création d'un Fonds intergénérationnel destiné à tenir disponible, pour les générations futures, une épargne constituée à partir des recettes tirées de l'exploitation des hydrocarbures et rentabilisée à travers des placements.

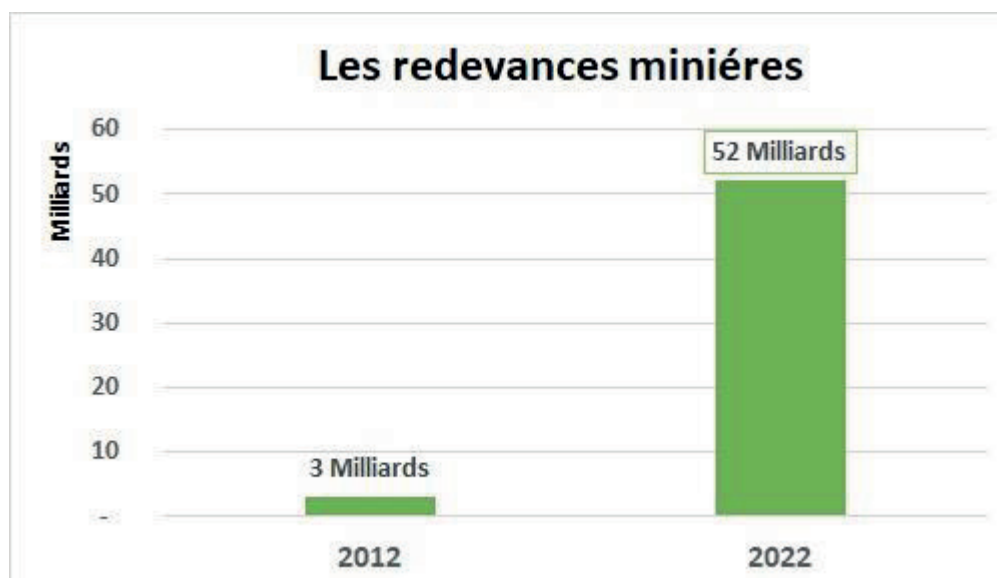
Enfin, il faut souligner que l'option des Contrats de Recherches et de Partage de Production (CPP) par l'Etat du Sénégal pour l'exploitation de ses ressources pétrolières et gazières offre un avantage contractuel et un revenu permanent et régulier.

S'agissant du **secteur des mines**, on note une évolution croissante des revenus de l'État ainsi que de la production minérale. De **2012 à 2024**, le secteur des mines a été un véritable moteur de croissance et un important levier de développement économique et social.

La contribution du secteur minier au budget de l'État est passé de **43 milliards de FCFA en 2012** (soit moins de 2% des revenus de l'État) à **275,33 milliards de FCFA en 2022** (soit **6,85%** des revenus de l'État). Le secteur extractif représente aujourd'hui le premier poste d'exportation du pays avec une **valeur estimée à 802 milliards de FCFA en 2022 contre 685 milliards de FCFA en 2021**, soit **23,7%** des exportations en 2021.



Avec l'adoption du nouveau code minier en 2016, les redevances minières sont passées de **3 milliards FCFA en 2012 à 52 milliards FCFA en 2022**. Le volume des transactions passées avec les fournisseurs locaux a évolué de **150 milliards FCFA en 2012 à 379 milliards FCFA en 2022**. La production industrielle d'or a été quadruplée, elle est passée de **4 tonnes en 2012 à 15 tonnes en 2022**. La production de phosphate est passée de **1 500 000 tonnes en 2012 à 2 500 000 tonnes en 2022**, soit une augmentation de **40 %**. En 2022, la production de ciment est estimée à **9,5 millions de tonnes, contre 3,9 millions de tonnes en 2012**, Concernant le zircon dont l'exploitation a démarré en 2015, la production s'établit à **85 000 tonnes en 2022**.



Parallèlement, les emplois ont progressé de **3000 en 2012**, à **9000 en 2022**, dont **plus de 95% sont des nationaux**. Avec la création de la **Société des Mines du Sénégal (SOMISEN S.A) en 2020** et le **Service Géologique National du Sénégal (SGNS) en 2022**, les positions stratégiques de l'État ont été renforcées en vue d'une amélioration significative de ses revenus miniers, du cadre de vie des populations locales de même que les indicateurs de gouvernance des ressources minérales avec la participation de notre pays à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Cette performance du secteur minier est le résultat d'une véritable politique minière de l'État qui a permis d'assurer **l'émergence d'industries structurées autour de ces ressources**, tout en favorisant un partage équitable et transparent des richesses à travers notamment l'implication du secteur privé national dans l'exploitation et la mise en place d'un cadre réglementaire préservant les intérêts de l'État.

j. ENERGIE : UN GRAND SUCCES

Le PSE a permis des avancées notables dans le secteur de l'énergie, notamment en termes d'infrastructures, d'accès, de diversification et de baisse des coûts de production. C'est dans le secteur de **l'énergie** que le PSE a enregistré l'une de ses plus belles réussites :

Avant l'accession de Macky SALL à la magistrature suprême, le secteur de l'électricité au Sénégal était composé :

- d'un parc de production vétuste avec une moyenne d'âge supérieur à dix ans. **La puissance installée disponible était de 500 MW**. Le mix était à plus de 90% thermique au fioul ;
- **du réseau de transport, les autoroutes de l'électricité, de 500 km, propre à Senelec**. Il ne couvrait que les régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Kaolack et Louga. Les régions Sud et Est étaient totalement enclavées avec de petites centrales pour alimentation d'une partie de ces localités ;
- en milieu rural, 1 648 localités étaient électrifiées correspondant à un taux d'électrification rurale de 28% ;
- le réseau de distribution était vétuste avec une absence de possibilité de secours en cas de panne. **La durée moyenne de coupure par an était, comme indiqué plus haut, de 911 heures en 2011, soit plus d'un mois de coupure par an**. En 2011, le Sénégal était dans l'incapacité d'assurer une bonne couverture du Magal de Touba sans la mobilisation exceptionnelle et onéreuse de plusieurs groupes de production sur site. **Le Sénégal était le seul pays de la CEDEAO qui a connu une crise énergétique ayant abouti aux émeutes de l'électricité en 2011**. Une véritable révolution a été opérée au niveau du secteur de l'électricité.

Une véritable révolution a été opérée au niveau du secteur de l'électricité.

- **Renouvellement du parc de production** : de 9 centrales de production en 2012, on est passé à 28 centrales de production portant ainsi **la puissance installée à 1 900 MW en 2024**. La plus grosse centrale de production West African Energy en construction pourrait être mis en service pour une puissance de 366 MW au courant de cette année ;
- **production d'énergie plus propre et mieux répartie : le mix énergétique est à 31% d'énergies renouvelables** avec dix centrales solaires et la plus grande centrale éolienne de l'Afrique subsaharienne. Les centrales de production d'énergie qui était essentiellement localisées à Dakar et Kaolack sont implantées pratiquement dans toutes les régions notamment pour le solaire ;
- **sénégalisation de la production indépendante d'énergie** : le processus de développement de la production indépendante, jusqu'ici assurée par les privés internationaux, est entamée avec les centrales de West African Energy (366 MW) et Ndar Energies (250 MW). Ce processus concrétise la vision de Macky Sall sur le contenu local et la mise en place progressive de la souveraineté économique dans le secteur de l'électricité ;
- **désenclavement électrique totale du pays** : les autoroutes de l'électricité couvrent l'ensemble du territoire par un réseau 225 kV et chaque capitale régionale va disposer d'au moins un poste de transformation HT (haute tension). **On est passé de 500 km d'autoroutes de l'électricité en 2012 à 2 264 km en 2024**. Les nouveaux postes HT sont des postes intelligents de dernière génération. Cette couverture intégrale du pays par les autoroutes de l'électricité va permettre d'améliorer la stabilité du système électrique, d'accélérer l'électrification rurale et d'augmenter les capacités d'échange d'énergie avec les pays voisins ;
- **modernisation du réseau de distribution** : extension et redondance du réseau de distribution pour augmenter les possibilités de secours, automatisation de son exploitation avec l'introduction de la téléconduite pour réduire les temps de coupure. **Le temps moyen d'attente pour être dépanné est passé de 10 heures 15 minutes en 2013 à 01 heure 10 minutes en 2022** ;
- **amélioration notable de l'accès à l'électricité** : le nombre de localités électrifiées est de 5 301 à fin 2022 ; soit **une moyenne de 443 localités électrifiées par an comparée au taux de 84 localités électrifiées par an avant l'arrivée de Macky Sall**. Ainsi, **le taux d'électrification rurale est passé de 28% en 2012 à 61% à fin 2022**. Les estimations de 2023 donnent un taux d'électrification rurale de 65%. En termes de perspectives, le programme Gas To Power est ficelé et même entamé avec le démarrage de la conversion des au gaz des centrales de Senelec. Ce programme vise le fonctionnement des centrales du Senelec au gaz et permettra de baisser les tarifs de l'électricité et d'augmenter les échanges avec les pays voisins. De même, **le programme d'accès universel à l'électricité ficelé permettra l'accès à l'électricité à environ 5**

000 localités sur la période 2024 – 2026 alors qu’en 2012, le Président Macky SALL n’avait trouvé que 1 648 localités électrifiées dans tout le Sénégal.

La couverture des événements religieux tels que le grand Magal de Touba, par exemple, a été correctement assurée par le réseau de Senelec pour une demande qui tourne autour de 125 MW comparée à celle de 36 MW de 2011.

L’alimentation électrique du Magal de Touba est non seulement assurée mais elle est sécurisée pour les prochaines années avec la mise en service du poste 225 kV Cheikh Mouhamadou Faddal Mbacké.

En 2023, le Sénégal est le seul pays de la CEDEAO qui a connu un excédent de production. Notre pays exporte de l’énergie vers la Gambie (60 MW), la Mauritanie (30 MW) et la Guinée (120 MW).

Malgré ce succès dans le secteur énergétique, des défis liés à l’accès universel, aux coûts élevés et à la dépendance aux importations sont à relever. Cependant, l’un des effets attendus de l’exploitation du pétrole et du gaz, rendue possible grâce à la vision, au leadership et au savoir-faire du Président Macky SALL, est d’améliorer encore plus les capacités énergétiques du Sénégal.

k. INDUSTRIE

Pilier majeur du Plan Sénégal émergent (PSE), l’industrialisation est importante et repose sur quatre axes verticaux qui guident les choix et priorités pour le développement industriel d’ici 2035, à savoir :

- la transformation des matières premières agricoles, sylvopastorales et halieutiques ;
- la transformation des ressources minérales et des hydrocarbures ;
- le développement de l’industrie pharmaceutique et de la pharmacopée ;
- et le développement des industries à forte intensité technologique et d’innovation dont l’économie numérique, les industries d’assemblages et les industries créatives.

Ces axes sont sous-tendus par six (6) réformes dont l’amélioration de l’environnement des affaires mais également l’accès facile au financement, la promotion de l’investissement privé, le développement du capital humain, le développement des infrastructures tout comme la mise en place d’un cadre de gouvernance approprié.

La politique industrielle se concentre ainsi sur les secteurs où le Sénégal dispose d’un potentiel, notamment l’agroalimentaire, les ressources minières, les industries manufacturières.

Par conséquent, le PSE consacre une place de choix au secteur industriel avec des projets-phares. Il s'agit de mettre en œuvre des Plateformes Industrielles Intégrées, des Parcs industriels, des agropoles intégrés et compétitifs ainsi qu'un Hub minier régional.

Dans le secteur des mines, le pari de la reprise des activités des ICS a été gagné de même dans l'agroalimentaire avec la relance de la SONACOS

L'Etat, pour attirer les investisseurs étrangers, a créé des **zones économiques spéciales (ZES)** et des **agropoles**, éléments clés de la politique d'industrialisation du Sénégal.

En outre, au titre de l'équité territoriale, il a été initié le projet d'installation des hôtels industriels à travers le territoire national.

Avec la plateforme industrielle de Diamniadio, située à proximité de l'aéroport international Blaise Diagne et spécialisée dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des Techniques de l'information et de la communication, le Sénégal a connu des avancées dans son processus d'industrialisation. *La première phase de la plateforme industrielle financée par l'État du Sénégal, sur ses ressources internes, à hauteur de 25 milliards de francs CFA, compte actuellement 26 entreprises, avec 1 252 emplois créés... la deuxième phase, sur financement de EXIMBANK Chine, pour un montant de 60 milliards F CFA* couvre une superficie de 40 hectares comprenant 17 hangars, 17 restaurants, une cité pouvant accueillir 1 400 personnes, un entrepôt de 1 800 m², un terrain omnisport, des aires de jeux et de loisirs, et un bâtiment administratif. Ces commodités sont soutenues par un paquet de mesures fiscales et des facteurs de production compétitifs.

La création de richesses dans l'industrie, mesurée par la valeur ajoutée, s'est améliorée ces dernières années (2019-2022), avec une progression moyenne annuelle de 8,7 %. Le poids de l'industrie dans le PIB est de 21 % en 2022... Et Diamniadio est en passe de devenir un véritable pôle industriel.

L'Etat a mis en place également les **agropoles**, conçues pour créer des zones dédiées à la transformation des produits agricoles Elles sont au nombre de cinq (5) (agropole zone sud, centre et nord, est et ouest). L'agropole SUD a pour objectif de « contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire en milieu rural, à la réduction des importations alimentaires et à l'accroissement des exportations.

Les objectifs spécifiques sont de : i) renforcer la valeur ajoutée sur les produits agricoles, à travers l'investissement privé, pour une réduction des importations agroalimentaires et l'accroissement des exportations pour les produits présentant un avantage compétitif ; et ii) augmenter durablement la productivité et les productions des filières prioritaires (arachide, céréales, sel) et complémentaires (produits animaux, horticulture).

Au titre des résultats, on peut noter la construction en cours de 19/25 bâtiments à l'étapes gros œuvres et réalisés entre 60 et 90%, Le château d'eau et le forage sont en cours de finalisation, ils ont été réalisés à hauteur de 90%.

Les conventions de partenariat entre le projet et l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) et le Bureau de Mise à Niveau (BMN), ont permis de réaliser des activités de mise à niveau technique et financier des PME/PMI.

Au titre de la convention avec l'ISRA dans le cadre de l'appui à l'amélioration durable des capacités des producteurs des filières Agro-industrielles, 7700 plants de manguiers sont mis à la disposition des organisations de producteurs par l'ISRA en 2021, 28 200 plants sont livrés en 2022 à 15 OP. Pour la campagne 2023, 56192 plants de manguiers, 109837 plants d'anacardiens et 51547 plants d'acacia mellifera sont livrés.

Sur les emplois, un total de 921 emplois non qualifiés créés avec la construction module central d'Adéane et 594 dont 201 permanents et 393 temporaires avec l'appui des PME-PMI ont été recensés à ce jour.

En sus, dans le cadre de la mise en œuvre du volet plan d'encadrement du projet Emplois, Transformation et Relance Économique (ETER) conduite par l'ADEPME, deux cents quarante-quatre (244) TPME ont été retenues dans la zone sud en collaboration avec le projet.

Les principaux résultats attendus du PZTA-centre (ou Agropole-centre), qui couvre les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, sont les suivants.

- a) La transformation d'au moins 400.000 tonnes d'arachides, 100.000 tonnes de céréales et 50.000 tonnes de sel produites dans les régions couvertes sur cinq ans ;
- b) La création/ consolidation de 129.500 emplois directs et 208.800 emplois indirects, soit un total de 338.300 personnes, dont environ 52% de femmes;
- c) La mobilisation d'un investissement privé de plus de 46 milliards de FCFA dans les filières agroindustrielles clé (arachide, céréales, sel et autres);
- d) La génération d'au moins 15,2 milliards de FCFA de recettes fiscales pour l'Etat, l'accroissement des exportations de 3,3% et la réduction de la balance commerciale de 5,2%.

Relativement à l'amélioration durable des capacités des producteurs des filières Agro-industrielles, la convention avec l'ISRA, 7700 plants de manguiers sont mis à la disposition des organisations de producteurs par l'ISRA en 2021, 28 200 plants sont livrés en 2022 à 15 OP. Pour la campagne 2023, 56192 plants de manguiers, 109837 plants d'anacardiens et 51547 plants d'acacia mellifera sont livrés.

Le projet est en train de mettre en place l'antenne Centre pour permettre la mise à disposition des ressources. L'aménagement du module régional de fatick est finalisé à hauteur de 70%. La réception

provisoire est prévue au courant de l'année 2024. Les évaluations environnementales et sociales (CGES, CPR, PGPP, EES, EIES et PAR) des sites du Module central et des quatre (04) Modules régionaux ont été préparés et approuvés par la BAD et le Gouvernement du Sénégal.

Le développement de l'agropole-Centre se fera à travers la combinaison des financements publics et privé envisagés selon trois volets distincts : i) un volet public, ii) un volet PPP et iii) un volet privé. Sur le volet public, l'Etat soutient la viabilisation des modules et parcs agro-industriels, la mise en place d'infrastructures connexes de l'agropole, et l'appui à la production et aux communautés (y compris l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, la nutrition, etc.).

L'agropole nord située dans les régions de Louga, Saint Louis et Matam se concentre sur la transformation de l'arachide, du riz et de la pêche. D'un coût de **185, 669 milliards de FCFA, il est financé par la BAD (56 ,9 milliards fcfa), la BID (39,35 milliards de fcfa), la BOAD (29, 52 milliards de FCFA) et l'Etat du Sénégal (9,5 milliards de FCFA). L'accord de financement pour la BAD est déjà signé.**

L'agropole Ouest est une agropole inter-communale entre Malickounda, Sandiara et Nguéniène, spécialisée dans la viande, l'aquaculture et le lait tandis que l'Agropole Est couvre les régions de Kédougou et de Tambacounda est conçu suivant le même modèle que l'agropole Ouest.

L'ensemble de ces initiatives s'inscrivent dans le processus de structuration d'un tissu industriel varié qui favorise la création d'emplois, la mise en place de plateforme de valorisation des ressources ainsi que le renforcement de l'intégration de l'industrie locale par la remontée des filières. Au titre des **zones économiques spéciales (ZES), DIASS a bénéficié en 2023 d'un financement de la BOAD pour 30 milliards de FCFA en vue de créer un hub logistique et industriel régional doté d'infrastructures de qualité pour impulser et encourager la production industrielle et favoriser l'émergence d'un secteur privé national fort. Plus spécifiquement, le projet vise à :**

- i) contribuer à hauteur de 5% au PIB du pays ;
- ii) augmenter de 30% la production des biens et services « Made in Sénégal » ;
- iii) créer plus de 9 300 emplois directs permanents et 19 850 emplois indirects.

Il y a également la zone économique spéciale de Sandiara (région de Thiès). Créée en 2017, elle s'étend sur une superficie de 100 hectares avec un investissement prévu de 100 milliards de F CFA pour un nombre d'usines prévues de 50 dont 32 entreprises réservataires et 6 entreprises déjà fonctionnelles et 500 emplois créés.

I. INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS ROUTIERS

Il faut noter que des efforts inédits en matière d'infrastructures routières et des services de transport ont été consentis. Le PSE a aussi accéléré la transformation du pays avec la réalisation d'un réseau dense d'infrastructures de connectivité, indispensables pour assurer la mobilité des personnes et des biens, dans une dynamique d'aménagement et de développement plus équilibré du territoire et de renforcement des relations d'échanges et des transactions économiques. La période a ainsi été marquée par la réalisation, entre autres, de :

- **3326 km de routes, soit 277 km par an** ; performance qui consacre un doublement du linéaire par rapport aux 12 années précédentes. A titre de comparaison, sur la période **2000-2011, ce sont 1578 km de routes qui ont été**

construites soit 131,5 km de routes par an ;

- **6673 km de pistes de désenclavement, soit 667,3 km/an**, contre 416,6 km/an la moyenne annuelle des 12 années antérieures ;

- **325 km d'autoroutes** qui ont été construites : - Diamniadio – AIBD (19 km) ; AIB-Mbour-Thiès (55 km) ; Thiès-Touba (115 km) ; Prolongement VDN (36 km) ; Mbour-Fatick-Kaolack (100 km). En 2012, le Sénégal ne disposait que de 32 km d'autoroutes (Dakar-Diamniadio). Il faut rappeler que le projet autoroutier Dakar-Tivaouane-Saint-Louis a été lancé pour un linéaire de 200 km ; la réalisation des différentes phases est en cours de démarrage.

- **26 ponts contre 11 ponts en 12 ans (de 2000 à 2011)**. Parmi ces ponts, le plus symbolique est incontestablement celui de Farafénié, qui relie le Sénégal à la Gambie, inauguré le 21 janvier 2021, après 40 années d'attente ; il assure aujourd'hui la continuité du territoire vers toute la région sud et met désormais la région naturelle de la Casamance (Kolda, Sédhiou et Ziguinchor) à moins de sept heures de route de Dakar, contre plus de douze à treize heures auparavant. Aussi le pont de Rosso, assurant la continuité vers Tanger (Maroc), est cours de construction et est à un niveau d'exécution avancé.

La mise en œuvre de programmes de développement d'infrastructures routières a permis de développer un réseau routier et autoroutier plus dense, permettant un maillage et un développement plus équilibré du territoire, afin de favoriser l'émergence de nouveaux pôles de développement.

Concernant le transport routier, le projet phare, le plus révolutionnaire en Afrique, voire dans le monde, a été réalisé au Sénégal. Il s'agit du Bus Rapid Transit (BRT) de Dakar qui est entièrement propulsé avec une énergie renouvelable. Ce projet de transport urbain à énergie propre sert aujourd'hui à transporter au quotidien 300 000 voyageurs ; sur **18,3 km ; en 45 mn**

(contre plus de 90 mn auparavant). Il a restructuré des quartiers parmi les plus peuplés de la capitale dakaroise, du Centre-ville de Dakar à Guédiawaye.

Enfin, dans le sous-secteur des transports routiers, il faut noter la relance de la société Dakar Dem Dikk qui grâce à l'appui technique et financier de l'État a acquis en 2023, 370 nouveaux bus urbains et interurbains de marque IVECO, sur un programme global de 1400.

m. INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS FERROVIAIRES

L'État a également investi dans le développement de systèmes de transport collectif modernes avec deux projets emblématiques : le Train express régional (TER) reliant Dakar à AIBD sur **55 km de rail.**

Le TER Dakar-Diamniadio, qui a transporté près de **17 millions de voyageurs, pour sa première année** d'exploitation, permet des gains de temps, le confort et la fiabilité dans les déplacements, en plus de réduire fortement la congestion dans le secteur des transports interurbains.

La relance du transport ferroviaire est aussi engagée avec la réhabilitation de l'axe Dakar-Tambacounda et des villes de l'intérieur pour permettre une reprise des activités économiques des villes et terroirs des régions intérieures desservies et offrir de nouvelles opportunités de renforcement des échanges, notamment avec le Mali, un de nos principaux partenaires commerciaux. Les anciennes lignes ferroviaires métriques héritées de la colonisation ont été réhabilitées entre 2022 et 2023, sur les axes Dakar et Thiès, Thiès-Tivaouane-Mbékhé-Diourbel-Touba et Thiès-Tambacounda. Les circulations de trains de passagers ont repris sur les premiers axes ; et les circulations de trains marchandises sont désormais possibles sur l'axe Dakar-Thiès-Tambacounda.

Les acquisitions de trains de passagers et de trains de fret sont effectués et par les nouvelles sociétés créées entre 2020 et 2021 : la société d'exploitation SETER et la société de patrimoine du TER (SENER) ; et la société « Les grands trains du Sénégal ». Leur création a marqué la volonté des Gouvernements de la période de relancer de façon définitive le transport ferroviaire au Sénégal.

Au total, ce vaste programme de maillage du territoire et d'amélioration de la mobilité, basé sur une approche multimodale, permet de changer fondamentalement de paradigme pour offrir aux populations des moyens de transport de masse plus modernes, plus sécurisés et garants de

conditions optimales de productivité. Il permet aussi de lutter efficacement contre les embouteillages, les pollutions, les accidents de la route et de faciliter la mobilité urbaine et interurbaine.

n. TRANSPORTS MARITIMES

Le Président Macky SALL, conscient du rôle crucial que les infrastructures portuaires jouent dans le processus d'émergence du pays, a, dès son accession à la magistrature suprême, placé leur modernisation au cœur de son programme de développement, en leur accordant, durant son magistère, toute l'attention requise. Le Président SALL a ainsi, initié et supervisé des projets ambitieux visant à moderniser et à étendre les capacités portuaires du Sénégal afin de rendre notre pays plus compétitif sur le plan régional et mondial.

Les investissements opérés durant toutes ces années demeurent ainsi, assez éloquents pour traduire l'option majeure de développer le transport maritime avec des ports modernes aux meilleurs standards.

L'un des projets les plus emblématiques est l'extension et la modernisation du Port autonome de Dakar, qui est l'un des plus grands ports d'Afrique de l'Ouest. En effet, sous l'impulsion de Macky Sall, ce port a vu ses capacités d'accueil et de traitement de marchandises considérablement augmentées, avec des investissements de diverses nature évalués à plus de 900 milliards de FCFA. Cela a permis de faire du Sénégal une plaque tournante du commerce régional et international, avec une capacité de 900 mille EVP grâce à ses terminaux concédés, DPW et Dakar Terminal, renforçant ainsi le développement des échanges entre pays de la sous-région, de la CEDEAO et le reste du monde, de même que l'attractivité de notre pays pour les investisseurs étrangers.

Aujourd'hui, le Port Autonome de Dakar qui, en mai 2023, a enregistré l'accostage d'un navire de 60 mille tonnes grâce à son chenal qui tire à -13m, fait partie du top 10 africain devant les ports de Lomé, d'Abidjan et d'Accra, d'après le rapport du 23 mars 2023 ECOFIN de la Banque Mondiale S&P, intitulé « **Indice Mondial de Performance des Ports à Conteneurs (CPPI) 2022** », qui évalue les temps de cycle de chargement/déchargement.

Le Président SALL a, en outre, consenti d'importants efforts, en rapport avec le secteur privé pour faire démarrer **la construction du Port multifonction de Ndayane**. Ce nouveau port en eau profonde, de 18 à 20m de tirant d'eau sur un chenal de 5km, l'un des plus grands d'Afrique,

est destiné à décongestionner le Port de Dakar et à servir de hub logistique pour la sous-région ouest-africaine.

Un investissement de l'ordre de 1,2 milliard de dollars conclu avec le Partenaire Stratégique DPW pour la construction des IMC (Infrastructures Maritimes Communes) et du terminal à conteneurs est en cours de mise en œuvre pour une livraison des travaux en décembre 2026. En perspective, le Port de Ndayane offrira une capacité de 2,5 millions d'EVP et hissera le Sénégal au 2ème rang africain derrière Tanger Med. Sa réalisation est un témoignage vivant de la vision du Président SALL pour un Sénégal moderne et compétitif sur la scène internationale.

Le Port minéralier et vraquier de Bargny-Sendou, financé dans le cadre d'un partenariat public-privé avec des entreprises nationales et internationales, à hauteur de 288 milliards de FCFA, est également, un autre projet stratégique qui s'inscrit dans la vision du Président Macky SALL, à travers le Plan Sénégal Emergent. Il est conçu pour devenir un hub industriel et logistique majeur, avec son terminal polyvalent pour le vrac solide, les hydrocarbures, ses infrastructures de stockage et de traitement des marchandises, ses infrastructures industrielles dont une centrale thermique.

Ce Port qui sera livré en fin 2024 a déjà vu accoster deux navires de plus 30 mille tonnes.

Le bilan de Macky SALL en matière d'infrastructures portuaires ne se limite pas à ces trois réalisations majeures. La modernisation des ports secondaires tels que ceux de Kaolack, Saint-Louis, et Ziguinchor, et la construction d'un port à Ndakhonga dans le département de Foundiougne (terminal à passager et terminal à hydrocarbure) ont, également, permis de mieux intégrer les différentes régions du Sénégal dans la dynamique de développement économique.

D'importantes autres réalisations peuvent également être mises à l'actif du Président Macky dans le cadre de la modernisation du secteur portuaire par le développement des infrastructures et SALL du transport fluvio-maritime. Il s'agit principalement :

- De l'élaboration de la stratégie nationale portuaire qui favorise l'érection d'une plateforme portuaire performante à même de faire du Sénégal un hub logistique maritime international ;
- De l'exploitation des navires de transport Agoune et Diambogne ;
- Du projet de renforcement de la liaison maritime Dakar-Gorée, comprenant l'acquisition de moyens navals composés de deux (02) navires à passagers

en acier de 350 places avec un espace vip ; la réhabilitation du quai d'accostage de Gorée, avec des grilles de protection ;

- Du projet de stabilisation de la brèche de Saint-Louis ;
- Du renforcement de l'enseignement maritime à travers : la réhabilitation et l'extension de l'école nationale de formation maritime (ENFM), l'installation de simulateurs de navigation pont et machine, la création d'un laboratoire de langue, le renouvellement des équipements de l'unité de formation au système mondial de détresse et de sécurité maritime.

Ces réalisations ont renforcé la position du Sénégal en tant que pôle logistique majeur en Afrique de l'Ouest. Les infrastructures portuaires modernes et efficaces ainsi développées sont non seulement des atouts pour le commerce international, mais aussi des moteurs de croissance pour l'économie nationale.

o. TRANSPORTS AERIENS ET TOURISME

S'agissant du **transport aérien**, Le Sénégal sous l'ère du Président Macky SALL a poursuivi sa stratégie de développement d'un hub aérien de référence. Après la mise en service de l'Aéroport Blaise Diagne de Diass en 2017 et la création d'une compagnie aérienne nationale pour relancer la destination Sénégal (Air Sénégal SA), avec une flotte moderne composée d'avions de dernière génération (2 A330 neo, 2 ATR72-600). Il est prévu d'atteindre 3 millions de passagers d'ici 2024. Notre pays a également engagé un programme de rénovation ou de reconstruction de 12 aérodromes régionaux. Pour la première phase concerne les aéroports de Saint-Louis, Matam, Kolda, Ziguinchor, Cap-Skiring, Linguère et Thiès. Ce programme facilitera la desserte des lignes intérieures. Il est accompagné de la construction d'un centre de maintenance aéronautique en cours, de l'ouverture d'une Académie de formation aux métiers de l'avion civile avec l'acquisition de dix-sept avions d'instruction et la formation des premières cohortes d'élèves pilotes, pour valoriser les compétences dans le secteur.

Concernant le secteur du **tourisme**, le nombre de touristes par an est passé de **980 000 en 2012 à 1 600 000 en 2019 avant la crise sanitaire de la COVID-19 et à 1 424 000 en 2022**. L'Etat s'est engagé dans une nouvelle vision du tourisme par la diversification de l'offre touristique. Celle-ci passe, entre autres, par l'installation de majors, l'aménagement de nouvelles zones (Pointe Sarène, Mbodiène) et le respect des normes et standards relatifs aux principes environnementaux, l'amélioration de la qualité de l'offre.

p. CULTURE

De 2012 à 2024, le budget dédié exclusivement à la culture a doublé, passant de **10 483 260 300 FCFA** à **20 748 470 137 FCFA**, soit une évolution de **10 265 209 837 FCFA en valeur absolue et 98% en valeur relative**, avec un taux de croissance annuel moyen de 5,84%.

Le bilan de la politique culturelle du Président Macky SALL tourne essentiellement autour d'acquis partout palpables en termes de la valorisation du legs patrimonial et de la promotion de l'économie de la culture

Prise en compte dans l'axe 1 : Plan Sénégal Émergent (PSE), référentiel unique des politiques publiques sous la gouvernance du Président Macky SALL « Transformation structurelle de l'économie et croissance » dudit document, de par sa transversalité, la culture a irrigué aussi les deux autres axes que sont : « Capital humain, Protection sociale et Développement durable » et « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité ».

En effet, si l'on s'accorde que la culture est vecteur de création de richesses et d'emplois par l'énorme potentiel économique des industries culturelles et créatives, elle est tout aussi le substrat et le reflet de notre identité collective, le siège de nos valeurs, de nos traditions et de nos croyances, bref du moule axiologique qui agit dans nos interactions et dans nos relations avec nos institutions. Par elle aussi nous portons un regard et nous nous projetons dans cet environnement international où les idées, les civilisations, les regards, les postures et les croyances s'entrechoquent, s'excluent, se tolèrent ou se fécondent.

C'est fort, entre autres, de ces réalités que la Lettre de Politique Sectorielle de Développement du département, cible « **Un secteur culturel levier de développement, facteur de consolidation de l'identité nationale, de cohésion sociale et de rayonnement international du Sénégal à l'horizon 2023** ».

Entre moteur de croissance économique, socle de notre cohésion nationale et instrument de notre diplomatie, la politique culturelle, sous l'ère du Président Macky SALL, a acquis ses lettres de noblesse, tant elle a contribué à mettre en valeur notre patrimoine historique, à booster l'économie de la culture et à renforcer l'attractivité et l'influence de notre pays sur la sphère internationale. À travers sa politique culturelle, le Président Macky SALL a réussi à réconcilier le Sénégal des villes comme des profondeurs avec son passé glorieux, à soutenir la créativité et à accompagner l'entrepreneuriat culturel, mais aussi à conforter le leadership et l'attractivité du pays dans le domaine des arts et de la culture.

Un legs patrimonial valorisé pour la préservation des valeurs fondamentales du Sénégal et la consolidation de la cohésion nationale

Des infrastructures, lieux mémoriels, dont la portée et la reconnaissance transcendent nos frontières nationales ont été réhabilitées, sauvegardées et mises à niveau.

Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, en 1978, la Maison des Esclaves de Gorée a été réhabilitée pour préserver notre mémoire collective.

La Villa Victoria Albis a aussi été réhabilitée pour conserver et valoriser ce patrimoine exceptionnel par la création d'un Centre international d'Interprétation et de Documentation de l'Esclavage et des traites négrières.

Après une trentaine d'années d'attente, le Président Macky SALL a procédé, le 06 janvier 2023, à la pose de la première pierre du projet du Mémorial de Gorée d'un coût de plus **120.000.000.000 F CFA**, au nom du peuple sénégalais, au nom de l'Afrique, au nom des diasporas de toutes les couleurs et au nom de la fraternité et de la réconciliation pan-humaines, un des plus grands actes fondateurs de notre vie nationale et culturelle. Il compte ainsi donner à l'Afrique et au monde, un des monuments culturels les plus puissants et les plus émouvants de l'histoire du monde noir.

Dans la même lancée, la réalisation, l'équipement et la mise aux normes des Centres d'Interprétation des localités de Wanar, (région de Kaffrine) de Sine Gayène (région de Kaolack) abritant des sites mégalithiques, de Bandafassi (région de Kédougou) et de Toubacouta (région de Fatick), sites inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, répondent à la volonté politique du Chef de l'État de mettre en lumière leur valeur universelle exceptionnelle, contribuant, par-delà l'intérêt national, à montrer leur apport fécondant à l'héritage culturel mondial.

C'est dans cette même dynamique que le Président SALL a initié en 2019 le grand projet de la rédaction de l'**Histoire Générale du Sénégal** dans le but de documenter et de partager l'histoire générale de notre nation.

Écrire l'histoire du Sénégal, c'est aussi maintenir vivace la mémoire de ses pères fondateurs. Macky l'aura compris pour avoir réhabilité « **Les Dents de la Mer** », la résidence emblématique du Président Senghor et en faire un musée. Mais, son acte majeur aura surtout été d'extirper des dents des prédateurs les objets et autres décorations du Président Senghor qui étaient sur le point d'être vendus aux enchères, à Caen, en France, en octobre 2023. Au total,

quarante et un (41) objets appartenant au Président Senghor furent acquis et préservés d'une vente aux **enchères** qui aurait livré à des particuliers des pans importants de notre patrimoine.

Par ailleurs, de multiples initiatives de promotion du patrimoine culturel, visant à célébrer nos héros (notamment ceux ayant opposé une résistance farouche à l'occupation et à l'oppression coloniales), à sublimer diverses expressions ont bénéficié de soutiens financier ou logistique.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le soutien aux manifestations culturelles à relents patrimonial et historique telles que les cérémonies commémoratives des batailles de Pathé Badiane, de Dékheulé, Talatay Nder, ou encore l'appui à la réalisation et à l'aménagement des mausolées de Lat Dior, de Déthié Fou Ndiogou, à côté des nombreux sites du patrimoine qui sont, régulièrement, soumis à un programme d'entretien et de valorisation par le ministère en charge de la culture et du patrimoine.

Dans cet ordre d'idées, il a pris la décision de mieux impliquer les chefferies et pouvoirs traditionnels dans la gouvernance du pays.

Le patrimoine, c'est aussi notre art culinaire. Ainsi que le Cëbbu Jënn un de nos plats nationaux, a été inscrit sur la Liste Représentative du Patrimoine Immatériel de l'UNESCO, le 15 décembre 2021, offrant ainsi une plus grande reconnaissance internationale à notre patrimoine gastronomique. Cette inscription du Cëebu Jënn rejoint deux autres éléments que sont le Xooy et le Kankurang.

Le Sénégal peut également être fier d'avoir ratifié en 2019, sous le magistère de Macky SALL, la Convention de 2001 sur la Protection du Patrimoine Culturel Subaquatique. Cette Convention innovante a permis à notre pays de former ses premiers archéologues en recherche subaquatique, positionnant ainsi le Sénégal comme leader dans le domaine en Afrique de l'Ouest.

Des infrastructures et manifestations pour la promotion de la créativité artistique, des expressions culturelles et du rayonnement international de notre pays

Le Sénégal, avec sa riche histoire culturelle, s'est toujours distingué par son engagement en faveur de la promotion des arts et des différentes formes d'expressions culturelles qui constituent la mosaïque de notre pays et l'un des moteurs de son rayonnement international.

Sous le régime de Macky SALL, le gouvernement a maintenu et renforcé considérablement son engagement envers les arts, favorisant la créativité et la diversité culturelle.

En investissant dans les infrastructures culturelles, le Président Macky SALL n'offre pas au monde culturel que des bâtiments, il met à sa disposition des catalyseurs de l'expression artistique et de la préservation du patrimoine, des espaces essentiels pour exposer les talents locaux, des plateformes pour favoriser l'innovation.

Fruit de la coopération sino-sénégalaise, le Musée des Civilisations Noires, inauguré en 2018, en est l'un des fleurons. Bien plus qu'une institution culturelle, il est le reflet et la vitrine de la diversité des cultures africaines.

Le Musée des Civilisations noires vient se rajouter à un paquet infrastructurel dont le Théâtre national Daniel Sorano et les Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs (MSAD), entre autres, qui bien que n'étant pas l'œuvre du Président Macky SALL ont connu une remise aux normes et une amélioration substantielle du cadre de travail des artistes grâce aux allocations budgétaires conséquentes consenties en leur faveur.

Le Président SALL a aussi fait décorer le Centre International de Conférences Abdou DIOUF (CICAD) par les œuvres d'artistes sénégalais, mettant ainsi en œuvre les dispositions pertinentes de la loi n°68-02 du 04 janvier 1968 relative à la décoration des bâtiments publics ou recevant du public, encore appelée loi du 1%.

Les Centres culturels régionaux ont bénéficié d'un programme de réhabilitation globale, et d'élargissement de leur offre de services afin d'en faire de véritables plateformes où les artistes locaux et talents émergents peuvent se faire connaître, se perfectionner et contribuer à la vitalité artistique de nos régions.

La promotion du livre et de l'édition a été un objectif clé de la politique culturelle sous l'ère du Président Macky SALL. Des efforts remarquables ont été déployés pour soutenir et encourager toute l'industrie du livre et de l'édition, car, en plus d'être une ressource éducative, le livre est un instrument de construction de la citoyenneté.

C'est ainsi que plusieurs Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) sont implantés dans le pays, dans une démarche d'équité et de territorialisation des politiques publiques.

L'organisation des manifestations d'envergure à l'image de la Biennale de Dakar ou encore le Festival national des Arts et Cultures (FESNAC) a bénéficié un appui constant avec un retentissement mondial pour soutenir le dynamisme culturel du pays.

Des accords de coopération culturelle sont redynamisés et signés avec 16 pays (sans compter ceux dont la phase préparatoire est bouclée et qui sont en instance d'être paraphés.

Le Sénégal dans le rayonnement culturel international, c'est, entre autres, la présence à l'exposition du musée Quai Branly-Jacques Chirac sur les Présidents Senghor et Macky SALL, c'est la participation régulière aux grands festivals, c'est également l'élection de notre pays à la vice-présidence de la Conférence des ministres de la culture du monde islamique.

En outre, le souvenir aux disparus du naufrage du bateau le Joola et pour honorer leur mémoire, le Président Macky SALL a pris la décision de réaliser le Musée-Mémorial Bateau Le Joola à Ziguinchor inauguré en janvier 2024.

Aussi, depuis sa création en 2017, le Fonds de Développement des Cultures Urbaines, devenu Fonds de Développement des Cultures urbaines et des Industries créatives en 2023, exclusivement dédié aux projets structurants de toutes les disciplines des cultures urbaines au Sénégal, a permis de financer, jusqu'en 2023, 696 projets, soit en moyenne 116 projets par an, pour un cumul d'un montant de 2 985 000 000 francs CFA. Sur la période considérée, le nombre de projets financés a connu une croissance d'au moins 33% tous les ans.

Il est à noter dans la même dynamique, la montée progressive en qualité et en structuration des industries créatives avec le démarrage de l'Incubateur d'entreprises culturelles « Dal'ug Xeltu Ak Koom », Mamadou KONTE, dont le lancement a été effectué le 25 janvier 2024.

Dans le même élan, de 2015, année de son démarrage effectif, à 2022, le Fonds de Promotion de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (FOPICA) a permis de financer 237 projets. Devant les succès enregistrés par le secteur du cinéma, qui contribue activement à notre rayonnement culturel et à la création d'emplois, le montant du FOPICA a doublé depuis 2022, passant de 1 à 2 milliards de FCFA.

Pour marquer sa volonté constante de soutenir la communauté artistique que le Président Macky SALL a décidé de faire de l'ancien Palais de Justice, un Palais des Arts et du Patrimoine afin de renforcer la place stratégique qu'occupe la culture dans le rayonnement diplomatique de notre pays.

Parmi les nombreuses facettes de notre industrie culturelle, le livre se tient comme un phare, illuminant nos esprits et nous guidant vers une citoyenneté éclairée. C'est pour soutenir de manière hardie le livre et l'édition que l'État a injecté, de 2013 à 2023, 5 800 000 000 FCFA au titre du Fonds d'aide à l'Édition.

La loi sur le statut de l'artiste et des professionnels de la culture a été votée et promulguée en plus de consécration juridique de la rémunération pour copie privée, ce qui permet d'offrir un cadre et un environnement juridique plus favorable à l'entrepreneuriat culturel.

L'impact de la politique culturelle du Président se ressent aussi dans le soutien multiforme aux artistes, en termes de renforcement de leur résilience, d'amélioration de leurs conditions de vie, d'accompagnement à la mobilité et à la production. Le soutien à la communauté culturelle et artistique, fortement impactée par la crise du Covid 19 en est une belle preuve.

q. SPORTS

Dans le domaine des **sports** et du Football en particulier, le Sénégal vit la période la plus faste de son histoire, avec cinq trophées continentaux remportés successivement, dont le plus prestigieux, en 2022 : la **Coupe d'Afrique des Nations de football. Une première dans l'histoire de notre pays, mais la meilleure démonstration que dix ans d'efforts des pouvoirs publics, sur tous les plans, n'ont pas été vains.**

Il s'y ajoute les performances des sélections de petites catégories et la médaille de bronze (troisième place) décrochée par la catégorie des sourds et malentendants à la coupe du monde de 2023 en Malaisie.

Globalement, les résultats sportifs obtenus depuis 2012 ont permis de constater une progression significative dans la préparation et la participation des sportifs aux compétitions internationales. Cet élan est aujourd'hui accompagné pour maintenir le cap vers la performance. A ce titre, il est bon de rappeler la réalisation de l'Arène nationale, du Palais des Sports « Dakar Arena », pierre angulaire de la Cité olympique de Diamniadio et du stade « Président Abdoulaye WADE », un bijou de 50 000 places. Le secteur enregistre un important programme de construction, de réhabilitation et de mise aux normes des infrastructures sportives. Ce, à Dakar et dans les régions avec l'ambition d'abriter de futures joutes continentales et internationales, notamment les prochains Jeux olympiques de la jeunesse en 2026.

La nouvelle cité de Diamniadio, sortie de terre en moins d'une décennie est une illustration de la hauteur des ambitions pour moderniser nos villes et offrir aux populations un cadre de vie, de travail et de loisirs. Diamniadio est une cité en devenir qui a pris forme pour désengorger la capitale Dakar et qui abrite, aujourd'hui entre autres, le Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD), la Cité du savoir, un parc de technologies numériques, l'institut national du Pétrole et du gaz, une nouvelle université, le parc des expositions, la gare des gros porteurs, le Marché d'Intérêt National, le stade Maître Abdoulaye WADE et l'ARENA. En outre, les industriels y bénéficient d'un parc industriel fonctionnel, en cours d'extension, offrant toutes les commodités pour leur installation.

r. DES AVANCEES DANS LE SECTEUR DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

L'Etat du Sénégal sous la conduite du Président Macky SALL a enregistré des avancées importantes notamment dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie.

Homme d'Etat fidèle aux principes et règles de gouvernance publique, le Président Macky SALL, dès sa prise de fonction en 2012 et au nom de la continuité de l'Etat a, avec la création d'un Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des Zones d'inondation (MRAZI), voulu apporter une réponse définitive à la lancinante question des inondations.

C'est ainsi que dans le cadre de la réalisation du Plan décennal de Gestion des Inondations, à travers sa mission de planification urbaine, le Ministère a élaboré les outils de planification que sont le Plan Directeur d'urbanisme (PDU), le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), et le plan d'urbanisme de Détail (PUD) pour l'ensemble des localités ou zones concernées par les inondations.

Par la suite, et par le biais du Projet d'Achèvement des programmes de Construction et de Réhabilitation d'Edifices de l'Etat (PAPCREE), il a mis en œuvre le projet spécial Banlieue (autonomisation de stations de pompage, de drainage de points bas et construction des stations de marché Boubess et Médina Gounass), le programme d'assainissement des eaux pluviales de Rufisque.

Aussi, grâce au Projet de Construction de Logements sociaux et de Lutte contre les Bidonvilles (PCLSLB) la construction de 2891 logements sociaux répartis ainsi qu'il suit fut réalisée :

- 1843 logements sociaux sur les 2000 prévus à Tawfekh Yakkar;
- 505 logements sociaux sur les 891 à Jaxaay.

Dans le cadre de la restructuration urbaine et de la régularisation foncière, le projet de restructuration des quartiers Hann et Petit Mbao réalisé par la Fondation Droit à la Ville reste un bel exemple de réussite dans ce domaine.

En 2019, avec des missions recentrées autour de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène publique, le Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique s'est inscrit dans l'essor commun d'émergence du pays à travers la mise en œuvre du plan Sénégal

émergeant avec surtout deux programmes phares que sont les programmes « Sénégal Zéro Bidonvilles » et « Sénégal Zéro Déchets ».

Ainsi, et grâce à ces programmes, la planification urbaine, en raison surtout de l'acte III de la décentralisation avec la communalisation universelle, a atteint un taux de couverture national de 13%. A côté des Zones d'Aménagement concerté, une politique de développement des pôles urbains fut développée (Pôle urbain de Diamniadio, Daga Kholpa, Lac Rose, etc.) ainsi que la création de ville nouvelle. Sur le plan de la restructuration urbaine, le projet de Baraka à Liberté 6 a permis le relogement in situ de plus de 200 ménages.

En outre, la révision des Codes de l'urbanisme et de la construction avec l'adoption des lois n° 2023-20 et 2023-21 du 29 décembre 2023 portant respectivement Code de l'urbanisme et Code de la Construction reste une grande avancée pour le secteur. Il faut également souligner la création de services déconcentrés de l'urbanisme, du logement et de l'hygiène dans tous les départements du pays dans le sillage d'une meilleure territorialisation des politiques assignées au secteur.

Dans le domaine de la politique de promotion l'habitat social, grâce au projet 100 mille logements et pour sa bonne mise en œuvre, des efforts soutenus sont menés. Peuvent en être citées :

- la création du Fonds pour l'Habitat social à travers la loi n° 2016-31 du 08 novembre 2016 portant loi d'orientation sur l'habitat social pour faciliter l'accès au logement au plus grand nombre;
- la création de la Société d'Aménagement foncier et de Rénovation urbaine (SAFRU), premier moteur d'aménagement mis en en place depuis la disparition de la SCAT URBAN et autres ;
- la mise en place d'un guichet unique pour le logement destiné à faciliter et à accélérer les procédures foncières et domaniales avec l'ouverture d'antennes régionales sur l'ensemble du territoire national.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme zéro déchets, outre les acquis certains en matière de lutte contre l'encombrement, de lutte contre l'insalubrité (Besup Setal, comité de propreté, etc.) et l'aménagement paysager, nous pouvons citer entre autres :

- la transformation de l'Unité de Coordination de la Gestion des Déchets (UCG) en Société nationale de Gestion intégrée des Déchets (SONGED) avec la régularisation de plus 907 agents volontaires et le recrutement à travers surtout le programme Xeyu Ndaw gni de plus de 15 milles jeunes sans oublier le maillage de tout le territoire national par les la SONAGED appuyée dans certaines circonscriptions et communes par les jeunes volontaires de la propreté de la Direction générale du Cadre de vie et de l'hygiène publique ;
- la mise en place de mobiliers urbains, de points de propreté, de points de regroupement normalisé et l'aménagement de places publiques à Dakar, dans les régions et les grandes villes du pays ;
- le démarrage des projets d'aménagement de la corniche ouest de Dakar ainsi que le parc forestier de Dakar Yoff qui vont à terme changer le visage de la capitale ;
- la création du Projet de Promotion de la Gestion Intégrée et de l'Economie des déchets solides (PROMOGED) pour une modernisation de la gestion des déchets avec notamment la résorption de la décharge historique de Mbeubeuss et la construction de centres intégrés de valorisation des déchets (CIVD), de Centres d'enfouissement technique (CET) et de Centres traitement et de tri (CTT).

Enfin, sur le plan international, le ministère a contribué au rayonnement diplomatiquement de notre pays avec surtout une participation distinguée lors des forums urbains mondiaux de l'habitat, des conseils et assemblées générales de ONU HABITAT. La visite officielle de travail au Sénégal qu'avait effectué Madame Maimunah Moh Sharif, Directrice exécutive de ONU-Habitat, du 25 au 28 février 2020, en constitue une parfaite et avait abouti à la signature d'un Memorandum of understanding (MOU) entre le Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de

l'Hygiène publique et ONU-Habitat, amorçant ainsi l'élaboration d'une politique nationale d'urbanisme.

s. **UNE SECURITE RENFORCEE A L'INTERIEUR DU TERRITOIRE ET
AUX FRONTIERES**

Au plan sécuritaire, des efforts inédits ont été consentis pour préserver la sécurité à l'intérieur de notre pays et à nos frontières par un maillage du territoire en infrastructures militaires (casernes, brigades de gendarmerie, commissariats, hôtels de police), mais également à travers le renforcement des effectifs et l'acquisition d'équipements et de matériels de dernière génération au profit de nos forces de défense et de sécurité, pour leur permettre de jouer le rôle de premier rempart de la République, mais également de faire face, de manière adéquate, aux nouvelles menaces émergentes telles que le terrorisme, la cybercriminalité et les enjeux liés à la surveillance de nos côtes avec la découverte du pétrole et du gaz.

Ainsi, nos forces de défense et de sécurité se sont illustrées, à l'échelle nationale, dans la prévention et la gestion des risques et catastrophes, la gestion des secours, la protection des personnes, des biens et de l'environnement, la sanctuarisation du territoire, la lutte contre les fléaux comme le trafic de drogue, le narcotrafic et la criminalité sous toutes ses formes.

Aujourd'hui, notre pays peut s'enorgueillir de disposer de moyens appropriés permettant de garder intacte l'intégrité de notre territoire, avec l'ambition de garantir, à tout moment, notre souveraineté à la fois terrestre, maritime et aérienne, à travers la montée en puissance de nos Armées. Des équipements adaptés ont été acquis dans ce sens (patrouilleurs en haute mer, nouveaux aéronefs, orgues de Staline). Ces dotations sont d'une grande importance, par rapport à l'environnement sécuritaire régional volatile, avec l'instabilité à nos frontières et des menaces protéiformes et asymétriques.

Toujours dans le cadre de la politique sécuritaire, des moyens importants ont été accordé à l'Armée et à la Gendarmerie nationales pour leur permettre de réussir leur mission d'assurer la défense nationale, de préservation de nos frontières et de sécurisation de nos populations, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression.

les dépenses militaires sont passées de 152,564 milliards FCFA en 2011 à 469,712 milliards FCFA en 2023, soit une augmentation de 317,148 milliards FCFA en valeur absolue et de 207,9% en valeur relative.

L'augmentation progressive des moyens financiers a permis de renforcer considérablement les moyens opérationnels de nos Forces de Défense et de Sécurité dans leurs composantes terrestre, maritime et aérienne. Quant aux effectifs, ils ont augmenté de plus de 60%, offrant ainsi un maillage complet du territoire national.

Dans la même dynamique, en soutien au moral des troupes et de la condition militaire, d'importantes mesures ont permis d'améliorer le traitement salarial du militaire et ses conditions de vie, y compris les blessés et mutilés de guerre.

Le logement de nos Forces de défense et de sécurité ont été sensiblement amélioré sur la décennie.

Par ailleurs, un fort accent a été mis sur la formation des forces de défenses et de sécurité avec de nouvelles unités opérationnelles pour assurer un maillage sécuritaire du territoire adéquat, tenant compte des menaces multiformes.

C'est dans cet esprit qu'il a été créé un Centre des hautes études de défense, un Institut de défense et plusieurs Ecoles de formation et d'application, pour doter nos Forces Armées des meilleures compétences en ressources humaines.

Cette montée en puissance visible des Armées traduit la ferme conviction du Chef Suprême des armées que « le premier investissement d'un pays consiste à assurer la paix, la sécurité et la stabilité, sans lesquelles rien n'est possible ».

Les dépenses militaires sont passées de 152,564 milliards FCFA en 2011 à 469,712 milliards FCFA en 2023, soit une augmentation de 317,148 milliards FCFA en valeur absolue et de 207,9% en valeur relative.

t. UNE DIPLOMATIE RAYONNANTE

Le Sénégal, sous Macky SALL, s'est illustré à travers le rayonnement de sa diplomatie. Tout d'abord, le Président de la République a consenti beaucoup d'efforts dans la diplomatie de bon voisinage, tandis qu'au niveau continental, le succès de notre diplomatie a permis au Président de la République de porter la voix de l'Afrique.

C'est également, sous le magistère de son Excellence Macky SALL, qu'on se félicite de **l'émergence d'une Diplomatie économique sénégalaise.**

Le Chef de l'Etat a également poursuivi son engagement pour la promotion et la protection de la Diaspora sénégalaise, pour une diplomatie d'intégration économique, au service de la solidarité africaine et internationale.

Dans son souci de renforcer l'entrepreneuriat des femmes de la Diaspora dans leurs pays d'accueil, le Président de la République a renforcé le Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE).

Le FAISE a pour objectif de promouvoir et financer les projets et investissements productifs des Sénégalais de l'Extérieur désireux de réaliser leurs projets sur l'ensemble du territoire national.

Le FAISE dont l'enveloppe n'était que de 200 000 000 F CFA, soit environ 100 projets à financer, à raison de 5 000 000 F CFA par projet, a au fil des années a bénéficié d'une allocation de 3 milliards de FCFA.

Il est à noter que la diplomatie du Sénégal a toujours été caractérisée par des lignes de force définies depuis notre accession à la souveraineté internationale.

Ces principes immuables, socle de notre action internationale se fondent sur quatre axes que sont le bon voisinage, le développement économique, la préservation de la paix par le multilatéralisme et enfin la promotion et la protection des Sénégalais de l'extérieur. De son avènement à la tête du Sénégal et pendant les douze années de son magistère, le Président SALL a respecté, a renforcé, comme jamais auparavant, lesdits axes.

Sur la diplomatie de bon voisinage, Macky SALL a rebâti, voire redéfini des liens très forts avec la Gambie, la Mauritanie, la Guinée Bissau et, en général, les pays dits de la ceinture de sécurité (ceux-là qui partagent une frontière avec le Sénégal). Les réalisations concrètes de cette diplomatie ont vu le jour par l'édification de ponts sur les fleuves Sénégal et Gambie (toujours rêvés, mais jamais réalisés jusque-là), par la gestion commune de nos ressources halieutiques avec la Guinée Bissau , pétrolières et gazières avec la Mauritanie .

Par ailleurs, l'édification de complexes diplomatiques à Nouakchott, Abuja et Accra inaugurerait un cycle d'une forte présence du Sénégal dans la sous-région et ce à la hauteur des nouvelles ambitions internationales de notre pays. Par la diplomatie au service du développement, le Président SALL a privilégié et soutenu l'attractivité des partenariats et

investissements étrangers (ports, aéroports, TER, BRT entre autres sont là pour en attester). La diplomatie a contribué à changer durablement le visage du Sénégal.

L'adage, clamé par le Président SALL sur tous les continents fit échos partout : la diplomatie du Sénégal se fait en toute souveraineté « sans exclusivité ni exclusion ». Ainsi, sans renier ses partenaires traditionnels, le Sénégal s'ouvrit à tous les autres, notamment aux pays du monde arabe, de l'Asie et à ceux dits émergents. Pendant qu'il élargissait le Sénégal à divers partenaires, il n'oublia pas ses compatriotes de la Diaspora, édifiée en 15e région, bénéficiant de toutes les politiques publiques offertes aux sénégalais de l'intérieur (logements sociaux, accès aux financements, élection aux postes publics et politiques).

Au service de la paix, des Droits humains et du multilatéralisme, le Sénégal a tenu haut le flambeau dans toutes les tribunes internationales, comme celles des Nations Unies à New York et à Genève et celle de l'Union Africaine à Addis Abeba. En effet, trente années après le Président DIOUF, le Sénégal est revenu au sommet de l'Afrique avec l'élection, le 5 février 2022, du Président Macky SALL à la tête de l'Union Africaine. Pendant une année, il se mit au service du continent, enfilant avec brio et succès les sommets et les rencontres avec les dirigeants du monde, tous, sans exclusive. Il a ainsi coorganisé tous les sommets entre l'Afrique et ses partenaires tels que l'Union Européenne, le Japon (Ticad), la Chine (Focac) les États Unis sans compter la Turquie et le monde arabe peu avant et peu après sa présidence et que les diplomates sénégalais ont scientifiquement préparé sous sa férule.

Partout, lors de ces sommets, comme ailleurs, retentit la voix du Sénégal, portée par un avocat inspiré et talentueux au service de son continent. L'adhésion de l'Afrique au G20, le voyage à Sotchi en pleine crise mondiale des céréales, le voyage avec ses pairs d'Afrique à Kiev et à Saint Pétersbourg à la recherche de la paix entre la Russie et l'Ukraine, sa participation aux différents Sommets du G7, furent, sans conteste les grands marqueurs de son mandat continental.

Et en même temps qu'il se déplaçait, Dakar rayonnait de rencontres internationales, accueillait et tenait sous son initiative le couru Forum sur la Paix et la Sécurité. Initiative diplomatique majeure qui faisait se rencontrer Chefs d'État et décideurs du monde, libres penseurs et sécuritaires, diplomates et hommes de culture, de médias, discutant dans une liberté assumée pour envisager les nouveaux paradigmes du développement, de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et des changements climatiques.

Dakar devient une place forte diplomatique par l'importance qu'elle prenait dans les rencontres internationales de niveau mondial (Sommet sur l'Agriculture, Sommet sur le financement des infrastructures etc...). L'édification et l'inauguration en décembre 2023 de la Maison des Nations Unies à Diamniadio, complexe moderne, vert et intelligent, finit de convaincre de la puissance de la diplomatie du Sénégal. L'ambition était de faire de Dakar un bureau régional des Nations Unies à l'instar de Genève, Nairobi et marquer ainsi à jamais le juste tribut que notre diplomatie doit au magistère du Président Macky SALL. Puisse ces belles pages continuer à s'écrire pour le rayonnement du Sénégal.

u. UNE JUSTICE PERFORMANTE

De 1960 à nos jours, et de tous les régimes qui se sont succédé à la tête du Sénégal, c'est celui du Président Macky SALL qui, assurément, aura le plus consacré de crédits et d'infrastructures et de modernité à la justice. L'indépendance des juges consacrée par la séparation des Pouvoirs et l'organisation interne judiciaire (notation et avancement, représentation au sein du Conseil Supérieur de la Magistrature) a été plus que confortée pendant les 12 ans de magistère du Président Macky SALL. Les plus récentes décisions rendues par les Cours et Tribunaux et par le Conseil Constitutionnel illustrent, si besoin en était encore, que le Sénégal bénéficie d'un système judiciaire exemplaire et ce, à plusieurs égards.

Ce qui manquait au tableau, ressortait des conditions incroyablement désuètes dans lesquelles travaillaient les juges y compris dans les plus grandes de nos juridictions (TGI, Cours d'Appel). C'est ainsi que le Président Macky SALL exprima sa volonté de moderniser la justice afin que, au-delà des textes et de l'esprit des juges qui la rendent, la justice devienne cette administration forte et respectée, élément phare de l'Etat de Droit. 250 Milliards FCFA de crédits repartis sur une décennie ont ainsi été affectés à l'édification de tribunaux, de Cours d'Appel, de bureaux et de prisons modernes.

69 édifices érigés sur l'étendue du territoire national afin, d'une part, de faire du slogan « la justice proche du justiciable » une réalité effective et, d'autre part, de conférer aux magistrats et à tous les acteurs judiciaires, la dignité qu'impose l'exercice de leur office. Aux édifices judiciaires en ruines, succèdent alors de plus ambitieux et de plus modernes : Fatick, Tivaouane, Guédiawaye, Rufisque et tant d'autres.

Cette œuvre de modernisation n'est pas seulement physique. Elle est aussi soutenue par une importante réforme des textes de la Loi pénale afin qu'il soit garanti : plus de libertés et de droits au profit du citoyen ; plus de transparence et de lutte contre la délinquance financière.

En effet, par l'introduction du bracelet électronique, le Sénégal devient un des rares pays en Afrique (3e après l'Algérie et le Kenya) à substituer cet instrument moderne de privation de liberté à l'emprisonnement physique. L'initiative fut incontestablement un succès si l'on en juge par l'usage courant qu'en font les magistrats.

Dans le même temps, la procédure pénale fut changée pour restreindre les conditions de privation des libertés. La lutte contre les longues détentions se traduit par la mise en place d'une réforme tendant à la limitation générique du mandat de dépôt à deux années y compris en matière criminelle.

Cette réforme poursuit ainsi le double objectif de limiter le mandat de dépôt dans le temps, mais surtout d'accélérer la procédure de jugement luttant ainsi contre les longues détentions, afin que les coupables soient vite punis et les innocents vite libérés.

Le respect des droits humains ne saurait mieux être honoré par cette double innovation du bracelet électronique combiné avec l'encadrement du mandat de dépôt dans le nombre et la durée. Pour ceux dont la prison est inévitable, la modernisation des lieux privatifs de liberté justifiera d'un meilleur respect de tous leurs droits.

Humaniser les prisons, en faire des lieux de vie et si besoin, de réinsertion sociale, tel est le but poursuivi par l'ambitieux programme du Promij que le Président SALL a destiné à la justice du Sénégal. Aucun régime, de 1960 à nos jours n'a défini une telle ambition et engagé un tel travail.

C'est pour tout cela et pour bien d'autres politiques en faveur des droits humains que le Président SALL fut l'invité d'honneur du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme à l'occasion du 75e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en décembre 2023 à Genève.

C'est aussi pour cela que le Sénégal a réussi avec brio, son passage à l'Examen Périodique Universel des Droits de l'Homme en janvier 2024 à Genève où toute sa politique en la matière a été passée au peigne fin, avant d'être appréciée et saluée par l'Assemblée des délégués. L'amélioration des conditions de travail des juges et autres acteurs judiciaires, la modernisation des règles et des instruments de la justice par la réforme de la procédure pénale

et l'introduction du bracelet électronique, si importantes soient elles, n'ont pas fait reléguer au second plan la lutte pour la transparence, la reddition des comptes et contre la délinquance financière.

C'est ainsi, qu'à côté des instruments traditionnels d'investigations et de poursuites pénales, le Président Macky SALL a porté sur les fonts baptismaux le Pôle Financier Judiciaire, véritable instrument au service de la transparence et contre les délits financiers.

Rendre la Justice digne de ce qu'elle est : une Vertu ; la rendre moderne, proche, fonctionnelle pour être encore plus humaine et plus respectueuse de l'homme, de l'innocent comme du coupable, tel fut le credo que douze années durant, le magistrère du Président SALL s'efforça de construire au bénéfice des Sénégalais.

Les succès de la Gouvernance démocratique sous la Présidence de Macky SALL

Dès son accession à la magistrature suprême, le Président Sall a activé un package de réformes visant à combler le gap de gouvernance et de reddition des comptes dans le pays. Cette volonté s'est traduite par l'adoption d'instruments juridiques et institutionnels (I) et l'adhésion systématique du Sénégal aux mécanismes d'évaluation indépendante et objective de la gouvernance ainsi qu'aux initiatives de bonne gouvernance (II). L'importance de la gouvernance est inscrite dans l'axe 3 du PSE. Tous ces efforts ont permis de classer le Sénégal parmi les pays ayant accomplis de bons scores en matière de gouvernance.

Les réformes en matière de bonne gouvernance depuis 2012

Le bilan des réformes de bonne gouvernance est satisfaisant. Plusieurs instruments ont été adoptés :

- La loi n°2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques qui transpose la directive de 2009 de l'UEMOA : instrument directeur de la transparence financière ;
- La loi n°2012-30 du 28 décembre 2012 portant création de l'Office National de lutte contre la Fraude et la Corruption.
- La loi organique n°2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes ;
- La réforme du Code général des impôts par la loi n°2012 n°2012-31 décembre 2012 ;
- L'adoption de la loi n°2014-17 du 02 avril 2014 relative à la déclaration de patrimoine sur la déclaration de patrimoine 2014 ;

- Décret 2014-1212 du 22 septembre portant Code des marchés publics ;
- Relance du processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs par le Président Macky Sall avec la commission nationale de gouvernance ;
- Création d'un Ministère à la promotion de la bonne gouvernance ;
- La mise en place de COSPETROGAZ en 2016 et aujourd'hui élargi à la société civile et à l'opposition.
- Loi n°2016-32 du 8 novembre 2016 portant Code minier ;
- Loi organique n°2016-26 du 5 août 2016 portant statut des magistrats de la Cour des comptes ;
- Loi n°2018-03 du 28 février 2018 relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- Le renforcement de la lutte contre la criminalité financière avec l'adoption de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux (2019-2024) ;
- L'adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- Adoptions d'un Code pétrolier (2019), loi sur le contenu local (2019), Code gazier (2020) ;
- La mise en place de l'Office National pour le Recouvrement des avoirs (ONRAC) par la loi n° 2021-34 du 23 Juillet 2021 modifiant la loi n° 65-61 du 21 juillet 1965 portant Code de Procédure pénale.
- Loi 2021-43 du Décembre 2021 portant ratification de l'instrument de la Convention multilatérale de l'OCDE pour prévenir l'érosion de la base et le transfert des bénéficiaires
- Loi n°2022-08 du 19 avril 2022 sur le secteur parapublic ;
- Création de l'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP)
- Loi n°2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures ;
- La loi n°2023-14 du 2 août 2023 modifiant le Code de procédure pénale qui institue un Pool Judiciaire spécialisé dans la répression des crimes et délits économiques ou financiers dénommé pool judiciaire financier.

Les instruments et initiatives de Bonne gouvernance auxquels le Sénégal a adhéré depuis 2012 avec les classements

Les instruments et initiatives de bonne gouvernance auxquels le pays a adhéré illustre la traduction concrètes de politiques de transparence et de reddition des comptes.

La plupart des mécanismes et instruments implique la participation effective et pleine de la société civile au sens large.

La Norme ITIE

Instrument crédible reconnue internationalement pour évaluer la gouvernance des ressources pétrolières, gazières et minières. Le Sénégal a fait deux fois l'objet d'une évaluation. La première intervenue en 2018, le pays a été reconnu comme premier pays en Afrique à avoir satisfait toutes les exigences de la Norme ITIE. Pour la deuxième évaluation, le Sénégal a obtenu des progrès très élevés avec la note de 93 points /100. Ce qui fait que le pays est un devenu une vitrine, voir un laboratoire privilégié en matière de gouvernance transparente des ressources extractives. D'ailleurs, l'essentiel des sujets difficiles dans l'ITIE sont appliqués au Sénégal et repris dans la législation nationale : la publication de tous les contrats miniers et pétroliers ; la création d'un registre des bénéficiaires effectifs pour identifier toutes les personnes qui possèdent des parts de 2% ou contrôle les sociétés pétrolières, gazières et minières ; la publication régulière des rapports ITIE avec la participation de la Cour des comptes pour la certification des données des régies financières de l'Etat, etc. Lors de la dernière évaluation sur la composante « Résultats et impacts », le Sénégal a obtenu 99, 5/100. Ce qui illustre la vitalité du pays en matière de débat public sur la gouvernance des ressources naturelles. Ainsi, notre pays va même abriter la grande conférence mondiale sur l'ITIE au mois de juin 2023, constituant l'organisation de l'un des événements les plus importants dans le monde ITIE en terre africaine.

Le Plan du Gouvernement Ouvert

Un mécanisme qui évalue la gouvernance des pays à l'aune de 4 critères : accès à l'information, transparence budgétaire ; déclaration de patrimoine. Généralement les pays ont des difficultés pour être éligible avec la note de 12. Le Score du Sénégal est de 12/16. La validation prochaine du Plan d'action du PGO en conseil des ministres permettra à notre pays d'avoir 16/16 et l'adoption de la loi sur l'accès à l'information.

Le MAEP

Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs crée en 2003 a pour objectif de renforcer la gouvernance en Afrique, en encourageant l'adoption par les États de politiques, de normes et pratiques pour promouvoir la stabilité politique, une croissance économique soutenue, un développement durable et une intégration économique sous régionale et continentale accélérée. Le Président Macky Sall a défendu avec succès devant ses pairs le rapport d'évaluation du

Sénégal à l'occasion du 26^{ème} Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement du MAEP, à Addis-Abeba. Le rapport a été lancé le 30 janvier 2020 au CICAD marquant la fin du processus d'évaluation de notre pays. Et pour assurer la continuité du processus du MAEP avec la mise en œuvre du Plan d'action national, le Président a signé le décret 2021-344 du 17 mars 2021 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission nationale de Gouvernance dans le cadre du MAEP.

L'Indice MO Ibrahim

Selon l'Indice MO Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), le Sénégal est cité parmi les pays africains ayant connu une amélioration au cours des quatre dernières années. **Le Sénégal est classé dans le top 10 des meilleures performances dans la gouvernance des 54 pays en Afrique et 1^{er} dans l'espace UEMOA.** L'indice mo Ibrahim évalue la gouvernance à partir des composantes : sécurité, Etat de droit, participation et droits de l'homme, opportunités économiques et développement durable.

L'Indice de l'Etat de droit

Le Sénégal se **classe 56^{ème} sur 140 pays en termes d'Etat de droit ; 6^{ème} sur 34 pays africains.**

L'indice de perception de la corruption (IPC)

La performance du pays dans l'IPC a évolué considérablement depuis 2012. Le Sénégal est parti de 36 à 43 au cours de la dernière décennie, gagnant 9 points entre 2012 et 2016. Ce progrès s'est manifesté par la création de l'OFNAC et l'adoption de la loi sur la déclaration de patrimoine.

Au total, le Sénégal est bien classé et l'ensemble des réformes et initiatives engagées traduisent la priorité accordée à la bonne gouvernance depuis 2012 avec la participation de l'ensemble des parties prenantes ; l'accès à l'information, la lutte contre la corruption ; la promotion de l'Etat de droit ; le débat public informé avec la contribution essentielle de la société civile. En résumé, de 2012 à 2022, il s'agit d'une gouvernance inclusive et redevable. La publication ponctuelle des rapports d'audit et de contrôle est un bon indicateur de bonne gouvernance.

4. LA CREDIBILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SENEGAL

a. PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

En vue de préserver les acquis du développement et de poursuivre les programmes de réformes entamées depuis 2012, le Gouvernement du Sénégal a conclu avec le FMI un programme économique et financier appuyé par un accord mixte au titre du Mécanisme élargi de Crédit (MEC) et de la facilité élargie de crédit (FEC) et de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) pour un montant cumulé de **1.853 millions de dollars**, soit environ **1 111 milliards de FCFA**

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le programme le **26 juin 2023** et a autorisé un décaissement immédiat équivalent à un montant de 216 millions de dollars, soit environ 129 milliards de FCFA, déjà reçu par le Trésor public ;

Ce programme qui couvre la période allant de juin 2023 à mai 2026, est articulé autour de quatre (4) axes :

- Axe 1 : Renforcer la résilience des finances publiques
- Axe 2 : Renforcer la gouvernance
- Axe 3 : Construire une économie plus résiliente et inclusive
- Axe 4 : Renforcer la résilience aux changements climatiques

Une première revue a été tenue du 12 au 24 octobre 2023 avec des résultats concluants. Elle a été suivie d'un deuxième décaissement d'un montant de **169 milliards** de FCFA le 21 décembre 2023.

Au total, des décaissements de 298 milliards FCFA ont été opérés. Il en résulte un reliquat de 813 milliards FCFA devant être décaissés sur la période juin 2024-juin 2026.

Pour l'année 2024 deux décaissements d'un montant cumulés de **338 milliards** de FCFA (420.68 DTS) étaient attendus.

b. ATTRACTIVITE DU SENEGAL

Le Sénégal a capté **1 617 milliards FCFA** (2,64 milliards de dollars US) d'investissements directs étrangers (IDE) en 2023 traduisant l'attractivité du pays sous le Président Macky SALL **suivant le classement mondial du rapport sur l'investissement publié par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) publié le 20 juin 2024.**

Le Sénégal se classe ainsi à la **4ème place du top 10 mondial sur l'investissement. En fait, les IDE au Sénégal sont en progression continue depuis 2013**, année où notre pays avait reçu un peu plus de 155 milliards de FCFA (311 millions de dollars). Cette attractivité du Sénégal est le fait des performances économiques à travers la mise en œuvre adéquate du Plan Sénégal Emergent, de réformes hardies pour améliorer l'environnement des affaires, de la réputation de tradition démocratique de la paix, la sécurité, la stabilité et l'Etat de droit qui y prévalent.

En vue de poursuivre sa trajectoire vers l'émergence économique, le Sénégal, malgré les progrès enregistrés, a encore un besoin urgent d'investissements dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, la santé et l'éducation pour stimuler le développement économique et réduire la pauvreté. Voilà pourquoi, de grandes mesures ont été adoptées pour l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité de l'économie.

C'est le sens du PREAC (programme de réformes de l'environnement des affaires et de la compétitivité) initié à partir de 2013. Ce programme a permis une meilleure harmonisation des textes internes avec les textes communautaires, et la simplification et la dématérialisation des procédures liées à l'investissement et au commerce afin de réduire les délais et les coûts de délivrance des actes administratifs, renforçant, ainsi, le niveau d'attractivité du pays.

Ce programme a permis, aujourd'hui, des réformes importantes au niveau de la justice commerciale, du code des investissements, le télépaiement, simplification de tarification et l'amélioration du cadre de développement des startups avec la loi du 6 janvier 2020, le développement des PME avec la loi d'orientation du 7 janvier 2020, entre autres réformes telle que la mise en place des ZES (5 zones déjà Diamniadio, Bargny-Sendou, Diass, Sandiara et Fatick), de parcs industriels et d'agropoles.

- Les résultants sont importants. Je rappelle que depuis 2018, le Sénégal est la destination la plus prisée par les IDE en Afrique de l'Ouest devant Ghana, Nigeria et Côte d'Ivoire (587 millions USD en 2017, 629 en 2018 et, en 2023 plus de 2600 millions de dollars US soit environ 1617 milliards FCFA de volume d'investissement ont été captés par le Sénégal) rapport 2024 CNUCED; le Sénégal est dans le top 20 des pays africains, à la 5 e place, des pays africains après l'Egypte, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et l'Ouganda.

c. SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024

La situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du premier trimestre 2024 au regard des prévisions de la loi n°2023-18 du 15 décembre 2023 portant Loi de Finances initiale (LFI) pour l'année 2024 et des différents mouvements de crédits opérés sur la période, montre que les ressources du budget général mobilisées au 31 mars 2024 s'élèvent à **803,24 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,11%** des prévisions de la LFI, d'un montant de 4 693,8

milliards FCFA. Les dépenses du budget de l'Etat (base ordonnancement) sont réalisées à hauteur de 1 358,71 milliards FCFA représentant **24,30%** des crédits ouverts au 31 mars 2024. Par conséquent, il subsiste des **ressources à mobiliser** à hauteur de **3 890,56 milliards FCFA (82,89%)** réparties en recettes fiscales pour 3 444,55 milliards FCFA, recettes non fiscales pour 170,26 milliards FCFA, dons budgétaires pour 47,2 milliards FCFA et dons en capital pour 228,54 milliards FCFA.

Il est à noter qu'aucun don budgétaire n'a été mobilisé sur le premier trimestre 2024.

Quant aux dépenses, les crédits ouverts restants à être exécutés sont d'un montant de **4 231,93 milliards FCFA (75,7%)** répartis en :

- Dépenses ordinaires : **2 669,69 milliards FCFA (72,2%)**
 - Charges financières de la dette publique : 396,6 milliards FCFA
 - Dépenses de personnel : 1 088,98 milliards FCFA
 - Dépenses fonctionnement et de transferts courants : 1 184,13 milliards FCFA
- Dépenses en capital : **1 562,23 milliards FCFA (82,5%)**
 - Dépenses en capital sur ressources internes : 1 017,89 milliards FCFA
 - Dépenses en capital sur ressources externes : 544,34 milliards FCFA

La publication de son **document-cadre de financements durables** le 06 septembre 2023 a permis au Sénégal de mobiliser des financements sur le marché international des capitaux et auprès des bailleurs multilatéraux. C'est ainsi que le Conseil d'Administration de la BAD a approuvé, le 08 décembre 2023, une garantie partielle de crédit de 400 millions d'euros pour faciliter la mobilisation du premier financement d'un montant de 500 millions d'euros adossé à son document cadre de financements durables. Les diligences nécessaires effectuées de décembre 2023 à la première décade d'avril 2024 ont permis le décaissement du prêt Environnement, Social, Gouvernance (ESG) de **500 millions d'euros (324 milliards FCFA)**.

La 9^{ème} revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets de l'UEMOA au Sénégal tenue le 10 mai 2024 fait ressortir que le Sénégal a réalisé un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 77,5% en 2023 contre 74,5% en 2022, soit une progression 3 points de pourcentage. Cette amélioration s'explique par les performances enregistrées dans la conduite des réformes au titre de la gouvernance économique et convergence (+2,5 points), du marché commun (+5,7 points) et, dans une moindre mesure, des réformes sectorielles (+1,1).

Les services du FMI qui ont achevé leur visite au Sénégal du 25 avril au 03 mai 2024, en faisant le point sur les développements économiques et politiques récents, ont conclu qu'en 2023, l'économie sénégalaise a fait preuve de résilience en dépit d'un contexte difficile (tensions

politiques et chocs extérieurs) avec une croissance économique de 4,6% dépassant les attentes (4,1%). L'inflation a connu une baisse plus rapide que prévue retombant à 5,9%. Le déficit budgétaire est contenu à 4,9% du PIB. Le FMI a noté les progrès dans les mesures visant à sortir le Sénégal de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI).

d. **GESTION DE LA COVID 19 : PREUVE D'UN SENEGAL RESILIENT**

En 2020, alors que la quasi-totalité des économies des autres pays du monde se trouvait en récession du fait des effets liés à la COVID-19, le Sénégal a réussi à faire 1,3% de croissance grâce aux mesures hardies pour mieux gérer la pandémie, à travers le **Programme de Résilience économique et sociale (PRES)**.

LE PRES : DES RESULTATS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Le PRES a été initié en avril 2020 par le Président de la République, comme une réponse exceptionnelle de par l'ampleur des ressources mobilisées au plan interne et externe, des opérations menées à l'échelle du territoire, des décaissements effectués, des acquisitions faites, dans un délai aussi court.

C'est à la suite de l'**habilitation de l'Assemblée Nationale (loi d'habilitation n°2020-13 du 02 avril 2020)**, que Monsieur le Président de la République a approuvé l'Ordonnance n° 07-2020 du 17 juin 2020 (faisant office de loi de finances rectificative pour l'année 2020) prenant en compte le PRES, doté de **1 000 milliards francs CFA** à travers le véhicule financier qu'est le **Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la COVID-19, (FORCE-COVID-19)** réparti en **dépenses décaissables** d'un montant de **628 milliards FCFA**, soit **63%** et **mesures fiscales et douanières** avantageuses pour l'entreprise, pour un montant de **372 milliards FCFA**, soit **37%**.

Aussi, l'ordonnance a-t-elle arrêté les chiffres du **budget révisé 2020** :

- à **3 144,4 milliards** de FCFA en recettes, en baisse de **114,1 milliards** (8%) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 ;

- et **4 017,1 milliards** de FCFA de dépenses, en hausse de **308,2 milliards** de FCFA (8%) par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 ;
- soit un déficit budgétaire de **872,8 milliards** de FCFA, représentant **6,1%** du PIB, là où la cible de déficit s'établissait à **3%** dans la LFI 2020.

Dans le détail, les recettes du budget général sont composées des grandes masses suivantes :

- Recettes fiscales : **2 352,8 milliards** contre 2 675 milliards de FCFA dans la LFI, soit une **baisse de 322,2 milliards** de FCFA en valeur absolue et **12%** en valeur relative ;
- Recettes non fiscales : **123,2 milliards** de FCFA contre **124 milliards** de FCFA dans la LFI, soit une **baisse de 0,8 milliards** FCFA en valeur absolue et **1%** en valeur relative ;
- Recettes exceptionnelles : **31,8 milliards FCFA** provenant :
 - du Groupement des Professionnels du pétrole au titre de leur contribution au projet de construction de l'Institut national de Pétrole et du Gaz (INPG) (5,9 milliards FCFA) ;
 - de l'indemnité de l'assurance de la mutuelle panafricaine de gestion des risques ou African Risk Capacity (ARC) (5,9 milliards FCFA) ;
 - des contributions volontaires des citoyens et entreprises au Fonds Force COVID -19 (20 milliards FCFA).
- Tirages sur dons-projets : **260,5 milliards** de FCFA, maintenus au même niveau que dans la LFI ;
- Dons budgétaires : **240,1 milliards** de FCFA contre 33 milliards de FCFA par rapport à la loi de finances initiale (LFI) 2020 connaissant ainsi une **hausse de 207,1 milliards**.

Les dépenses du budget général enregistrent une variation à la **hausse de 308,2 milliards** de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- Charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **306,9 milliards** de FCFA contre 364,8 milliards de FCFA par rapport à la loi de finances initiale (LFI)

2020, soit une **baisse de 57,9 milliards** FCFA en valeur absolue et **16%** en valeur relative ;

- Dépenses de personnel : **817,7 milliards** de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFI;
- Dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : elles passent de 947,4 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale (LFI) 2020 à **1 263,7 milliards** de FCFA, en **augmentation de 316,3 milliards de FCFA** en valeur absolue et **33%** en valeur relative ;
- Dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de 681,5 milliards de FCFA à **806,3 milliards** de FCFA, soit une **augmentation de 124,8 milliards** de FCFA en valeur absolue et 18% en valeur relative ;
- Dépenses en capital sur ressources externes : passant de 761,6 milliards de FCFA dans la LFI à **686,6 milliards** de FCFA, elles accusent ainsi une **baisse de 75 milliards de FCFA** en valeur absolue et 10% en valeur relative.
- **Les comptes spéciaux du Trésor (CST)** demeurent à leur niveau de la LFI, c'est-à-dire qu'ils sont arrêtés en ressources et en charges à **135,95 milliards de FCFA**.
- **Charges de trésorerie** : elles passent de 966,5 milliards FCFA à 1 686,9 milliards FCFA, soit une augmentation de **720,4 milliards FCFA** en valeur absolue et de 75% en valeur relative. Elles se décomposent en :
 - ✓ **Amortissement de la dette** qui passe de 506 milliards FCFA dans le budget initial à 623,2 milliards FCFA, soit un accroissement de 117,1 milliards FCFA en valeur absolue et de 23% en valeur relative ;
 - ✓ **Opérations sur les comptes de dépôt** non prévues dans le budget initial et portées à 121 milliards FCFA dans le budget révisé ;
 - ✓ **Opérations de trésorerie** (constitution de garantie de dépôt auprès des banques) programmées pour 70 milliards FCFA dans le budget révisé alors qu'elles n'ont pas été prévues dans le budget initial ;

- ✓ **Prêts rétrocédés** qui ne sont pas prévus dans le budget révisé contre une programmation de 10 milliards FCFA dans le budget initial ;
- ✓ **Financement du déficit** qui passe de -450,5 milliards FCFA (3% du PIB) à -872,8 milliards FCFA (6,1% du PIB), soit un écart de – **422,3 milliards FCFA**.

Au regard de ces considérations, il convient de relever qu'il ne s'est point agi d'exécuter séparément deux (2) budgets, « un budget normal et un budget COVID » mais un seul budget révisé 2020 prenant en charge le PRES dont le financement a été assuré par :

(i) **l'élan de solidarité des Sénégalais** d'ici et d'ailleurs, citoyens et entreprises, qui ont tenu à apporter leur contribution volontaire au compte de trésorerie FORCE COVID-19 ;

(ii) **l'effort de recadrage du budget initial 2020**, par la révision de la hiérarchie des priorités, en réalisant des économies au niveau d'une part, des dépenses de fonctionnement et d'autre part, des dépenses d'investissements. Sur les dépenses de fonctionnement, les économies ont été réalisées notamment grâce à la restructuration de la carte diplomatique, la suspension des acquisitions de véhicules administratifs et, de manière générale, des coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (téléphones, rencontres officielles, missions à l'intérieur du pays et à l'étranger, etc.). Sur les investissements, certains projets initialement prévus en 2020 vont être différés.

(iii) **le soutien des partenaires techniques et financiers (PTF) du Sénégal**, à travers des dons budgétaires et prêts programmes.

Les résultats suivants ont été enregistrés par axe du PRES :

Axe 1 : le soutien au secteur de la santé

- renforcer notre système de santé en équipement, acquérir des millions de doses vaccins, d'équipements médicaux, prendre en charge des milliers de malades, supporter des charges liées aux mesures de confinement et mettre en œuvre des projets de réhabilitation et d'équipement du service des maladies infectieuses et tropicales de l'Hôpital Fann, de Construction et d'Équipement du Centre International de Formation

et de Recherche sur les Agents Infectieux et la Génomique, réhabiliter l'HOPITAL MATLABOUL FAWZENY DE TOUBA, etc ; pour plus de **97 milliards FCFA**.

Axe 2 : le renforcement de la résilience des populations et de la cohésion sociale, y compris l'appui à la diaspora sénégalaise, pour environ 95,4 milliards FCFA

- Les actions initiées ont consisté :
- à faire bénéficier à plus d'un million cent mille (1 100 000) ménages d'une assistance alimentaire, pour plus de **64 milliards FCFA** ;
- à mettre en œuvre d'importantes mesures sociales de paiement des factures d'eau et d'électricité en milieu urbain comme en milieu rural, pour **15,9 milliards FCFA** ;
- à accompagner la diaspora, pour **12,5 milliards FCFA** ;
- à soutenir l'élevage et les productions animales, pour **2 milliards FCFA**,
- à appuyer les Pêcheurs artisanaux, femmes transformatrices, mareyeurs et aquaculteurs, pour un montant de **1 milliard FCFA**.

Axe 3 : la sauvegarde de la stabilité macroéconomique et financière pour soutenir le secteur privé et maintenir les emplois, pour un montant de 385,509 milliards FCFA

Pour ce volet important, plusieurs actions ont été initiées. Elles se déclinent comme suit :

- Payer les obligations impayées dues aux entreprises, pour plus de **269 milliards FCFA** et de permettre la poursuite de leurs activités et de sauvegarder des milliers d'emplois. Il s'agit principalement des BTP, des loyers, des intrants agricoles, des compensations tarifaires, des pertes commerciales.
- Faire bénéficier aux acteurs économiques (secteurs du transport aérien et terrestre, de la culture, des établissements d'enseignements privés à tous les niveaux, de la culture, de l'artisanat, de l'hôtellerie, des transports....) pour plus de **116,509 milliards FCFA** ;
- Mettre à disposition des financements pour **25 milliards FCFA** à travers le FONGIP, le Crédit Hôtelier et le Fonds d'appui à l'économie sociale et solidaire ;

Axe 4 : la sécurisation des circuits d'approvisionnement et de distribution pour les denrées alimentaires, les médicaments et l'énergie

Dans ce contexte particulièrement sensible, il s'est agi pour le gouvernement de sécuriser l'approvisionnement du pays en hydrocarbures et en denrées alimentaires, dans un contexte de tensions sur les prix et de désorganisation des chaînes d'approvisionnement, pour un montant de 136,232 milliards FCFA.

En ce qui concerne les **mesures fiscales** prises en appui aux entreprises et aux ménages, elles ont porté sur un montant de **372 milliards FCFA** et comprennent :

- (i) des remises fiscales pour les entreprises et personnes physiques dûment constatées et arrêtées à la date 31 décembre 2019 ;
- (ii) du remboursement accéléré des crédits de TVA ;
- (iii) de différés voire de suspensions de paiement d'impôts ;
- (iv) de la déductibilité fiscale des dons faits au profit du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de COVID-19 ;
- (v) de la prorogation de 12 à 24 mois du délai généralement admis de paiement de la TVA suspendue;
- (vi) de la possibilité pour les entreprises de conserver, en guise de subvention publique, les impôts retenus à la source sur les salaires de leurs employés, sous condition de maintien de l'emploi ou de paiement au personnel mis en chômage technique d'au moins 70% du salaire.

En définitive, il était important, à postériori, d'analyser avec du recul, la réponse apportée par notre pays dans la gestion d'une telle crise, riche en enseignements à tout point de vue.

Respect des engagements de gouvernance relatifs aux dépenses des ressources du fonds Force COVID-19

- III. Les rapports d'exécution budgétaire du 3ème et 4ème trimestres 2020 incluant des informations détaillées sur l'exécution des dépenses du fonds, notamment l'objet des dépenses, les montants engagés et effectivement payés ont été publiés ;
- IV. L'ARMP a conduit en 2021 un audit sur la régularité des procédures de passation des marchés avec les ressources du Fonds Force COVID-19 ;
- V. Le comité de suivi des opérations du fonds Force COVID-19 a publié en septembre 2021 son rapport sur l'ensemble des dépenses et des marchés publics exécutés sur les ressources du fonds (<http://www.finances.gouv.sn/wp-content/uploads/2021/09/Rapport-final-des-activit%C3%A9s-du-Comit%C3%A9-de-suivi.pdf>).

Ledit rapport a d'ailleurs beaucoup facilité le travail d'audit de la Cour des Comptes sur la gestion du Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la COVID-19 (FORCE COVID) pour les exercices 2020 et 2021.

i. Rapport de la cour des comptes

Le rapport de la Cour des Comptes a procédé à une analyse détaillée et mis en relief des points positifs, comme des dysfonctionnements et des insuffisances, en pointant notamment le **non-respect de certaines règles afférentes aux procédures de la dépense publique dans des cas bien précis.**

Les analyses sont assorties de **85 recommandations** fort pertinentes, qui ont été capitalisées et internalisées au titre des bonnes pratiques en matière de gouvernance des ressources publiques, dans des **situations d'urgence et de crise.**

→ **18 recommandations** concernent le dispositif de pilotage et de contrôle ;

Elles vont toutes dans le sens :

d'éviter les régimes dérogatoires en matière de marchés publics;
de mettre en place, dans le cadre de la gestion des crises, de cadres d'orientation, de suivi et de contrôle plus opérationnelles.

→ **55 recommandations** concernent la mobilisation des ressources et les modalités d'exécution des dépenses :

Elles portent sur :

le respect des engagements dans le cadre des conventions de financement sur ressources extérieures ;

la justification des dépenses liées aux Caisses d'avances dans les délais prescrits par la réglementation ;

la mise en place de dispositifs pour une meilleure traçabilité des ressources au niveau des structures déconcentrées ;

l'assurance de la production de toutes les pièces justificatives requises avant tout paiement d'une dépense, conformément à la réglementation ;

la nécessité de faire jouer la concurrence dans les procédures de marchés afin de réduire, notamment, les risques de surfacturation;

l'exigence d'enregistrement des contrats de marchés avant leur exécution ;

la proscription du maniement des ressources publiques par des personnes non habilitées.

→ Le rapport a également mis en exergue des **fautes de gestion** et formulé des recommandations pour une **instruction judiciaire** concernant des auteurs. Sur les **1 000 milliards FCFA** du PRES, les manquements relatés par la Cour des Comptes et pour lesquels une **suite judiciaire est recommandée** portent sur un montant de

6 686 784 410 FCFA, soit 0,7% du montant total du PRES décaissé et se répartissent comme suit par département ministériel :

LES MANQUEMENTS POUR LESQUELS L'OUVERTURE D'UNE INFORMATION JUDICIAIRE EST SOLLICITEE

MINISTERE / STRUCTURE	RECOMMANDATIONS	MONTANT DU PREJUDICE (FCFA)
Ministère de la Santé et l'Action sociale	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du Comptable sortant de l'établissement de santé de Kaffrine pour non production des pièces justificatives des dépenses	45 000 000
Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale solidaire	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du Directeur du Fonds d'Impulsion de la Microfinance pour absence de pièce justificatives de dépenses	11 191 532
Ministère des Mines et de la Géologie	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du DAGE du MMG pour paiement sans service fait, relatif au marché de construction d'une unité de traitement gravimétrique pour lequel le fournisseur a été payé alors que les travaux n'ont pas été réalisés	73 200 000
Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de l'ex DAGE du MDCEST pour une « surfacturation » sur l'achat 110 001,5 tonnes riz	2 749 927 498
Ministère de la Jeunesse	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de l'ex DAGE du MJ pour une « surfacturation » sur l'acquisition de Gel hydro-alcoolique	41 217 580
Ministère du Commerce et des petites et moyennes entreprises	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du DAGE du Ministère du Commerce pour une « surfacturation » sur l'achat de gel hydro-alcoolique	805 000

Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de l'ex DAGE du MFFGPE pour défaut de justification de dépenses pour des montants respectifs de 36 147 500 FCFA, 52 233 300 FCFA, 52 233 300 FCFA et 4 828 700 FCFA	145 442 800
Ministère de la Culture et de la Communication	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de l'ex DAGE du MCC pour absence de certaines pièces justificatives relatives aux appuis accordés aux acteurs culturels	1 120 000 000
Ministère du Développement industriel et des Petites et moyennes industries	Demande d'ouverture d'une information judiciaire sur les retraits répétitifs sur le compte du Fonds d'appui à la promotion de la petite et moyenne industrie (FAPPMI), effectués par l'aide comptable pour un montant cumulé de 2 500 000 000 FCFA	2 500 000 000
	Demande d'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre du DAGE du MDIPMI et du gestionnaire du FAPPMI sur les conditions d'acquisition de masques payés en espèce pour un montant de 2 500 000 000 FCFA	
TOTAL (impact financier des manquements à soumettre à l'autorité judiciaire)		6 686 784 410

➔ **12 recommandations** concernent les mesures fiscales

Elles portent essentiellement sur des améliorations à apporter, notamment sur :

- le recouvrement par la Direction Générale des Impôts et Domaine (DGID) des surplus de subvention d'impôts accordées à certaines entreprises ;
- l'encadrement de mesures fiscales ayant des impacts budgétaires ;
- la rationalisation de la délivrance des titres d'exonération ;
- le respect des critères d'éligibilité aux subventions d'impôts et aux financements.

i. Santé et Action sociale

- Projet de construction de la Polyclinique de l'Hôpital Principal de Dakar.
- Projet de réhabilitation de l'hôpital Aristide le DANTEC.
- Construction des hôpitaux de Saint-Louis, Thiès, Kaolack, Matam.

ii. Agriculture

- PROJET DE VALORISATION DES EAUX POUR LE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR (PROVALE –CV).
- PROJET D'APPUI A L'INSERTION DES JEUNES RURAUX AGRIPRENEURS (Agri-jeunes Tekki Ndawgni),
- PROGRAMME DE COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU SENEGAL
- PROGRAMME NATIONAL DE RELANCE DE L'HORTICULTURE.
- PROMME INTERMAQ avec 700 tracteurs et la construction de 120 magasins de stockage.

iii. Elevage

- PROJET D'APPUI AU PASTORALISME (PRASP), du PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU PASTORALISME (PDDPS)
- Projets d'autosuffisance en moutons (PRONAM)
- Projet de valorisation du lait et des produits dérivés (PRADELAIT).

iv. Pêche

- Projet de motorisation de la pêche artisanale,
- Projet « PSE Aquaculture ».

v. Industrie

- phase II de la plateforme industrielle de Diamniadio,
- agropoles sud et centre
- agropole Nord et Ouest

vi. Education

- projet de remplacement des abris provisoires.

vii. Enseignement supérieur

- Engager la deuxième phase des travaux de l'Université Amadou Moctar MBOW (UAM) ;
- Finaliser le projet de construction de l'Université du Sine Saloum à Kaolack (USSEIN) lot 1 et lot 2;

- Boucler le programme de construction des résidences universitaires ;
- Assurer la Réhabilitation et l'Équipement des Infrastructures Universitaires.
- Achever les travaux de construction de l'Université Souleymane Niang de Matam et l'Université du Sénégal Oriental.
- Achever la construction des classes préparatoires aux grandes écoles de Thiès.
- Achever la construction des ISEP.
- Achever la construction des espaces numériques ouverts de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane.

viii. Accès aux services sociaux de base tels que l'électricité, l'eau et l'assainissement serait significativement amélioré.

Les **6 marqueurs sociaux** devront être renforcés

- **PUDC** (avec ses 4 volets : allègement des travaux des femmes, hydraulique rurale, pistes rurales et électrification rurale) ;
- **Bourses Familiales,**
- **CMU,**
- **PROMOVILLES** (développement de la voirie urbaine, au renforcement du système d'assainissement et à la mise en place d'un système d'éclairage public)
- **Programme d'Urgence et de Modernisation Axes Frontaliers (PUMA)**
- **DER.**

ix. Eau et Assainissement

- Réhabilitation du Collecteur Hann – Fann ;
- Mise en place d'unités de dessalement de l'eau de mer ;
- Projet innovant d'accès aux services sécurisés d'eau et d'assainissement dans les zones défavorisées (PISEA-RD) ;
- Poursuite du projet KMS 3 et le renforcement en aval ;
- Cette dynamique de mobilisation des ressources en eau et de restauration de lacs et cours d'eau intérieurs sera renforcée à travers les projets suivants dont certains sont en phase de démarrage :
- | Le Projet de mobilisation des eaux du bassin versant du Nanija-Bolong dans le département de Kounghoul, d'un coût de 36 milliards FCFA, pour mobiliser annuellement 46,6 millions de mètres cubes et mettre en valeur 12 000 hectares. Concernant la maturité du projet, l'Unité de Gestion est déjà mise en place, le recrutement du cabinet chargé du contrôle des travaux déjà bouclé et le recrutement des

entreprises en charge des travaux en cours de finalisation. En termes de consistance, il s'agira :

- - la construction d'un barrage anti-sel à Sampathé Wilane ;
- - du dragage, du surcreusement et de l'endiguement du lit principal et des bras secondaires sur un linéaire total de 47 km ;
- - de la construction et de la réhabilitation de 17 ouvrages hydrauliques (de seuil, de régulation, de franchissement) ;
- - de la restauration de 05 lacs et mares asséchés ;
- - de la mise en place de 02 fermes pilotes pour l'agriculture et l'élevage et deux fermes piscicoles ;
- - de l'appui à la restauration des écosystèmes humides et aux initiatives économiques.
- | Le Projet de Renforcement de la Résilience des Écosystèmes du Ferlo (PREFERLO) vise le transfert de 680 millions de m³ d'eau par an du lac de Guiers vers la zone du Ferlo, sur un linéaire total de 214 kilomètres allant de Keur Momar Sarr à Ranérou, pour un coût total de 330 milliards francs CFA, avec comme objectif la satisfaction des besoins en eau pour les activités socioéconomiques et la restauration des écosystèmes. La première phase, dont le démarrage est prévu avant la fin de l'année 2024, est évaluée à 166,3 milliards francs CFA, et va permettre le transfert de 530 millions m³ d'eau par an de Keur Momar Sarr à Linguère sur un linéaire de 115 kilomètres, en vue de mettre en valeur un potentiel annuel de 46.000 hectares pour promouvoir et redynamiser les activités agrosylvopastorales. Les travaux de cette phase comprennent :
 - - la reconstruction de l'ouvrage de Keur Momar Sarr ;
 - - la remise en eau par dragage et reprofilage du marigot du Bas-Ferlo sur un linéaire de 70 km, allant de Keur Momar Sarr à Mboula dans le Département de Linguère ;
 - - la réalisation d'une station de pompage à Mboula ;
 - - la construction d'un canal à ciel ouvert large de 12 mètres sur un linéaire de 45 km de Mboula à Linguère.
- Concernant la deuxième phase qui permettra de mobiliser 150 millions de m³ par an, il est prévu la construction d'une station de pompage à Linguère, la réalisation d'un canal entre Linguère et Vélingara Ferlo sur un linéaire de 110 km, la construction d'un bassin piscicole à Vélingara Ferlo et la réalisation de fermes de cultures fourragères.
- | Le Projet Intégré pour la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PISEA), dans sa composante « Sécurisation des eaux du lac de Guiers » estimé à 32 milliards FCFA, vise

l'amélioration de l'hydraulicité dudit lac par l'augmentation de la capacité de stockage et la préservation de la qualité des eaux. Dans le cadre de ce projet dont toutes les études préalables sont déjà bouclées, il est prévu les travaux suivants :

- - la reconstruction de l'Ouvrage de Richard-Toll ;
- - le dragage et le surcreusement de la Taouey sur 17 km ;
- - le renforcement des endiguements du lac de Guiers sur 31 km ;
- - le faucardage de 686 hectares.
- | Le Projet d'Appui à la Sécurisation de la Qualité des Eaux du Lac de Guiers (PRASEG), d'un coût de 22,302 milliards, vise à améliorer la qualité des eaux dudit lac. Les travaux et mesures prévus sont, entre autres :
 - - l'installation de Systèmes diffusant des ondes ultrasoniques qui empêchent le développement des cyanobactéries ;
 - - l'acquisition d'engins d'entretien du plan d'eau ;
 - - la mise en place d'un laboratoire ;
 - - la construction d'un embarcadère.
- L'instruction du financement est très avancée et sa validation est en cours.
- | Le Projet d'aménagement hydraulique du bassin versant du Baobolong dans le Département de Nioro du Rip qui vise la mobilisation annuelle de 210 millions de m³ et l'arrêt de l'intrusion des eaux salées en provenance du fleuve Gambie. Dans le cadre de ce projet d'un coût de 108 milliards, il est prévu la construction d'un barrage anti-sel, des opérations de dragage, de reprofilage et endiguement, ainsi que la construction d'ouvrages de régulation et de franchissement.
- | Le Projet de Restauration des Trois-Marigots dans le Département de Saint Louis, d'un coût de 17 milliards de FCFA prévoit des opérations de dragage, de surcreusement et d'endiguements des 3-Marigots, le curage de la réserve de Bango et le renforcement des ouvrages de régulation. Il vise, entre autres :
 - - à optimiser les apports en eau de ces plans d'eau et à restaurer les écosystèmes pour permettre la mobilisation de 40 millions de m³ par an et la mise en valeur d'au moins 5.000 ha au profit d'activités agricoles et pastorales ;
 - - à appuyer le développement des potentialités bioécologiques du site et l'émergence des services écosystémiques.
- | Le Projet de restauration des Lacs de Bakel qui vise à contribuer à l'amélioration de la disponibilité des ressources en eau de surface dans la chaîne de lacs en vue de créer les

conditions de développement des activités agro-sylvo-pastorale et de renforcer la résilience des écosystèmes face au changement climatique. Plus précisément, ce projet permettra de mobiliser 53 millions de m³ d'eau par an grâce à la construction d'un ouvrage de régulation, au dragage, au reprofilage et à l'endiguement des lacs et des marigots d'interconnexion ;

- | Le Projet de Mobilisation des eaux du bassin versant de Djikoye dans les régions de Fatick et Kaolack qui vise à contribuer à l'amélioration de la disponibilité des ressources en eau de surface et l'arrêt de l'intrusion des eaux salées en provenance du fleuve Gambie. Ce projet permettra de mobiliser 54 millions de m³ d'eau par an et prévoit comme travaux la construction de 02 barrages anti-sel et d'ouvrages de régulation et de franchissement, ainsi que le dragage, le reprofilage et l'endiguement
- Les deux derniers projets portant sur les lacs de Bakel et le bassin versant de Djikoye, d'un coût global de 44 milliards, sont retenus dans le Compact SENEGAL/BAD dans le cadre de la Stratégie nationale de Souveraineté alimentaire.
- | Le Projet de grand transfert d'eau brute du lac de Guiers permettra de mobiliser 650 millions m³ d'eau par an. Il s'agira de réaliser :
 - - une prise d'eau au sud du Lac de Guiers ;
 - - une branche principale d'adduction d'eau brute sur 160 km vers Thiès-Dakar ;
 - - une branche secondaire Niayes (eau brute) sur 30 Km.
- | Le Projet de Transfert Inter-Bassins qui permettra de mobiliser 600 millions m³ par an prévoit :
 - - 03 prises d'eau à Bakel, Koulountou et Sambangalou ;
 - - la construction de 02 stations de pompage et d'ouvrages de stockage ;
 - - la pose de conduites et la construction de canaux.
- | Le Projet d'Aménagement du Fleuve Casamance qui vise la mobilisation de 70 millions m³ par an prévoit :
 - - la construction de 02 barrages anti-sel ;
 - - le dragage, le surcreusement et l'endiguement du lit principal ;
 - - la réalisation d'ouvrages de retenue, de régulation et/ou de franchissement.
- Ces projets vont permettre, à terme :
 - - de mobiliser annuellement 2.500 millions m³ d'eau et de sécuriser 2.360 millions m³ d'eau dans le Lac de Guiers ;

- de sécuriser les 90.000 hectares exploitables autour du lac de Guiers et les nombreux emplois y afférents ;
- de mettre en valeur au moins 232.000 hectares de terres dont 36.000 présentement salés;
- de créer près d'un million d'emplois directs et indirects.
- Réhabilitation du Collecteur Hann – Fann ;
- Mise en place d'unités de dessalement de l'eau de mer ;
- Projet innovant d'accès aux services sécurisés d'eau et d'assainissement dans les zones défavorisées (PISEA-RD) ;
- Poursuite du projet KMS 3 et le renforcement en aval ;

Projet de renforcement des Ecosystèmes dans le Ferlo (PREFERLO) qui consiste en un transfert d'un volume d'eau estimé à 680 millions m³/an du Lacs de Guiers au Ferlo. Il devra ainsi contribuer à la satisfaction durable des besoins en eau de la zone du Ferlo dans le but de créer les conditions de développement des activités socio-économiques et de la restauration des écosystèmes.

- Projet de renforcement des Ecosystèmes dans le Ferlo (PREFERLO) qui consiste en un transfert d'un volume d'eau estimé à 680 millions m³/an du Lacs de Guiers au Ferlo. Il devra ainsi contribuer à la satisfaction durable des besoins en eau de la zone du Ferlo dans le but de créer les conditions de développement des activités socio-économiques et de la restauration des écosystèmes.

x. Infrastructures, de Transports et de Désenclavement :

- Achèvement de la deuxième phase du Train Expres Regional (TER) ;
- Réhabilitation de l'axe ferroviaire Dakar-Tambacounda ;
- Finalisation de l'Autoroute Mbour-Fatick-Kaolack ;
- Finalisation de l'Autoroute Thiès-Tivaouane-Saint-Louis ;
- Poursuite du Programme prioritaire de désenclavement ;
- Poursuite du Programme de renouvellement et de renforcement du parc dans le secteur des transports ;
- Poursuite des travaux du projet du Bus Rapid Transit (BRT).

Tout compte fait, force est de reconnaître que les manquements relevés par la Cour des Comptes ne sauraient remettre en cause les résultats probants obtenus par notre pays dans la mise en œuvre du PRES.

Au total l'exploitation de ce rapport a contribué à raffermir notre option en matière de redevabilité, tout en permettant une amélioration significative de la gestion de nos finances publiques.

III. DEFIS ET PERSPECTIVES

A. Le PAP 3 2024-2028

Le diagnostic posé dans le cadre de l'élaboration du troisième Plan d'Actions Prioritaires (PAP 3) du PSE, portant sur la période 2024-2028, a mis en exergue cinq défis majeurs que sont :

1. la construction d'une économie compétitive, inclusive et résiliente ;
2. le développement d'un capital humain de qualité et la capture du dividende démographique ;
3. le renforcement de la résilience des communautés face aux risques de catastrophes ;
4. la consolidation de la gouvernance et ;
5. la promotion d'une administration publique moderne, transparente et performante.

Pour relever ces défis, l'objectif général est d'impulser une croissance inclusive et durable pour une transformation du Sénégal, à travers l'accélération de l'industrialisation, de la stratégie est d'entretenir un rythme soutenu d'amélioration du bien-être des populations à travers et la promotion d'une économie résiliente et compétitive.

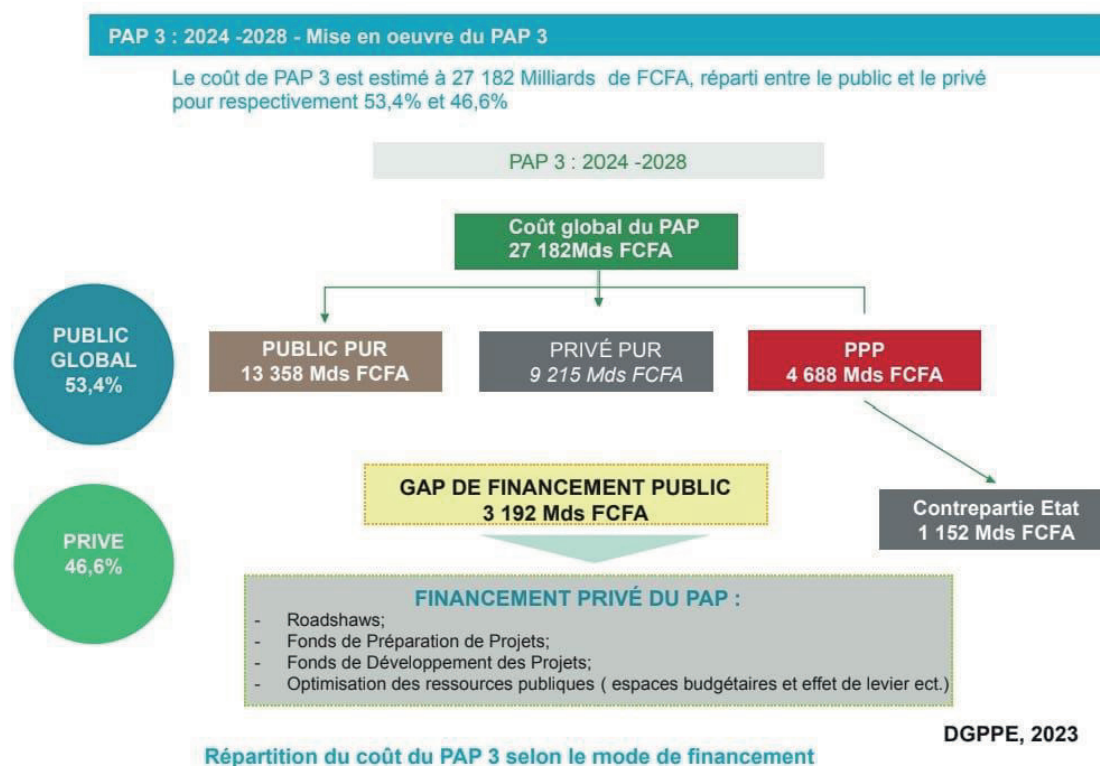
Les objectifs stratégiques demeurent (i) transformation structurelle de l'économie et croissance, (ii) Capital humain, protection sociale et développement durable, (iii) Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité.

Ces objectifs stratégiques sont opérationnalisés par des projets, programmes et réformes identifiés dont un portefeuille de 32 projets phares et de 22 réformes clés d'ordre sectoriel et transversal. C'est ainsi qu'il est attendu de la mise en œuvre du PAP3 du PSE une accélération de la croissance économique, avec un taux moyen annuel de 7,7%, et une amélioration significative des conditions de vie des populations. L'indice de développement humain passerait de 0,51 en 2021 à 0,59 en 2028 et la pauvreté baisserait de 37,8% en 2019 à 25% en 2028.

Tableau de quelques indicateurs d'impacts

INDICATEURS	SITUATION INITIALE		CIBLES 2028
	ANNÉES	VALEURS	PSE PHASE III
PIB/tête	2023	845 449,2	1 061 452,6
Exportations par tête (FCFA)	2021	192 092,00	417 720,20
IDH	2021	0,51	0,59
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	2019	37	25,4
Ratio de mortalité maternelle (pour 100)	2019	236	205
Durée moyenne de scolarisation (années)	2020	2,8	4,4
Taux de pauvreté national (%)	2019	37,8	25
Accès global à l'électricité (en %)	2022	86	100

Source : DGPPE, 2023.



Source : DGPPE, 2023.

Le coût global du PAP3 est estimé, pour la période 2024-2028, à **27 182 milliards FCFA**. Par rapport au **PAP 2A**, d'un montant de **14 712 milliards FCFA**, le **PAP3** connaît une augmentation de **12 470 milliards FCFA en valeur absolue** et de **84,8% en valeur relative**.

Par **mode de financement**, sa répartition se présente comme suit :

- **Public pur** : 13 359 milliards FCFA
- **Privé pur** : 9 215 milliards FCFA
- **PPP** : 4 605 milliards FCFA dont la **contrepartie de l'Etat** est de 1 152 milliards FCFA

Ce qui a changé, c'est que c'est grâce à une politique agressive de promotion du secteur privé à travers des réformes phares, un nouveau cadre des PPP et une meilleure préparation des projets, la contribution du Secteur Privé, y compris les PPP, est attendue à **46,6%** tandis que le public global se situe à **53,4%**.

La répartition par axe stratégique du PSE se présente comme suit :

Axes stratégiques	PAP 1	PAP 2 Initial	PAP 2 A	PAP 3
Transformation structurelle l'économie et croissance	66,5%	60%	59%	65%
Capital humain, protection sociale et développement durable	26%	29%	30%	25%
Gouvernance, paix et sécurité	7,5%	11%	11%	10%
Total général	100	100	100%	100%

B. LE PIP 2024 - 2026

Le Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) 2024-2026, **soumis à titre d'information à l'Assemblée Nationale**, opérationnalise le PAP 3. Ledit programme est constitué des projets et programmes de développement sur la période triennale dans tous les secteurs de l'économie nationale et dont les **financements sont acquis**.

Ces investissements portent sur un montant de **9 434 924 380 771 FCFA** répartis annuellement comme suit :

- 2024 : 1 889 271 569 999
- 2025 : 3 263 055 708 759
- 2026 : 4 282 597 102 011

Cf ci-joint, en annexe, le PIP 2024-2026.

Il s'agit de la poursuite du PSE à travers les principaux projets et programmes ci-après et déclinés dans le PAP 3 :

IV. ANNEXES

- PIP 2024-2026
- Ordonnance n° 07-2020 du 17 juin 2020 modifiant la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
APPUI AU CENTRE DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE	INTERNE	TRE	ETAT	1 340 000 000	540 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0	400 000 000	400 000 000
INVESTISSEMENTS DES AEROPORTS DU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	1 825 000 000	825 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
PROGRAMME D'ACQUISITION DE PATROUILLEUR	INTERNE	TRE	ETAT	4 868 429 284	4 568 429 284	300 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
PROGRAMME D'APPUI AU SUIVI DU PSE	EXTERNE	DON	PNUD	687 500 000	425 313 877	63 229 751	63 229 751	63 229 751	70 000 000	70 000 000	65 726 621	65 726 621	198 956 372	198 956 372
PROGRAMME D'APPUI AUX SERVICES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	47 501 377 621	39 166 377 621	4 420 000 000	3 915 000 000	3 915 000 000	0	0	0	0	3 915 000 000	3 915 000 000
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA HASSMAR	INTERNE	TRE	ETAT	2 179 174 908	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000	179 174 908	179 174 908	0	0	2 179 174 908	2 179 174 908
Programme d'investissement de l'Agence sénégalaise d'Etudes spatiales	INTERNE	TRE	ETAT	10 560 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	5 373 333 333	5 373 333 333	8 373 333 333	8 373 333 333
PROJET D'APPUI AU DELIVRY UNIT SENEGAL	EXTERNE	DON	BAD	203 391 000	143 056 492	50 847 750	6 770 249	6 770 249	2 716 509	2 716 509	0	0	9 486 758	9 486 758
PROJET DE MISE EN PLACE D'UNE INFRASTRUCTURE NATIONALE DE GESTION DES CLES PUBLIQUES (IGC/N-PKI NATIONAL))	INTERNE	TRE	ETAT	3 500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
PROJET REHABILITATION DES EDIFICES RELIGIEUX (DONT GRANDES MOSQUEES DE TIVAOUJANE, GUEDIAWAYE ET PIKINE)	INTERNE	TRE	ETAT	23 000 000 000	8 000 000 000	7 000 000 000	4 385 000 000	4 385 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	1 115 000 000	1 115 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
REHABILITATION PALAIS NATIONAUX	INTERNE	TRE	ETAT	12 199 224 151	7 976 293 210	1 407 643 646	1 027 643 646	1 027 643 646	1 407 643 649	1 407 643 649	380 000 000	380 000 000	2 815 287 295	2 815 287 295
PROGRAMME D'ACQUISITION VEHICULES ASSEMBLEE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	2 600 000 000	-	1 600 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Projet d'extension des locaux de la Cour Suprême	INTERNE	TRE	ETAT	2 238 121 379	-	-	2 238 121 379	400 000 000	0	500 000 000	0	1 125 414 253	2 238 121 379	2 025 414 253
CONSTRUCTION SIEGE COUR DES COMPTES	INTERNE	TRE	ETAT	1 190 513 104	-	-	500 000 000	500 000 000	690 513 104	690 513 104	0	0	1 190 513 104	1 190 513 104
APPUI SUIVI PROJETS ET PROGRAMMES / PRESIDENCE	INTERNE	TRE	ETAT	10 536 930 750	7 248 118 750	1 788 812 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD)	INTERNE	TRE	ETAT	1 362 000 000	871 249 700	490 750 300	0	0	0	0	0	0	-	-
PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD) PHASE 4	EXTERNE	DON	AFD	6 560 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	3 060 000 000	3 060 000 000	6 560 000 000	6 560 000 000
PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD) PHASE 4	INTERNE	TRE	ETAT	1 050 000 000	-	-	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL	EXTERNE	DON	Fonds Mondial	25 655 209 858	11 420 511 613	3 734 698 245	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	7 600 000 000	4 600 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION / PHASE III	INTERNE	TRE	ETAT	9 574 000 000	6 574 000 000	1 000 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
PROJET D'APPUI DES SERVICES ET UNITES DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT (SGG)	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000	-	525 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	75 000 000	75 000 000	675 000 000	675 000 000
PROJET DE REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU BUILDING ADMINISTRATIF	INTERNE	TRE	ETAT	50 652 261 674	43 779 665 308	6 672 596 366	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
REHABILITATION EQUIPEMENT IMPRIMERIE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	2 159 997 331	1 759 997 331	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
ACQUISITION DE POSTES DIPLOMATIQUES MILAN	INTERNE	TRE	ETAT	1 125 000 000	150 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	225 000 000	225 000 000	
ACQUISITION, CONSTRUCTION DE POSTES DIPLOMATIQUES ANKARA	INTERNE	TRE	ETAT	3 150 000 000	2 100 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	0	0	0	525 000 000	525 000 000	
ACQUISITION, CONSTRUCTION DE POSTES DIPLOMATIQUES ADDIS ABEBA, BAMAKO, NOUAKCHOT	INTERNE	TRE	ETAT	8 062 262 853	2 914 793 160	1 147 469 693	0	0	1 333 333 333	1 333 333 333	1 666 666 667	3 000 000 000	3 000 000 000	
PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	1 082 749 340		180 000 000	200 000 000	200 000 000	233 333 333	233 333 333	335 166 227	768 499 560	768 499 560	
FONDS CREDIT FEMMES DE LA DIASPORA	INTERNE	TRE	ETAT	6 650 000 000	4 850 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	
FONDS D'APPUI A L'INVESTISSEMENT DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	13 950 000 000	11 950 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	
Projet d'aménagement du site devant abriter les nouveaux locaux du MAESE	EXTERNE	DON	CHINE	3 000 000 000	-	-	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	
Projet d'aménagement du site devant abriter les nouveaux locaux du MAESE	INTERNE	TRE	ETAT	100 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	0	0	0	100 000 000	100 000 000	
PROJET D'ASSISTANCE A LA LUTTE ANTI MINES EN CASAMANCE	INTERNE	TRE	ETAT	15 129 615 182	13 929 615 182	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000	
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE PRODUCTION DE PASSEPORTS BIOMETRIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	1 185 213 607	885 213 607	100 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	
PROJET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DU BATIMENT CENTRAL ET DES ANNEXES	INTERNE	TRE	ETAT	704 322 100	-	704 322 100	0	0	0	0	0	-	-	
PROJET DE SECURISATION ET D'INFORMATISATION DE L'ETAT CIVIL CONSULAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	619 014 232	379 014 232	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	180 000 000	180 000 000	
RENOVATION SALONS D'HONNEUR AIBD/LSS	INTERNE	TRE	ETAT	1 320 000 000	615 677 900	615 677 900	0	0	88 644 200	88 644 200	0	88 644 200	88 644 200	
REHABILITATION EQUIPEMENT POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	27 034 795 268	20 946 328 564	1 569 233 352	1 519 233 352	1 519 233 352	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 519 233 352	4 519 233 352	
ACQUISITION DE TROIS (3) NAVIRES OFFSHORE PATROL-VESSELS-OPV 58S	EXTERNE	EMP	Société Générale	153 633 309 840	104 261 411 154	1 261 411 154	718 000 000	718 000 000	11 666 666 667	11 666 666 667	26 594 991 688	38 979 658 355	38 979 658 355	
ACQUISITION MATERIEL ET EQUIPEMENT DE PROTECTION	INTERNE	TRE	ETAT	9 000 000 000	-	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	
CONTRAT D'OBJECTIF ET DE MOYEN (CPOM) HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	
DOTATION FONDS INVALIDES, MUTILES GUERRE	INTERNE	TRE	ETAT	2 388 000 000	1 588 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000	
EQUIPEMENT DEFENSE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	39 131 917 681	324 349 960	37 996 582 681	100 000 000	100 000 000	250 000 000	250 000 000	460 985 040	810 985 040	810 985 040	
EQUIPEMENT GENDARMERIE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	54 183 750 000	42 783 750 000	6 200 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000	
EQUIPEMENT SERVICES CENTRAUX MINISTERE FORCES ARMEEES	INTERNE	TRE	ETAT	9 404 648 000	2 877 148 000	1 495 000 000	2 332 500 000	2 332 500 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	5 032 500 000	5 032 500 000	
PLAN D'URGENCE DE LA GENDARMERIE	INTERNE	TRE	ETAT	190 323 796 780		24 363 180 102	5 692 000 000	4 363 180 102	7 696 513 435	9 025 333 333	15 666 666 667	29 055 180 102	29 055 180 102	
PLAN REAGIR	INTERNE	TRE	ETAT	23 172 020 000		3 648 621 000	3 831 052 050	3 831 052 050	7 022 604 653	7 022 604 653	8 669 742 298	19 523 399 000	19 523 399 000	
PROGRAMME DE REMISE A NIVEAU DE L'ARMEMENT / GENDARMERIE	INTERNE	TRE	ETAT	11 919 179 800	6 759 589 900	1 500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 659 589 900	3 659 589 900	3 659 589 900	
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AEROPORT LEOPOLD SEDAR SENGHOR	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000	400 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000	

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'ACQUISITION DE MATERIELS DE VIE EN CAMPAGNE POUR DEUX BRIGADES	INTERNE	TRE	ETAT	6 274 719 635	3 199 719 635	750 000 000	750 000 000	750 000 000	787 500 000	787 500 000	787 500 000	787 500 000	2 325 000 000	2 325 000 000
PROJET D'ACQUISITION DE VEHICULES TACTIQUES POUR UNITES D'INFANTERIE MOTORISEE	INTERNE	TRE	ETAT	17 400 000 000	7 399 121 987	600 000 000	600 000 000	600 000 000	1 833 333 333	1 833 333 333	4 033 918 675	4 033 918 675	6 467 252 009	6 467 252 009
PROJET D'ACQUISITION D'UN CASA 235 MARITME	EXTERNE	EMP	Société Générale	47 274 299 504	29 839 945 720	3 000 000 000	1 077 000 000	1 077 000 000	4 877 500 000	4 877 500 000	8 479 853 784	8 479 853 784	14 434 353 784	14 434 353 784
PROJET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES MILITAIRES ET D'EQUIPEMENT EN ARMEMENT "PROJET EAGLE 5"	EXTERNE	EMP	Banque HAPOALIM	54 570 453 918	-	1 000 000 000	359 000 000	359 000 000	8 772 083 333	8 772 083 333	22 130 135 945	22 130 135 945	31 261 219 279	31 261 219 279
PROJET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES MILITAIRES SPECIFIQUES/GENDARMERIE	INTERNE	TRE	ETAT	14 049 205 147	-	1 000 000 000	400 000 000	400 000 000	1 333 333 333	1 333 333 333	2 333 333 333	2 333 333 333	4 066 666 667	4 066 666 667
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA POLYCLINIQUE DE L'HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR (HPD)	INTERNE	TRE	ETAT	61 800 000 000	17 800 000 000	18 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	25 500 000 000	25 500 000 000
PROJET DE MODERNISATION DES OPERATIONS D'INCORPORATION	INTERNE	TRE	ETAT	1 030 000 000	490 000 000	180 000 000	0	0	100 000 000	100 000 000	260 000 000	260 000 000	360 000 000	360 000 000
PROJET DE RECONSTITUTION DES STOCKS DE MUNITIONS TOUTES TRANCHES	INTERNE	TRE	ETAT	7 399 800 000	3 399 800 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
PROJET DE REHABILITATION DES CANTONNEMENTS DES ZONES MILITAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	10 085 324 433	6 434 423 040	655 901 393	1 650 000 000	1 650 000 000	672 500 000	672 500 000	672 500 000	672 500 000	2 995 000 000	2 995 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE "GAINDE 1"	EXTERNE	EMP	Banque HAPOALIM	292 709 982 718	15 384 348 629	2 000 000 000	718 000 000	718 000 000	7 303 878 030	7 303 878 030	16 149 000 000	16 149 000 000	24 170 878 030	24 170 878 030
PROJET DE RENOUVELLEMENT DES ENGIN BLINDES BATAILLONS DE RECONNAISSANCE	INTERNE	TRE	ETAT	15 298 900 000	9 298 900 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
PROJET DE RENOUVELLEMENT MATERIEL PARACHUTISTE	INTERNE	TRE	ETAT	2 357 918 080	1 557 918 080	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT EN MATERIEL DE FRANCHISSEMENT PORTIERE 70 TONNES	INTERNE	TRE	ETAT	6 540 000 000	5 470 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000	350 000 000	420 000 000	420 000 000	920 000 000	920 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT EN MATERIELS DE DEMINAGE	INTERNE	TRE	ETAT	4 100 000 000	3 700 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT MILITAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	10 604 616 732	6 804 616 732	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000
PROJET DU SYSTEME DE TRANSMISSIONS NUMERIQUES EN ZONES MILITAIRE SUD	INTERNE	TRE	ETAT	3 754 959 951	1 754 959 951	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROJET INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT DES LOCAUX D'ARCHIVAGE	INTERNE	TRE	ETAT	120 000 000	59 824 000	20 000 000	30 000 000	30 000 000	10 176 000	10 176 000	0	0	40 176 000	40 176 000
REHAB. EQUIP. MAISONS ANCIENS COMBAT.	INTERNE	TRE	ETAT	270 300 000	102 000 000	34 000 000	42 500 000	42 500 000	45 900 000	45 900 000	45 900 000	45 900 000	134 300 000	134 300 000
RENFORCEMENT MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE / SOCLE DE RADARS	INTERNE	TRE	ETAT	5 299 264 829	2 489 264 829	500 000 000	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000	1 010 000 000	1 010 000 000	2 310 000 000	2 310 000 000
REQUIN 2 - ARMEMENT DES VEDETTES	EXTERNE	EMP	Banque HAPOALIM	44 583 245 751	-	4 181 412 362	1 795 000 000	1 795 000 000	6 786 333 333	6 786 333 333	19 233 274 742	19 233 274 742	27 814 608 076	27 814 608 076
ELABORATION DE CARTES D'ELECTEUR ET DE CARTES D'IDENTITE BIOMETRIQUE - Phase 2	INTERNE	TRE	ETAT	29 419 300 000	13 274 600 000	3 817 700 000	12 327 000 000	4 109 000 000	0	4 109 000 000	0	4 109 000 000	12 327 000 000	12 327 000 000
EQUIPEMENT CASERNES SAPEURS POMPIERS	INTERNE	TRE	ETAT	5 546 000 000	150 000 000	2 474 000 000	974 000 000	974 000 000	974 000 000	974 000 000	974 000 000	974 000 000	2 922 000 000	2 922 000 000
EQUIPEMENT DES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE L'INTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	4 651 498 484	3 371 498 484	320 000 000	229 000 000	229 000 000	350 000 000	350 000 000	381 000 000	381 000 000	960 000 000	960 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PREVENTION/MAITRISE CATASTROPHE	INTERNE	TRE	ETAT	10 810 529 481	8 784 529 481	526 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROGRAMME D'ACQUISITION ET D'INSTALLATION DE PARATONNERRE	INTERNE	TRE	ETAT	18 055 800 000	9 524 594 000	740 888 640	700 000 000	700 000 000	533 333 333	533 333 333	1 433 333 333	1 433 333 333	2 666 666 667	2 666 666 667
PROGRAMME D'APPUI AU CADRE D'INTERVENTION ET DE COORDINATION INTERMINISTERIEL DES OPERATIONS DE LUTTE ANTI-TERRORISTE	INTERNE	TRE	ETAT	12 463 286 127	12 371 286 127	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	69 000 000	69 000 000
PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	INTERNE	TRE	ETAT	12 439 325 288	8 938 934 743	300 390 545	700 000 000	700 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000
PROGRAMME DE CONSTRUCTIONS PRIORITAIRES DES SERVICES/MINISTERE DE L'INTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	60 000 000 000	3 953 262 413	8 938 136 280	1 000 000 000	1 000 000 000	2 333 333 333	2 333 333 333	3 072 400 871	3 072 400 871	6 405 734 205	6 405 734 205
PROGRAMME DE MISE EN OEUVRE DE LA GOUVERNANCE SECURITAIRE DE PROXIMITE	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	900 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
PROGRAMME DE SURETE ET DE SECURITE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	49 563 796 646	29 696 562 662	13 617 233 984	3 250 000 000	3 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	6 250 000 000	6 250 000 000
PROGRAMME D'EQUIPEMENT DES FORCES DE POLICE	INTERNE	TRE	ETAT	16 584 600 000	4 990 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 583 333 333	1 583 333 333	2 979 733 333	2 979 733 333	5 813 066 667	5 813 066 667
PROGRAMME NATIONAL D'IMPLANTATION DES HYDRANTS	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	-	500 000 000	300 000 000	300 000 000	666 666 667	666 666 667	966 666 667	966 666 667	1 933 333 333	1 933 333 333
PROGRAMME USAID (GOUVERNANCE - DEMOCRATIE - PAIX ET SECURITE)	EXTERNE	DON	Union Européenne	9 839 355 000	-	-	9 839 355 000	6 500 000 000	0	3 339 355 000	0	0	9 839 355 000	9 839 355 000
PROJET D'ACQUISITION D'UN SYSTEME DE RADIOCOMMUNICATION ET D'APPLICATION NUMERIQUE	EXTERNE	EMP	LEUMI LE-ISRAEL	29 398 796 717	-	1 409 827 050	674 833 604	674 833 604	3 438 201 001	3 438 201 001	14 537 269 020	14 537 269 020	18 650 303 625	18 650 303 625
PROJET D'APPUI A LA SECURISATION DES PERSONNES ET DES BIENS / MINISTERE DE L'INTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	33 406 958 323	20 278 684 883	4 968 627 548	2 808 627 548	2 808 627 548	2 826 627 548	2 826 627 548	2 524 390 796	2 524 390 796	8 159 645 892	8 159 645 892
PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES BATIMENTS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	5 637 390 674	234 400 000	180 102 447	180 102 447	114 000 000	114 000 000	114 000 000	114 000 000	408 102 447	408 102 447
PROJET DE CREATION DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DE LA BRIGADE NATIONALE DE SAPEURS POMPIERS	INTERNE	TRE	ETAT	24 805 691 594	18 006 797 244	1 900 000 000	1 833 333 333	1 833 333 333	1 900 000 000	1 900 000 000	1 165 561 017	1 165 561 017	4 898 894 350	4 898 894 350
PROJET DE FOURNITURE DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES, D'EQUIPEMENTS MEDICAUX ET D'UN HOPITAL MOBIL DE CAMPAGNE (NAFFCO)	EXTERNE	EMP	STANDARD CHARTERED BANK	91 599 039 666	75 996 512 517	2 000 000 000	718 000 000	718 000 000	3 833 333 333	3 833 333 333	6 923 018 099	6 923 018 099	11 474 351 433	11 474 351 433
PROJET DE GESTION DES RESEAUX DE COMMUNICATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR	INTERNE	TRE	ETAT	1 657 252 359	1 066 149 912	533 102 447	58 000 000	58 000 000	0	0	0	0	58 000 000	58 000 000
PROJET DE GESTION OPERATIONNELLE DES FICHIERS	INTERNE	TRE	ETAT	24 545 548 317	24 209 548 317	93 000 000	93 000 000	93 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	243 000 000	243 000 000
PROJET DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITE	INTERNE	TRE	ETAT	3 300 000 000	950 000 000	350 000 000	500 000 000	500 000 000	700 000 000	700 000 000	800 000 000	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
PROJET DE SECURISATION DES FRONTIERES	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	2 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000
PROJET D'EXTENSION DES VIDEOSURVEILLANCES	INTERNE	TRE	ETAT	31 669 110 200	-	-	31 669 110 200	3 000 000 000	0	6 666 666 667	0	14 779 406 800	31 669 110 200	24 446 073 467
CONSTRUCTION ET REHABILITATION EQUIPEMENT STRUCTURE EDUC.SUR.	INTERNE	TRE	ETAT	1 100 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 100 000 000	1 100 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
EQUIPEMENT JURIDICTIONS	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000
CONSTRUCTION REHABILITATION EQUIPEMENT ETS PENITENTIAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	9 860 000 000	4 310 240 000	3 834 000 000	1 305 000 000	45 000 000	0	1 260 000 000	410 760 000	410 760 000	1 715 760 000	1 715 760 000
GESTION ET MAINTENANCE DES NOUVEAUX PALAIS DE JUSTICE	INTERNE	TRE	ETAT	1 587 164 954	1 316 063 996	71 082 477	150 000 000	150 000 000	50 018 481	50 018 481	0	0	200 018 481	200 018 481
PROGRAMME DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES / MINISTERE JUSTICE	INTERNE	TRE	ETAT	250 800 000 000	77 600 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	25 100 000 000	75 300 000 000	75 300 000 000
PROGRAMME NATIONAL DE BONNE GOUVERNANCE	INTERNE	TRE	ETAT	3 163 174 462	2 564 100 762	186 825 531	186 825 531	186 825 531	225 422 638	225 422 638	0	0	412 248 169	412 248 169
PROJET D'ACQUISITION DE BRACELETS ELECTRONIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	12 589 550 381	6 874 472 707	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 915 077 674	1 915 077 674	0	0	3 815 077 674	3 815 077 674
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	300 000 000	-	300 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
PROJET D'INFORMATISATION DU CASIER JUDICIAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	1 165 592 870	139 593 054	58 999 816	967 000 000	967 000 000	0	0	0	0	967 000 000	967 000 000
PROGRAMME D'APPUI A LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION (PAMA)	INTERNE	TRE	ETAT	12 412 000 000	3 142 457 662	1 073 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 733 333 333	1 733 333 333	3 097 694 892	3 097 694 892	5 931 028 225	5 931 028 225
PROGRAMME DE GESTION INTEGREE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ADMINISTRATION	INTERNE	TRE	ETAT	4 916 310 000	-	-	545 139 600	545 139 600	848 472 933	848 472 933	2 075 733 733	2 075 733 733	3 469 346 267	3 469 346 267
PROJET D'URGENCE POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT (PUCE) DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU RSP	INTERNE	TRE	ETAT	3 279 732 012	499 834 382	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	279 897 630	279 897 630	2 279 897 630	2 279 897 630
PROGRAMME DE GESTION ET MAITRISE DE LA VALEUR AJOUTEE DANS LES FILIERES HALIEUTIQUES ET AGRO ALIMENTAIRE PAR UNE CHAINE DU FROID	EXTERNE	EMP	GIZ	25 000 000 000	-	500 000 000	500 000 000	500 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	24 500 000 000	24 500 000 000
AIRES DE TRANSFORMATION (CREATION DE TROIS POLES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME)	INTERNE	TRE	ETAT	9 932 129 015	5 500 022 583	1 312 568 685	1 100 000 000	1 100 000 000	1 019 537 747	1 019 537 747	1 000 000 000	1 000 000 000	3 119 537 747	3 119 537 747
PROGRAMME DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES SERVICES REGIONAUX	INTERNE	TRE	ETAT	4 672 450 132	3 607 794 962	242 000 000	425 500 000	425 500 000	242 000 000	242 000 000	155 155 170	155 155 170	822 655 170	822 655 170
PROGRAMME DEVELOPPEMENT PECHE CONTINENTALE	INTERNE	TRE	ETAT	3 200 000 000	2 285 640 578	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	264 359 422	264 359 422	714 359 422	714 359 422
PROJET D'APPUI A LA PECHE ARTISANALE (UE)	INTERNE	TRE	ETAT	3 301 000 000	1 221 437 854	476 000 000	292 500 000	292 500 000	721 062 146	721 062 146	590 000 000	590 000 000	1 603 562 146	1 603 562 146
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DES PRODUITS DE LA PECHE	EXTERNE	DON	JAPON	7 000 000 000	-	-	3 245 954 082	3 245 954 082	2 000 000 000	2 000 000 000	1 754 045 918	1 754 045 918	7 000 000 000	7 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DES PRODUITS DE LA PECHE	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000
CONSTRUCTION DU PORT DE NDAYANE	EXTERNE	PPP	DPWORLD	1 000 000 000 000	-	-	100 000 000 000	15 000 000 000	50 000 000 000	5 000 000 000	100 000 000 000	5 000 000 000	250 000 000 000	25 000 000 000
PORT MINERALIER VRAQUIER DE BARGNY SENDOU	EXTERNE	PPP	PRIVEE	368 764 000 000	301 716 000 000	33 524 000 000	0	23 000 000 000	0	10 524 000 000	0	0	-	33 524 000 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PORT DE ZIGUINCHOR	EXTERNE	EMP	Pays-Bas	10 998 295 640	10 584 430 276	-	325 783 615	325 783 615	88 081 749	88 081 749	0	0	413 865 364	413 865 364
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PORT DE ZIGUINCHOR	INTERNE	TRE	ETAT	10 998 295 640	6 072 719 470	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000	150 000 000
Projet de Réhabilitation et d'extension de l'Ecole de Formation Maritime	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000	-	-	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'UN COMPLEXE FRIGORIFIQUE A HANN	EXTERNE	EMP	COREE	4 326 220 000	3 426 220 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	
PROGRAMME DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE VOLET /PECHE	INTERNE	TRE		55 000 000 000					20 000 000 000	20 000 000 000	35 000 000 000	35 000 000 000	55 000 000 000	55 000 000 000
PROJET MOTORISATION DES PIROGUES	INTERNE	TRE	ETAT	20 000 000 000	7 712 000 000	2 000 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000
TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEDETTES (REFONTE)	INTERNE	TRE	ETAT	5 600 000 000	640 000 000	950 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 010 000 000	1 010 000 000	0	0	4 010 000 000	4 010 000 000
PROJET DE GEOLOCALISATION DES EMBARCATIONS	INTERNE	TRE	ETAT	31 488 000 000		-	200 000 000	200 000 000	11 288 000 000	11 288 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	31 488 000 000	31 488 000 000
PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLE/VOLET PECHE	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	25 000 000 000		500 000 000	10 908 579 843	2 300 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	14 200 000 000	18 908 579 843	20 500 000 000
PROJET DE GESTION DURABLE DES PECHERIES CONTINENTALES	INTERNE	TRE	ETAT	11 687 500 000		-	250 000 000	250 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	9 250 000 000	9 250 000 000
PROJET DE MODERNISATION DU PARC PIROGUJER	INTERNE	TRE	ETAT	45 000 000 000	1 000 000 000	200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	41 200 000 000	41 200 000 000
Projet de Réhabilitation et d'extension de l'Ecole de Formation Maritime	EXTERNE	EMP	POLOGNE	15 498 750 000		-	300 000 000	300 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 198 750 000	5 198 750 000	10 498 750 000	10 498 750 000
Projet renforcement liaison maritime Dakar-Gorée	EXTERNE	EMP	COREE	28 096 257 990			5 726 666 667	325 783 615	8 850 565 250	2 000 000 000	12 850 565 250	2 000 000 000	27 427 797 167	4 325 783 615
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	BAD	245 000 000 000		2 000 000 000	10 000 000 000	2 500 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	60 000 000 000	60 000 000 000	90 000 000 000	82 500 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	BID	166 455 000 000			10 000 000 000	1 500 000 000	53 000 000 000	53 000 000 000	80 000 000 000	80 000 000 000	143 000 000 000	134 500 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	BOAD	60 000 000 000			5 000 000 000	1 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	60 000 000 000	56 000 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	PPP	SG	166 455 000 000			0	0	61 455 000 000	61 455 000 000	105 000 000 000	105 000 000 000	166 455 000 000	166 455 000 000
PROGRAMME PRIORITAIRE DE DESENCLAVEMENT (ILES A MORPHIL ET BAMBEY-BABA GARAGE-MEKHE)	INTERNE	TRE	ETAT	147 324 544 944		2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	70 000 000 000	70 000 000 000	74 324 544 944	74 324 544 944	145 324 544 944	145 324 544 944
Projet construction route Kédougou - Salémata	INTERNE	TRE	ETAT	35 856 682 480	300 000 000	50 000 000	300 000 000	300 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	30 206 682 480	30 206 682 480	35 506 682 480	35 506 682 480
PROJET D'AMELIORATION CONNECTIVITE DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES (PCZA)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	116 838 705 964		3 000 000 000	9 135 950 765	5 000 000 000	30 702 755 199	30 317 225 103	74 000 000 000	74 521 480 861	113 838 705 964	109 838 705 964
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DESSERTE FERROVIAIRE DAKAR-AIBD	EXTERNE	EMP	AFD	267 871 835 323		20 000 000 000	19 300 128 996	9 300 128 996	75 000 000 000	75 000 000 000	86 394 808 821	86 394 808 821	180 694 937 817	170 694 937 817
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A PEAGE MBOUR - FATICK - KAOLACK	EXTERNE	EMP	EXIM BANK CHINE	360 994 411 932	152 566 462 292	10 000 000 000	49 309 370 853	19 309 370 853	30 450 510 526	30 450 510 526	109 118 787 000	130 000 000 000	188 878 668 379	179 759 881 379
PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE ROSSO	EXTERNE	EMP	BAD	34 455 199 819	1 584 986 941	2 000 000 000	11 403 745 362	3 403 745 362	19 466 467 516	4 000 000 000	0	23 466 467 516	30 870 212 878	30 870 212 878
Arrières BTP	INTERNE	TRE	ETAT	30 000 000 000	2 338 000 000	10 585 956 520	15 500 000 000	15 500 000 000	0	0	0	0	15 500 000 000	15 500 000 000
CONSTRUCTION AIRES DE DEPOT DU TRANSPORT FRET DE GTS	INTERNE	TRE	ETAT	400 000 000		100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
CONSTRUCTION DE LA ROUTE TANAFF-SEDHIOU	INTERNE	TRE	ETAT	3 945 000 000		50 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
CONSTRUCTION DE LA ROUTE TANAFF-SEDHIOU	EXTERNE	EMP	BAD	19 732 890 000			0	0	5 000 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	18 232 890 000	10 000 000 000	19 732 890 000
PROJET D'ELARGISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DE L'ANCIENNE ROUTE DE RUFISQUE (CYRNOS-SEVEN UP)	EXTERNE	PPP	PRIVEE	75 544 000 000					30 000 000 000	15 000 000 000	45 000 000 000	60 544 000 000	75 000 000 000	75 544 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE URBAINE TIVAOUNE PEUHL DIAMNIADIO	EXTERNE	PPP	PRIVEE	68 000 000 000					20 000 000 000	10 000 000 000	48 000 000 000	58 000 000 000	68 000 000 000	68 000 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	BADEA	24 660 000 000			10 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	5 500 000 000	12 160 000 000	16 660 000 000	24 660 000 000	24 660 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	FKDEA	20 961 000 000			10 000 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	18 000 000 000	9 500 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	BIDC	45 000 000 000			5 000 000 000	1 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	20 000 000 000	34 000 000 000	45 000 000 000	45 000 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	FONDS SAOUDIEN	38 839 500 000			0		25 000 000 000	5 000 000 000	13 839 500 000	33 839 500 000	38 839 500 000	38 839 500 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	EXTERNE	EMP	OFID	34 240 000 000			0		20 000 000 000	8 000 000 000	14 240 000 000	26 240 000 000	34 240 000 000	34 240 000 000
CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS	INTERNE	TRE	ETAT	11 815 000 000		1 000 000 000	7 487 388 278	4 000 000 000	0	5 000 000 000	3 327 611 722	1 815 000 000	10 815 000 000	10 815 000 000
ELARGISSEMENT - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE LA ROUTE DES NIAYES/CC VOIRIES URBAINES DE CONNEXION	EXTERNE	EMP	BANQUE DE CHINE	58 000 000 000		3 923 646 364	20 000 000 000	5 000 000 000	24 076 353 636	9 000 000 000	10 000 000 000	40 076 353 636	54 076 353 636	54 076 353 636
ELARGISSEMENT - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE LA ROUTE DES NIAYES/CC VOIRIES URBAINES DE CONNEXION	INTERNE	TRE	ETAT	18 700 000 000		2 800 000 000	8 854 695 438	2 000 000 000	2 045 304 562	2 000 000 000	5 000 000 000	11 900 000 000	15 900 000 000	15 900 000 000
ENTRETIEN COURANT DES ROUTES NON CLASSES / EMPLOI DES JEUNES	INTERNE	TRE	ETAT	24 530 000 000	11 150 000 000	6 690 000 000	6 690 000 000	6 690 000 000	0	0	0	0	6 690 000 000	6 690 000 000
ENTRETIEN ROUTIER	INTERNE	TRE	ETAT	290 433 000 000	268 433 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	0	7 000 000 000	8 000 000 000	1 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	INTERNE	TRE	ETAT	450 000 000 000	200 000 000 000	64 140 519 523	53 000 000 000	53 000 000 000	53 000 000 000	53 000 000 000	79 859 480 477	79 859 480 477	185 859 480 477	185 859 480 477
FONDS DE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS TERRESTRES (FDTT)	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	300 000 000	300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
INFORMATISATION DTR	INTERNE	TRE	ETAT	200 000 000		50 000 000	100 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0		150 000 000	150 000 000
MISE A NIVEAU RN1 ET RN7	INTERNE	TRE	ETAT	3 023 373 702		500 000 000	500 000 000	500 000 000	2 023 373 702	1 000 000 000	0	1 023 373 702	2 523 373 702	2 523 373 702
PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	EXTERNE	EMP	AFD	67 891 549 500	5 660 242	1 000 000 000	10 748 460 000	2 748 460 000	26 137 429 232	20 804 725 387	30 000 000 026	34 480 980 470	66 885 889 258	58 034 165 857
PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	109 234 551 339			0		107 829 213 377	28 127 512 512	1 405 337 962	76 885 926 931	109 234 551 339	105 013 439 443
PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	EXTERNE	EMP	Union Européenne	13 119 140 000			0		3 119 140 000	1 500 000 000	5 000 000 000	2 000 000 000	8 119 140 000	3 500 000 000
PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	EXTERNE	EMP	KFW	19 678 710 000			0		19 678 710 000	1 967 871 000	0	17 710 839 000	19 678 710 000	19 678 710 000
PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	INTERNE	TRE	ETAT	21 646 581 000		-	2 000 000 000	2 000 000 000	19 646 581 000	19 646 581 000	0	0	21 646 581 000	21 646 581 000
PRIME A LA CASSE (PAMU)	INTERNE	TRE	ETAT	2 500 000 000	1 000 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	0		900 000 000	900 000 000
PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA FLUIDITE DES ACCES ROUTIERS A DAKAR / VIADUC DE CAMBERENE	EXTERNE	EMP	BANQUE DE CHINE	43 200 000 000		2 257 694 800	7 900 000 000	4 900 000 000	13 042 305 200	9 887 090 000	15 000 000 000	12 000 000 000	35 942 305 200	26 787 090 000
PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA FLUIDITE DES ACCES ROUTIERS A DAKAR / VIADUC DE CAMBERENE	INTERNE	TRE	ETAT	9 610 000 000		870 000 000	7 900 000 000	2 000 000 000	840 000 000	3 740 000 000	0	3 000 000 000	8 740 000 000	8 740 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	EXTERNE	EMP	FONDS OPEP	44 500 000 000		4 500 000 000	40 000 000 000	1 439 575 150	0	10 000 000 000	0	28 560 424 850	40 000 000 000	40 000 000 000
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	INTERNE	TRE	ETAT	8 800 000 000		2 800 000 000	6 000 000 000	2 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	6 000 000 000	5 000 000 000
PROJET ACQUISITION EQUIPEMENTS FERROVIAIRES ET PIECES RECHANGE L'EXPLOITATION	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000		250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	EXTERNE	EMP	FONDS SAOUDIEN	12 000 000 000			864 049 235	864 049 235	1 500 000 000	1 500 000 000	5 000 000 000	2 000 000 000	7 364 049 235	4 364 049 235
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	EXTERNE	EMP	BAD	12 000 000 000			0	4 051 620 118	4 000 000 000	2 948 379 882	5 000 000 000	2 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	EXTERNE	EMP	UEKF	12 000 000 000			0	1 866 346 349	4 000 000 000	2 133 653 651	8 000 000 000	3 000 000 000	12 000 000 000	7 000 000 000
PROGRAMME DESENCLEVEMENT ZONES PRODUCTION AGRICOLES ET RIZICOLES(DANDE MAAYO LOUGA KEUR MOMAR SARR RICHARD TOLL)-	EXTERNE	EMP	BOAD	12 000 000 000			0	760 363 327	0	1 500 000 000	0	2 500 000 000	-	4 760 363 327
Projet Aménagement route Démette Cas-Cas	EXTERNE	EMP	BOAD	20 000 000 000	1 067 744 597	4 637 200 000	1 800 000 000	1 800 000 000	0	2 982 983 218	0	0	1 800 000 000	4 782 983 218
Projet Aménagement route Démette Cas-Cas	INTERNE	TRE	ETAT	4 800 000 000	1 100 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	500 000 000	500 000 000	3 050 000 000	3 050 000 000	3 600 000 000	3 600 000 000
PROJET AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO	INTERNE	TRE	ETAT	1 700 000 000		-	1 000 000 000	1 000 000 000	700 000 000	700 000 000	0	0	1 700 000 000	1 700 000 000
Projet construction boucle Fouladou (section Dabo-Fafacourou-Médina Yoro Foulah 68.5 km)	EXTERNE	EMP	BOAD	26 003 437 215	1 158 130 243	5 200 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	5 445 306 972	3 000 000 000	10 000 000 000	12 445 306 972	19 645 306 972	19 645 306 972
Projet construction boucle Fouladou (section Dabo-Fafacourou-Médina Yoro Foulah 68.5 km)	INTERNE	TRE	ETAT	13 502 000 000	6 502 000 000	2 000 000 000	5 000 000 000	2 000 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
PROJET D'ACQUISITION DE MATERIEL ET EQUIPEMENT DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION AUX METIERS DU RAIL	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000		250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
PROJET D'AMELIORATION CONNECTIVITE DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES (PCZA)	INTERNE	TRE	ETAT	1 100 000 000		200 000 000	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	900 000 000	900 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DESSERTTE FERROVIAIRE DAKAR-AIBD	INTERNE	TRE	ETAT	64 700 000 000		32 200 000 000	12 500 000 000	12 500 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	32 500 000 000	32 500 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE FOUNDIIOUGNE	INTERNE	TRE	ETAT	3 632 422 058	3 333 854 001	170 610 318	127 957 739	127 957 739	0	0	0	0	127 957 739	127 957 739
PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE ROSSO	EXTERNE	EMP	Union Européenne	34 455 199 819	1 584 986 941	2 000 000 000	1 005 873 214	1 005 873 214	15 000 000 000	15 000 000 000	14 864 339 664	14 864 339 664	30 870 212 878	30 870 212 878

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE ROSSO	INTERNE	TRE	ETAT	23 700 000 000	3 700 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	4 000 000 000	1 500 000 000	15 000 000 000	17 500 000 000	19 500 000 000	19 500 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE TEMENTO (SEDHIOU)	INTERNE	TRE	ETAT	7 450 000 000		2 450 000 000	5 000 000 000	1 500 000 000	0	2 000 000 000	0	1 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ROUTES CONNEXION AUTOROUTE THIES TOUBA	INTERNE	TRE	ETAT	22 663 810 219	7 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	3 500 000 000	5 663 810 219	4 000 000 000	13 663 810 219	10 500 000 000
PROJET DE MODERNISATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	INTERNE	TRE	ETAT	2 051 862 148	1 109 223 513	293 854 635	648 784 000	648 784 000	0		0		648 784 000	648 784 000
PROJET DE REALISATION DE L'AUTOROUTE THIES-TOUBA	INTERNE	TRE	ETAT	484 209 820 855	477 409 820 855	5 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	0	0	0	0	1 800 000 000	1 800 000 000
PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE LOUGA-DAHRA	INTERNE	TRE	ETAT	5 875 691 418	1 400 000 000	412 807 770	4 062 883 648	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0	1 062 883 648	4 062 883 648	4 062 883 648
PROJET ETUDES AUTOROUTE	INTERNE	TRE	ETAT	3 320 314 300		50 000 000	1 000 000 000	50 000 000	1 270 314 300	500 000 000	1 000 000 000	500 000 000	3 270 314 300	1 050 000 000
PROJET PILOTE DE BUS RAPID TRANSIT (BRT)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	227 549 389 881	4 506 853 198	15 000 000 000	66 911 487 516	6 726 166 932	100 000 000 000	100 000 000 000	41 131 049 167	60 477 761 475	208 042 536 683	167 203 928 407
PROJET PILOTE DE BUS RAPID TRANSIT (BRT)	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	52 476 560 000			2 000 000 000	2 000 000 000	26 947 508 789	26 947 508 789	23 529 051 211	23 529 051 211	52 476 560 000	52 476 560 000
PROJET PILOTE DE BUS RAPID TRANSIT (BRT)	INTERNE	TRE	ETAT	11 351 419 648	6 851 419 648	1 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0		0	0	3 500 000 000	3 500 000 000
REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIOUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE	EXTERNE	EMP	BOAD	35 243 333 333	16 965 324 939	3 500 000 000	4 202 781 026	1 413 466 452	5 000 000 000	6 000 000 000	5 575 227 368	7 364 541 942	14 778 008 394	14 778 008 394
REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIOUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE	INTERNE	TRE	ETAT	13 000 000 000		3 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	4 200 000 000	4 200 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
REHABILITATION DE LA ROUTE NDIJUM-OUROSSOGUI-BAKEL ET D'AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES CONNEXES DANS L'ILE A MORPHIL	INTERNE	TRE	ETAT	90 000 000 000	85 500 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0	0	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000
TRAVAUX D'URGENCE DE PROTECTION COTIERE ET DE RESTAURATION DE CHAUSSEE SUR LA CORNICHE EST DE DAKAR	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000		3 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0	1 500 000 000	1 500 000 000
TRAVAUX DE BITUMAGE DE LA ROUTE NGANDA KAFFRINE	INTERNE	TRE	ETAT	17 306 000 000		1 500 000 000	750 000 000	750 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	4 556 000 000	4 556 000 000	7 806 000 000	7 806 000 000
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI-TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL	INTERNE	TRE	ETAT	33 996 000 000	16 962 716 759	2 383 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	5 650 283 241	5 650 283 241	6 000 000 000	6 000 000 000	14 650 283 241	14 650 283 241
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	1 225 000 000	25 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
REHABILITATION DES VOIES FERREES INTERIEURES, DES HAUTES GARES ET GUICHETS DES DESSERTES INTERIEURES	INTERNE	TRE	ETAT	50 000 000 000		-	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000
REHABILITATION DU CORRIDOR DAKAR BAMAKO (TRONCON KEDOUGOU-MOUSSALA)	INTERNE	TRE	ETAT	25 000 000 000	2 079 219 785	18 525 000 000	400 000 000	400 000 000	3 995 780 215	1 000 000 000	0	2 995 780 215	4 395 780 215	4 395 780 215
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI-TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL	EXTERNE	EMP	FONDS KOWETIEN	63 500 000 000	5 963 242 290	3 000 000 000	5 000 000 000	1 800 000 000	9 536 757 710	9 536 757 710	30 000 000 000	30 000 000 000	44 536 757 710	41 336 757 710

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	EXTERNE	EMP	BAD	50 331 284 046	4 331 284 046	6 000 000 000	40 000 000 000	8 400 000 000	0	10 000 000 000	0	21 600 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000
Programme résilience système alimentaire Afrique Ouest	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	131 578 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000	81 078 000 000	81 078 000 000	131 578 000 000	131 578 000 000
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	EXTERNE	EMP	FIDA	26 566 346 184	7 506 917 008	1 500 000 000	2 989 593 487	2 989 593 487	5 358 695 981	5 358 695 981	8 959 861 696	8 959 861 696	17 308 151 164	17 308 151 164
PROJET D'APPUI A L'INSERTION DES JEUNES RURAUX AGRIPRENEURS (Agri-jeunes Tekki Ndawqni)	EXTERNE	EMP	FIDA	29 000 000 000	-	1 245 219 897	750 000 000	750 000 000	7 004 780 103	7 004 780 103	20 000 000 000	20 000 000 000	27 754 780 103	27 754 780 103
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR RIZ DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	EXTERNE	EMP	BID	18 497 276 343	1 596 288 501	1 000 000 000	2 656 208 883	1 656 208 883	4 668 225 662	8 668 225 662	7 576 558 297	4 471 744 508	14 900 992 842	14 796 179 053
PROJET DE LUTTE CONTRE L'AFLOTAXINE	INTERNE	TRE	ETAT	339 821 815	39 821 815	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE	INTERNE	TRE	ETAT	205 815 359 657	26 352 512 148	17 210 000 000	79 861 347 509	79 861 347 509	41 195 750 000	41 195 750 000	41 195 750 000	41 195 750 000	162 252 847 509	162 252 847 509
PROJET DE CONSTRUCTION DE MAGASIN DE STOCKAGE ET D'ACQUISITION DE MATERIELS ET D'EQUIPEMENTS AGRICOLES	EXTERNE	PPP	INTERMAG	85 000 000 000	-	21 250 000 000	30 000 000 000	15 000 000 000	33 750 000 000	48 750 000 000	0	0	63 750 000 000	63 750 000 000
APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE A LOUGA, KAFFRINE ET MATAM	INTERNE	TRE	ETAT	350 000 000	120 000 000	200 000 000	30 000 000	30 000 000	0	0	0	0	30 000 000	30 000 000
APPUI AU PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE/PAPASEN SENEGAL	EXTERNE	EMP	ITALIE	19 678 710 000	11 190 706 440	2 055 767 262	1 500 000 000	1 500 000 000	2 390 918 278	2 390 918 278	2 541 318 020	2 541 318 020	6 432 236 298	6 432 236 298
APPUI AU PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE/PAPASEN SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	642 592 048	399 648 920	60 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000	52 943 128	52 943 128	182 943 128	182 943 128
APPUI EXPLOITATIONS FAMILIALES A MATAM PH II	EXTERNE	EMP	AFD	21 646 581 000	12 473 851 297	3 980 523 391	4 076 329 075	755 000 000	1 115 877 237	1 115 877 237	0	3 321 329 075	5 192 206 312	5 192 206 312
DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	EXTERNE	DON	Union Européenne	13 119 140 000	3 622 184 215	4 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	496 955 785	496 955 785	0	0	5 496 955 785	5 496 955 785
DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	EXTERNE	EMP	AFD	16 398 925 000	9 658 604 177	2 000 000 000	3 798 000 000	2 098 000 000	942 320 823	942 320 823	0	1 700 000 000	4 740 320 823	4 740 320 823
DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	INTERNE	TRE	ETAT	608 286 696	503 286 696	40 000 000	65 000 000	65 000 000	0	0	0	0	65 000 000	65 000 000
EQUIPEMENT ET REFECTION SERVICES DEPARTEMENTAUX AGRICULTURE	INTERNE	TRE	ETAT	5 688 435 245	5 219 462 745	158 972 500	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	310 000 000	310 000 000
FEED THE FUTURE SENEGAL /DOOLEL MBAY (SUITE DE NAATAL MBAY)	EXTERNE	DON	USAID	26 000 000 000	-	11 287 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	4 713 000 000	4 713 000 000	14 713 000 000	14 713 000 000
FEED THE FUTURE SÉNÉGAL/ NAAFOORE WARSAAJ+ DUNDEL SOUF	EXTERNE	DON	USAID	28 000 000 000	-	13 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
FONDS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES HYDROAGRICILES	INTERNE	TRE	ETAT	4 000 000 000	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
PROGRAMME AGRICOLE ITALIE-SENEGAL	EXTERNE	EMP	ITALIE	9 839 355 000	5 189 931 784	1 000 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	1 899 423 216	1 899 423 216	0	0	3 649 423 216	3 649 423 216
PROGRAMME AGRICOLE ITALIE-SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	336 364 198	201 364 198	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	0	0	90 000 000	90 000 000
PROGRAMME AGRICOLE VOLET PROTECTION CULTURE	INTERNE	TRE	ETAT	31 523 211 419	25 023 211 419	1 000 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	0	0	5 500 000 000	5 500 000 000
PROGRAMME AGRICULTURE DURABLE	INTERNE	TRE	ETAT	80 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	4 165 757 491	4 165 757 491	6 415 757 491	6 415 757 491	29 418 485 018	29 418 485 018	40 000 000 000	40 000 000 000
PROGRAMME APPUI ACTEURS COTON	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	3 250 000 000	-	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	6 750 000 000	6 750 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	INTERNE	TRE	ETAT	390 961 842	143 971 265	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	21 990 577	21 990 577	171 990 577	171 990 577	
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	EXTERNE	EMP	OFID	5 730 000 000	34 311 645		0	3 005 434 672	3 005 434 672	2 690 253 683	2 690 253 683	5 695 688 355	5 695 688 355	
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	EXTERNE	DON	NEERLANDAIS	1 149 920 171	-		0	979 223 646	979 223 646	170 696 525	170 696 525	1 149 920 171	1 149 920 171	
PROGRAMME REGIONAL CONJOINT SAHEL EN REPONSE AU DEFI COVID 19	EXTERNE	EMP	FIDA	3 738 954 900	719 155 056		0	961 505 732	2 058 294 112	2 058 294 112	961 505 732	3 019 799 844	3 019 799 844	
PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	62 746 775 000	56 746 775 000	2 000 000 000	1 622 895 000	1 622 895 000	1 622 895 000	1 622 895 000	754 210 000	754 210 000	4 000 000 000	4 000 000 000
PROGRAMME FERTILITE DES SOLS	INTERNE	TRE	ETAT	6 013 048 908	4 747 521 429	279 429 663	200 000 000	200 000 000	393 048 908	393 048 908	393 048 908	393 048 908	986 097 816	986 097 816
PROGRAMME NATIONAL D'AUTOSUFFISANCE EN RIZ PHASE II	INTERNE	TRE	ETAT	6 000 000 000	750 000 000	859 000 000	509 000 000	509 000 000	1 859 000 000	1 859 000 000	2 023 000 000	2 023 000 000	4 391 000 000	4 391 000 000
PROGRAMME NATIONAL D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	INTERNE	TRE	ETAT	6 784 300 000	3 190 588 969	805 204 447	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 288 506 584	1 288 506 584	2 788 506 584	2 788 506 584
PROGRAMME POUR LA COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AXE SUR LES RESULTATS	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	90 000 000 000	22 659 000 000	3 750 000 000	24 958 250 000	24 958 250 000	17 030 000 000	17 030 000 000	21 602 750 000	21 602 750 000	63 591 000 000	63 591 000 000
PROGRAMME POUR LA COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AXE SUR LES RESULTATS	EXTERNE	EMP	FIDA	15 900 000 000	-		0	7 000 000 000	7 000 000 000	8 900 000 000	8 900 000 000	15 900 000 000	15 900 000 000	
PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	INTERNE	TRE	ETAT	44 230 502 836	20 230 502 836	5 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	19 000 000 000	19 000 000 000
PROJET APPUI STATISTIQUES AGRICOLES	INTERNE	TRE	ETAT	3 412 350 379	2 512 350 379	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	700 000 000	700 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGREES VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / EMPLOI JEUNES	INTERNE	TRE	ETAT	24 000 000 000	4 284 415 645	6 706 383 401	6 300 000 000	6 300 000 000	6 709 200 954	6 709 200 954	0	0	13 009 200 954	13 009 200 954
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR RIZ DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	2 732 914 872	618 356 837	771 578 035	447 660 000	447 660 000	447 660 000	447 660 000	447 660 000	447 660 000	1 342 980 000	1 342 980 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT INCLUSIF ET DURABLE DE L'AGRO-BUSINESS	INTERNE	TRE	ETAT	7 299 967 121	749 998 996	4 549 968 125	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE	EXTERNE	EMP	AFD	26 238 280 000		500 000 000	1 336 093 890	1 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	14 336 093 890	14 000 000 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000		200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
PROJET DE PRODUCTION DE RIZ IRRIGUE DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	420 000 000		-	70 000 000	70 000 000	90 000 000	90 000 000	100 000 000	100 000 000	260 000 000	260 000 000
PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES PIV DE PODOR	EXTERNE	EMP	BOAD	18 500 000 000	5 145 000 000	1 000 000 000	1 364 200 000	1 364 200 000	4 500 000 000	4 500 000 000	6 490 800 000	6 490 800 000	12 355 000 000	12 355 000 000
PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES PIV DE PODOR	INTERNE	TRE	ETAT	6 500 000 000	1 883 957 200	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	650 000 000	650 000 000	900 000 000	900 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE RIZ AU SENEGAL ET EN CASAMANCE	EXTERNE	DON	JICA	1 525 840 405	-	-	600 000 000	600 000 000	11 348 000	11 348 000	11 348 000	11 348 000	622 696 000	622 696 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION DE RIZ AU SENEGAL ET EN CASAMANCE	INTERNE	TRE	ETAT	60 000 000			15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	30 000 000	30 000 000	60 000 000	60 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES PETITS PRODUCTEURS HORTICOLES (PROJET SHEP)	EXTERNE	DON	JICA	1 295 349 380		150 000 000	800 000 000	800 000 000	158 180 000	158 180 000	187 169 380	187 169 380	1 145 349 380	1 145 349 380
PROJET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES PETITS PRODUCTEURS HORTICOLES (PROJET SHEP)	INTERNE	TRE	ETAT	195 000 000			39 000 000	39 000 000	40 000 000	40 000 000	50 000 000	50 000 000	129 000 000	129 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR RIZICOLE	EXTERNE	EMP	JICA	1 294 726 529			600 000 000	600 000 000	14 203 000	14 203 000	14 203 000	14 203 000	628 406 000	628 406 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR RIZICOLE	INTERNE	TRE	ETAT	60 609 000	-	-	20 203 000	20 203 000	20 203 000	20 203 000	20 203 000	20 203 000	60 609 000	60 609 000
PROJET DE VALORISATION DES EAUX DEVELOPPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV)	EXTERNE	EMP	OPEC	11 695 000 000	3 152 841 008		0		8 542 158 992	4 000 000 000	0	4 542 158 992	8 542 158 992	8 542 158 992
PROJET DE VALORISATION DES EAUX DEVELOPPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV)	EXTERNE	EMP	AGTF	17 549 000 000	7 335 959 847	2 000 000 000	5 557 365 783	1 057 365 783	2 655 674 370	1 947 592 000	0	5 208 082 370	8 213 040 153	8 213 040 153
PROJET DE VALORISATION DES EAUX DEVELOPPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV)	INTERNE	TRE	ETAT	2 930 000 000	1 170 000 000	440 000 000	440 000 000	440 000 000	440 000 000	440 000 000	440 000 000	440 000 000	1 320 000 000	1 320 000 000
PROJET DEVELOPPEMENT AGRIMATAM CONSOL. SECURITE ALIMENTAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	4 300 000 000	1 100 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE MICRO-JARDINS	INTERNE	TRE	ETAT	1 918 593 092	618 593 092	250 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL REGION SAVOIGNE/BASSIN FLEUVE SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000		250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000
PROJET D'IMPLANTATION ET DE RENFORCEMENT DES BANQUES CEREALIERES VILLAGEOISES	INTERNE	TRE	ETAT	1 622 963 930	70 087 900	1 002 876 030	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
PROJET D'INTENSIFICATION ECOSOUTENABLE DE L'AGRICULTURE DANS LES NIAYES	EXTERNE	EMP	ITALIE	6 563 200 349	671 177 070	1 635 000 000	585 661 630	585 661 630	2 443 140 633	2 443 140 633	1 228 221 016	1 228 221 016	4 257 023 279	4 257 023 279
PROJET D'INTENSIFICATION ECOSOUTENABLE DE L'AGRICULTURE DANS LES NIAYES	INTERNE	TRE	ETAT	359 822 719	187 322 719	57 500 000	57 500 000	57 500 000	57 500 000	57 500 000	0	0	115 000 000	115 000 000
PROJET REGIONAL IRRIGATION DANS LE SAHEL	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	13 916 900 000	7 245 575 013	1 028 209 915	818 143 486	818 143 486	2 110 933 832	2 110 933 832	2 714 037 754	2 714 037 754	5 643 115 072	5 643 115 072
PROJET REGIONAL IRRIGATION DANS LE SAHEL	EXTERNE	EMP	COOPERATION ESPAGNOLE	9 838 655 000	-		0		5 748 517 567	5 748 517 567	4 090 137 433	4 090 137 433	9 838 655 000	9 838 655 000
Projet Relance Sécurité alimentaire post-Covid (PRESAN-PC)	EXTERNE	DON	BAD	11 000 000 000			1 280 041 301	1 280 041 301	4 219 958 699	4 219 958 699	5 500 000 000	5 500 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000
Projet Relance Sécurité alimentaire post-Covid (PRESAN-PC)	EXTERNE	DON	OCP	5 500 000 000			0		5 500 000 000	5 500 000 000	0		5 500 000 000	5 500 000 000
RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	EXTERNE	EMP	BAD	4 711 999 401	-		1 795 000 000	1 000 000 000	2 916 999 401	1 831 280 180	0	1 880 719 221	4 711 999 401	4 711 999 401
PROJET DE PRODUCTION DE RIZ IRRIGUE DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	EXTERNE	EMP	JICA	39 827 777 778		500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	37 000 000 000	37 000 000 000
RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	EXTERNE	EMP	CACF	3 491 318 000	-		0		822 707 000	246 812 100	151 000 000	352 512 100	973 707 000	599 324 200

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	INTERNE	TRE	ETAT	550 000 000	-	-	150 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000	550 000 000
RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION PHASE II	EXTERNE	EMP	CACF	3 491 318 000	-		0		1 500 000 000	500 000 000	1 991 318 000	1 991 318 000	3 491 318 000	2 491 318 000
PROJET DE REALISATION DE BASSINS DE RETENTION D'EAU AU SENEGAL	EXTERNE	EMP	BPI/France	19 710 000 000		250 000 000	500 230 000	500 230 000	5 000 000 000	5 000 000 000	13 959 770 000	13 959 770 000	19 460 000 000	19 460 000 000
PROJET DE VALORISATION DES EAUX DEVELOPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV)	EXTERNE	EMP	BAD	39 899 000 000	16 730 404 673		0		7 125 000 000	7 125 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	21 125 000 000	21 125 000 000
PROGRAMME DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE	INTERNE	TRE		595 000 000 000					85 000 000 000	85 000 000 000	123 000 000 000	123 000 000 000	208 000 000 000	208 000 000 000
PROJET DEVELOPEMENT RURAL REGION SAVOIGNE/BASSIN FLEUVE SENEGAL	EXTERNE	EMP	BADEA	9 125 550 000		-	1 000 000 000	1 000 000 000	2 125 550 000	2 125 550 000	6 000 000 000	6 000 000 000	9 125 550 000	9 125 550 000
RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	EXTERNE	EMP	BOAD	11 000 000 000	-		0		1 165 000 000	349 500 000	8 336 109 000	8 284 776 300	9 501 109 000	8 634 276 300
ACQUISITION IMMEUBLES ET TERRAINS	INTERNE	TRE	ETAT	80 000 000 000	71 370 000 000	5 000 000 000	630 000 000	630 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 630 000 000	3 630 000 000
AMENAGEMENT -EQUIPEMENT MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	INTERNE	TRE	ETAT	6 720 730 001	4 247 431 943	1 138 818 668	411 589 510	411 589 510	461 444 940	461 444 940	461 444 940	461 444 940	1 334 479 390	1 334 479 390
AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DU TRAITEMENT AUTOMATIQUE DE L'INFORMATION (DTAI)	INTERNE	TRE	ETAT	5 603 572 479	4 893 502 358	153 719 615	153 719 615	153 719 615	153 719 615	153 719 615	248 911 276	248 911 276	556 350 506	556 350 506
AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DIRECTION CONTROLE BUDGETAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	1 353 678 855	1 065 157 587	98 231 671	102 724 611	102 724 611	87 564 986	87 564 986	0	0	190 289 597	190 289 597
APPUI A LA CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES DU SENEGAL (CENTIF)	INTERNE	TRE	ETAT	2 805 000 000	1 180 000 000	500 000 000	100 000 000	100 000 000	233 333 333	233 333 333	383 333 333	100 000 000	716 666 667	433 333 333
APPUI A LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS	INTERNE	TRE	ETAT	558 707 986	212 092 341	271 355 430	49 855 430	49 855 430	25 404 785	25 404 785	0	0	75 260 215	75 260 215
APPUI A LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES	INTERNE	TRE	ETAT	282 622 000	64 469 300	32 482 600	32 482 600	32 482 600	62 482 600	62 482 600	90 704 900	90 704 900	185 670 100	185 670 100
EQUIPEMENT ET MODERNISATION DE LA SOLDE	INTERNE	TRE	ETAT	1 883 935 724	895 791 509	340 550 955	269 573 484	269 573 484	200 000 000	200 000 000	178 019 776	178 019 776	647 593 260	647 593 260
FONDS D' EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE DU BUDGET	INTERNE	TRE	ETAT	15 200 000 000	7 700 000 000	2 500 000 000	3 680 000 000	3 680 000 000	1 320 000 000	1 320 000 000	0		5 000 000 000	5 000 000 000
FONDS D'EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE DU SECTEUR FINANCIER ET DE LA COMPETITIVITE	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	550 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	450 000 000	450 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000
INDEMNITES EXPROPRIATION ET PREEMPTION	INTERNE	TRE	ETAT	100 000 000 000	83 256 241 470	9 252 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	1 191 758 530	1 191 758 530	0		7 491 758 530	7 491 758 530
INFORMATISATION DGCP	INTERNE	TRE	ETAT	14 630 400 000	9 856 981 139	1 330 000 000	500 000 000	500 000 000	833 333 333	833 333 333	1 128 945 907	1 128 945 907	2 462 279 241	2 462 279 241
INFORMATISATION DGID (SIGTAS)	INTERNE	TRE	ETAT	29 796 034 837	26 280 397 588	1 253 227 040	1 430 577 040	1 430 577 040	831 833 169	831 833 169	0		2 262 410 209	2 262 410 209
PARTICIPATIONS FINANCIERES	INTERNE	TRE	ETAT	393 002 019 952	326 683 630 908	22 079 892 063	29 000 000 000	29 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	5 238 496 981	5 238 496 981	44 238 496 981	44 238 496 981
PLAN DE DEVELOPEMENT STRATEGIQUE DE L'ADMINISTRATION DU TRESOR (PDSAT)	INTERNE	TRE	ETAT	7 843 616 448	3 584 075 088	1 164 372 331	1 157 905 931	1 157 905 931	1 157 905 931	1 157 905 931	779 357 167	779 357 167	3 095 169 029	3 095 169 029
PLAN STRATEGIQUE DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET (DGB)	INTERNE	TRE	ETAT	53 516 839 991	51 886 588 763	580 892 662	536 788 651	536 788 651	512 569 915	512 569 915	0		1 049 358 566	1 049 358 566
PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS	INTERNE	TRE	ETAT	9 485 790 318	7 555 670 778	488 848 152	530 527 400	530 527 400	455 371 994	455 371 994	455 371 994	455 371 994	1 441 271 388	1 441 271 388

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA DIRECTION DE L'ORDONNANCEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	191 586 255 913	152 467 723 411	15 569 379 712	13 549 152 790	13 549 152 790	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	23 549 152 790	23 549 152 790
Programme d'Appui à la Société Civile pour une meilleure gouvernance (PASC)	EXTERNE	DON	USAID	2 623 828 000		-	2 623 828 000	393 574 200	0	1 836 679 600	0	393 574 200	2 623 828 000	2 623 828 000
Programme d'appui à l'Ordonnancement des R.E / Voyages Extérieurs	INTERNE	TRE	ETAT	117 891 610 000	80 000 000	150 000 000	23 578 322 000	23 578 322 000	23 578 322 000	23 578 322 000	23 578 322 000	23 578 322 000	70 734 966 000	70 734 966 000
PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES (PROMAD)	INTERNE	TRE	ETAT	100 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0		50 000 000 000	50 000 000 000
PROGRAMME DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS DE LA SOGIP A DIAMNIADIO	INTERNE	TRE	ETAT	19 818 466 532	13 818 466 532	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0		4 000 000 000	4 000 000 000
PROJET APPUI AGENCE JUDICIAIRE DE L'ETAT	INTERNE	TRE	ETAT	47 432 565 135	46 432 565 135	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
PROJET D'APPUI A LA DIRECTION GENERALE DU SECTEUR PRIVE ET DE LA COMPETITIVITE	INTERNE	TRE	ETAT	2 740 280 385	1 251 539 093	354 618 455	354 618 455	354 618 455	354 618 455	354 618 455	424 885 927	424 885 927	1 134 122 837	1 134 122 837
PROJET D'APPUI A LA GESTION DU FONCIER URBAIN (PAGEF)	INTERNE	TRE	ETAT	4 047 500 000	2 547 500 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL A LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENT (PAIMRAI)	EXTERNE	EMP	BAD	8 783 397 000	7 583 397 000	1 000 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL A LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENT (PAIMRAI)	INTERNE	TRE	ETAT	1 719 085 122	1 270 853 710	348 231 412	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	100 000 000
Projet d'appui opérationnel à la Haute Autorité du WAQF du Sénégal	EXTERNE	DON	BID	493 038 000	59 018 165	-	164 346 000	1 000 000	164 346 000	268 673 835	105 327 835	164 346 000	434 019 835	434 019 835
PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	EXTERNE	DON	Banque Mondiale	24 887 974 440	6 654 919 598	1 990 000 000	6 130 350 000	6 130 350 000	5 190 000 000	5 190 000 000	4 922 704 842	4 922 704 842	16 243 054 842	16 243 054 842
PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	EXTERNE	EMP	Banque Mondiale	24 887 974 440	2 241 115 242	1 490 000 000	6 130 350 000	370 810 000	1 420 800 000	7 180 340 000	2 839 572 799	2 839 572 799	10 390 722 799	10 390 722 799
PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	INTERNE	TRE	ETAT	625 000 000	216 626 311	157 000 000	125 000 000	125 000 000	126 373 689	126 373 689	0	0	251 373 689	251 373 689
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES DE DIAMNIADIO	INTERNE	TRE	ETAT	14 481 714 540		-	14 481 714 540	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	14 481 714 540	7 500 000 000
Projet de Construction d'un complexe WAQF commercial et résidentiel à Dakar au profit des écoles Daara au Sénégal	EXTERNE	EMP	BID	12 040 000 000	-	-	12 040 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	12 040 000 000	4 500 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES CENTRES FISCAUX	INTERNE	TRE	ETAT	4 205 251 676	-	551 312 919	2 551 312 919	2 551 312 919	551 312 919	551 312 919	551 312 919	551 312 919	3 653 938 757	3 653 938 757
PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES TPR	INTERNE	TRE	ETAT	8 260 000 000	1 424 606 788	1 957 339 236	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 378 053 976	2 378 053 976	4 878 053 976	4 878 053 976
PROJET DE DEMATERIALISATION DES AMENDES FORFAITAIRES (DIOTALI)	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE DE MECANISMES DE DETECTION D'EXPLOSIFS	INTERNE	TRE	ETAT	3 985 000 000	1 635 895 000	1 350 000 000	999 105 000	999 105 000	0	0	0	0	999 105 000	999 105 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION DES PENSIONS	INTERNE	TRE	ETAT	717 401 982	298 936 298	116 950 668	103 523 596	103 523 596	98 995 710	98 995 710	98 995 710	98 995 710	301 515 016	301 515 016
PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF)	EXTERNE	DON	KFW	11 538 817 500	-	2 459 838 750	8 083 545 053	8 083 545 053	995 433 697	995 433 697	0	0	9 078 978 750	9 078 978 750
PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF)	INTERNE	TRE	ETAT	2 160 000 000		300 000 000	300 000 000	300 000 000	433 333 333	433 333 333	673 333 333	673 333 333	1 406 666 667	1 406 666 667
PROJET DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE	INTERNE	TRE	ETAT	5 446 000 000	459 569 324	1 396 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	890 430 676	890 430 676	3 590 430 676	3 590 430 676
PROJET DE REHABILITATION IMMEUBLE MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET (MFB)	INTERNE	TRE	ETAT	5 997 967 505	4 847 967 505	-	1 150 000 000	1 150 000 000	0	0	0	0	1 150 000 000	1 150 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA STRATEGIE DE MOBILISATION DES RECETTES A MOYEN TERME	INTERNE	TRE	ETAT	11 000 000 000	1 750 000 000	3 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000	6 250 000 000	6 250 000 000
PROJET DE SECURISATION ET DE MODERNISATION DES PROCESSUS DGB	INTERNE	TRE	ETAT	4 631 740 725	1 850 953 695	986 151 519	616 178 669	616 178 669	589 228 421	589 228 421	589 228 421	589 228 421	1 794 635 511	1 794 635 511
PROJET DE SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL DU FED	INTERNE	TRE	ETAT	2 479 271 217	2 162 170 151	79 364 151	82 994 125	82 994 125	74 871 395	74 871 395	79 871 395	79 871 395	237 736 915	237 736 915
PROJET DE TRANSFORMATION DES PERMIS D'OCCUPER EN TITRES FONCIERS	INTERNE	TRE	ETAT	1 213 000 000	1 000 000 000	200 000 000	13 000 000	13 000 000	0	0	0	0	13 000 000	13 000 000
REHABILITATION ET EQUIPEMENT DMTA	INTERNE	TRE	ETAT	1 748 289 696	1 128 623 763	154 031 689	159 873 070	159 873 070	152 880 587	152 880 587	152 880 587	152 880 587	465 634 244	465 634 244
REHABILITATION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT SERVICES DGB	INTERNE	TRE	ETAT	10 262 006 216	8 708 192 102	409 475 965	428 204 659	428 204 659	419 314 453	296 819 037	296 819 037	419 314 453	1 144 338 149	1 144 338 149
PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES)	EXTERNE	EMP	PBI France/ Trésor Français	140 102 884 143	54 252 550 527	5 894 171 749	9 176 742 905	5 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	40 000 000 000	40 000 000 000	79 176 742 905	75 000 000 000
PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'ELECTRICITE AU SENEGAL (EX Projet d'Appui à la Transition Mix énergétique propre au Sénégal (PATMEPS))	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	86 979 703 278	1 999 995 515	1 000 000 000	26 235 000 000	1 489 277 724	27 744 707 763	32 490 430 039	30 000 000 000	50 000 000 000	83 979 707 763	83 979 707 763
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV (PHASE 2)	EXTERNE	EMP	BOAD	25 000 000 000	7 601 650 031	1 000 000 000	16 398 349 969	2 102 468 995	0	3 635 620 215	0	10 660 260 759	16 398 349 969	16 398 349 969
CONCESSION D'ELECTRIFICATION RURALE DAGANA - PODOR - SAINT LOUIS	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	453 316 327	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
CONCESSION D'ELECTRIFICATION RURALE KAOLACK, NIORO, FATICK ET GOSSAS	INTERNE	TRE	ETAT	1 949 500 000	1 506 607 774	336 237 170	100 000 000	100 000 000	6 655 056	6 655 056	0	0	106 655 056	106 655 056
CONCESSION D'ELECTRIFICATION RURALE LOUGA - LINGUERE - KEBEMER	INTERNE	TRE	ETAT	3 200 000 000	159 837 794	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
COUVERTURE DE LA FOURNITURE ENERGETIQUE DES EVENEMENTS RELIGIEUX A CARACTERE SOCIAL	INTERNE	TRE	ETAT	4 586 000 000	4 268 097 191	94 979 660	50 000 000	50 000 000	75 000 000	75 000 000	97 923 149	97 923 149	222 923 149	222 923 149
PROGRAMME D'AUTONOMISATION EN ENERGIE SOLAIRE DES INFRASTRUCTURES ET EDIFICES PUBLICS (postes de police, postes de douane et gendarmeries)	INTERNE	TRE	ETAT	3 605 000 000	486 230 663	122 996 619	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
PROGRAMME DE PROMOTION A L'ECONOMIE D'ENERGIE	INTERNE	TRE	ETAT	1 551 936 462	464 936 462	402 991 300	475 000 000	475 000 000	209 008 700	209 008 700	0	0	684 008 700	684 008 700
PROGRAMME ENERGIE DURABLE	INTERNE	TRE	ETAT	1 633 291 811	1 019 824 471	313 467 340	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
PROGRAMME NATIONAL BIOGAZ	INTERNE	TRE	ETAT	5 393 000 000	3 661 072 115	704 956 000	700 000 000	700 000 000	326 971 885	326 971 885	0	0	1 026 971 885	1 026 971 885

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE	INTERNE	TRE	ETAT	60 000 000 000	44 284 945 937	1 240 500 000	1 240 500 000	1 240 500 000	13 234 054 063	8 000 000 000	0	5 234 054 063	14 474 554 063	14 474 554 063
PROGRAMME ORIO: RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SANTE PAR VOIE SOLAIRE DANS LE BASSIN ARACHIDIER	EXTERNE	DON	Pays-Bas	3 368 881 462	-	2 618 881 462	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	750 000 000	750 000 000
PROGRAMME ORIO: RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SANTE PAR VOIE SOLAIRE DANS LE BASSIN ARACHIDIER	INTERNE	TRE	ETAT	1 335 000 000	1 021 190 960	183 809 040	130 000 000	130 000 000	0	0	0	0	130 000 000	130 000 000
PROJET D'ALIMENTATION ELECTRIQUE DE LA VILLE DE DAKAR (LIAISONS 225 KV KOUNOUNE-PATTE D'OIE 30 KM ET KAOLACK-MBOUR)	EXTERNE	EMP	BID	25 000 000 000	18 261 910 790	1 000 000 000	5 664 762 236	3 000 000 000	73 326 974	2 738 089 210	0	0	5 738 089 210	5 738 089 210
PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES A L'ELECTRICITE AU SENEGAL (EX Projet d'Appui à la Transition Mix énergétique propre au Sénégal (PATMEPS))	INTERNE	TRE	ETAT	5 800 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
PROJET D'APPUI A L'ACCES A L'ELECTRICITE (PAMACEL)	EXTERNE	EMP	BAD	23 825 000 000	5 405 738 644	4 200 000 000	2 663 514 827	2 663 514 827	0	3 453 000 000	0	3 845 000 000	2 663 514 827	9 961 514 827
PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (phase 1 et 2)	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	49 196 775 000	29 148 442 414	1 000 000 000	1 812 351 398	1 812 351 398	5 755 000 000	5 755 000 000	11 480 981 188	11 480 981 188	19 048 332 586	19 048 332 586
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV (PHASE 2)	EXTERNE	EMP	BID	22 000 000 000	10 358 025 083	1 000 000 000	10 000 000 000	1 000 000 000	641 974 917	5 000 000 000	0	4 641 974 917	10 641 974 917	10 641 974 917
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV (PHASE 2)	INTERNE	TRE	ETAT	3 900 000 000	194 000 000	100 000 000	50 000 000	50 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	150 000 000	250 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE 225 kv KOLDA - TAMBA - ZIGUINCHOR	EXTERNE	EMP	KALPATARU	120 000 000 000	103 349 599 067	2 000 000 000	3 105 493 935	2 105 493 935	3 453 000 000	3 453 000 000	1 538 000 000	1 538 000 000	8 096 493 935	7 096 493 935
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE 225 kv TANAF- ZIGUINCHOR	EXTERNE	EMP	EXIM BANK INDE	20 651 653 028	19 001 391 568	-	1 650 261 460	1 650 261 460	0	0	0	0	1 650 261 460	1 650 261 460
PROJET DE FINALISATION DES TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DU RESEAU ELECTRIQUE DU PORT MINERALIER ET VRAQUIER DE BARGNY	INTERNE	TRE	ETAT	750 000 000	-	75 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	575 000 000	575 000 000	675 000 000	675 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE INTERCONNECTEE A LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE INTEGREE DE DAKAR/PROMOTION DES ENERGIES RENOUVELAB	EXTERNE	DON	KFW	30 153 000 000	17 457 129 215	5 400 000 000	5 060 905 685	5 060 905 685	2 234 965 100	2 234 965 100	0	0	7 295 870 785	7 295 870 785
PROJET DE PROMOTION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	EXTERNE	DON	KFW	37 390 000 000	20 707 959 491	10 000 000 000	4 682 040 509	4 682 040 509	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	6 682 040 509	6 682 040 509
PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	EXTERNE	DON	BID	10 000 000 000	178 154 359	1 000 000 000	1 173 041 515	1 173 041 515	1 151 000 000	1 151 000 000	6 497 804 126	6 497 804 126	8 821 845 641	8 821 845 641
PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	EXTERNE	EMP	ECREE	6 191 105 382	-	-	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 191 105 382	3 191 105 382	6 191 105 382	6 191 105 382
PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	2 429 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	1 000 000 000	100 000 000	1 100 000 000	300 000 000
PROJET D'ELECTRIFICATION DE 300 VILLAGES	EXTERNE	EMP	KFW/ IPEX BANK	78 714 840 000	69 626 621 321	2 000 000 000	3 262 670 506	3 262 670 506	3 825 548 173	3 825 548 173	0	0	7 088 218 679	7 088 218 679

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE : MATAM - RANEROU-GOUDIRY	INTERNE	TRE	ETAT	2 964 652 563	1 186 230 663	411 545 930	590 000 000	590 000 000	300 000 000	300 000 000	476 875 970	476 875 970	1 366 875 970	1 366 875 970
PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE PAR VOIE SOLAIRE	EXTERNE	EMP	ABU DAHBI	6 500 000 000	-	1 500 000 000	1 879 365 000	1 879 365 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 120 635 000	1 120 635 000	5 000 000 000	5 000 000 000
PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE PAR VOIE SOLAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	71 574 100	79 998 980	100 000 000	100 000 000	248 426 920	248 426 920	0	0	348 426 920	348 426 920
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	BAD	35 275 000 000	21 366 067 500	-	1 016 818 610	250 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	2 892 113 890	3 658 932 500	13 908 932 500	13 908 932 500
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	BOAD	13 500 000 000	11 678 105 173	-	1 000 000 000	250 000 000	821 894 827	821 894 827	0	750 000 000	1 821 894 827	1 821 894 827
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	13 119 140 000	10 875 289 297	-	2 000 000 000	500 000 000	243 850 703	243 850 703	0	1 500 000 000	2 243 850 703	2 243 850 703
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	AFD	26 238 280 000	17 060 497 176	-	2 000 000 000	250 000 000	3 000 000 000	3 250 000 000	4 177 782 824	5 677 782 824	9 177 782 824	9 177 782 824
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	60 019 930 995	54 790 427 008	-	2 000 000 000	250 000 000	1 000 000 000	1 250 000 000	2 229 503 987	3 729 503 987	5 229 503 987	5 229 503 987
PROJET DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DES RESEAUX ELECTRIQUE DE LA SENELEC EN APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	EXTERNE	EMP	AFD	38 668 665 150	655 957 000	2 000 000 000	8 796 611 021	1 795 000 000	5 755 000 000	12 750 000 000	21 461 097 129	21 467 708 150	36 012 708 150	36 012 708 150
Projet Régional d'Accès L'Electricité ,Technologie,Stockage bateries (BEST)	INTERNE	TRE	ETAT	5 800 000 000	-	600 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	5 200 000 000	5 200 000 000
PROSPECTION PROMOTION PETROLE	INTERNE	TRE	ETAT	8 700 000 000	4 875 000 000	72 000 000	71 527 494	71 527 494	1 500 000 000	1 500 000 000	2 181 472 506	2 181 472 506	3 753 000 000	3 753 000 000
SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	INTERNE	TRE	ETAT	25 000 000 000	-	3 900 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	7 600 000 000	7 600 000 000	21 100 000 000	21 100 000 000
UE 2 FACILITY EXTENSION 50 VILLAGE	EXTERNE	DON	Union Européenne	4 217 490 781	-	850 000 000	2 317 490 781	2 317 490 781	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	3 367 490 781	3 367 490 781
PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	EXTERNE	EMP	BOAD	16 000 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	7 000 000 000	16 000 000 000
PROJET D'INSTALLATION DE 50 000 LAMPADAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	62 328 987 000	-	-	62 328 987 000	0	0	0	0	62 328 987 000	62 328 987 000	62 328 987 000
PROJET D'INTERCONNEXION ELECTRIQUE ENTRE LE SENEGAL ET LA MAURITANIE	EXTERNE	EMP	BID	67 568 000 000	27 309 684 072	1 500 000 000	30 000 000 000	1 077 000 000	2 302 000 000	2 302 000 000	6 456 315 928	34 873 670 979	38 758 315 928	38 252 670 979
PROJET D'INTERCONNEXION ELECTRIQUE ENTRE LE SENEGAL ET LA MAURITANIE	INTERNE	TRE	ETAT	5 450 000 000	-	78 894 000	25 000 000	25 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 525 000 000	1 525 000 000
PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	EXTERNE	EMP	CA-CIB	321 418 930 000	128 490 695 347	2 000 000 000	4 000 000 000	516 818 610	35 000 000 000	35 000 000 000	60 000 000 000	60 000 000 000	99 000 000 000	95 516 818 610
PROJET FONDS VERT CLIMAT KFW/PEX BOAD ET ASER	EXTERNE	EMP	FONDS VERT CLIMAT	48 293 673 737	-	2 000 000 000	4 857 744 188	3 000 000 000	15 000 000 000	8 810 202 263	10 373 702 238	10 000 000 000	30 231 446 426	21 810 202 263
Projet Régional d'Accès L'Electricité ,Technologie,Stockage bateries (BEST)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	65 000 000 000	-	-	22 562 100 000	3 327 703 238	20 000 000 000	10 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000	62 562 100 000	23 327 703 238
SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	EXTERNE	DON	MCC	284 796 758 187	-	12 795 759 409	27 457 494 981	27 457 494 981	63 001 478 070	63 001 478 070	40 000 000 000	40 000 000 000	130 458 973 051	130 458 973 051
PROGRAMME D'APPUI A LA COMPETITIVITE EN AFRQUE DE L'OUEST (PACAO)	EXTERNE	DON	Union Européenne	4 126 500 000	-	1 577 158 480	1 622 841 542	1 622 841 542	926 499 978	926 499 978	0	0	2 549 341 520	2 549 341 520
PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT PIKINE, SANDAGA, ZIGINCHOR, DIOURBEL ET KAOLACK	INTERNE	TRE	ETAT	30 000 000 000	3 993 603 003	3 637 383 583	3 200 000 000	3 200 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000	10 169 013 414	10 169 013 414	22 369 013 414	22 369 013 414

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PETER) /VOLET PME	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	13 413 008 736	2 619 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	3 294 008 736	3 294 008 736	0		8 294 008 736	8 294 008 736
PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DE L'ANACARDE SENEGALAISE (PACAS)	INTERNE	TRE	ETAT	1 694 183 345	154 868 928	569 370 813	685 000 000	685 000 000	284 943 604	284 943 604	0		969 943 604	969 943 604
PROJET D'APPUI A LA CONFORMITE METROLOGIQUE DES PRODUITS ET SERVICES POUR LA FACILITATION DES ECHANGES	INTERNE	TRE	ETAT	478 877 000	252 877 000	113 000 000	113 000 000	113 000 000	0	0	0		113 000 000	113 000 000
PROJET D'APPUI A L'ACCELERATION INDUSTRIELLE, A LA COMPETITIVITE ET A L'EMPLOI (PAAICE)	EXTERNE	EMP	BAD	4 464 000 000		1 464 000 000	2 000 000 000	448 750 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 551 250 000	3 000 000 000	3 000 000 000
PROJET DE CONNECTIVITE DES MARCHES REGIONAUX ET MISE EN RELATION D'AFFAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000	191 746 503	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	58 253 497	58 253 497	558 253 497	558 253 497
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SOUS REGIONAL A DIAOBE	INTERNE	TRE	ETAT	2 200 000 000	1 156 285 167	250 000 000	300 000 000	300 000 000	493 714 833	250 000 000	0	243 714 833	793 714 833	793 714 833
PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DE VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX EN MILIEU RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	3 194 452 960	1 159 139 792	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
PROJET DE PLATEFORME DE COMMERCE ELECTRONIQUE (EX PROJET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION EN COMMERCE ELECTRONIQUE)	INTERNE	TRE	ETAT	3 351 891 357		55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	165 000 000	165 000 000
PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE	INTERNE	TRE	ETAT	21 579 382 135	1 579 382 135	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	18 500 000 000	18 500 000 000
PROJET DE LUTTE CONTRE L'AFLOTAXINE	INTERNE	TRE	ETAT	339 821 815	139 821 815	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0		0	0	100 000 000	100 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE DE PLATEFORMES INDUSTRIELLES INTEGREES PHASE 2	EXTERNE	EMP	EXIM BANK CHINE	62 000 000 000	20 876 525 095	2 000 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000	15 472 649 235	15 472 649 235	15 000 000 000	15 000 000 000	35 472 649 235	33 472 649 235
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU NORD	EXTERNE	EMP	BID	39 360 000 000			0		1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU NORD	EXTERNE	EMP	BOAD	29 520 000 000			0		500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU NORD	EXTERNE	EMP	PRIVE	50 200 000 000			0		2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU NORD	EXTERNE	EMP	BAD	56 900 000 000			0		1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	EXTERNE	EMP	BID	18 285 000 000	730 600 000	2 304 715 838	10 200 000 000	2 100 000 000	5 029 684 162	2 212 398 162	0	10 917 286 000	15 229 684 162	15 229 684 162
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	INTERNE	TRE	ETAT	12 049 000 000	1 700 000 000	650 035 510	623 065 000	623 065 000	623 065 000	623 065 000	7 000 000 000	7 000 000 000	8 246 130 000	8 246 130 000
PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE)	EXTERNE	EMP	BAD	51 700 000 000		317 000 000	6 060 503 821	1 060 503 821	13 864 439 000	13 864 439 000	22 502 322 000	22 502 322 000	42 427 264 821	37 427 264 821
PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE)	EXTERNE	EMP	BID	37 662 000 000		266 000 000	6 000 000 000	1 000 000 000	15 266 000 000	7 500 000 000	16 130 000 000	16 130 000 000	37 396 000 000	24 630 000 000
PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE)	INTERNE	TRE	ETAT	6 587 000 000	95 065 000	100 000 000	95 065 000	95 065 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 296 870 000	4 296 870 000	6 391 935 000	6 391 935 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026		
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	
PLAN STRATEGIQUE POUR LA FORTIFICATION DES ALIMENTS EN MICRONUTRIMENTS AU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	1 680 000 000	1 320 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0		240 000 000	240 000 000
PROGRAMME D'ACQUISITION ET DE DIFFUSION TECHNOLOGIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	2 200 000 000	1 600 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0		400 000 000	400 000 000
PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT D'HOTELS D'INDUSTRIES	INTERNE	TRE	ETAT	9 000 000 000	4 700 000 000	900 000 000	540 935 000	540 935 000	1 400 000 000	1 400 000 000	1 459 065 000	1 459 065 000		3 400 000 000	3 400 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE DE PLATEFORMES INDUSTRIELLES INTEGREES PHASE 2	INTERNE	TRE	ETAT	8 000 000 000	650 000 000	250 000 000	6 106 402 000	250 000 000	450 000 000	2 550 000 000	543 598 000	4 300 000 000		7 100 000 000	7 100 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD	EXTERNE	EMP	BAD	28 286 000 000	4 242 900 000	8 947 061 677	10 251 000 000	2 208 817 500	2 027 752 323	2 027 752 323	2 817 286 000	2 817 286 000		15 096 038 323	7 053 855 823
PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE)	EXTERNE	DON	ENABEL	12 768 000 000	3 413 408 861	8 854 591 139	500 000 000	500 000 000	0		0	0		500 000 000	500 000 000
PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE)	EXTERNE	EMP	Union Européenne	10 018 000 000		2 096 063 424	500 000 000	500 000 000	4 007 200 000	3 720 529 514	3 414 736 576	3 701 407 062		7 921 936 576	7 921 936 576
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU NORD	INTERNE	TRE	ETAT	9 520 000 000			0		75 000 000	75 000 000	150 000 000	150 000 000		225 000 000	225 000 000
Programme incubation et de promotion des moyennes, petites et micro entreprises(MPME), chaîne de valeur touristique	INTERNE	TRE	ETAT	840 820 000		-	294 216 562	294 216 562	294 216 562	294 216 562	252 386 876	252 386 876		840 820 000	840 820 000
PROJET D'AMENAGEMENT DELTA SALOUM	INTERNE	TRE	ETAT	35 000 000 000		-	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0			1 500 000 000	1 500 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT KAFOUTINE ABENE	INTERNE	TRE	ETAT	47 000 000 000		-	200 000 000	200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 463 600 000	1 463 600 000		3 163 600 000	3 163 600 000
PROJET D'AMENAGEMENT MBODIENE	INTERNE	TRE	ETAT	65 000 000 000		-	800 000 000	800 000 000	925 000 000	925 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000		3 225 000 000	3 225 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT DE ZONES TOURISTIQUES (ZONES TOURISTIQUES INTEGREES)	INTERNE	TRE	ETAT	7 288 008 436	3 183 500 000	3 104 508 436	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0		1 000 000 000	1 000 000 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ECOTOURISME DE FATICK	INTERNE	TRE	ETAT	3 600 000 000	562 943 311	62 500 000	62 500 000	62 500 000	500 000 000	500 000 000	1 412 056 689	1 412 056 689		1 974 556 689	1 974 556 689
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE DES RECEPTIFS	INTERNE	TRE	ETAT	1 800 000 000	1 500 000 000	57 500 000	65 000 000	65 000 000	57 500 000	57 500 000	57 500 000	57 500 000		180 000 000	180 000 000
Projet pôle produit: aménagement des sites touristiques	INTERNE	TRE	ETAT	6 676 000 000		368 783 438	368 783 438	368 783 438	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000		1 868 783 438	1 868 783 438
Projet de coordination des projets et Programmes	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000		-	254 408 438	254 408 438	254 406 438	254 406 438	254 406 438	254 406 438		763 221 314	763 221 314
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN CREDIT HOTELIER ET TOURISTIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	50 000 000 000	18 750 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000		7 000 000 000	7 000 000 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE SAINT LOUIS ET SA REGION	INTERNE	TRE	ETAT	1 666 823 031	1 416 823 031	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0		0			125 000 000	125 000 000
PROJET AGROFORESTATION DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET L'ADAPTATION AUX CC DANS LE BASSIN ARACHIDIER AU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	7 674 400 000	129 284 241	133 000 000	283 000 000	283 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	3 129 115 759	3 129 115 759		7 412 115 759	7 412 115 759
PROJET D'ADAPTATION BASEE SUR LES ECOSYSTEMES (ABE) POUR DES RESSOURCES NATURELLES ET DES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES RESILIENTES	EXTERNE	DON	PNUD/FEM	5 669 719 800	-	-	102 712 740	102 712 740	3 104 766 995	3 104 766 995	2 462 240 065	2 462 240 065		5 669 719 800	5 669 719 800
PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	25 000 000 000	1 564 351 722	500 000 000	2 366 344 530	2 366 344 530	2 413 671 421	2 413 671 421	18 155 632 328	18 155 632 328		22 935 648 279	22 935 648 279

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE GESTION DURABLE DES FORETS ET VALORISATION S DE SERVICES ECOSYSTEMIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	37 506 000 000	144 567 403	150 000 000	450 000 000	450 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	36 450 000 000	36 450 000 000
PROJET DE REVERDISSEMENT DES ECOLES DU SENEGAL (PROVES)	INTERNE	TRE	ETAT	6 090 375 000	-	-	138 000 000	138 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 952 375 000	3 952 375 000	6 090 375 000	6 090 375 000
CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	13 777 757 100	6 237 853 915	1 324 275 000	1 324 275 000	1 324 275 000	1 350 760 500	1 350 760 500	1 377 775 710	1 377 775 710	4 052 811 210	4 052 811 210
EDUCATION ENVIRONNEMENTALE REHABILITATION PARC FORESTIER ZOOLOGIQUE HANN	INTERNE	TRE	ETAT	1 557 000 000	844 280 000	236 000 000	236 000 000	236 000 000	240 720 000	240 720 000	0	0	476 720 000	476 720 000
MOBILISATION DES RESSOURCES ET PROMOTION DE L'ECONOMIE VERTE	INTERNE	TRE	ETAT	254 675 500		48 500 000	126 200 000	126 200 000	79 975 500	79 975 500	0	0	206 175 500	206 175 500
PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE MARINE ET COTIERE A TRAVERS LA GESTION DURABLE DES AIRES MARINES PROTEGEES	INTERNE	TRE	ETAT	437 328 344	291 536 558	47 000 000	47 000 000	47 000 000	51 791 786	51 791 786	0	0	98 791 786	98 791 786
PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES ZONES COTIERES FRAGILES	INTERNE	TRE	ETAT	4 644 520 880	3 231 160 000	468 000 000	468 000 000	468 000 000	477 360 880	477 360 880	0	0	945 360 880	945 360 880
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION ENVIRONNEMENTALE	INTERNE	TRE	ETAT	1 450 907 255	1 300 672 495	36 999 990	36 999 990	36 999 990	37 739 990	37 739 990	38 494 790	38 494 790	113 234 770	113 234 770
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT FORESTIER ET REHABILITATION DES FORETS CLASSEES	INTERNE	TRE	ETAT	4 157 384 208	2 147 597 843	841 874 293	578 174 293	578 174 293	589 737 779	589 737 779	0	0	1 167 912 072	1 167 912 072
PROGRAMME DE GESTION DE LA POLLUTION ET DE LA SANTE ENVIRONNEMENTALE EN AFRIQUE	EXTERNE	DON	BANQUE MONDIALE	2 546 004 267	840 004 267	100 000 000	800 000 000	800 000 000	806 000 000	806 000 000	0	0	1 606 000 000	1 606 000 000
PROGRAMME DE REFORESTATION ET DE RESTAURATION DES ECOSYSTEMES	INTERNE	TRE	ETAT	10 355 684 046	2 000 000 000	1 471 219 410	3 408 150 810	3 408 150 810	3 476 313 826	3 476 313 826	0	0	6 884 464 636	6 884 464 636
PROGRAMME DE REHABILITATION ET DE CONSTRUCTION DES STRUCTURES DECONCENTREES (BOUNKILING ET KEUR MASSAR)	INTERNE	TRE	ETAT	965 000 000	9 985 000	100 000 000	400 000 000	400 000 000	455 015 000	455 015 000	0	0	855 015 000	855 015 000
PROGRAMME DE REHABILITATION ET DE CONSTRUCTION DES STRUCTURES DECONCENTREES (NIOKOLOKOB A ET BIGNONA)	INTERNE	TRE	ETAT	650 000 000	99 440 960	111 045 000	100 000 000	100 000 000	102 000 000	102 000 000	237 514 040	237 514 040	439 514 040	439 514 040
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU CENTRE FORESTIER DE THIES	INTERNE	TRE	ETAT	1 213 000 000	1 037 840 000	58 000 000	58 000 000	58 000 000	59 160 000	59 160 000	0	0	117 160 000	117 160 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEDD	INTERNE	TRE	ETAT	4 343 019 635	3 334 219 335	200 265 000	400 265 000	400 265 000	408 270 300	408 270 300	0	0	808 535 300	808 535 300
PROGRAMME NATIONAL DE REHABILITATION DES PARCS ET RESERVES DU SENEGAL(EX PROJET DE REHABILITATION DU PARC NATIONAL DE NIOKOLOKOB A)	INTERNE	TRE	ETAT	5 905 000 000	5 378 807 284	125 499 170	125 499 170	125 499 170	171 154 376	171 154 376	104 040 000	104 040 000	400 693 546	400 693 546
PROGRAMME NATIONAL DE SEMENCES FORESTIERES	INTERNE	TRE	ETAT	582 624 504	502 651 956	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 340 000	17 340 000	28 632 548	28 632 548	62 972 548	62 972 548
PROGRAMME SUIVI ENVIRONNEMENTAL (CENTRE DE SUIVI ECOLOGIQUE)	INTERNE	TRE	ETAT	4 434 000 000	3 597 000 000	231 000 000	300 000 000	300 000 000	306 000 000	306 000 000	0	0	606 000 000	606 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D APPUI A LA POLITIQUE D AIRES MARINES PROTEGEES DU SENEGAL A TRAVERS LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DURABLE DES MANGROVES DE LA CASAMANCE ET DU SINE SALOUM	EXTERNE	DON	AFD	3 279 785 000		2 613 630	600 000 000	600 000 000	612 000 000	612 000 000	624 240 000	624 240 000	1 836 240 000	1 836 240 000
PROJET D'ADAPTATION BASEE SUR LES ÉCOSYSTEMES (ABE) POUR DES RESSOURCES NATURELLES ET DES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES RESILIENTES	INTERNE	TRE	ETAT	600 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	102 000 000	102 000 000	398 000 000	398 000 000	600 000 000	600 000 000
PROJET D'APPUI A L'ENVIRONNEMENT ET A LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	INTERNE	TRE	ETAT	900 000 000	207 145 123	212 735 000	212 735 000	212 735 000	267 384 877	267 384 877	0	0	480 119 877	480 119 877
PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LA RESILIENCE DES ZONES COTIERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (WACA Sénégal)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	18 430 804 248	2 832 110 323	1 432 259 843	3 273 403 900	3 273 403 900	4 413 671 421	4 413 671 421	6 479 358 761	6 479 358 761	14 166 434 082	14 166 434 082
PROJET DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA BIOSECURITE	INTERNE	TRE	ETAT	513 000 000	18 659 453	27 660 520	27 660 520	27 660 520	28 213 730	28 213 730	28 778 005	28 778 005	84 652 255	84 652 255
Projet de Protection des Ecosystèmes contre les feux de brousse (PRECOF)	INTERNE	TRE	ETAT	3 868 991 274	372 800 257	297 400 717	288 400 717	288 400 717	294 168 731	294 168 731	300 052 106	300 052 106	882 621 554	882 621 554
Projet de renforcement de la gestion des fruitiers forestiers et des produits forestiers non ligneux (PREGEFF)	INTERNE	TRE	ETAT	4 467 900 000	859 750 637	71 000 000	271 000 000	271 000 000	276 420 000	276 420 000	281 948 400	281 948 400	829 368 400	829 368 400
PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LA RESILIENCE DES ZONES COTIERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (WACA Sénégal)	INTERNE	TRE	ETAT	859 374 100	102 032 741	55 985 500	47 000 000	47 000 000	247 940 000	247 940 000	248 898 800	248 898 800	543 838 800	543 838 800
AMENAGEMENT VOIERIE MAISON DES NATIONS UNIES	INTERNE	TRE	ETAT	2 830 000 000		2 830 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
FONDS DE CALAMITE	INTERNE	TRE	ETAT	20 000 000 000		1 020 000 000	1 020 000 000	1 020 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	5 020 000 000	5 020 000 000
FONDS MATURATION PROJETS PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	EXTERNE	DON	Union Européenne	23 206 429 408		5 000 000 000	18 206 429 408	18 206 429 408	0	0	0	0	18 206 429 408	18 206 429 408
FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE	INTERNE	TRE	ETAT	62 400 857 322		20 800 285 774	20 800 285 774	20 800 285 774	20 800 285 774	20 800 285 774	0	0	41 600 571 548	41 600 571 548
PROGRAMME COMMUNICATION DU PSE	INTERNE	TRE	ETAT	4 500 000 000		1 500 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000
PROGRAMME D'ACQUISITION DE MOBILIER ET DE MATERIEL DE TRANSPORT POUR L'ADMINISTRATION	INTERNE	TRE	ETAT	19 022 306 913		1 625 000 000	6 340 768 971	6 340 768 971	4 715 768 971	4 715 768 971	6 340 768 971	6 340 768 971	17 397 306 913	17 397 306 913
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES INTERETS ECONOMIQUES ET SECURITAIRES DU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	2 500 000 000		1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROGRAMME DE SUIVI DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN COURS D'ACHEVEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	20 700 000 000		4 474 400 000	7 000 000 000	7 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	4 225 600 000	4 225 600 000	16 225 600 000	16 225 600 000
PROGRAMME D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	14 439 999 996		12 069 999 998	2 369 999 998	2 369 999 998	0	0	0	0	2 369 999 998	2 369 999 998
PROGRAMME D'INTERVENTION DE L'AGETIP	INTERNE	TRE	ETAT	700 000 000		700 000 000	0	0	0	0	0	0	-	-
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'AGETIP	INTERNE	TRE	ETAT	6 000 000 000		3 070 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	930 000 000	930 000 000	0	0	2 930 000 000	2 930 000 000
Programme d'investissement SOGEPA (SUKUK)	INTERNE	TRE	ETAT	482 437 301 785		27 661 650 798	29 195 833 333	29 195 833 333	49 803 807 686	49 803 807 686	47 861 648 627	47 861 648 627	126 861 289 646	126 861 289 646
PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES PAVAGE / AGETIP	INTERNE	TRE	ETAT	10 860 000 000		3 007 387 504	3 953 588 052	3 953 588 052	2 860 000 000	2 860 000 000	1 039 024 444	1 039 024 444	7 852 612 496	7 852 612 496

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'APPUI A LA VALORISATION DES INITIATIVES ENTREPRENARIALES (PAVIE)	EXTERNE	EMP	BAD	45 151 000 000		1 500 000 000	1 795 000 000	1 795 000 000	5 755 000 000	5 755 000 000	6 762 232 638	6 762 232 638	14 312 232 638	14 312 232 638
PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER	EXTERNE	DON	FOND KHALIFA POUR LE DEVELOPPEMENT (ABUDABI)	12 000 000 000		4 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	0	0	0	0	8 000 000 000	8 000 000 000
PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000		1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROJET DE REGLEMENT DES CONTENTIEUX SUR ACTIFS NON FINANCIERS	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000		1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
PROVISIONS POUR RISQUES BUDGETAIRES (INV)	INTERNE	TRE	ETAT	30 758 150 000		-	30 758 150 000	30 758 150 000	0	0	0	0	30 758 150 000	30 758 150 000
RESERVE DE GESTION	INTERNE	TRE	ETAT	116 235 646 925		8 984 585 106	30 211 061 819	30 211 061 819	10 020 000 000	10 020 000 000	20 020 000 000	20 020 000 000	60 251 061 819	60 251 061 819
CONTREPARTIE 7ème PROGRAMME FNUAP	INTERNE	TRE	ETAT	783 980 099	436 980 099	172 000 000	175 000 000	175 000 000	0	0	0	0	175 000 000	175 000 000
ETUDES ET PROSPECTIONS FINANCEMENT / COOPERATION	INTERNE	TRE	ETAT	3 543 500 000	1 332 500 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	561 000 000	561 000 000	1 661 000 000	1 661 000 000
FONDS DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS PRORITAIRES (FONGIP)	INTERNE	TRE	ETAT	45 775 000 000	35 775 000 000	3 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	EXTERNE	DON	KFW	25 000 000 000	1 636 035 099	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	7 363 964 901	7 363 964 901	18 363 964 901	18 363 964 901
FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	EXTERNE	EMP	KFW	4 760 551 500	-	-	1 795 000 000	1 795 000 000	2 965 551 500	2 965 551 500	0	0	4 760 551 500	4 760 551 500
FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	500 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
FONDS D'ETUDES DES PROJETS	INTERNE	TRE	ETAT	8 025 000 000	5 275 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
FONDS SOUVERAIN D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FONSIS)	INTERNE	TRE	ETAT	35 218 843 335	21 749 368 000	1 389 475 335	8 080 000 000	8 080 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	12 080 000 000	12 080 000 000
MISE EN PLACE PLATEFORME DE GESTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS	INTERNE	TRE	ETAT	1 340 665 461	1 180 665 461	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	120 000 000	120 000 000
PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	EXTERNE	DON	PNUD	1 708 344 207	1 488 344 207	200 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000
PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	752 056 800	352 056 800	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
Programme d'équipement du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	INTERNE	TRE	ETAT	2 150 917 867	1 017 338 700	261 000 000	279 583 200	279 583 200	293 562 360	293 562 360	299 433 607	299 433 607	872 579 167	872 579 167
PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PROG. ETER)	EXTERNE	EMP	BMBAD	259 625 000 000	16 730 999 997	17 694 399 078	26 000 000 000	22 000 000 000	28 333 333 333	29 666 666 667	40 000 000 000	40 000 000 000	94 333 333 333	91 666 666 667
PROGRAMME STATISTIQUE AGENCE NATIONALE DES STATISTIQUES ET DE LA DEMOGRAPHIE(ANSI)	INTERNE	TRE	ETAT	14 822 000 000	12 122 000 000	500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
PROJET D'APPUI A LA DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES (DGPPPE)	INTERNE	TRE	ETAT	2 008 455 772	1 104 397 776	196 017 566	395 704 022	150 704 022	152 359 223	397 359 223	159 977 185	159 977 185	708 040 430	708 040 430
PROJET DE RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION 2023	INTERNE	TRE	ETAT	25 150 029 154	10 000 000 000	15 150 029 154	0	0	0	0	0	0	-	-
Projet Equipement Service Direction Générale Coopération (DGC/FEDSPP)	INTERNE	TRE	ETAT	860 531 274	412 979 174	147 552 100	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'ELEVAGE AU SENEGAL (PNDIES)	EXTERNE	EMP	BAD	51 420 000 000		300 000 000	2 417 636 085	2 417 636 085	7 592 639 222	7 592 639 222	40 000 000 000	40 000 000 000	50 010 275 307	50 010 275 307
PROJET D'APPUI A L'INSERTION DES JEUNES RURAUX AGRIPRENEURS / VOLET ELEVAGE	EXTERNE	EMP	FIDA	9 603 623 995		2 000 000 000	500 000 000	500 000 000	2 103 623 995	2 103 623 995	4 103 623 995	4 103 623 995	6 707 247 990	6 707 247 990
PROJET D'APPUI AU PASTORALISME(PRASP)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	27 691 000 000	1 443 831 207	4 443 753 467	6 752 354 830	3 752 354 830	6 312 271 233	6 312 271 233	7 483 477 548	10 483 477 548	20 548 103 611	20 548 103 611
PROJET DEVELOPPEMENT DURABLE DU PASTORALISME AU SENEGAL (PDDPS)	EXTERNE	EMP	BID	19 640 720 176	5 854 805 923	4 751 007 389	4 696 146 784	2 696 146 784	2 222 914 253	2 222 914 253	2 115 845 827	4 115 845 827	9 034 906 864	9 034 906 864
PLAN DE RELANCE DE L'AVICULTURE SENEGALAISE	INTERNE	TRE	ETAT	994 127 827	183 303 735	205 975 841	130 000 000	130 000 000	300 000 000	300 000 000	174 848 251	174 848 251	604 848 251	604 848 251
PROGRAMME D'APPUI A L'AUTOSUFFISANCE EN MOUTONS DE TABASKI	INTERNE	TRE	ETAT	2 095 364 904	951 675 531	585 832 033	325 000 000	325 000 000	232 857 340	232 857 340	0		557 857 340	557 857 340
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FOURRAGERES (PDCF)	INTERNE	TRE	ETAT	3 696 700 222	343 723 507	599 678 743	380 000 000	380 000 000	960 610 296	960 610 296	960 610 296	960 610 296	2 301 220 592	2 301 220 592
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION ZOOSANITAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	16 500 000 000	11 937 144 166	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 562 855 834	1 562 855 834	3 562 855 834	3 562 855 834
PROGRAMME DE VALORISATION DES PRODUITS ANIMAUX	INTERNE	TRE	ETAT	845 000 000	99 265 000	145 000 000	193 000 000	193 000 000	200 000 000	200 000 000	207 735 000	207 735 000	600 735 000	600 735 000
PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'ELEVAGE AU SENEGAL (PNDIES)	INTERNE	TRE	ETAT	254 000 000		54 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
PROGRAMME NATIONAL DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE/VOLET ELEVAGE	INTERNE	TRE	ETAT	285 143 000 000					35 000 000 000	35 000 000 000	27 666 666 667	27 666 666 667	62 666 666 667	62 666 666 667
Programme national Développement Filière Equidés (PRONAEFFE)	INTERNE	TRE	ETAT	2 715 000 000		-	210 000 000	210 000 000	850 000 000	850 000 000	900 000 000	900 000 000	1 960 000 000	1 960 000 000
PROGRAMME POUR LA COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AXE SUR LES RESULTATS / VOLET ELEVAGE	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	37 430 000 000	4 854 184 499	250 000 000	13 395 489 301	13 395 489 301	9 500 326 200	9 500 326 200	9 429 999 999	9 429 999 999	32 325 815 501	32 325 815 501
PROJET D'AMELIORATION FILIERE CUIRS ET PEAUX	INTERNE	TRE	ETAT	1 553 182 174	1 198 566 787	115 000 000	67 000 000	67 000 000	85 000 000	85 000 000	87 615 387	87 615 387	239 615 387	239 615 387
PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DES FILIERES ANIMALES	INTERNE	TRE	ETAT	3 287 250 067	1 557 933 449	491 875 684	394 678 000	394 678 000	428 951 682	428 951 682	413 811 252	413 811 252	1 237 440 934	1 237 440 934
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPREUNARIAT RURAL / VOLET ELEVAGE - PHASE II	EXTERNE	EMP	FIDA	9 243 723 330		3 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 243 723 330	2 243 723 330	3 000 000 000	3 000 000 000	6 243 723 330	6 243 723 330
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE	INTERNE	TRE	ETAT	26 732 407 759	15 944 316 476	1 611 869 283	3 176 222 000	3 176 222 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	9 176 222 000	9 176 222 000
PROJET D'APPUI AU PASTORALISME(PRASP)	INTERNE	TRE	ETAT	1 549 527 175	298 316 444	289 000 000	384 210 730	384 210 731	289 000 000	289 000 000	289 000 001	289 000 000	962 210 731	962 210 731
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE FAMILIALE	INTERNE	TRE	ETAT	1 616 018 241	879 442 713	135 000 000	142 100 000	142 100 000	235 000 000	235 000 000	224 475 528	224 475 528	601 575 528	601 575 528
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE EN CASAMANCE	INTERNE	TRE	ETAT	2 898 047 847	1 309 464 824	275 198 740	127 842 967	127 842 967	340 305 148	340 305 148	400 000 000	400 000 000	868 148 115	868 148 115
PROJET DEVELOPPEMENT DURABLE DU PASTORALISME AU SENEGAL (PDDPS)	INTERNE	TRE	ETAT	3 212 556 650	1 118 876 650	505 405 000	529 425 000	529 425 000	529 425 000	529 425 000	529 425 000	529 425 000	1 588 275 000	1 588 275 000
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMS (FDSUT)	INTERNE	TRE	ETAT	31 400 000 000	5 919 000 000	1 819 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
PROJET AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	INTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	92 685 000 000			0	0	10 000 000 000	5 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	20 000 000 000	10 000 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'APPUI STRUCTUREL A LA STRATEGIE 'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE (PASSANT)	EXTERNE	EMP	Banco Sanders	50 000 000 000	16 423 888 856	-	1 795 000 000	1 795 000 000	2 576 111 144	2 576 111 144	4 705 000 000	4 705 000 000	9 076 111 144	9 076 111 144
ADRESSAGE NUMERIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	4 238 105 257	564 862 480	264 862 480	264 862 480	264 862 480	3 143 517 817	264 862 480	0	264 862 480	3 408 380 297	794 587 440
PROGRAMME DE LA DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PRODAP)	EXTERNE	EMP	KFW	19 000 000 000			0		12 500 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 000 000 000	19 000 000 000	9 000 000 000
PROGRAMME DE LA DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PRODAP)	INTERNE	TRE	ETAT	412 000 000	-	-	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	132 000 000	132 000 000	412 000 000	412 000 000
PROJET AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000			200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE NUMERIQUE (PAGNUM)	EXTERNE	DON	PNUD	1 992 020 000	1 000 000 000	-	500 000 000	500 000 000	492 020 000	492 020 000	0	0	992 020 000	992 020 000
PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE NUMERIQUE (PAGNUM)	INTERNE	TRE	ETAT	424 000 000	124 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	200 000 000	200 000 000
PROJET DE MODERNISATION DU CENTRE DE TRI	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000		-	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
PROJET DU PARC DES TECHNOLOGIES NUMERIQUES (PNT)	EXTERNE	EMP	BAD	41 841 010 289	33 171 688 940	-	1 371 380 000	1 371 380 000	3 297 941 349	3 297 941 349	2 000 000 000	2 000 000 000	6 669 321 349	6 669 321 349
PROJET DU PARC DES TECHNOLOGIES NUMERIQUES (PNT)	INTERNE	TRE	ETAT	6 330 400 000	3 892 922 131	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	937 477 869	937 477 869	0	0	1 937 477 869	1 937 477 869
PROJET ENTREPRENEURIAT NUMERIQUE FEMININ	INTERNE	TRE	ETAT	2 115 000 000	1 410 000 000	235 000 000	235 000 000	235 000 000	235 000 000	235 000 000	0	0	470 000 000	470 000 000
SENEGAL NUMERIQUE 2025	INTERNE	TRE	ETAT	8 625 000 000	5 000 000 000	625 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
SMART SENEGAL	EXTERNE	EMP	EXIM BANK CHINE	90 000 000 000	87 580 681 775	1 800 483 000	618 835 225	618 835 225	0	0	0	0	618 835 225	618 835 225
REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES SERVICES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	372 281 592	980 845 049	500 000 000	500 000 000	146 873 359	146 873 359	0	0	646 873 359	646 873 359
EQUIPEMENT CENTRE NATIONAL ETAT-CIVIL (CNEC)	INTERNE	TRE	ETAT	483 674 940	222 143 898	85 947 690	85 947 690	85 947 690	89 635 662	89 635 662	0	0	175 583 352	175 583 352
F.E.C.T/EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	INTERNE	TRE	ETAT	395 106 060 831	293 303 647 758	39 551 933 149	40 726 933 149	40 726 933 149	21 523 546 775	21 523 546 775	0	0	62 250 479 924	62 250 479 924
PROGRAMME ACTE III DE LA DECENTRALISATION	INTERNE	TRE	ETAT	32 961 250 000	21 361 250 000	4 515 320 000	4 000 000 000	4 000 000 000	3 084 680 000	3 084 680 000	0	0	7 084 680 000	7 084 680 000
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CASAMANCE (PDEC)	EXTERNE	EMP	Banque Mondiale	26 107 088 600	666 346 983	1 177 502 489	2 733 357 395	2 733 357 395	8 282 409 566	8 282 409 566	10 678 377 436	10 678 377 436	21 694 144 397	21 694 144 397
PROGRAMME NATIONAL D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	EXTERNE	DON	AFD	1 309 903 945		261 980 789	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	447 923 156	447 923 156	1 047 923 156	1 047 923 156
PROGRAMME NATIONAL DEVELOPPEMENT LOCAL (PNDL)	EXTERNE	DON	BAD	359 812 277	98 476 490	72 112 150	180 552 154	180 552 154	8 671 483	8 671 483	0	0	189 223 637	189 223 637
PROGRAMME NATIONAL DEVELOPPEMENT LOCAL (PNDL)	INTERNE	TRE	ETAT	29 359 000 000	21 228 752 000	1 101 000 000	1 101 000 000	1 101 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 928 248 000	3 928 248 000	7 029 248 000	7 029 248 000
PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL /RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	300 021 684 634	750 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	16 666 666 667	16 666 666 667	26 666 666 667	26 666 666 667	49 333 333 333	49 333 333 333
PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL/ADM	EXTERNE	EMP	BM / AFD	113 546 156 700	68 991 003 851	22 255 500 000	22 255 236 022	22 255 236 022	44 416 827	44 416 827	0	0	22 299 652 849	22 299 652 849
PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL/ADM	INTERNE	TRE	ETAT	4 000 000 000	2 200 000 000	1 300 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE DESENCLEAVEMENT DES ZONES DE PRODUCTION EN APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL	EXTERNE	EMP	BAD/OPEP	27 626 107 740	17 074 419 159	1 000 000 000	1 077 000 000	1 077 000 000	2 059 833 333	2 059 833 333	4 764 766 825	4 764 766 825	7 901 600 158	7 901 600 158
PROJET DE DESENCLEAVEMENT DES ZONES DE PRODUCTION EN APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL	INTERNE	TRE	ETAT	3 749 120 000	660 500 000	1 249 500 000	714 000 000	714 000 000	714 000 000	714 000 000	411 120 000	411 120 000	1 839 120 000	1 839 120 000
PROJET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PROGEP) - Phase 2	EXTERNE	EMP	Banque Mondiale/Fonds nordique	176 850 000 000	7 658 903 450	1 762 000 000	4 866 539 380	4 866 539 380	15 517 412 420	15 517 412 420	18 812 146 223	18 812 146 223	39 196 098 023	39 196 098 023
PROJET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PROGEP) - Phase 2	INTERNE	TRE	ETAT	9 800 000 000	825 000 000	2 475 000 000	1 776 815 013	1 776 815 013	1 583 333 333	1 583 333 333	2 382 123 325	2 382 123 325	5 742 271 671	5 742 271 671
PROJET DE MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (PNADT)	INTERNE	TRE	ETAT	6 038 270 000	1 000 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	1 538 270 000	1 538 270 000	0	0	3 288 270 000	3 288 270 000
PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS (SERRP)/ADM	EXTERNE	DON	Banque Mondiale	12 004 013 100	6 759 054 689	1 523 503 870	1 523 503 870	1 523 503 870	2 197 950 671	2 197 950 671	0	0	3 721 454 541	3 721 454 541
PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS (SERRP)/ADM	EXTERNE	EMP	Banque Mondiale	14 759 032 500	8 751 442 571	2 000 000 000	1 083 840 007	1 083 840 007	1 344 324 102	1 344 324 102	1 579 425 820	1 579 425 820	4 007 589 929	4 007 589 929
PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS (SERRP)/ADM	INTERNE	TRE	ETAT	5 961 143 695	942 755 110	2 517 998 934	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 389 651	1 000 389 651	0	0	2 500 389 651	2 500 389 651
PROJET D'EXTENSION DU SIEGE DU MINISTERE EN CHARGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	1 000 000 000	400 000 000	400 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
AEROCITY	INTERNE	TRE	ETAT	35 000 000 000			0	0	700 000 000	700 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
AIBD INVESTISSEMENT AEROPORTUAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	76 000 000 000	4 000 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
CONSTRUCTION AEROGARE FRET	INTERNE	PPP	PRIVEE	117 000 000 000			0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION AUX METIERS DE L' AERONAUTIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	29 000 000 000			0	0	1 200 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000
PROJET CENTRE MAINTENANCE (MRO)	INTERNE	TRE	ETAT	46 500 057 058			300 000 000	300 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000
PROJET DE MISE AUX NORMES DES AEROPORTS REGIONAUX	INTERNE	TRE	ETAT	17 250 000 000	649 117 811	211 174 500	211 174 500	211 174 500	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 111 174 500	1 111 174 500
RENOVATION AEROPORT CAP SKIRING	INTERNE	TRE	ETAT	25 350 000 000	2 437 943 311	1 000 000 000	800 000 000	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	4 800 000 000	4 800 000 000
PROJET DE COORDINATION DES PROJETS ET PROGRAMMES (MTADIA)	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	640 924 211	202 980 000	202 980 000	202 980 000	202 980 000	202 980 000	202 980 000	202 980 000	608 940 000	608 940 000
RENOVATION DES AEROPORTS SECONDAIRES DE SAINT LOUIS, ZIGUINCHOR, MATAM, TAMBA ET KEDOUGOU	EXTERNE	EMP	Exim Bank Tchiek	84 135 000 000	24 716 346 463	3 000 000 000	3 840 087 454	3 840 087 454	3 000 000 000	3 000 000 000	4 578 566 083	4 578 566 083	11 418 653 537	11 418 653 537
ROADMAP IT ET HUB CONNECT	INTERNE	TRE	ETAT	73 000 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
RENOVATION DES AEROPORTS SECONDAIRES DE SAINT LOUIS, ZIGUINCHOR, MATAM, TAMBA ET KEDOUGOU	INTERNE	TRE	ETAT	14 851 840 000	7 479 840 000	1 997 000 000	1 925 000 000	1 925 000 000	1 725 000 000	1 725 000 000	1 725 000 000	1 725 000 000	5 375 000 000	5 375 000 000
SECURITE ET SURETE DES AEROPORTS	INTERNE	TRE	ETAT	13 000 000 000			0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
CONSTRUCTION D'UN CENTRALE SOLAIRE	INTERNE	PPP	ETAT	7 000 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
PROJET EXTENSION AEROGARE PASSAGER	INTERNE	TRE	ETAT	17 028 000 000			200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
CONSTRUCTION BRIGADE GENDAMERIE AEROPORT AIBD	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	700 000 000	700 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
CONSTRUCTION HELIPORT DE TOUBAGOUTA	INTERNE	TRE	ETAT	3 759 000 000			0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	1 759 000 000	1 759 000 000	3 759 000 000	3 759 000 000
REHABILITATION DE L'AEROPORT DE BAKEL	INTERNE	TRE	ETAT	7 060 000 000			0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
REHABILITATION DE L'AEROPORT DE PODOR	INTERNE	TRE	ETAT	6 550 000 000			0	0	700 000 000	700 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
REHABILITATION DE L'AEROPORT DE SEDHIOU	INTERNE	TRE	ETAT	8 120 000 000			0	0	600 000 000	600 000 000	900 000 000	900 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
REHABILITATION DE L'AEROPORT DE SIMENTI	INTERNE	TRE	ETAT	10 170 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA QUALITE DES SERVICES METEOROLOGIQUES ET CLIMATIQUES POUR UN ACCES DURABLE A L'INFORMATION POUR TOUS	INTERNE	TRE	ETAT	2 603 000 000			0	0	1 500 000 000	1 500 000 000	1 103 000 000	1 103 000 000	2 603 000 000	2 603 000 000
PROJET D'ALERTE PRECOCE SUR LES RISQUES D'INONDATION	INTERNE	TRE	ETAT	4 188 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE NATIONALE DU TRANSPORT AERIEN	INTERNE	TRE	ETAT	1 487 000 000			0	0	500 000 000	500 000 000	987 000 000	987 000 000	1 487 000 000	1 487 000 000
Programme de Prospection Minière	INTERNE	TRE	ETAT	8 224 739 116	228 058 683	399 862 100	385 000 000	385 000 000	886 818 000	886 818 000	1 386 818 000	1 386 818 000	2 658 636 000	2 658 636 000
PROGRAMME DE VALORISATION DES SITES GEOLOGIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	2 271 963 658	84 854 184	225 000 000	175 000 000	175 000 000	925 000 000	925 000 000	862 109 474	862 109 474	1 962 109 474	1 962 109 474
PROGRAMMES DE REHABILITATION DES SITES MINIERES ABANDONNES	INTERNE	TRE	ETAT	2 936 100 000	14 990 950	200 000 000	200 000 000	200 000 000	800 000 000	800 000 000	900 000 000	900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000
PROJET DE LEVEE GEOPHYSIQUE AEROPORTUEE SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	6 900 000 000	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000	950 000 000	950 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
PROJET DE MODERNISATION DES TECHNIQUES DE CONTROLE ET DE SUIVI	INTERNE	TRE	ETAT	1 564 637 440	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	850 000 000	850 000 000
PROJET DE PROMOTION DU CONTENU LOCAL	INTERNE	TRE	ETAT	5 518 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	950 000 000	950 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000
PROJET DE RECHERCHE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION (CALCAIRE, LATERITES, ARGILE, GRES, BASALTE ET SABLE)	INTERNE	TRE	ETAT	600 000 000	64 792 500	105 207 500	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
PROJET DE RECHERCHE ET DE VALORISATION DES MINERAUX STRATEGIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	5 200 000 000	84 854 184	150 000 000	150 000 000	150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
PROJET D'ENCADEEMENT ET DE PROMOTION DES MINES ARTISANALES	INTERNE	TRE	ETAT	1 106 735 098	82 616 520	100 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	324 118 578	324 118 578	924 118 578	924 118 578
PROJET D'EQUIPEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES ET CENTRALES DES SERVICES DES MINES	INTERNE	TRE	ETAT	3 821 119 857	1 155 051 515	282 000 000	282 000 000	282 000 000	582 000 000	582 000 000	882 000 000	882 000 000	1 746 000 000	1 746 000 000
CONSTRUCTION, REHABILITATION DES INSPECTIONS DU TRAVAIL ET RENFORCEMENT DES MOYENS DE COMMUNICATION	INTERNE	TRE	ETAT	6 500 000 000	2 413 320 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 586 680 000	1 586 680 000	3 586 680 000	3 586 680 000
PLAN NATIONAL DE RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	247 102 845	450 000 000	450 000 000	450 000 000	850 000 000	850 000 000	450 000 000	450 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000
PROJET D'APPUI A LA PHASE PILOTE DU REGIME SIMPLIFIE DE PROTECTION SOCIALE POUR L'ECONOMIE NON FORMELLE	INTERNE	TRE	ETAT	2 500 000 000	117 504 226	200 000 000	250 000 000	250 000 000	600 000 000	600 000 000	1 332 495 774	1 332 495 774	2 182 495 774	2 182 495 774

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
ASSAINISSEMENT URBAIN ET VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DU PÔLE URBAIN DE DIAMNIADIO/PLAN D'ASSAINISSEMENT DE DIAMNIADIO	INTERNE	TRE	ETAT	54 945 000 000	33 444 263 418	2 444 263 418	2 444 263 418	2 444 263 418	16 612 209 746	4 444 263 418		7 083 973 164	19 056 473 164	13 972 500 000
PROGRAMME D'ACCELERATION DE L'OFFRE EN HABITAT SOCIAL	INTERNE	TRE	ETAT	9 946 000 000	4 976 713 816	526 466 683	1 060 000 000	535 000 000	0	525 000 000	657 819 501	657 819 501	1 717 819 501	1 717 819 501
PROGRAMME DE PLANIFICATION URBAINE	INTERNE	TRE	ETAT	10 539 338 788	2 223 083 214	1 500 368 927	1 432 812 444	1 432 812 444	1 988 614 199	1 988 614 199	3 394 460 004	3 394 460 004	6 815 886 647	6 815 886 647
PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES ENCOMBREMENTS	INTERNE	TRE	ETAT	12 775 731 555	7 771 858 760	2 000 012 110	2 600 012 110	2 600 012 110	403 848 575	403 848 575	0	0	3 003 860 685	3 003 860 685
PROGRAMME SPECIAL DES CITES RELIGIEUSES	INTERNE	TRE	ETAT	13 766 000 000	9 466 000 000	1 987 000 000	2 013 000 000	987 000 000	0	1 026 000 000	300 000 000	300 000 000	2 313 000 000	2 313 000 000
PROGRAMME SPECIAL VILLES VERTES POUR L'EMPLOI	INTERNE	TRE	ETAT	15 048 409 585	9 636 283 234	2 003 312 000	1 238 112 000	1 238 112 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 170 702 351	1 170 702 351	3 408 814 351	3 408 814 351
PROGRAMME ZERO DECHET	INTERNE	TRE	ETAT	10 036 240 000	2 469 868 051	765 044 800	500 000 000	500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	3 801 327 149	3 801 327 149	6 801 327 149	6 801 327 149
PROJET ZERO BIDONVILLES	INTERNE	TRE	ETAT	18 122 142 884	5 198 593 494	895 000 000	1 100 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0	350 000 000	1 100 000 000	1 050 000 000
CONSTRUCTION SIEGE DES 12 PENC LEBOU	INTERNE	TRE	ETAT	2 277 235 701	797 058 550	202 913 264	985 522 986	208 287 285	291 740 901	291 740 901		777 235 701	1 277 263 887	1 277 263 887
PROJET D'ACHEVEMENT DES LOGEMENTS DE JAXAAY ET DE TAWFEKH YAKAR	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	200 000 000	1 500 000 000	500 000 000	500 000 000	800 000 000	800 000 000		0	1 300 000 000	1 300 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE INTEGREE	INTERNE	TRE	ETAT	8 129 000 000	4 250 000 000	-	1 387 000 000	1 387 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 492 000 000	1 492 000 000	3 879 000 000	3 879 000 000
PROJET D'AMENAGEMENT DES ENTrees DE VILLES DU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	1 349 817 959	511 991 455	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	238 190 586	238 190 586	1 138 190 586	1 138 190 586
PROJET DE CONSTRUCTION DU PARC FORESTIER URBAIN DE DAKAR YOFF	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	1 296 808 536	1 178 622 936	500 000 000	500 000 000	4 024 568 528	4 024 568 528	3 000 000 000	3 000 000 000	7 524 568 528	7 524 568 528
PROJET DE MISE EN OEUVRE DES REFORMES SUR LES NORMES DE CONSTRUCTION ET D'HABITAT	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	259 630 249	385 000 000	365 000 000	365 000 000	365 000 000	365 000 000	365 000 000	365 000 000	1 095 000 000	1 095 000 000
PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	EXTERNE	EMP	AECID, BM, AF D, BEI	206 182 372 111	4 735 631 644	5 784 909 422	17 682 729 636	7 607 488 437	17 346 729 636	17 346 729 636	38 000 000 000	38 000 000 000	73 029 459 272	62 954 218 073
PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	INTERNE	TRE	ETAT	9 000 000 000	437 531 205	1 539 845 414	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 022 623 381	4 022 623 381	7 022 623 381	7 022 623 381
PROJET DE RESTRUCTURATION DE TIVAOUANE	INTERNE	TRE	ETAT	3 927 051 152	375 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	900 000 000	900 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT ET MODERNISATION DES SERVICES REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX ET DE L'HABITAT (SRDH)	INTERNE	TRE	ETAT	6 910 284 961	2 871 062 070	1 928 686 758	1 738 602 774	750 000 000	371 933 359	371 933 359		988 602 774	2 110 536 133	2 110 536 133
PROJET EXTENSION TELEDAC (Phase 1)	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	146 642 124	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
TRAVAUX POLES URBAINS DE DIAMNIADIO	INTERNE	TRE	ETAT	26 000 000 000	14 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC)	INTERNE	TRE	ETAT	4 947 042 111	3 304 808 267	572 734 022	632 667 300	632 667 300	436 832 522	436 832 522	0	0	1 069 499 822	1 069 499 822
ACHEVEMENT CONSTRUCTION DES CENTRES REGIONAUX DE FORMATION DE PERSONNELS DE L'EDUCATION (CRFPE)	INTERNE	TRE	ETAT	2 453 359 540	953 359 540	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000	750 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000
CONSTRUCTION DE BLOCS ADMINISTRATIFS ET BLOCS D'HYGIENE DANS LES ETABLISSEMENTS	INTERNE	TRE	ETAT	2 534 051 054	1 234 051 054	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES INSPECTIONS D'ACADEMIE DE RUFISQUE, PIKINE, KEDOUGOU, GUEDEAWAYE ET KAFFRINE	INTERNE	TRE	ETAT	3 635 314 637	2 187 208 859	260 096 604	235 721 513	235 721 513	235 721 513	235 721 513	716 566 148	716 566 148	1 188 009 174	1 188 009 174
CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE COLLECTIVITES LOCALES-PDEF (SEDHIOU ET ZIGUINCHOR)	INTERNE	TRE	ETAT	25 000 000 000	17 739 078 016	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	2 602 000 000	2 602 000 000	3 206 000 000	3 206 000 000
EQUIPEMENT DES COLLEGES EN MATERIEL SCIENTIFIQUE ET DE LABORATOIRE	INTERNE	TRE	ETAT	5 067 909 203	1 697 582 371	842 581 708	842 581 708	842 581 708	842 581 708	842 581 708	842 581 708	842 581 708	2 527 745 124	2 527 745 124
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION AU SENEGAL (PADES)	EXTERNE	EMP	AFD	15 115 584 262	11 480 362 627	1 500 000 000	1 377 562 345	1 377 562 345	757 659 290	757 659 290		0	2 135 221 635	2 135 221 635
PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025	EXTERNE	DON	USAID	11 600 000 000		2 310 217 549	6 000 000 000	6 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 289 782 451	2 289 782 451	9 289 782 451	9 289 782 451
PROGRAMME "Faire l'Ecole"	EXTERNE	DON	ITALIE	1 967 871 000	718 083 757	663 299 451	586 487 792	586 487 792		0		0	586 487 792	586 487 792
PROJET "FAIRE L'ECOLE PLUS"	EXTERNE	DON	ITALIE	6 559 570 000		-	1 209 110 032	1 209 110 032	2 209 110 032	2 209 110 032	3 141 349 936	3 141 349 936	6 559 570 000	6 559 570 000
PROJET APPUI A LA MODERNISATION DES DAARAS	INTERNE	TRE	ETAT	21 600 089 894	6 067 917 734	6 266 086 080	6 266 086 080	266 086 080	0	2 733 913 920	3 000 000 000	6 266 086 080	9 266 086 080	9 266 086 080
PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN MATHEMATIQUES A L'ELEMENTAIRE(PAAME) JICA	EXTERNE	DON	JICA	1 988 562 500	-	-	1 945 562 500	1 945 562 500	43 000 000	43 000 000		0	1 988 562 500	1 988 562 500
PROJET D'AMELIORATION DES PERFORMANCES DU SECTEUR DE L'EDUCATION (PAPSE)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	57 986 468 852	-	-	12 500 000 000	1 115 500 000	15 000 000 000	9 000 000 000		8 384 500 000	27 500 000 000	18 500 000 000
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LA REGION DE DAKAR (PADEM)	INTERNE	TRE	ETAT	1 944 884 343	808 047 982	745 963 015	390 873 346	390 873 346		0		0	390 873 346	390 873 346
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES REGIONS DE DAKAR - THIES ET KAOLACK (PADEM) - PHASE 2	EXTERNE	EMP	AFD	9 839 355 000	-	1 500 000 000	2 674 400 000	1 671 400 000	4 126 955 000	5 129 955 000	1 538 000 000	1 538 000 000	8 339 355 000	8 339 355 000
PROJET D'APPUI AU SYSTEME EDUCATIF DE BASE AU SENEGAL (PASEB)	INTERNE	TRE	ETAT	1 662 609 719	718 062 131	596 082 888	348 464 700	348 464 700		0		0	348 464 700	348 464 700
PROJET DE CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE A L'ELEMENTAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	72 642 000 000	25 497 888 168	1 001 204 258	6 234 064 614	1 000 000 000	0	15 234 064 614		18 000 000 000	6 234 064 614	34 234 064 614
PROJET DE CONSTRUCTION D'INSPECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'EDUCATION NATIONALE (IEF) DE BOUNKILLING, GOUDOMP, MEDINA YORO FOULA	INTERNE	TRE	ETAT	5 621 112 416	1 921 112 416	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	3 450 000 000	3 450 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 200 SALLES DE CLASSES CEM	INTERNE	TRE	ETAT	19 008 112 416	7 418 515 307	927 217 773	2 743 787 592	1 000 000 000	0	1 743 787 592	7 918 591 744	7 918 591 744	10 662 379 336	10 662 379 336
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 6 LYCEES DEPARTEMENTAUX	INTERNE	TRE	ETAT	28 050 000 000	7 385 734 516	1 725 338 076	12 176 580 374	1 706 000 000	6 762 347 034	7 606 768 000	0	9 626 159 408	18 938 927 408	18 938 927 408
PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES	EXTERNE	EMP	BOAD	59 400 000 000	37 887 367 576	3 809 821 122	2 274 441 823	2 274 441 823	15 428 369 479	15 428 369 479		0	17 702 811 302	17 702 811 302
PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES	INTERNE	TRE	ETAT	5 999 929 766	2 401 594 434	899 583 833	899 583 833	899 583 833	899 583 833	899 583 833	899 583 833	899 583 833	2 698 751 499	2 698 751 499
PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES (LOT 2)	EXTERNE	EMP	BOAD	25 000 000 000	-	3 500 000 000	3 225 282 537	3 425 282 537	7 873 800 000	7 873 800 000	10 400 917 463	10 200 917 463	21 500 000 000	21 500 000 000
PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES (LOT 2)	INTERNE	TRE	ETAT	1 931 000 000	-	643 000 000	644 000 000	644 000 000	644 000 000	644 000 000			1 288 000 000	1 288 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA LECTURE INITIALE POUR TOUS (RELIT) / GTG	EXTERNE	DON	USAID	9 511 623 000	-	-	1 902 324 600	1 902 324 600	3 804 649 200	3 804 649 200	3 804 649 200	3 804 649 200	9 511 623 000	9 511 623 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA LECTURE INITIALE POUR TOUS (RELIT) / GTG	INTERNE	TRE	ETAT	1 902 323 500	-	-	382 000 000	382 000 000	760 161 750	760 161 750	760 161 750	760 161 750	1 902 323 500	1 902 323 500
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF (ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE) / ABS JICA	INTERNE	TRE	ETAT	15 000 000 000	-	2 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000			12 500 000 000	12 500 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF (ENSEIGNEMENT MOYEN GENERAL) / ABS JICA	INTERNE	TRE	ETAT	10 500 000 000	-	1 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000			9 000 000 000	9 000 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF (PILOTAGE MINISTERIEL) / ABS JICA	INTERNE	TRE	ETAT	4 500 000 000	-	1 000 990 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 999 010 000	1 999 010 000			3 499 010 000	3 499 010 000
PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIERS SCOLAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	19 333 288 537	5 880 665 637	1 664 285 922	1 815 821 222	1 815 821 222	5 215 821 222	5 215 821 222	4 756 694 534	4 756 694 534	11 788 336 978	11 788 336 978
PROJET RESSOURCES NUMERIQUES POUR TOUS	INTERNE	TRE	ETAT	4 821 293 123	2 181 293 123	660 000 000	660 000 000	660 000 000	660 000 000	660 000 000	660 000 000	660 000 000	1 980 000 000	1 980 000 000
PROJET SIMEN/SYSTEME D'INFORMATION ET DE MANAGEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	3 016 812 866	1 688 882 866	340 485 000	306 475 000	306 475 000	340 485 000	340 485 000	340 485 000	340 485 000	987 445 000	987 445 000
CONSTRUCTION ET REHABILITATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	INTERNE	TRE	ETAT	18 106 481 291	8 400 000 000	2 394 481 291	2 569 231 951	2 569 231 951	4 742 768 049	2 119 231 951	0	2 623 536 098	7 312 000 000	7 312 000 000
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES STADES	INTERNE	TRE	ETAT	2 283 923 752	1 612 230 000	179 923 752	145 000 000	145 000 000	201 770 000	201 770 000	145 000 000	145 000 000	491 770 000	491 770 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANEL FALL ET ALINE SITOE DIATTA)	EXTERNE	DON	COOPERATION CHINOISE	40 000 000 000	-	8 000 000 000	18 200 000 000	18 200 000 000	13 800 000 000	13 800 000 000		0	32 000 000 000	32 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANEL FALL ET ALINE SITOE DIATTA)	INTERNE	TRE	ETAT	5 850 000 000	741 347 016	550 000 000	4 050 000 000	800 000 000	0	1 900 000 000	508 652 984	1 858 652 984	4 558 652 984	4 558 652 984
PROJET DE CONSTRUCTION DES STADES DE PATTE D'OIES ET DE NGELAW	INTERNE	TRE	ETAT	2 492 131 043	915 813 902	286 917 705	450 000 000	100 000 000	200 000 000	550 000 000	639 399 436	639 399 436	1 289 399 436	1 289 399 436
PROJET DE CONSTRUCTION DES STADES DE TIVAOUANE ET MALIKA	INTERNE	TRE	ETAT	2 398 692 755	479 000 000	410 000 000	325 000 000	100 000 000	534 692 755	425 000 000	650 000 000	984 692 755	1 509 692 755	1 509 692 755
PROJET DE CONSTRUCTION DU STADE REGIONAL DE KAFFRINE	INTERNE	TRE	ETAT	3 200 000 000	700 000 000	750 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	650 000 000	650 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HYPODROME NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	-	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	450 000 000	150 000 000	150 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU STADE DE CAMBERENE	INTERNE	TRE	ETAT	1 979 886 659	400 000 000	400 000 000	950 000 000	850 000 000	229 886 659	329 886 659			1 179 886 659	1 179 886 659
PROJET DE CONSTRUCTION DES STADES REGIONAUX DE KAFFRINE, KEDOUGOU ET SEDHIOU	INTERNE	TRE	ETAT	8 465 253 367	3 125 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 000 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	2 040 253 367	2 140 253 367	4 240 253 367	4 240 253 367
PROJET DE FORMATION DES AGENTS DU MINISTERE DES SPORTS	INTERNE	TRE	ETAT	910 000 000	327 537 400	90 000 000	150 000 000	150 000 000	192 462 600	192 462 600	150 000 000	150 000 000	492 462 600	492 462 600
PROJET DE MODERNISATION DU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE ET SPORTIVE (CNEPS) DE THIES	INTERNE	TRE	ETAT	4 139 697 373	24 442 520	500 000 000	1 100 000 000	600 000 000	1 415 254 853	1 915 254 853	1 100 000 000	1 100 000 000	3 615 254 853	3 615 254 853
PROJET DE REHABILITATION DU STADE MUNICIPAL DE NIORO	INTERNE	TRE	ETAT	750 000 000	-	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000			500 000 000	500 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MINISTERE DES SPORTS	INTERNE	TRE	ETAT	791 000 000	176 454 768	114 500 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100 045 232	100 045 232	500 045 232	500 045 232

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
CONSTRUCTION ET REHABILITATION COMPLEXES CULTURELS REGIONAUX	INTERNE	TRE	ETAT	3 861 345 669	2 057 122 411	215 000 000	1 193 000 000	697 000 000	396 223 258	597 000 000	0	295 223 258	1 589 223 258	1 589 223 258
CONSTRUCTION ET REHABILITATION SORANO	INTERNE	TRE	ETAT	3 376 299 547	1 000 000 000	695 631 691	325 000 000	325 000 000	1 355 667 856	1 355 667 856	0	0	1 680 667 856	1 680 667 856
CONSTRUCTION MEMORIAL JOOLA	INTERNE	TRE	ETAT	11 154 860 020	4 804 500 000	4 220 198 301	2 130 161 719	2 130 161 719					2 130 161 719	2 130 161 719
FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE	INTERNE	TRE	ETAT	15 520 000 000	7 520 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000
INVENTAIRE AMENAGEMENT ET RESTAURATION DU PATRIMOINE MUSEE DES CIVILISATIONS NOIRES	INTERNE	TRE	ETAT	5 631 531 397	2 821 253 175	505 000 000	1 295 278 222	1 295 278 222	505 000 000	505 000 000	505 000 000	505 000 000	2 305 278 222	2 305 278 222
PROGRAMME DE REHABILITATION DU GRAND THEATRE	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	300 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	900 000 000	900 000 000	800 000 000	800 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES ARTS ET METIERS DE LA CULTURE	INTERNE	TRE	ETAT	5 260 000 000	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	5 210 000 000	5 210 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE	INTERNE	TRE	ETAT	8 700 000 000	220 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 460 000 000	4 460 000 000	8 470 000 000	8 470 000 000
PROJET DE MISE EN PLACE D'UN INCUBATEUR D'ENTREPRENEURS CULTURELS	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000	100 000 000	300 000 000	573 060 059	573 060 059	26 939 941	26 939 941	0	0	600 000 000	600 000 000
PROJET D'INVENTAIRE DU PATRIMOINE SUBAQUATIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	752 000 000	129 000 000	129 000 000	494 000 000	494 000 000					494 000 000	494 000 000
REHABILITATION EQUIPEMENT MANUFACTURES SENEGALAISE DES ARTS DECORATIFS	INTERNE	TRE	ETAT	1 438 142 315	450 000 000	263 142 315	475 000 000	475 000 000	250 000 000	250 000 000			725 000 000	725 000 000
REHABILITATION ET EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUES ET CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE (CLAC)	INTERNE	TRE	ETAT	1 505 818 349	780 801 349	110 000 000	110 000 000	110 000 000	284 998 430	284 998 430	220 018 570	220 018 570	615 017 000	615 017 000
SANTE DE LA MERE , DE L'ENFANT ET DU NOUVEAU-NE	EXTERNE	DON	Belgique	6 130 000 000	-	3 065 000 000	3 065 000 000	3 065 000 000	0	0	0	0	3 065 000 000	3 065 000 000
AMELIORATION SANTE ET BIEN ETRE ADOLESCENTS ET JEUNES REGIONS (ZIGUINCHOR SEDHIOU KOLDA TAMBA ET KEDOUGOU)	EXTERNE	DON	ACDI	19 623 086 046	10 733 008 046	4 445 039 000	4 445 039 000	4 445 039 000			0	0	4 445 039 000	4 445 039 000
AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LES REGIONS DE SEDHIOU ET DE KOLDA	EXTERNE	DON	AFD	6 590 000 000	1 841 340 706	1 790 555 906	2 497 512 135	2 497 512 135	317 411 022	317 411 022	143 180 231	143 180 231	2 958 103 388	2 958 103 388
AMELIORATION DES CAPACITES DE SURVEILLANCE INTEGREE ET DE REPONSE AUX URGENCES DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	EXTERNE	DON	Luxembourg	9 354 000 000	-	3 549 084 298	3 549 084 298	3 549 084 298	2 255 831 404	2 255 831 404	0	0	5 804 915 702	5 804 915 702
AMELIORATION DES CAPACITES DE SURVEILLANCE INTEGREE ET DE REPONSE AUX URGENCES DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	INTERNE	TRE	ETAT	935 400 000	41 508 876	57 000 000	57 000 000	57 000 000	57 000 000	57 000 000	57 000 000	57 000 000	171 000 000	171 000 000
APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	8 920 159 880	7 468 049 322	693 305 279	758 805 279	758 805 279					758 805 279	758 805 279
APPUI AU PROGRAMME SIDA	INTERNE	TRE	ETAT	7 710 000 000	7 574 639 778	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 360 222	45 360 222			90 360 222	90 360 222
APPUI AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE / CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CPOM)	INTERNE	TRE	ETAT	38 047 683 702	32 324 498 955	1 356 498 955	1 656 498 955	1 656 498 955	1 356 498 955	1 356 498 955	1 353 687 882	1 353 687 882	4 366 685 792	4 366 685 792
AUTONOMISATION DES HOPITAUX EN OXYGENE	INTERNE	TRE	ETAT	47 366 316 292	19 695 458 143	7 394 419 383	8 968 719 383	8 968 719 383	5 927 719 383	5 927 719 383	5 380 000 000	5 380 000 000	20 276 438 766	20 276 438 766

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décassements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
CONSTRUCTION DU CENTRE D'ONCOLOGIE DE DIAMNIADIO	EXTERNE	EMP	EXIM BANK COREE DU SUD	54 992 000 000	-	5 154 200 000	1 850 357 800	1 850 357 800	18 966 242 100	18 966 242 100	29 021 200 100	29 021 200 100	49 837 800 000	49 837 800 000
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT CENTRE DE SANTE DE DIAKHAYE	INTERNE	TRE	ETAT	3 300 000 000	-	700 000 000	2 200 000 000	800 000 000	400 000 000	800 000 000	0	1 000 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE DIVERSES STRUCTURES SANITAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	20 000 000 000	6 716 155 242	424 872 585	4 033 923 851	2 033 923 851	3 033 923 851	3 033 923 851	3 033 923 851	3 033 923 851	10 101 771 553	8 101 771 553
CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE DIVERSES STRUCTURES SANITAIRES DE REFERENCE	INTERNE	TRE	ETAT	5 750 000 000	943 567 386	3 033 070 254	1 334 000 000	1 334 000 000	439 362 360	439 362 360			1 773 362 360	1 773 362 360
CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES POSTES DE SANTE (DEC BC)	INTERNE	TRE	ETAT	9 601 000 000	7 941 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	1 020 000 000	1 020 000 000
INVESTIR DANS LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT (ISMEA)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	90 198 696 477	27 038 476 577	45 066 787 752	1 547 000 000	1 547 000 000	16 546 432 148	16 546 432 148	0	0	18 093 432 148	18 093 432 148
INVESTIR DANS LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT (ISMEA)	INTERNE	TRE	ETAT	565 000 000			100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	122 300 786	122 300 786	322 300 786	322 300 786
MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	INTERNE	TRE	ETAT	875 000 000	191 239 922	114 037 500	107 000 000	107 000 000	207 000 000	207 000 000	255 722 578	255 722 578	569 722 578	569 722 578
PROGRAMME PALUDISME ET AUTRES ENEMIES	EXTERNE	DON	Fonds Mondial	32 948 971 644	12 998 000 000	8 169 252 905	8 169 252 905	8 169 252 905	3 612 465 834	3 612 465 834	0	0	11 781 718 739	11 781 718 739
PROGRAMME DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES MEDICAUX	INTERNE	TRE	ETAT	1 603 400 000	903 400 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000					500 000 000	500 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES AGEES	INTERNE	TRE	ETAT	5 309 000 000	-	114 915 092	114 915 092	114 915 092	114 915 092	114 915 092	114 915 092	114 915 092	344 745 276	344 745 276
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE	EXTERNE	DON	Fonds Gavi	15 977 000 000	4 607 000 000	5 924 917 363	3 000 000 000	3 000 000 000	2 445 082 637	2 445 082 637	0	0	5 445 082 637	5 445 082 637
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE	INTERNE	TRE	ETAT	1 450 000 000	900 000 000	125 257 000	159 757 000	159 757 000	159 757 000	159 757 000	105 229 000	105 229 000	424 743 000	424 743 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (FATICK ET KAOLACK)	EXTERNE	DON	COREE	4 000 000 000	-	1 580 000 000	1 580 000 000	1 580 000 000	840 000 000	840 000 000	0	0	2 420 000 000	2 420 000 000
PROGRAMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE/SR	EXTERNE	DON	UNICEF	67 265 853 280	53 765 853 280	3 982 000 000	3 982 000 000	3 982 000 000	4 536 000 000	4 536 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	9 518 000 000	9 518 000 000
PROGRAMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE/SR	INTERNE	TRE	ETAT	7 439 180 664	5 846 822 565	612 454 179	612 454 179	612 454 179	367 449 741	367 449 741			979 903 920	979 903 920
PROGRAMME SANTE USAID 2021-2025	EXTERNE	DON	USAID	186 000 000 000	-	14 200 000 000	12 177 181 203	12 177 181 203	14 200 000 000	14 200 000 000	14 200 000 000	14 200 000 000	40 577 181 203	40 577 181 203
PROGRAMME SANTE USAID 2021-2025	INTERNE	TRE	ETAT	7 000 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
PROJET COUVERTURE SANITAIRE - VOLET OFFRE DE SOINS / DPL 2 / JAPON	INTERNE	TRE	ETAT	16 415 010 641	1 315 010 641	2 650 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	12 450 000 000	12 450 000 000
PROJET D'AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LA REGION DE LOUGA	EXTERNE	DON	AFD	11 201 914 472	5 783 681 122	2 129 776 114	3 288 457 236	3 288 457 236	0	0	0	0	3 288 457 236	3 288 457 236
PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCES DES PERSONNES HANDICAPÉES AUX AIDES TECHNIQUES ET AUX SERVICES DE RÉADAPTATION FONCTIONNELLE	INTERNE	TRE	ETAT	2 044 000 000	-	185 072 140	685 072 140	685 072 140	185 072 140	185 072 140	185 072 140	185 072 140	1 055 216 420	1 055 216 420

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'APPUI A LA DIRECTION GENERALE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE	INTERNE	TRE	ETAT	850 000 000	103 637 220	58 000 000	58 000 000	58 000 000	58 000 000	58 000 000	58 000 000	174 000 000	174 000 000	
PROJET D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LE PAUDISME/BID/PHASE II	INTERNE	TRE	ETAT	3 515 000 000	117 183 456	54 500 000	54 500 000	54 500 000	54 500 000	54 500 000	54 500 000	163 500 000	163 500 000	
PROJET D'APPUI AU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	INTERNE	TRE	ETAT	1 648 000 000	820 800 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	27 200 000	27 200 000		427 200 000	427 200 000	
PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION/OPTIMISATION DE LA LOGISTIQUE	EXTERNE	DON	BANQUE MONDIALE	70 255 000 000	49 059 127 992	8 218 448 801	4 758 974 406	4 758 974 406	8 218 448 801	8 218 448 801	0	12 977 423 207	12 977 423 207	
PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION/OPTIMISATION DE LA LOGISTIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	9 186 284 632	99 999 900	375 851 562	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT LOUIS	INTERNE	TRE	ETAT	30 000 000 000	-	3 195 285 714	3 195 285 714	3 195 285 714	23 609 428 572	13 195 285 714	0	26 804 714 286	26 804 714 286	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE NIVEAU 3 A TIVAOUANE	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	-	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE VACCIN CONTRE LE COVID / MADIBA	EXTERNE	DON	AFD, EIB, IFC (WB), DFC (USAID)	57 671 739 440		3 066 000 000	5 149 000 000	5 149 000 000	21 186 869 720	21 186 869 720	28 269 869 720	54 605 739 440	54 605 739 440	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE VACCIN CONTRE LE COVID / MADIBA	EXTERNE	EMP	BID	18 156 889 760	-	7 583 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 514 250 000	3 514 250 000	3 559 639 760	10 573 889 760	10 573 889 760	
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN INSTITUT NATIONAL DE RHUMATOLOGIE	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	-	-	200 000 000	200 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	3 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	EXTERNE	DON	CHINE	24 118 448 801	10 000 000 000	3 600 000 000	10 518 448 801	10 518 448 801	0	0	0	10 518 448 801	10 518 448 801	
PROJET DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES CENTRES DE PROMOTION ET DE REINSERTION SOCIAL (CPRS) ET DES SERVICES REGIONNAUX DE L'ACTION SOCIALE (SRAS)	INTERNE	TRE	ETAT	18 908 000 000	-	89 226 514	100 000 000	100 000 000	150 000 000	150 000 000	200 000 000	450 000 000	450 000 000	
PROJET DE MISE EN ŒUVRE DU MECANISME DE FINANCEMENT GOUV A GOUV/USAID	INTERNE	TRE	ETAT	2 337 138 256	883 081 614	280 013 111	170 000 000	170 000 000	312 440 505	312 440 505	691 603 026	1 174 043 531	1 174 043 531	
PROJET DE PRISE EN CHARGE MEDICOSOCIALE DES PERSONNES AFFECTEES PAR LA LEPRE ET FAMILLES	INTERNE	TRE	ETAT	1 973 000 000		109 786 900	109 786 900	109 786 900	109 786 900	109 786 900	109 786 900	329 360 700	329 360 700	
PROJET DE PRODUCTION DES CARTES D'EGALITE DES CHANCES	INTERNE	TRE	ETAT	603 937 227	479 469 977	62 233 625	62 233 625	62 233 625				62 233 625	62 233 625	
PROJET DE RECONSTRUCTION DE L'HOPITAL LE DANTEC	EXTERNE	EMP	Societe Générale de France	95 227 879 983	-	31 608 441 990	8 000 000 000	3 247 017 630	18 247 017 630	18 247 017 630	23 247 017 630	49 494 035 260	44 741 052 890	
PROJET DE RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE MATERNELLE, ENFANTILE ET NEONATAL (PRESMEN)	INTERNE	TRE	ETAT	111 982 816	12 494 600	30 000 000	30 000 000	30 000 000	39 488 216	39 488 216		69 488 216	69 488 216	
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA REGION CENTRALE DU SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	200 000 000	11 494 600	34 840 525	32 172 781	32 172 781	32 172 781	32 172 781	32 172 781	96 518 343	96 518 343	
PROJET D'EQUIPEMENT DE DIVERSES STRUCTURES DE SANTE	INTERNE	TRE	ETAT	20 000 000 000	6 996 846 994	200 000 000	700 000 000	700 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'EQUIPEMENT DE DIVERSES STRUCTURES DE SANTE DE REFERENCE	INTERNE	TRE	ETAT	3 931 041 182	1 229 041 182	1 276 000 000	1 426 000 000	1 426 000 000					1 426 000 000	1 426 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT DES SERVICES D'ACCUEIL ET D'URGENCE	INTERNE	TRE	ETAT	3 098 231 300	1 598 231 300	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
PROJET DIGITALISATION DU SYSTEME DE SANTE (PDSS)	INTERNE	TRE	ETAT	34 240 000 000		200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
Projet Prevention contre l'Usage de Drogue et de prise en charge Socio-Sanitaire des consommateurs Dépendants	INTERNE	TRE	ETAT	3 018 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	300 000 000
REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES BRIGADES D'HYGIENES	INTERNE	TRE	ETAT	1 917 380 550	885 975 810	270 000 000	274 800 000	274 800 000	270 000 000	270 000 000	216 604 740	216 604 740	761 404 740	761 404 740
RENFORCEMENT DES MOYENS D'EVACUATION DE REFERENCE	INTERNE	TRE	ETAT	32 837 000 000	31 137 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
UNITE DE CREATION DE VACCIN CONTRE LA FIEVRE JAUNE/PASTEUR	EXTERNE	EMP	BID	28 235 647 895	4 789 554 097	4 825 000 000	847 818 797	847 818 797	6 776 787 500	6 776 787 500	10 996 487 501	10 996 487 501	18 621 093 798	18 621 093 798
MISE EN PLACE CENTRES D'INITIATIVE POUR EMPLOI LOCAL	INTERNE	TRE	ETAT	3 907 201 375	3 407 201 375	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	375 000 000	375 000 000
Programme des domaines agricoles communautaires (Prodac)	INTERNE	TRE	ETAT	70 000 000 000	18 839 599 296	30 222 273 647	5 540 320 802	5 540 320 802	8 540 320 802	3 540 320 802	6 857 485 453	3 540 320 802	20 938 127 057	12 620 962 406
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	INTERNE	TRE	ETAT	16 753 100 000	7 420 000 000	3 316 550 000	4 316 550 000	4 316 550 000	1 700 000 000	850 000 000		850 000 000	6 016 550 000	6 016 550 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID	EXTERNE	EMP	BID	47 797 000 000	6 030 974 965	5 737 610 991	3 009 573 007	3 009 573 007	32 182 291 037	13 163 096 840	836 550 000	19 855 744 197	36 028 414 044	36 028 414 044
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID	INTERNE	TRE	ETAT	11 741 000 000	915 325 703	336 525 703	336 525 703	336 525 703	336 525 703	336 525 703	336 525 703	336 525 703	1 009 577 109	1 009 577 109
PROJET DE MISE A L'ECHELLE DU NEW DEAL	EXTERNE	DON	FNUAP	2 699 810 800		-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	250 000 000	250 000 000	650 000 000	650 000 000
PROJET DE MISE A L'ECHELLE DU NEW DEAL	INTERNE	TRE	ETAT	2 373 000 000		-	375 400 000	375 400 000	375 400 000	375 400 000	375 400 000	375 400 000	1 126 200 000	1 126 200 000
PROJET DE REHABILITATION, D'EQUIPEMENT ET DE MODERNISATION DES SERVICES DECONCENTRES	INTERNE	TRE	ETAT	2 500 000 000		-	1 750 633 599	1 750 633 599	500 000 000	500 000 000	249 366 401	249 366 401	2 500 000 000	2 500 000 000
PROJET D'INVESTISSEMENT ANPEJ	INTERNE	TRE	ETAT	13 865 000 000	7 605 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 260 000 000	2 260 000 000	5 260 000 000	5 260 000 000
VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE NATIONAL	INTERNE	TRE	ETAT	4 822 250 000		83 782 800	83 782 800	83 782 800	83 782 800	83 782 800	83 782 800	83 782 800	251 348 400	251 348 400
APPUI A L'ACCELERATION DE L'ABANDON DE L'EXCISION / FNUAP / POPULATION	INTERNE	TRE	ETAT	621 493 802	391 493 802	45 000 000	95 000 000	95 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	185 000 000	185 000 000
AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL/ SWEDD SENEGAL	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	61 856 480 000	-	-	8 000 000 000	2 500 000 000	0	5 500 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	21 500 000 000	21 500 000 000
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL (PADESS)	EXTERNE	EMP	ITALIE	11 676 034 600	6 326 621 189	2 623 828 000	2 725 585 411	2 082 954 252	0	642 631 159	0	0	2 725 585 411	2 725 585 411
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL (PADESS)	INTERNE	TRE	ETAT	1 647 869 722	1 247 869 722	150 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0	250 000 000	250 000 000
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'UNITES INDUSTRIELLES DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES POUR LES FEMMES (agriculture, élevage et pêche)	INTERNE	TRE	ETAT	7 044 424 690	282 654 449	544 882 729	600 000 000	600 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROGRAMME DE RETRAIT ET DE REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE	INTERNE	TRE	ETAT	6 156 201 490	2 845 678 889	335 000 000	505 000 000	505 000 000	325 000 000	325 000 000	325 000 000	325 000 000	1 155 000 000	1 155 000 000
PROJET D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PALAM/PHASE II	EXTERNE	EMP	BID	12 449 040 000	5 548 702 077	4 910 179 083	990 158 840	990 158 840	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	1 990 158 840	1 990 158 840
PROJET D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PALAM/PHASE II	INTERNE	TRE	ETAT	2 175 920 166	1 175 920 166	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	500 000 000	500 000 000
PROJET CONSTRUCTION, EQUIPEMENT ET REHABILITATION DE CASES DES TOUT-PETITS	INTERNE	TRE	ETAT	5 522 500 000	907 639 676	1 514 860 324	1 100 000 000	1 100 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000
PROJET D'APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUILITE ET L'EGALITE DE GENRE (PASNEEG) PHASE 2	EXTERNE	DON	ITALIE	1 180 722 600	785 448 397	158 850 845	236 423 358	236 423 358	0	0	0	0	236 423 358	236 423 358
PROJET D'APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUILITE ET L'EGALITE DE GENRE (PASNEEG) PHASE 2	INTERNE	TRE	ETAT	439 458 681	189 458 681	100 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	150 000 000	150 000 000
PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES	EXTERNE	DON	PNUD	1 639 859 167	538 244 059	1 101 615 108	0	0	0	0	0	0	-	-
PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES	INTERNE	TRE	ETAT	469 537 512	199 537 512	100 000 000	170 000 000	170 000 000	0	0	0	0	170 000 000	170 000 000
PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES	EXTERNE	DON	PNUD	1 818 844 185	-	-	1 818 844 185	1 818 844 185	0	0	0	0	1 818 844 185	1 818 844 185
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN CENTRE NATIONAL DE PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE "ONE STOP CENTER"	INTERNE	TRE	ETAT	800 000 000	78 468 592	321 531 408	300 000 000	300 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	400 000 000	400 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DEPARTEMENTAUX POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES (CEDAF)	INTERNE	TRE	ETAT	15 500 000 000	1 634 090 983	693 921 474	762 300 000	762 300 000	562 300 000	562 300 000	562 300 000	562 300 000	1 886 900 000	1 886 900 000
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET D'APPUI A L'EMPLOI DES JEUNES FILLES	INTERNE	TRE	ETAT	1 534 658 965	1 506 958 965	27 700 000	0	0	0	0	0	0	-	-
Projet de fermes intégrés	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	-	-	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
PROJET DE MISE A NIVEAU DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MFEF	INTERNE	TRE	ETAT	3 596 661 549	1 205 404 279	610 890 760	460 890 760	460 890 760	637 525 000	637 525 000	681 950 750	681 950 750	1 780 366 510	1 780 366 510
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES MENAGES CONTRE LA COVID-19	EXTERNE	DON	ITALIE	1 425 263 794	834 759 788	290 504 006	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	300 000 000	300 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES MENAGES CONTRE LA COVID-19	INTERNE	TRE	ETAT	600 000 000	300 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	200 000 000	200 000 000
Projet de renforcement de la résilience et de l'autonomisation des ménages pauvres et des groupes vulnérables	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DES FEMMES TRANSFORMATRICES DE CEREALES LOCALES	INTERNE	TRE	ETAT	724 494 122	164 494 122	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	420 000 000	420 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS FEMININS	INTERNE	TRE	ETAT	4 992 952 673	4 208 320 554	132 487 760	132 487 760	132 487 760	132 487 760	132 487 760	132 487 760	132 487 760	397 463 280	397 463 280
PROJET GENRE / PROGRAMME POPULATION / FNUAP	INTERNE	TRE	ETAT	584 865 310	382 568 135	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	52 297 175	52 297 175	152 297 175
PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	41 981 248 000	12 794 961 726	10 743 143 137	18 443 143 137	9 820 907 151	0	8 622 235 986	0	0	18 443 143 137	18 443 143 137
PROGRAMME NATIONAL DE CRECHES COMMUNAUTAIRES ET D'AMENAGEMENT DES ESPACES D'EVEIL ET DE STIMULATION PRECOCES	INTERNE	TRE	ETAT	800 000 000	-	-	0	0	500 000 000	200 000 000	0	200 000 000	500 000 000	400 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE NATIONAL D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT POUR ENFANTS	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	-	-	0	0	750 000 000	250 000 000	0	300 000 000	750 000 000	550 000 000
FONDS DE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE (3FPT/ONFP)/CFCE	INTERNE	TRE	ETAT	150 000 000 000	14 109 024 444	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	90 000 000 000	90 000 000 000
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	INTERNE	TRE	ETAT	4 134 445 527	2 280 335 635	699 955 763	625 000 000	625 000 000	529 154 129	529 154 129	0	0	1 154 154 129	1 154 154 129
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)	EXTERNE	EMP	BAD	10 933 300 000	1 400 341 341	4 114 524 875	1 289 967 539	1 289 967 539	4 128 466 245	4 128 466 245	0	0	5 418 433 784	5 418 433 784
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)	INTERNE	TRE	ETAT	1 249 520 000	166 155 219	696 967 571	304 361 900	304 361 900	82 035 310	82 035 310	0	0	386 397 210	386 397 210
PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	INTERNE	TRE	ETAT	16 770 926 852	577 190 372	977 648 065	4 000 000 000	4 000 000 000	9 416 088 415	6 902 625 671	1 800 000 000	4 313 462 745	15 216 088 415	15 216 088 415
PROJECTION DE CONSTRUCTION DE 15 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	EXTERNE	PPP	SG COTE D'IVOIRE	80 771 000 000	-	-	0	0	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DU LYCEE PROFESSIONNEL DE SANDIARA	INTERNE	TRE	ETAT	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITE DES JEUNES A TRAVERS L'APPRENTISSAGE NON FORMEL	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	30 042 000 000	9 012 600 000	4 000 000 000	1 956 981 306	1 956 981 306	0	0	0	0	1 956 981 306	1 956 981 306
PROJET D'ORIENTATION DES JEUNES HORS SYSTEME D'EDUCATION ET DE FORMATION VERS L'APPRENTISSAGE	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	282 965 645	314 508 100	800 000 000	800 000 000	1 253 504 792	1 253 504 792	1 253 504 792	1 253 504 792	3 307 009 583	3 307 009 583
PROJET EQUIPEMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	2 511 946 416	1 210 111 526	2 371 161 362	2 371 161 362	1 953 390 348	1 953 390 348	1 953 390 348	1 953 390 348	6 277 942 058	6 277 942 058
FONDS DE GARANTIE DU FINANCEMENT DES SOCIETES D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE (SIPA)	INTERNE	TRE	ETAT	2 373 748 542	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	0	0	0	0	791 249 514	791 249 514
PROGRAMME DE CONTRASTE A LA MIGRATION ILLEGALE A TRAVERS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI II)	EXTERNE	EMP	ITALIE	8 527 441 000	3 279 785 000	2 711 821 000	987 397 190	987 397 190	990 000 000	990 000 000	558 437 810	558 437 810	2 535 835 000	2 535 835 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026		
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	
PROGRAMME DE CONTRASTE A LA MIGRATION ILLEGALE A TRAVERS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI II)	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	309 908 578	61 750 000	61 750 000	61 750 000	61 750 000	66 591 422	66 591 422	0	0	128 341 422	128 341 422
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)	EXTERNE	EMP	BID	34 300 000 000	976 221 583	5 850 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	8 500 000 000	24 700 000 000	24 700 000 000
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)	INTERNE	TRE	ETAT	5 278 425 730	1 877 849 113	1 155 681 876	655 681 876	655 681 876	789 212 865	789 212 865	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 244 894 741	2 244 894 741
PROJET DE CENTRE DE RESSOURCES ET DE DOCUMENTATION EN MICROFINANCE	INTERNE	TRE	ETAT	1 053 893 830	252 573 682	67 053 429	67 053 429	67 053 429	70 550 000	70 550 000	75 550 000	75 550 000	75 550 000	213 153 429	213 153 429
Projet Equipement des services du Ministère	INTERNE	TRE	ETAT	558 437 810	313 353 914	104 956 500	104 956 500	104 956 500	35 170 896	35 170 896	0	0	0	140 127 396	140 127 396
PROJET DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE LA ZONE DE KEUR MASSAR AU MARIGOT DE MBO	INTERNE	TRE	ETAT	15 909 271 508	12 409 271 508	2 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE KAOLACK ET LOUGA ET EAUX PLUVIALES DE SAINT-LOUIS	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
ASSAINISSEMENT RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	10 191 441 400	3 420 000 000	2 000 000 000	1 771 441 400	1 771 441 400	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 771 441 400	4 771 441 400
ETUDES TECHNIQUES DE RECENSEMENT ET D'AMENAGEMENT DES LACS ET COURS D'EAU	INTERNE	TRE	ETAT	2 650 000 000	474 559 380	323 364 000	400 000 000	400 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS / MATRICE DES ACTIONS PRIORITAIRES (MAP)	INTERNE	TRE	ETAT	17 344 000 000	7 944 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000
MAITRISE DES EAUX DE SURFACE ET DE RUISSELLEMENTS DES PETITS BASSINS VERSANTS	INTERNE	TRE	ETAT	4 822 431 200	2 072 008 250	240 000 000	850 000 000	250 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	1 450 000 000	850 000 000
PLANIFICATION ET GESTION DES RESSOURCES EN EAU	INTERNE	TRE	ETAT	2 402 301 031	485 004 385	689 679 280	408 932 267	408 932 267	315 000 000	315 000 000	259 679 280	259 679 280	259 679 280	983 611 547	983 611 547
PROGRAMME D'ADDUCTION D'EAU POTABLE A KEDOUGOU ET A FOUNDIOUGNE	INTERNE	TRE	ETAT	8 426 000 000	5 226 000 000	800 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	2 400 000 000	2 400 000 000
PROGRAMME DE REALISATION DE 300 FORAGES	INTERNE	TRE	ETAT	10 803 463 519	8 994 448 304	428 216 514	300 000 000	300 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	200 000 000	900 000 000	900 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES POPULATIONS FACE AUX POPULATIONS AU SENEGAL (PRRS)	INTERNE	TRE	ETAT	9 293 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TROIS VILLES : SAINT LOUIS, KAOLACK ET KOLDA	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	42 270 000 000	8 863 220 141	1 100 000 000	10 849 470 307	5 775 147 051	0	0	4 638 895 522	0	435 427 734	10 849 470 307	10 849 470 307
PROGRAMME DECENNAL DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS-PHASE D'URGENCE : VOLET GESTION DES EAUX PLUVIALES	INTERNE	TRE	ETAT	52 887 069 739	43 704 078 767	2 511 252 508	2 500 000 000	2 500 000 000	2 171 738 464	2 171 738 464	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 671 738 464	6 671 738 464
PROGRAMME ETUDES TECHNIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES-ASSAINISSEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	4 873 577 328	1 378 421 699	976 938 000	970 000 000	970 000 000	571 279 629	571 279 629	976 938 000	976 938 000	976 938 000	2 518 217 629	2 518 217 629
PROGRAMME SPECIALE D'AMELIORATION DE LA DESSERTA EN EAU POTABLE DE DAKAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAK)	INTERNE	TRE	ETAT	17 500 000 000	5 600 000 000	3 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	0	8 600 000 000	8 600 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	EXTERNE	DON	Pays-Bas	19 678 710 000	1 165 034 368	5 000 000 000	12 643 255 900	12 643 255 900	870 419 732	870 419 732			13 513 675 632	13 513 675 632
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	EXTERNE	DON	Union Européenne	9 117 802 300	217 802 300	4 900 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000					4 000 000 000	4 000 000 000
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	EXTERNE	DON	AFD	852 744 100	100 000 000	100 000 000	652 744 100	652 744 100					652 744 100	652 744 100
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	EXTERNE	EMP	CHINE	9 445 780 800	-		5 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000		1 000 000 000	5 000 000 000	3 000 000 000
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	EXTERNE	EMP	AFD	51 820 603 000	8 282 399 751	10 712 207 980	15 304 000 000	6 377 625 409		4 738 569 156		4 187 805 435	15 304 000 000	15 304 000 000
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	INTERNE	TRE	ETAT	3 061 573 329	2 276 918 950	784 654 379	0	0		0		0	-	-
PROJET ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TOUBA	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	4 454 042 505	834 724 235	4 711 233 260	1 643 728 130		1 543 777 000		1 523 728 130	4 711 233 260	4 711 233 260
PROJET D'EXTENSION DES RESEAUX ET DE BRANCHEMENT SOCIAUX EN MILIEU RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	15 000 000 000	3 385 000 000	800 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 780 000 000	1 780 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	5 280 000 000	5 280 000 000
PROJET D'ACCES AUX SERVICES SECURISES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ZONES DEFAVORISEES (PASEA-RD)	EXTERNE	EMP	BAD	30 236 417 000	-	5 500 000 000	10 375 319 662	4 038 895 522		6 336 424 140	14 361 097 338	7 180 548 669	24 736 417 000	17 555 868 331
PROJET D'ACCES AUX SERVICES SECURISES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ZONES DEFAVORISEES (PASEA-RD)	INTERNE	TRE	ETAT	4 120 000 000	-	200 000 000	200 000 000	200 000 000	376 223 000	376 223 000	500 000 000	500 000 000	1 076 223 000	1 076 223 000
PROJET D'ACCES DURABLE A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT G2G/USAID	EXTERNE	DON	USAID	9 086 130 493	1 699 702 078	3 317 949 361	4 068 479 054	4 068 479 054					4 068 479 054	4 068 479 054
PROJET D'ACCES DURABLE A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT G2G/USAID	INTERNE	TRE	ETAT	1 695 620 001	573 671 220	671 948 781	450 000 000	450 000 000				0	450 000 000	450 000 000
PROJET D'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	4 533 000 000	1 556 958 522	271 441 400	1 200 000 000	200 000 000		500 000 000		500 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
PROJET D'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS D'ENTRETIEN DES LACS ET COURS D'EAU	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	300 000 000	700 000 000	1 000 000 000	200 000 000		400 000 000		400 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
PROJET D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT AUTOUR DU LAC DE GUIERS	INTERNE	TRE	ETAT	4 533 000 000	1 567 000 000	300 000 000	230 000 000	230 000 000	130 000 000	130 000 000	130 000 000	130 000 000	490 000 000	490 000 000
PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU BAOBALONG	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	250 000 000	-	342 455 980	342 455 980	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	942 455 980	942 455 980
PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU NANIJA BOLONG	EXTERNE	EMP	BID	33 197 984 000	-	5 796 000 000	11 512 429 012	1 445 264 538		8 494 164 474		4 573 000 000	11 512 429 012	14 512 429 012
PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU NANIJA BOLONG	INTERNE	TRE	ETAT	2 873 091 700	-	660 000 000	1 719 948 010	540 000 000		479 948 000		700 000 000	1 719 948 010	1 719 948 000
Projet d'assainissement de la cité religieuse de Médina Gounass	INTERNE	TRE	ETAT	500 000 000	-	-	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	500 000 000	500 000 000
PROJET D'ASSAINISSEMENT AUTONOME DANS LA REGION DE DAKAR (PAAD)	EXTERNE	DON	AFD	3 279 785 000	-	-	3 279 785 000	700 000 000		900 000 000		1 679 785 000	3 279 785 000	3 279 785 000
PROJET D'ASSAINISSEMENT AUTONOME DANS LA REGION DE DAKAR (PAAD)	EXTERNE	EMP	AFD	13 119 140 000	-	-	13 119 140 000	5 608 400 000		4 000 000 000		3 510 740 000	13 119 140 000	13 119 140 000
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CORNICHE OUEST	EXTERNE	EMP	BADEA	6 000 000 000	2 100 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	600 000 000	600 000 000			2 250 000 000	2 250 000 000
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CORNICHE OUEST	INTERNE	TRE	ETAT	1 390 000 000	506 599 221	93 295 000	93 295 000	93 295 000	696 810 779	696 810 779		0	790 105 779	790 105 779
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'ILE DE SAINT-LOUIS	EXTERNE	EMP	BADEA	8 100 000 000	6 282 770 000	429 000 000	1 388 230 000	429 000 000		959 230 000		0	1 388 230 000	1 388 230 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'ILE DE SAINT-LOUIS	INTERNE	TRE	ETAT	1 894 499 000	1 084 223 000	164 223 000	154 000 000	154 000 000	492 053 000	492 053 000	0	646 053 000	646 053 000	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'UNIVERSITE GASTON BERGER (UGB)	INTERNE	TRE	ETAT	1 900 000 000	700 000 000	700 000 000	500 000 000	500 000 000		0	0	500 000 000	500 000 000	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DE TOUBA	INTERNE	TRE	ETAT	23 083 750 000	6 920 084 899	7 500 000 000	8 663 665 101	8 663 665 101		0	0	8 663 665 101	8 663 665 101	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DES 10 VILLES	EXTERNE	EMP	BOAD	76 984 000 000	52 881 415 596	1 100 000 000	13 100 000 000	3 000 000 000		4 199 063 435	0	5 900 936 565	13 100 000 000	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DES 10 VILLES	INTERNE	TRE	ETAT	5 835 000 000	3 978 610 841	1 110 033 992	373 177 492	373 177 492	373 177 675	373 177 675	0	746 355 167	746 355 167	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS	INTERNE	TRE	ETAT	7 646 938 000	2 048 979 301	1 440 000 000	4 157 958 699	1 243 421 699		1 440 000 000		1 474 537 000	4 157 958 699	
PROJET D'ASSAINISSEMENT DES VILLES RELIGIEUSES	INTERNE	TRE	ETAT	5 834 000 000	3 334 000 000	650 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	850 000 000	850 000 000	1 850 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'OFOR / PEAMIR	INTERNE	TRE	ETAT	1 168 647 887	451 732 389	216 915 498	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000			500 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIEME USINE DE TRAITEMENT D'EAU A KEUR MOMAR SARR ET SES RENFORCEMENTS EN AVAL (KMS3)	EXTERNE	EMP	BAD	42 637 000 000	40 461 382 168	1 175 617 832	1 000 000 000	1 000 000 000			0		1 000 000 000	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIEME USINE DE TRAITEMENT D'EAU A KEUR MOMAR SARR ET SES RENFORCEMENTS EN AVAL (KMS3)	EXTERNE	EMP	AFD	70 194 000 000	56 491 440 588	2 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	9 202 559 412	9 202 559 412			11 202 559 412	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIEME USINE DE TRAITEMENT D'EAU A KEUR MOMAR SARR ET SES RENFORCEMENTS EN AVAL (KMS3)	EXTERNE	EMP	Banque européenne d'investissement (BEI)	65 596 000 000	57 247 631 754	2 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	4 848 368 246	4 848 368 246			5 848 368 246	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIEME USINE DE TRAITEMENT D'EAU A KEUR MOMAR SARR ET SES RENFORCEMENTS EN AVAL (KMS3)	EXTERNE	EMP	BID	87 757 000 000	75 914 423 836	3 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	7 842 576 164	7 842 576 164			8 842 576 164	
PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE TROISIEME USINE DE TRAITEMENT D'EAU A KEUR MOMAR SARR ET SES RENFORCEMENTS EN AVAL (KMS3)	INTERNE	TRE	ETAT	14 000 000 000	10 000 000 000	1 044 985 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 955 015 000	1 955 015 000	0		2 955 015 000	
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TYPHA	EXTERNE	EMP	COOPERATION ESPAGNOLE	3 136 925 400	-	164 731 270	164 731 270	164 731 270	200 000 000	200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 364 731 270	
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TYPHA	INTERNE	TRE	ETAT	2 163 901 276	475 531 850	323 638 156	1 364 731 270	400 000 000		564 731 270		400 000 000	1 364 731 270	
PROJET DE DRAINAGE ET D'AMENAGEMENT DES EXUTOIRES DES EAUX PLUVIALES DANS LES COMMUNES DE BAMBILOR ET SANGALKAM	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	-	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	871 441 400	871 441 400	628 558 600	628 558 600	2 500 000 000	
PROJET DE GESTION INTEGRE DES INONDATIONS (PGIS)	EXTERNE	DON	AFD	9 839 355 000	805 132 910	5 485 798 600	3 548 423 490	3 548 423 490		0		0	3 548 423 490	
PROJET DE GESTION INTEGRE DES INONDATIONS (PGIS)	INTERNE	TRE	ETAT	995 115 614	163 065 398	329 889 400	502 160 816	502 160 816					502 160 816	
PROJET DE MISE EN CONFORMITE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DE LA ZONE NORD ET SUD	INTERNE	TRE	ETAT	7 827 279 400	38 612 550	340 568 400	1 100 000 000	1 100 000 000		300 000 000		300 000 000	1 100 000 000	
PROJET DE PROTECTION DE LA LANGUE DE BARBARIE	INTERNE	TRE	ETAT	7 243 000 000	6 598 868 933	644 131 067	0	0		0		0	-	

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE REALISATION D'INFRASTRUCTURES D'ADDOUCTION D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL	INTERNE	TRE	ETAT	10 834 367 870	4 834 367 870	2 000 000 000	4 000 000 000	2 000 000 000		1 000 000 000		1 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
PROJET DE REALISATION D'UNE UNITE DESSALEMENT EAU DE MER	EXTERNE	EMP	JAPON	137 000 000 000	21 799 352 243	4 699 930 338	10 549 930 338	6 699 930 338		3 850 000 000	23 954 832 629	23 954 832 629	34 504 762 967	34 504 762 967
PROJET DE REALISATION D'UNE UNITE DESSALEMENT EAU DE MER	INTERNE	TRE	ETAT	9 000 000 000	5 766 256 870	3 233 743 130	0	0		0		0	-	-
PROJET DE REHABILITATION DES STATIONS D'EPURATION	INTERNE	TRE	ETAT	3 033 330 838	885 330 838	700 000 000	565 000 000	565 000 000	433 000 000	433 000 000	450 000 000	450 000 000	1 448 000 000	1 448 000 000
PROJET DE REHABILITATION DU COLLECTEUR HANN-FANN, DE RENOUVELLEMENT DE 100 KM DE RESEAU D'ASSAINISSEMENT ET D'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES POUR L'EXPLOITATION	EXTERNE	EMP	Société Générale de France	82 860 000 000	49 307 610 462	1 100 000 000	16 000 000 000	1 100 000 000		6 339 932 179		8 560 067 821	16 000 000 000	16 000 000 000
PROJET DE REHABILITATION DU COLLECTEUR HANN-FANN, DE RENOUVELLEMENT DE 100 KM DE RESEAU D'ASSAINISSEMENT ET D'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES POUR L'EXPLOITATION	INTERNE	TRE	ETAT	3 494 852 000	436 856 500	873 713 000	873 713 000	873 713 000	873 713 000	873 713 000	436 856 500	436 856 500	2 184 282 500	2 184 282 500
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES ECOSYSTEMES DANS LE FERLO / PREFERLO	EXTERNE	DON	CHINE	300 000 000	-	-	300 000 000	300 000 000		0		0	300 000 000	300 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES ECOSYSTEMES DANS LE FERLO / PREFERLO	EXTERNE	EMP	CHINE	290 000 000 000	-	6 361 319 451	13 722 638 902	1 061 319 451		5 135 844 168		7 525 475 283	13 722 638 902	13 722 638 902
PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES ECOSYSTEMES DANS LE FERLO / PREFERLO	INTERNE	TRE	ETAT	3 675 000 000	683 472 400	890 000 000	1 400 000 000	700 000 000		700 000 000	701 527 600	701 527 600	2 101 527 600	2 101 527 600
PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE FABOLI	INTERNE	TRE	ETAT	1 107 819 754	30 591 500	323 537 445	615 000 000	215 000 000		200 000 000		200 000 000	615 000 000	615 000 000
PROJET DE RESTAURATION DES FONCTIONS ECOLOGIQUES ET ECONOMIQUES DES 3 MARIGOTS (KHANT, DJIMB ET DIASSEO) DANS LE DELTA DU FLEUVE SENEGAL	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	300 000 000	1 400 000 000	400 000 000		500 000 000		500 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000
PROJET DE RESTRUCTURATION DU SYSTEME DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DU BASSIN VERSANT DE LA ZONE DE CAPTAGE	INTERNE	TRE	ETAT	16 306 655 000	-	-	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000
PROJET DE TRANSFERT D'EAU A FOUNDIOUNG A PARTIR DU CHAMP CAPTANT DE NDIAYENE MOUSSA/SINE-GAMBIE ET D'ALIMENTATION DE 14 CHATEAUX D'EAU	INTERNE	TRE	ETAT	6 800 000 000	-	520 954 398	1 200 000 000	700 000 000		500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000
PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	70 515 000 000	36 223 061 820	5 628 737 156	2 000 000 000	2 000 000 000	11 510 000 000	11 510 000 000	11 510 000 000	11 510 000 000	25 020 000 000	25 020 000 000
PROJET OPERATIONS HIVERNALES	INTERNE	TRE	ETAT	21 446 344 779	16 595 344 779	1 617 000 000	1 617 000 000	1 617 000 000	1 617 000 000	1 617 000 000			3 234 000 000	3 234 000 000
PROJET SECTORIEL EAU ET ASSAINISSEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	8 960 372 620	4 550 423 295	2 809 949 325	1 600 000 000	1 600 000 000		0		0	1 600 000 000	1 600 000 000
REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	INTERNE	TRE	ETAT	9 129 004 852	6 182 607 264	637 380 000	1 845 404 218	693 591 994		551 812 224		600 000 000	1 845 404 218	1 845 404 218
RENOUVELLEMENT DES ANCIENS FORAGES	INTERNE	TRE	ETAT	10 400 000 000	5 934 222 705	538 206 449	1 050 000 000	550 000 000		370 000 000		130 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
RESTAURATION DES FONCTIONS ECOLOGIQUES ET ECONOMIQUES DU LAC DE GUIERS	INTERNE	TRE	ETAT	4 234 000 000	3 234 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000		0		0	500 000 000	500 000 000
TRAVAUX D'EXTENSION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	15 000 000 000	2 425 000 000	400 000 000	503 725 200	503 725 200	643 347 293	643 347 293	750 000 000	750 000 000	1 897 072 493	1 897 072 493
APPUI AUX PROJETS DE L'AGENCE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	562 500 000	214 938 800	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	INTERNE	TRE	ETAT	18 000 000 000	4 762 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 738 000 000	3 738 000 000	10 238 000 000	10 238 000 000
PROGRAMME D'ENCADREMENT ET DE TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL	INTERNE	TRE	ETAT	5 000 000 000	904 000 000	324 766 430	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
PROJET D'APPUI AU MOBILIER NATIONAL	INTERNE	TRE	ETAT	1 550 000 000	-	-	500 000 000	150 000 000	550 000 000		0	500 000 000	1 400 000 000	1 550 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES CENTRES DE RESSOURCES	INTERNE	TRE	ETAT	1 500 000 000	-	-	500 000 000	200 000 000	0	300 000 000	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Projet de formalisation du secteur informel	INTERNE	TRE	ETAT	1 375 000 000	175 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	900 000 000	900 000 000
PROJET DE REHABILITATION DES VILLAGES ARTISANAUX	INTERNE	TRE	ETAT	5 110 898 454	3 550 000 000	549 898 454	600 000 000	600 000 000	411 000 000	411 000 000		0	1 011 000 000	1 011 000 000
Projet d'équipement des services centraux et déconcentrés du ministère de l'artisanat	INTERNE	TRE	ETAT	3 000 000 000	325 000 000	215 000 000	265 000 000	265 000 000	265 000 000	265 000 000	265 000 000	265 000 000	795 000 000	795 000 000
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE UNIVERSITAIRE DELOCALISE DE L'UNIVERSITE ASSANE SECK DE ZIGUINCHOR (UASZ) A KOLDA	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000
CONSTRUCTION LOCAUX PEDAGOGIQUES UNIVERSITE ASSANE SECK DE ZIGUINCHOR (UASZ)	INTERNE	TRE	ETAT	2 540 483 223	2 147 424 635	100 000 000	50 000 000	50 000 000	143 058 588	143 058 588	100 000 000	100 000 000	293 058 588	293 058 588
CONSTRUCTION UNIVERSITE DU SINE SALOUM EL HADJI IBRAHIMA NIASS	EXTERNE	EMP	EXIM BANK CHINE	86 910 000 000	45 410 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 632 500 000	15 632 500 000	15 867 500 000	15 867 500 000	36 500 000 000	36 500 000 000
CONSTRUCTION UNIVERSITE DU SINE SALOUM EL HADJI IBRAHIMA NIASS	INTERNE	TRE	ETAT	29 518 185 388	8 800 000 000	3 444 734 414	14 183 982 146	5 044 734 414	1 544 734 414	10 638 982 146	1 544 734 414	1 589 734 414	17 273 450 974	17 273 450 974
CONSTRUCTION UNIVERSITE AMADOU MAHTAR MBOW (UAM)	INTERNE	TRE	ETAT	95 635 832 640	86 135 832 640	3 000 000 000	500 000 000	500 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000
CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	INTERNE	TRE	ETAT	5 511 414 702	2 904 649 525	781 315 867	875 149 770	875 149 770	475 149 770	475 149 770	475 149 770	475 149 770	1 825 449 310	1 825 449 310
CREATION DE L'UNIVERSITE VIRTUELLE DU SENEGAL ET (UVS) ET MISE EN OEUVRE DES ESPACES NUMERIQUES OUVERTS (ENO)	INTERNE	TRE	ETAT	12 385 232 565	7 931 000 000	1 554 232 565	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000
ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES POUR LE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	INTERNE	TRE	ETAT	2 814 000 000	1 434 000 000	360 000 000	300 000 000	300 000 000	360 000 000	360 000 000	360 000 000	360 000 000	1 020 000 000	1 020 000 000
PROGRAMME DE CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000		550 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
PROJET D'ACQUISITION D'UN SUPERCALCULATEUR	INTERNE	TRE	ETAT	10 309 000 000	10 009 000 000	250 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	50 000 000	50 000 000
PROJET D'APPUI AU PROGRAMME SENEGALAIS POUR L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES (PSE J)	INTERNE	TRE	ETAT	11 625 000 000	5 625 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET DE CONSTRUCTION D'AMPHITHEATRES PREFABRIQUES (UADB - UIDT ET USSEIN)	INTERNE	TRE	ETAT	4 940 644 791	940 644 791	1 250 000 000	250 000 000	250 000 000	900 000 000	900 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	2 750 000 000	2 750 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CITE DU SAVOIR	INTERNE	TRE	ETAT	11 000 000 000	7 318 000 000	943 803 668	1 830 000 000	1 830 000 000	400 000 000	400 000 000	508 196 332	508 196 332	2 738 196 332	2 738 196 332
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE PREPARATOIRE D'EXCELLENCE	INTERNE	TRE	ETAT	12 800 000 000	373 000 000	536 000 000	200 000 000	200 000 000	536 000 000	536 000 000	536 000 000	536 000 000	1 272 000 000	1 272 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ISEP DE MATAM	INTERNE	TRE	ETAT	16 310 000 000	-	-	0	0	8 000 000 000	8 000 000 000	8 310 000 000	8 310 000 000	16 310 000 000	16 310 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ISEP DE MBACKE	EXTERNE	DON	KFW	7 000 000 000	-	-	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ISEP DE MBACKE	INTERNE	TRE	ETAT	700 000 000	-	-	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	200 000 000	200 000 000	700 000 000	700 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITE DE MATAM	INTERNE	TRE	ETAT	100 000 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	10 400 000 000	10 400 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITE DU SENEGAL ORIENTAL	INTERNE	TRE	ETAT	100 000 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	30 400 000 000	30 400 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES	INTERNE	TRE	ETAT	28 200 000 000	17 200 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES / UNIVERSITES DE THIES - SINE SALOUM - BAMBAY ET ZIGUINCHOR	EXTERNE	DON	BMCE / BOAD / BID	58 132 000 000	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	26 132 000 000	26 132 000 000	58 132 000 000	58 132 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES / UNIVERSITES DE THIES - SINE SALOUM - BAMBAY ET ZIGUINCHOR	EXTERNE	EMP	BMCE / BOAD / BID	58 132 000 000	-	5 600 000 000	1 590 000 000	1 590 000 000	5 755 000 000	5 755 000 000	7 690 000 000	7 690 000 000	15 035 000 000	15 035 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES A L'UNIVERSITE AMADOU MAHTAR MBOW ET A L'UCAD	INTERNE	TRE	ETAT	49 330 000 000	-	2 325 832 561	829 677 689	829 677 689	829 677 689	829 677 689	829 677 689	829 677 689	2 489 033 067	2 489 033 067
PROJET DE CONSTRUCTION DES INSTITUTS SUPERIEURS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (ISEP) DE BIGNONA ET DE RICHARD-TOLL	EXTERNE	EMP	AFD	13 000 000 000	-	3 113 000 000	2 082 500 000	2 082 500 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 082 500 000	6 082 500 000
PROJET DE CONSTRUCTION DES INSTITUTS SUPERIEURS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (ISEP) DE BIGNONA ET DE RICHARD-TOLL	INTERNE	TRE	ETAT	2 000 000 000	-	433 811 324	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	400 000 000	400 000 000
PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LABORATOIRES SCIENTIFIQUES	INTERNE	TRE	ETAT	52 000 000 000	5 832 000 000	3 814 338 406	20 000 000 000	20 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	5 353 661 594	5 353 661 594	42 353 661 594	42 353 661 594
PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR)	INTERNE	TRE	ETAT	17 816 000 000	13 880 000 000	3 157 130 149	500 000 000	500 000 000	278 869 851	278 869 851	0	0	778 869 851	778 869 851
PROJET DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DU PALMIER A HUILE	INTERNE	TRE	ETAT	2 116 000 000	1 216 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	550 000 000	550 000 000
PROJET DE REHABILITATION DE L'ECOLE SUPERIEURE D'ECONOMIE APPLIQUEE (ESEA) - Ex ENEA	INTERNE	TRE	ETAT	1 200 000 000	-	-	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
PROJET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ENDOMMAGEES DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE	INTERNE	TRE	ETAT	10 000 000 000	-	-	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	0	0	10 000 000 000	10 000 000 000
PROJET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN ACHEVEMENT	INTERNE	TRE	ETAT	24 765 435 876	5 775 000 000	449 666 480	17 940 769 396	2 300 000 000	300 000 000	5 000 000 000	300 000 000	5 000 000 000	18 540 769 396	12 300 000 000
PROJET D'ETABLISSEMENT DES CENTRES D'EXCELLENCE AFRICAINE	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	10 505 569 197	4 605 569 197	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	3 700 000 000	3 700 000 000

LIBELLE PROJET	Type de ressources	TYPE DE FINANCEMENT	BAILLEUR	COUT DU PROJET	Décaissements depuis le début du projet jusqu'au 31 décembre 2022	Prévisions ajustées 2023	Prévision 2024		Prévision 2025		Prévision 2026		Total Programmation 2024-2026	
							MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP	MONTANT AE	MONTANT CP
PROJET D'INTERCONNEXION ET DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFO ET DE GESTION DE L'ESRR SIGESR	INTERNE	TRE	ETAT	2 850 000 000	1 283 000 000	160 000 000	160 000 000	160 000 000	360 000 000	360 000 000	887 000 000	887 000 000	1 407 000 000	1 407 000 000
PROJET ESPOIR - CONSTRUCTION DES INSTITUTS SUPERIEURS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (ISEP)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	100 000 000 000	-	-	20 000 000 000	1 500 000 000	60 000 000 000	30 000 000 000	33 300 721 531	53 300 721 531	113 300 721 531	84 800 721 531
PROJET ESPOIR - CONSTRUCTION DES INSTITUTS SUPERIEURS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (ISEP)	INTERNE	TRE	ETAT	17 000 000 000	-	-	500 000 000	500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000
PROJET SPATIAL	INTERNE	TRE	ETAT	18 000 000 000	-	-	1 100 000 000	1 100 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000	18 000 000 000	18 000 000 000
PROJET UN ETUDIANT UN ORDINATEUR	INTERNE	TRE	ETAT	60 871 000 000	24 871 000 000	12 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000
PROGRAMME D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX	EXTERNE	DON	BANQUE MONDIALE	49 139 664 739	42 019 664 739	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	0	0	0	0	3 560 000 000	3 560 000 000
PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	EXTERNE	EMP	BAD	89 011 050 000	15 889 554 988	11 679 292 657	48 566 673 024	9 000 000 000	12 875 529 331	39 566 673 024		12 875 529 331	61 442 202 355	61 442 202 355
PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	EXTERNE	EMP	BADEA	15 000 000 000	2 987 320 791		0		3 000 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
PROGRAMME DE PROMOTION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	INTERNE	TRE	ETAT	73 777 795 381	39 792 081 095	13 485 714 286	10 500 000 000	10 500 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	20 500 000 000	20 500 000 000
PROGRAMME D'URGENCE POUR LA MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)	INTERNE	TRE	ETAT	609 000 000 000	40 613 773 500	12 222 000 000	8 022 000 000	8 022 000 000	8 022 000 000	8 022 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	26 044 000 000	26 044 000 000
PROGRAMME ELECTRIFICATION 2000 VILLAGES	INTERNE	TRE	ETAT	168 762 121 244	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	60 000 000 000	60 000 000 000
PROGRAMME NATIONAL DE BOURSES DE SECURITE FAMILIALE	INTERNE	TRE	ETAT	304 025 000 000	166 735 390 826	49 000 000 000	52 930 875 200	52 930 875 200	35 358 733 974	35 358 733 974	0	0	88 289 609 174	88 289 609 174
PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)	EXTERNE	EMP	BAD	90 787 299 443	6 458 797 550	5 500 000 000	47 024 959 623	4 309 179 933		5 532 022 517	0	8 600 000 000	47 024 959 623	18 441 202 450
PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)	EXTERNE	EMP	FONDS SAOUDIEN	24 136 152 281	-	6 650 717 027	15 426 874 668	2 713 437 000	2 058 560 586	7 530 000 000	0	7 241 998 254	17 485 435 254	17 485 435 254
PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)	EXTERNE	EMP	BID	36 456 000 000	15 661 166 199	4 418 166 199	16 376 667 602	3 213 000 000		5 681 833 801	0	7 481 833 801	16 376 667 602	16 376 667 602
FONDS DE SOLIDARITE	INTERNE	TRE	ETAT	3 050 000 000		750 000 000	100 000 000	100 000 000		750 000 000	0	750 000 000	100 000 000	1 600 000 000
PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)	INTERNE	TRE	ETAT	148 257 478 498	121 379 678 498	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000
PROJET D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE (PAPSA)	EXTERNE	EMP	BANQUE MONDIALE	59 000 000 000	-	-	5 000 000 000	4 000 000 000	54 000 000 000	17 000 000 000	0	18 500 000 000	59 000 000 000	39 500 000 000
PROJET DE RENFORCEMENT ET EQUIPEMENT DES SERVICES (MDCEST)	INTERNE	TRE	ETAT	900 000 000	103 083 634	59 845 047	24 500 000	24 500 000	274 500 000	274 500 000	438 071 319	438 071 319	737 071 319	737 071 319
				25 909 778 420 984	7 321 164 542 195	1 897 083 076 084	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR MINISTERE

Code Section	Ministère	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
21	Présidence de la République	13 297 643 646	13 297 643 646	7 659 535 066	7 659 535 066	7 934 059 954	7 934 059 954	28 891 238 666	28 891 238 666	0,31%
22	Assemblée Nationale	1 000 000 000	1 000 000 000	-	-	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	0,01%
27	Cour Suprême	2 238 121 379	400 000 000	-	500 000 000	-	1 125 414 253	2 238 121 379	2 025 414 253	0,02%
28	Cour des Comptes	500 000 000	500 000 000	690 513 104	690 513 104	-	-	1 190 513 104	1 190 513 104	0,01%
30	Primature	8 650 000 000	8 650 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	7 585 000 000	7 585 000 000	24 785 000 000	24 785 000 000	0,26%
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais d	6 729 233 352	6 729 233 352	4 640 310 867	4 640 310 867	4 986 832 893	4 986 832 893	16 356 377 112	16 356 377 112	0,17%
32	Ministère des Forces Armées	37 695 052 050	36 366 232 152	80 508 322 118	78 837 142 016	149 807 392 072	152 807 392 072	268 010 766 239	268 010 766 239	2,84%
33	Ministère de l'Intérieur	71 727 362 132	31 500 896 932	24 300 828 549	38 415 850 216	41 419 373 137	60 307 779 937	137 447 563 818	130 224 527 085	1,38%
34	Ministère de la Justice	31 608 825 531	30 348 825 531	27 890 518 793	29 150 518 793	25 510 760 000	25 510 760 000	85 010 104 324	85 010 104 324	0,90%
35	Ministère de la Fonction Publique et de la Transformat	2 645 139 600	2 645 139 600	3 581 806 267	3 581 806 267	5 453 326 255	5 453 326 255	11 680 272 122	11 680 272 122	0,12%
37	Ministère du travail du dialogue social et des relations	1 200 000 000	1 200 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	3 369 175 774	3 369 175 774	7 519 175 774	7 519 175 774	0,08%
40	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	132 824 984 207	56 815 521 312	135 819 246 892	94 492 681 642	227 062 875 760	131 412 310 510	495 707 106 859	282 720 513 464	3,00%
41	Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres	521 403 556 070	242 855 907 727	1 019 509 095 177	846 746 082 019	1 182 946 231 061	1 515 388 418 815	2 723 858 882 308	2 604 990 408 561	27,61%
42	Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement Rural et de	221 098 480 535	194 446 057 570	382 808 747 983	394 178 180 880	468 600 643 130	481 201 510 019	1 072 507 871 648	1 069 825 748 469	11,34%
43	Ministère des Finances et du Budget	170 751 163 148	140 076 308 808	90 376 553 791	101 954 605 810	57 046 325 732	61 338 080 179	318 174 042 671	303 368 994 797	3,22%
44	Ministère du Pétrole et des Energies	279 633 774 020	94 404 926 658	265 003 863 151	279 132 141 161	282 750 313 317	412 627 672 500	827 387 950 487	786 164 740 319	8,33%
45	Ministère du Commerce, de la Consommation et des F	14 825 841 542	13 274 591 542	22 804 167 151	22 560 452 318	21 082 266 911	22 877 231 744	58 712 275 604	58 712 275 604	0,62%
46	Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène	39 779 722 868	25 637 642 994	53 041 477 466	42 774 531 138	62 542 122 972	71 741 934 611	155 363 323 106	140 154 108 743	1,49%
47	Ministère du Développement Industriel et des Petites e	46 296 970 821	12 298 386 321	65 035 789 720	56 265 833 234	82 813 877 576	97 774 236 062	194 146 638 117	166 338 455 617	1,76%
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	4 669 908 438	4 669 908 438	8 031 123 000	8 031 123 000	8 939 950 003	8 939 950 003	21 640 981 441	21 640 981 441	0,23%
56	Ministère de l'Environnement du Développement Dura	16 585 821 670	16 585 821 670	37 389 577 112	37 389 577 112	62 847 096 312	62 847 096 312	116 822 495 094	116 822 495 094	1,24%
58	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protectio	38 529 833 451	23 764 966 306	6 142 312 760	20 107 179 905	16 939 035 685	17 439 035 685	61 611 181 896	61 311 181 896	0,65%
59	Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Appren	42 347 472 107	42 347 472 107	53 362 639 239	50 849 176 494	41 006 895 140	43 520 357 884	136 717 006 485	136 717 006 485	1,45%
60	Charges non Réparties	165 451 117 355	165 451 117 355	104 084 862 431	104 084 862 431	92 249 274 680	92 249 274 680	361 785 254 466	361 785 254 466	3,83%
61	Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	46 985 287 222	42 740 287 222	45 284 806 416	46 863 139 750	56 374 375 693	56 374 375 693	148 644 469 332	145 977 802 665	1,55%
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	36 021 105 697	31 021 105 698	73 426 647 700	73 426 647 700	102 549 990 585	107 549 990 585	211 997 743 982	211 997 743 982	2,25%
63	Ministère de la Communication, des Télécommunicatio	10 725 077 705	10 725 077 705	38 622 068 179	21 243 412 842	29 537 000 000	24 301 862 480	78 884 145 884	56 270 353 027	0,60%
64	Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et	10 368 088 509	10 368 088 509	10 451 525 183	10 451 525 183	9 933 987 810	9 933 987 810	30 753 601 502	30 753 601 502	0,33%
65	Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménager	93 074 724 880	93 074 724 880	78 702 413 850	78 702 413 850	69 670 797 450	69 670 797 450	241 447 935 980	241 447 935 980	2,56%
73	Ministère des Transport aériens et du Développement	200 000 000	200 000 000	12 300 000 000	12 300 000 000	17 199 000 000	17 199 000 000	29 699 000 000	29 699 000 000	0,31%
73	Ministère des Transports Aériens et du Développement	7 779 241 954	7 779 241 954	9 327 980 000	9 327 980 000	13 506 546 083	13 506 546 083	30 613 768 037	30 613 768 037	0,32%
73	Ministère des Transports Aériens et du Développement	-	-	1 200 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	0,03%
83	Ministère des Mines et de la Géologie	1 992 000 000	1 992 000 000	6 993 818 000	6 993 818 000	9 655 046 052	9 655 046 052	18 640 864 052	18 640 864 052	0,20%
50	Ministère de l'Education Nationale	78 643 211 611	43 007 279 031	82 605 255 061	98 164 442 153	48 071 363 767	87 148 109 255	209 319 830 439	228 319 830 439	2,42%
52	Ministère des Sports	30 489 231 951	25 964 231 951	23 866 834 916	23 983 606 063	6 133 351 019	10 541 579 872	60 489 417 886	60 489 417 886	0,64%
53	Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	9 515 500 000	9 019 500 000	12 718 829 485	12 919 606 227	11 285 018 570	11 580 241 828	33 519 348 055	33 519 348 055	0,36%
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	116 761 051 480	108 608 069 110	169 409 914 514	159 395 571 656	135 397 913 718	146 812 056 576	421 568 879 712	414 815 897 342	4,40%
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'E	16 737 785 911	16 737 785 911	46 043 320 342	21 174 126 145	11 374 110 357	27 926 139 903	74 155 216 610	65 838 051 959	0,70%
68	Ministère de l'Eau et de l'assainissement	224 111 418 748	120 367 524 202	62 423 722 794	122 066 114 361	68 609 489 947	106 830 444 247	355 144 631 490	348 964 082 811	3,70%
71	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Sec	5 665 000 000	5 015 000 000	5 526 000 000	5 276 000 000	5 803 000 000	6 703 000 000	16 994 000 000	16 994 000 000	0,18%
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherch	117 292 079 001	74 012 061 873	189 514 990 312	173 309 238 044	162 594 641 330	187 339 641 330	469 401 710 643	434 660 941 247	4,61%
84	Ministère du Développement Communautaire, de la S	232 532 550 117	123 372 992 133	145 589 323 891	152 715 763 316	44 438 071 319	99 887 432 705	422 559 945 327	375 976 188 154	3,98%
	Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR AXE DU PSE

AXES PSE	LIBELLE AXE	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
AXE 1	la transformation structurelle de l'économique et de la croissance	1 367 825 672 940	751 166 456 876	2 126 283 114 667	1 912 699 801 733	2 524 869 074 967	2 926 262 561 453	6 018 977 862 575	5 590 128 820 061	59,25%
AXE 2	le capital humain, protection sociale et développement durable	962 822 623 325	633 943 291 898	890 248 233 581	922 671 620 415	703 573 494 546	900 945 002 508	2 556 644 351 452	2 457 559 914 820	26,05%
AXE 3	la gouvernance, institutions, paix et sécurité	579 735 082 043	504 161 821 226	401 657 393 029	427 684 286 613	428 083 962 551	455 389 538 051	1 409 476 437 623	1 387 235 645 890	14,70%
Total général		2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR BLOC ODD

BLOC ODD	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
BLOC 1 (Economie)	1 411 984 753 367	731 582 865 178	1 863 368 895 066	1 625 255 496 968	1 955 935 144 447	2 414 893 182 971	5 231 288 792 881	4 771 731 545 117	50,58%
BLOC 2 (Social)	649 363 375 972	501 867 690 890	998 864 949 702	1 006 687 976 460	1 077 252 974 159	1 169 939 164 143	2 725 481 299 833	2 678 494 831 493	28,39%
BLOC 3 (Environnement)	297 555 317 479	179 669 343 259	175 402 968 033	224 778 413 272	216 755 901 935	263 876 667 874	689 714 187 447	668 324 424 405	7,08%
BLOC 4 (Gouvernance)	551 479 931 490	476 151 670 673	380 551 928 476	406 333 822 060	406 582 511 523	433 888 087 024	1 338 614 371 489	1 316 373 579 756	13,95%
Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	#####

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR ODD

ODD	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
1-L'éradication de la pauvreté	27 575 366 676	26 024 116 676	33 604 626 334	33 360 911 501	31 429 178 101	33 224 142 934	92 609 171 111	92 609 171 111	0,98%
2 - Faim « Zéro »	287 274 583 824	241 612 697 965	536 517 626 825	541 036 494 472	692 501 836 095	709 452 137 733	1 516 294 046 744	1 492 101 330 171	15,81%
3-La santé et le bien-être des populations et des travailleurs	127 898 817 855	119 745 835 485	181 709 914 514	171 695 771 656	151 897 913 718	163 312 056 576	461 506 646 087	454 753 663 717	4,82%
4-L'accès à une éducation de qualité	195 210 140 842	116 294 191 134	274 045 095 603	273 398 530 427	215 464 188 660	279 285 934 148	684 719 425 105	668 978 655 709	7,09%
5-L'égalité entre les sexes	38 979 833 451	24 214 966 306	6 592 312 760	20 557 179 905	17 389 035 685	17 889 035 685	62 961 181 896	62 661 181 896	0,66%
6-L'accès à l'eau salubre et l'assainissement	226 555 682 166	122 811 787 620	79 035 932 540	126 510 377 779	68 609 489 947	113 614 417 411	374 201 104 654	362 936 582 811	3,85%
7 - Énergie propre et d'un coût abordable	279 633 774 020	94 404 926 658	265 003 863 151	279 132 141 161	282 750 313 317	412 627 672 500	827 387 950 487	786 164 740 319	8,33%
8-Le travail décent et la croissance économique	151 211 297 342	112 967 712 842	204 709 571 548	195 004 485 651	234 584 598 940	252 058 420 171	590 505 467 830	560 030 618 664	5,94%
9-La promotion de l'innovation et des infrastructures durables	44 885 407 665	44 389 407 665	61 603 177 958	44 425 299 363	47 892 540 334	42 952 626 072	154 381 125 957	131 767 333 100	1,40%
10 - Inégalités réduites	903 013 907 664	448 781 701 337	1 292 921 656 075	1 068 056 659 292	1 353 475 513 756	1 667 327 321 295	3 549 411 077 495	3 184 165 681 924	33,75%
11-La création de villes et de communautés durables	45 470 459 250	31 328 379 576	41 397 537 720	43 298 537 720	63 657 122 972	65 772 961 447	150 525 119 942	140 399 878 743	1,49%
12-Consommation et production responsables	5 665 000 000	5 015 000 000	5 526 000 000	5 276 000 000	5 803 000 000	6 703 000 000	16 994 000 000	16 994 000 000	0,18%
13-Lutte contre les changements climatiques	11 940 958 293	11 940 958 293	27 425 693 555	27 425 693 555	31 499 566 023	31 499 566 023	70 866 217 871	70 866 217 871	0,75%
14 - Vie aquatique	3 002 872 430	3 002 872 430	4 249 101 795	4 249 101 795	3 617 298 070	3 617 298 070	10 869 272 295	10 869 272 295	0,12%
15-Vie terrestre	10 585 345 340	10 585 345 340	23 294 702 424	23 294 702 424	49 372 424 922	49 372 424 922	83 252 472 686	83 252 472 686	0,88%
16-La paix, la justice et des institutions efficaces	550 650 348 290	475 322 087 473	379 708 366 116	405 490 259 700	405 722 077 916	433 027 653 416	1 336 080 792 322	1 313 840 000 589	13,93%
17-Le renforcement des partenariats pour les objectifs mondiaux	829 583 200	829 583 200	843 562 360	843 562 360	860 433 607	860 433 607	2 533 579 167	2 533 579 167	0,03%
Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR SECTEURS ET SOUS SECTEURS

SECTEUR / SOUS - SECTEUR	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	% par rapport au montant global CP	% par rapport au secteur CP
11-Agriculture	221 198 480 535	194 546 057 570	382 808 747 983	394 178 180 880	468 600 643 130	481 201 510 019	1 072 607 871 648	1 069 925 748 469	11,34%	56,64%
12-Elevage	36 021 105 697	31 021 105 698	73 426 647 700	73 426 647 700	102 549 990 585	107 549 990 584	211 997 743 982	211 997 743 982	2,25%	11,22%
13-Eaux et Forêts	18 115 284 210	17 150 552 940	37 589 577 112	38 154 308 382	63 847 096 312	64 247 096 312	119 551 957 634	119 551 957 634	1,27%	6,33%
14-Pêche	26 422 533 925	17 813 954 082	71 730 599 893	71 730 599 893	108 863 560 510	119 063 560 510	207 016 694 328	208 608 114 485	2,21%	11,04%
15-Hydraulique rurale et agricole	52 112 637 431	18 636 700 366	15 485 000 000	35 108 733 642	16 401 206 880	33 253 410 293	83 998 844 311	86 998 844 301	0,92%	4,61%
18-Etudes, appui institutionnel, rec	100 000 000	100 000 000	233 333 333	233 333 333	383 333 333	100 000 000	716 666 667	433 333 333	0,00%	0,02%
19-Appui institutionnel, renforcem	83 795 422 597	83 795 422 597	59 526 889 075	59 526 889 075	48 028 604 747	48 028 604 747	191 350 916 419	191 350 916 419	2,03%	10,13%
PRIMAIRE	437 765 464 395	363 063 793 253	640 800 795 096	672 358 692 904	808 674 435 497	853 444 172 465	1 887 240 694 988	1 888 866 658 623	20,02%	100,00%
21-Mines	1 992 000 000	1 992 000 000	6 993 818 000	6 993 818 000	9 655 046 052	9 655 046 052	18 640 864 052	18 640 864 052	0,20%	1,89%
22-Industrie	46 196 970 821	12 198 386 321	65 035 789 720	56 265 833 234	82 813 877 576	97 774 236 062	194 046 638 117	166 238 455 617	1,76%	16,83%
23-Artisanat	5 665 000 000	5 015 000 000	5 526 000 000	5 276 000 000	5 803 000 000	6 703 000 000	16 994 000 000	16 994 000 000	0,18%	1,72%
24-Energie	279 633 774 020	94 404 926 658	265 003 863 151	279 132 141 161	282 750 313 317	412 627 672 500	827 387 950 487	786 164 740 319	8,33%	79,57%
SECONDAIRE	333 487 744 841	113 610 312 979	342 559 470 871	347 667 792 395	381 022 236 945	526 759 954 614	1 057 069 452 657	988 038 059 988	10,47%	100,00%
31-Commerce	14 825 841 542	13 274 591 542	22 804 167 151	22 560 452 318	21 082 266 911	22 877 231 744	58 712 275 604	58 712 275 604	0,62%	2,04%
32-Tourisme	4 669 908 438	4 669 908 438	8 031 123 000	8 031 123 000	8 939 950 003	8 939 950 003	21 640 981 441	21 640 981 441	0,23%	0,75%
33-Transports routiers	479 103 427 074	210 555 778 731	914 009 095 177	741 246 082 019	1 066 051 422 240	1 398 493 609 994	2 459 163 944 491	2 350 295 470 744	24,91%	81,56%
34-Transports Ferroviaire	42 300 128 996	32 300 128 996	105 500 000 000	105 500 000 000	116 894 808 821	116 894 808 821	264 694 937 817	254 694 937 817	2,70%	8,84%
35-Transports maritimes	106 402 450 282	39 001 567 230	64 088 646 999	22 762 081 749	118 199 315 250	12 348 750 000	288 690 412 531	74 112 398 979	0,79%	2,57%
36-Transports aériens	8 479 241 954	8 479 241 954	22 827 980 000	22 827 980 000	32 205 546 083	32 205 546 083	63 512 768 037	63 512 768 037	0,67%	2,20%
37-Poste, télécommunications et ir	11 225 077 705	11 225 077 705	39 622 068 179	22 243 412 842	30 537 000 000	25 301 862 480	81 384 145 884	58 770 353 027	0,00%	0,00%
TERTIAIRE	667 006 075 991	319 506 294 596	1 176 883 080 506	945 171 131 928	1 393 910 309 308	1 617 061 759 125	3 237 799 465 805	2 881 739 185 649	30,54%	100,00%
41-Hydraulique Urbaine et Assainis	172 469 318 777	103 166 092 566	46 917 897 702	86 371 824 358	51 208 283 067	71 877 033 954	270 595 499 547	261 414 950 878	2,77%	7,29%
42-Culture, jeunesse et sports	56 617 517 862	51 596 517 862	82 503 984 743	57 952 338 435	28 667 479 946	49 922 961 603	167 788 982 551	159 471 817 900	1,69%	4,45%
43-Urbanisme, habitat, cadre de vie	54 858 077 061	40 715 997 387	75 410 493 219	65 143 546 891	85 299 315 675	94 499 127 314	215 567 885 955	200 358 671 592	2,12%	5,59%
44-Santé et Nutrition	126 789 043 723	118 636 061 353	181 050 140 382	171 035 997 524	151 188 139 586	162 602 282 444	459 027 323 691	452 274 341 321	4,79%	12,61%
45-Education – formation	238 907 762 719	159 991 813 011	328 107 884 612	324 947 856 691	257 171 233 570	323 506 441 802	824 186 880 900	808 446 111 504	8,57%	22,55%
46-Développement social	286 402 479 834	162 478 054 705	169 892 935 966	190 984 242 536	80 050 044 720	135 999 406 106	536 345 460 520	489 461 703 347	5,19%	13,65%
47-Equipements Administratifs	248 820 046 174	233 740 210 255	193 070 215 654	197 207 720 238	152 289 083 776	156 036 993 445	594 179 345 604	586 984 923 938	6,22%	16,37%
48-Forces de Défenses et de Sécuri	98 291 144 798	56 735 859 700	82 974 616 332	95 418 457 897	148 898 849 535	170 787 256 335	330 164 610 665	322 941 573 931	3,42%	9,01%
49-Appui institutionnel, renforcem	127 999 490 314	105 061 350 514	87 997 226 195	98 776 106 963	98 127 120 439	100 079 712 804	314 123 836 948	303 917 170 281	3,22%	8,48%
QUATERNAIRE	1 411 154 881 262	1 032 121 957 353	1 247 925 394 805	1 287 838 091 533	1 052 899 550 314	1 265 311 215 807	3 711 979 826 381	3 585 271 264 693	38,00%	100,00%
99-Hors secteur	60 969 211 819	60 969 211 819	10 020 000 000	10 020 000 000	20 020 000 000	20 020 000 000	91 009 211 819	91 009 211 819	0,96%	100,00%
Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%	100,00%

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR TYPE DE RESSOURCES

TYPE DE RESSOURCES	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
RESSOURCES EXTERNES	1 545 085 864 111	754 600 000 000	2 093 402 075 636	1 907 999 549 705	2 315 970 624 849	2 768 575 360 342	5 954 458 564 596	5 431 174 910 047	57,56%
RESSOURCES INTERNES	1 365 297 514 197	1 134 671 570 000	1 324 786 665 642	1 355 056 159 055	1 340 555 907 215	1 514 021 741 669	4 030 640 087 054	4 003 749 470 724	42,44%
Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%

REPARTITION DU PIP2024-2026 PAR TYPE DE FINANCEMENT

TYPE DE FINANCEMENT	MONTANT AE 2024	MONTANT CP 2024	MONTANT AE 2025	MONTANT CP 2025	MONTANT AE 2026	MONTANT CP 2026	TOTAL AE 2024-2026	TOTAL CP 2024-2026	%
SUBVENTIONS (DON)	266 765 822 616	258 453 082 816	233 212 803 015	239 393 165 450	168 617 022 907	170 749 400 272	668 595 648 538	668 595 648 538	7,09%
EMPRUNTS (PRETS)	1 148 320 041 495	443 146 917 184	1 668 984 272 621	1 516 877 384 255	1 853 353 601 942	2 368 281 960 071	4 670 657 916 058	4 328 306 261 509	45,88%
PPP	130 000 000 000	53 000 000 000	202 705 000 000	158 229 000 000	308 000 000 000	238 544 000 000	640 705 000 000	449 773 000 000	4,77%
TRESOR	1 365 297 514 197	1 134 671 570 000	1 313 286 665 642	1 348 556 159 055	1 326 555 907 215	1 505 021 741 669	4 005 140 087 054	3 988 249 470 724	42,27%
Total général	2 910 383 378 308	1 889 271 570 000	3 418 188 741 278	3 263 055 708 760	3 656 526 532 064	4 282 597 102 011	9 985 098 651 650	9 434 924 380 771	100,00%

ORDONNANCE N° 07-2020

**MODIFIANT LA LOI N° 2019-17 DU 20 DECEMBRE 2019 PORTANT LOI DE
FINANCES POUR L'ANNEE 2020**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution, notamment en son article 77 ;
VU la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n° 99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes ;
VU la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020, abrogeant et remplaçant la loi organique n° 2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de Finances, modifiée par la loi organique n° 2016-34 du 23 décembre 2016 ;
VU la loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020 ;
VU la loi n° 2020-13 du 02 avril 2020 habilitant le Président de la République à prendre, par ordonnances, des mesures relevant du domaine de la loi pour faire face à la pandémie du coronavirus et de proroger l'Etat d'urgence ;
VU le décret n° 2012-673 du 04 juillet 2012 portant nomenclature budgétaire de l'Etat, modifié ;
VU le décret n° 2019-910 du 15 mai 2019 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Secrétariat général du Gouvernement et les ministères, modifié ;
VU le décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019 fixant la composition du Gouvernement ;
VU le décret n° 2019-1837 du 07 novembre 2019 relatif aux attributions du Ministre des Finances et du Budget ;
VU le décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU décret n° 2020-1006 du 30 avril 2020 relatif à la gestion budgétaire de l'Etat ;
VU le décret n° 2020-1019 du 06 mai 2020 portant Plan Comptable de l'Etat ;

Sur le rapport du Ministre des Finances et du Budget,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions de l'article unique de l'ordonnance n°004-2020 du 28 avril 2020 portant modification des prévisions et autorisations de recettes et de dépenses du budget général sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles premier, 2 alinéa I, 5 alinéas I et II, 11, 12 et 13 de la loi 2019-17 du 20 décembre portant Loi de Finances Initiale sont abrogées et remplacées par les suivantes :

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Modification des prévisions et autorisations des recettes du budget général

*I- Les recettes internes du budget général sont prévues à **2 507 800 000 000 FCFA.***

*II – Les dons budgétaires et en capital sur ressources externes du budget général sont prévus à **500 600 000 000 FCFA.***

*III – Les ressources totales du budget général sont prévues à **3 008 400 000 000 FCFA.***

ARTICLE 2 MODIFIE : Modification des ressources de trésorerie et de l'autorisation d'intervention sur le marché

*I- Les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à **1 686 937 800 000 FCFA.** Les autorisations d'intervenir sur le marché sont arrêtées à **1 594 437 800 000 FCFA** et sont composées de :*

- *Emprunts projets : 426 037 800 000 FCFA ;*
- *Emprunts programmes : 622 600 000 000 FCFA ;*
- *Autres emprunts : 545 800 000 000 FCFA.*

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Modification des dépenses du budget général

*I- Les crédits de paiement ouverts au titre des dépenses du budget général, sont fixés à **3 881 200 000 000 FCFA** selon la répartition par catégorie suivante :*

- *Intérêts et commissions : 306 900 000 000 FCFA*
- *Dépenses de personnel : 817 700 000 000 FCFA*

- Autres dépenses courantes : 1 263 707 982 378 FCFA
- Investissements exécutés par l'Etat : 784 857 628 811 FCFA
- Transferts en capital : 708 034 388 811 FCFA

II – Il est ouvert, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 843 432 189 348 FCFA. »

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Modification des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 686 937 800 000 FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Equilibre budgétaire et financier

I - Les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente ordonnance et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

RUBRIQUES	LFI 2020	Budget 2020 révisé	Ecart LFI 2020/Budget 2020 révisé	
I. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	2 675,0	2 352,8	- 322,2	-12%
Recettes non fiscales	124,0	123,2	- 0,8	-1%
Recettes exceptionnelles		31,8		
dont PPTTE IADM			-	
FSE	30,0		- 30,0	-100%
Total recettes internes	2 829,0	2 507,8	- 321,2	-11%
Tirages sur Dons en capital (projet)	260,5	260,5	0,0	0%
Dons budgétaires	33,0	240,1	207,1	628%
Total recettes externes	293,5	500,6	207,1	71%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 122,5	3 008,4	- 114,1	-4%
RECETTES CST			-	
Comptes affectation spéciale	113,8	113,8	-	0%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	0%
RECETTES CST	136,0	136,0	-	0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 258,5	3 144,4	- 114,1	-4%
Intérêts de la dette	364,8	306,9	- 57,9	-16%
Dépenses de personnel	817,7	817,7	-	-
Acquisitions de biens et services et transferts courants	947,4	1 263,7	316,3	33%
Acquisitions de biens et services	311,8	305,8	- 6,0	-2%
transferts courants	635,6	957,9	322,3	51%
Total dépenses courantes	2 129,9	2 388,3	258,4	12%
Dépenses capital sur ress. internes	681,5	806,3	124,8	18%
Investissements Exécutés par l'Etat			-	
Transferts en capital			-	

<i>Investissements sur ressources externes</i>	761,6	686,6	- 75,0	-10%
Total dépenses d'investissement	1 443,1	1 492,9	49,8	3%
DEPENSES BUDGET GENERAL	3 573,0	3 881,2	308,2	9%
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0%
DEPENSES CST	136,0	136,0	-	0%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3 709,0	4 017,2	308,2	8%
Solde budgétaire global	- 450,5	- 872,8	- 422,3	
% PIB Déficit	-3,0%	-6,1%		

II-Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à intervenir sur le marché national et sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers pour lever des ressources d'un montant total de 1 834 537 800 000 FCFA dont 1 594 437 800 000 FCFA de ressources de trésorerie et 240 100 000 000 FCFA de dons budgétaires.

ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

Les ressources et les charges de trésorerie sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente ordonnance.

FINANCEMENT DU DEFICIT				
Tirages	LFI 2020	Budget 2020 révisé	Ecart LFI 2020/TOFE REVISE LFI 2020	
<i>Emprunts projets</i>	501,0	426,0	- 75,0	-15%
<i>Emprunts programmes</i>	100,0	622,6	522,6	523%
<i>Prêts rétrocedés</i>	10,0	-	- 10,0	-100%
<i>Numéraires et dépôts</i>	121,0		- 121,0	-100%
<i>Surplus de financement reporté en 2020</i>		92,5	92,5	
<i>Autres emprunts</i>	234,5	545,8	311,2	133%
Total tirages	966,5	1 686,9	720,4	75%
Remboursements			-	
<i>Amortissement de la dette</i>	506,0	623,2	117,1	23%
<i>Opérations sur les comptes de dépôt</i>		121,0	121,0	
<i>Opérations de Trésorerie (constitution de garantie et dépôt auprès des banques)</i>		70,0	70,0	
<i>Prêts rétrocedés</i>	10,0	-	- 10,0	-100%
<i>Financement déficit</i>	450,5	872,8	422,3	94%
Total remboursement	966,5	1 686,9	720,4	75%
Déficit en volume	- 450,5	- 872,8	- 422,3	
PIB	15 085,1	14 306,0		
Déficit en % du PIB	-3,0%	-6,1%		

ARTICLE 3 : Les dispositions des articles 14, 15, 18, 19,20 de la loi 2019-17 du 20 décembre portant Loi de Finances Initiale sont abrogées et remplacées par les suivantes :

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des crédits de paiement

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des programmes du budget général, est fixé à la somme de 2 996 182 187 507 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

ARTICLE 15 MODIFIE : Ouverture d'autorisations d'engagement (AE)

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes au titre des programmes et dotations, est fixé à la somme de 9 843 432 189 348 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

B – CREDITS DES DOTATIONS

A. 1 - Dotations du Budget général

ARTICLE 18 MODIFIE : Dotations des institutions

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des dotations des institutions est fixé à la somme de 160 221 901 794 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

A. 2 – Dotation des charges communes

ARTICLE 19 MODIFIE : Dotation des crédits globaux

Le plafond des crédits de paiement ouverts au titre des charges communes, est fixé à la somme de 417 895 910 699 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes au titre des charges communes est fixé à la somme de 87 619 890 488 FCFA.

A. 3 – Dotation des intérêts et commissions de la dette

ARTICLE 20 MODIFIE : charges financières sur la dette

Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à la somme de 306 900 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II : DISPOSITIONS NOUVELLES

Les dispositions de la loi 2019-17 du 20 décembre 2019 portant loi de finances pour l'année 2020 sont complétées par les articles 28 et 29 ainsi libellés :

ARTICLE 28 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

Les dispositions du 27) de l'article 361 et celles de l'article 442 du Code général des Impôts (CGI) sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Art. 361.-**

27) Les livraisons de matériels destinés à la production d'énergies renouvelables dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre en charge des énergies renouvelables et du Ministre en charge des finances.

Art. 442.- *Le taux de la taxe est fixé à 10%. »*

ARTICLE 29 : Modification de la Taxe d'usage de la route

Il est inséré un article 35 bis après les dispositions de l'article 35 de la loi n° 2018-29 du 19 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 ainsi rédigé :

« **Art. 35 bis.** - *La taxe d'usage de la route perçue au titre d'un mois est reversée dans un compte spécial dont les ressources servent exclusivement à couvrir ou à garantir des dépenses pour l'aménagement de voies publiques et la construction, l'entretien ou la remise en état de routes, la maîtrise d'œuvre et la sécurité routière. Un arrêté du Ministre chargé des finances définit les conditions d'affectation et d'utilisation de la taxe d'usage de la route. »*

ARTICLE 30.- La présente ordonnance prend effet à compter de sa date de signature et sera publiée au Journal officiel.

17 juin 2020

Fait à Dakar, le

Macky SALL

ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2020	LFR1 2020	ECARTS LFR1 2020/LFI 2020	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES	2 675 000 000	2 352 797 216	-322 202 784	-12,0%
072- RECETTES NON FISCALES	124 000 000	123 190 000	-810 000	-0,7%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (hors FSE)	2 799 000 000	2 475 987 216	-323 012 784	-11,5%
076- RECETTES EXCEPTIONNELLES (FSE)	30 000 000	31 800 000	-1 800 000	-6,0%
TOTAL RECETTES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 76)	2 829 000 000	2 507 787 216	321 212 784	-11,4%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	260 520 000	260 520 000	0	0,0%
074 - DONS PROGRAMMES	32 970 000	240 100 000	207 130 000	628,2%
TOTAL DONS (ARTICLES 12 et 74)	293 490 000	500 620 000	207 130 000	70,6%
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 122 490 000	3 008 407 216	-114 082 784	-3,7%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	0	0,0%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 258 440 000	3 144 357 216	-114 082 784	-3,5%

ANNEXE I bis : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DU BUDGET

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

Première Loi de Finances Rectificative 2020

TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL DES CREDITS AE/CP INSCRITS PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Crédits inscrits LFI 2020			Crédits AE/CP inscrits dans la LFR			ECART						
		Catégorie de dépense		AE	CP	AE	CP	AE		CP				
		1	2					VAL ABS	%	VAL ABS	%			
Budget général	FONDS PROPRES (TRESOR)	1 Charges financières de la dette	0	364.800.000.000	0	0	306.900.000.000	0	0	0	-57.900.000.000	-15,9		
		2 Dépenses de personnel	0	817.700.000.000	0	0	817.700.000.000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	0	311.611.297.313	0	0	306.808.722.985	0	0	0	0	-5.802.574.327	-1,9	
		4 Transferts courants	0	635.823.898.335	0	0	957.899.289.393	0	0	0	0	322.075.400.044	50,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	401.407.835.643	104.871.990.098	376.636.896.676	96.299.828.811	-24.770.748.968	0	0	0	0	-6.572.161.285	-6,3	
		6 Transferts en capital	3.811.685.196.888	576.635.053.223	3.828.737.712.111	708.034.388.811	117.052.515.222	0	0	0	0	131.399.333.591	22,8	
		Total FONDS PROPRES (TRESOR)	3.913.092.832.532	2.811.442.200.000	4.005.374.698.786	3.194.842.200.000	92.281.766.254	2,4	0	0	0	383.200.000.000	13,6	
		Total Ressources internes	3.913.092.832.532	2.811.442.200.000	4.005.374.698.786	3.194.842.200.000	92.281.766.254	2,4	0	0	0	383.200.000.000	13,6	
		Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION	5 Investissements exécutés par l'Etat	1.088.265.164.184	260.520.000.000	1.093.313.655.152	264.267.911.186	8.048.490.968	0,7	0	0	-6.263.088.814	-2,4
				6 Transferts en capital	0	0	6.262.088.814	6.262.088.814	6.262.088.814	0	0	0	6.262.088.814	0
Total DON OU SUBVENTION	1.088.265.164.184			260.520.000.000	1.099.575.743.966	260.520.000.000	14.310.578.782	1,3	0	0	0	0	0	
Total Budget GEN	FONDS PROPRES (TRESOR)	5 Investissements exécutés par l'Etat (EMPRUNT)	4.761.031.148.106	501.037.800.000	4.717.231.846.596	426.037.800.000	-43.799.301.510	-0,9	0	0	-76.000.000.000	-15,0		
		Total PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)	4.761.031.148.106	501.037.800.000	4.717.231.846.596	426.037.800.000	-43.799.301.510	-0,9	0	0	-76.000.000.000	-15,0		
		Total Ressources extérieures	5.848.296.312.290	761.557.000.000	5.816.807.590.562	686.587.800.000	-29.488.721.728	-0,5	0	0	0	-76.000.000.000	-9,8	
		Total Budget GEN	9.789.389.144.822	3.572.999.200.000	9.822.162.189.348	3.881.200.000.000	62.793.044.526	0,6	0	0	0	308.200.000.000	8,6	
Comptes Spéciaux du Trésor	FONDS PROPRES (TRESOR)	2 Dépenses de personnel	0	617.800.000	0	0	617.800.000	0	0	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	0	960.200.000	0	0	960.200.000	0	0	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	0	112.140.000.000	0	0	112.140.000.000	0	0	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21.260.000.000	22.242.000.000	21.260.000.000	22.242.000.000	0	0	0	0	0	0	0	
		Total FONDS PROPRES (TRESOR)	21.260.000.000	135.960.000.000	21.260.000.000	135.960.000.000	0	0	0	0	0	0	0	
Total Budget CST	FONDS PROPRES (TRESOR)	5 Investissements exécutés par l'Etat	21.260.000.000	135.960.000.000	21.260.000.000	135.960.000.000	0	0	0	0	0	0		
		Total Budget CST	9.789.389.144.822	3.705.950.000.000	9.843.432.189.348	4.017.160.000.000	62.793.044.526	0,6	0	0	0	308.200.000.000	8,3	
TOTAL GENERAL														

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGET) - SENEGAL

ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Dette Publique	-	364 800 000 000	-	306 900 000 000
Dette Publique (Intérêts et commissions)	-	364 800 000 000	-	306 900 000 000
Amortissement et charge de la dette publique et dépense	-	364 800 000 000	-	306 900 000 000
Présidence de la République	37 154 000 000	78 999 170 084	28 004 000 000	81 739 371 516
Frais de contrôle des entreprises publiques	-	500 000 000	-	500 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	374 200 000	-	374 200 000
Dépenses de personnel	-	102 800 000	-	102 800 000
Investissements exécutés par l'état	-	23 000 000	-	23 000 000
Présidence de la République	37 154 000 000	78 499 170 084	28 004 000 000	81 239 371 516
Dépenses de fonctionnement	-	8 986 723 636	-	5 902 836 890
Dépenses de personnel	-	10 200 169 448	-	10 200 169 448
Investissements exécutés par l'état	-	-	500 000 000	500 000 000
Transfert en capital	37 154 000 000	19 856 000 000	27 504 000 000	9 206 000 000
Transferts courants	-	39 456 277 000	-	55 430 365 178
Assemblée Nationale	7 945 171 359	17 801 162 000	7 945 171 359	18 501 162 000
Assemblée Nationale	7 945 171 359	17 801 162 000	7 945 171 359	18 501 162 000
Transfert en capital	7 945 171 359	2 726 656 000	7 945 171 359	2 726 656 000
Transferts courants	-	15 074 506 000	-	15 774 506 000
Conseil Economique Social et Environnemental	-	6 603 100 000	-	6 603 100 000
Conseil Economique, Social et Environnemental	-	6 603 100 000	-	6 603 100 000
Transferts courants	-	6 603 100 000	-	6 603 100 000
Conseil Constitutionnel	-	1 426 001 424	-	1 426 001 424
Conseil Constitutionnel	-	1 426 001 424	-	1 426 001 424
Dépenses de personnel	-	526 001 424	-	526 001 424
Transferts courants	-	900 000 000	-	900 000 000
Cour Suprême	-	1 847 470 072	-	1 847 470 072
Cour Suprême	-	1 847 470 072	-	1 847 470 072
Dépenses de personnel	-	1 047 470 072	-	1 047 470 072
Transferts courants	-	800 000 000	-	800 000 000
Cour des Comptes	10 345 000 000	6 614 169 152	10 345 000 000	6 614 169 152
Cour des Comptes	10 345 000 000	6 614 169 152	10 345 000 000	6 614 169 152
Dépenses de personnel	-	1 449 873 000	-	1 449 873 000
Transfert en capital	10 345 000 000	800 842 457	10 345 000 000	800 842 457
Transferts courants	-	4 363 453 695	-	4 363 453 695
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	2 340 000 000	8 640 000 000	-	8 640 000 000
Conseil des Collectivités Territoriales	2 340 000 000	8 640 000 000	-	8 640 000 000
Transfert en capital	2 340 000 000	2 340 000 000	-	-
Transferts courants	-	6 300 000 000	-	8 640 000 000
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	82 971 910 771	25 169 020 006	86 166 940 803	35 350 627 630
Programme de lutte contre la malnutrition	28 587 000 000	3 777 000 000	28 587 000 000	3 777 000 000
Investissements exécutés par l'état	13 587 000 000	2 490 000 000	13 587 000 000	2 490 000 000
Transfert en capital	15 000 000 000	1 287 000 000	15 000 000 000	1 287 000 000
Secrétariat général du Gouvernement	54 384 910 771	21 392 020 006	57 579 940 803	31 573 627 630
Dépenses de fonctionnement	-	3 136 037 703	-	3 168 457 795
Dépenses de personnel	-	2 843 794 996	-	2 843 794 996
Investissements exécutés par l'état	29 925 000 000	5 036 187 307	29 949 738 032	5 060 925 339
Transfert en capital	24 459 910 771	4 508 000 000	27 630 202 771	7 678 292 000
Transferts courants	-	5 868 000 000	-	12 822 157 500

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exté	26 456 999 991	65 585 987 853	26 420 726 141	78 522 978 922
Coopération bilatérale et multilatérale	21 999 999 998	46 237 715 368	22 213 726 148	47 805 376 032
Dépenses de fonctionnement	-	19 828 004 450	-	20 828 803 534
Dépenses de personnel	-	20 935 710 918	-	20 935 710 918
Investissements exécutés par l'état	21 999 999 998	1 500 000 000	22 213 726 148	1 848 726 150
Transferts courants	-	3 974 000 000	-	4 192 135 430
Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 656 999 998	2 216 802 116	2 406 999 998	2 176 795 951
Dépenses de fonctionnement	-	252 000 000	-	211 993 835
Dépenses de personnel	-	109 802 116	-	109 802 116
Investissements exécutés par l'état	1 706 999 998	155 000 000	1 706 999 998	155 000 000
Transfert en capital	950 000 000	950 000 000	700 000 000	475 000 000
Transferts courants	-	750 000 000	-	1 225 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 799 999 995	16 684 737 369	1 799 999 995	28 248 073 939
Dépenses de fonctionnement	-	8 425 435 550	-	7 078 772 120
Dépenses de personnel	-	5 826 422 819	-	5 826 422 819
Investissements exécutés par l'état	1 499 999 995	265 000 000	1 499 999 995	265 000 000
Transfert en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000
Transferts courants	-	1 867 879 000	-	14 777 879 000
Promotion de la Diplomatie économique	-	446 733 000	-	292 733 000
Dépenses de fonctionnement	-	395 000 000	-	241 000 000
Dépenses de personnel	-	51 733 000	-	51 733 000
Ministère des Forces Armées	226 163 983 560	198 903 781 661	270 544 318 564	250 282 283 047
Défense du territoire national	174 642 983 560	123 910 800 863	218 313 318 564	169 862 205 587
Dépenses de fonctionnement	-	29 791 920 145	-	32 072 989 865
Dépenses de personnel	-	71 639 935 081	-	71 639 935 081
Investissements exécutés par l'état	33 801 101 740	11 008 945 637	36 801 101 740	14 008 945 637
Transfert en capital	140 841 881 820	11 470 000 000	181 512 216 824	52 140 335 004
Opérations à caractère industriel et commerciale	-	150 000 000	-	150 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	150 000 000	-	150 000 000
Pilotage coordination et gestion administrative	7 876 000 000	8 675 543 985	8 336 000 000	9 504 035 647
Dépenses de fonctionnement	-	2 621 736 355	-	2 780 228 017
Dépenses de personnel	-	841 336 000	-	841 336 000
Investissements exécutés par l'état	1 000 000 000	1 000 000 000	1 660 000 000	1 660 000 000
Transfert en capital	6 876 000 000	1 234 000 000	6 676 000 000	1 034 000 000
Transferts courants	-	2 978 471 630	-	3 188 471 630
Sûreté publique et maintien de l'ordre	43 645 000 000	66 167 436 813	43 895 000 000	70 766 041 813
Dépenses de fonctionnement	-	9 616 055 000	-	13 964 660 000
Dépenses de personnel	-	43 784 936 410	-	43 784 936 410
Investissements exécutés par l'état	16 445 000 000	8 822 034 849	16 695 000 000	9 072 034 849
Transfert en capital	27 200 000 000	3 890 284 554	27 200 000 000	3 890 284 554
Transferts courants	-	54 126 000	-	54 126 000
Ministère de l'Intérieur	177 186 310 715	126 898 134 778	179 086 360 715	124 194 639 359
Administration territoriale	10 738 000 000	7 367 091 724	10 688 000 000	7 046 137 260
Dépenses de fonctionnement	-	2 458 543 000	-	2 187 588 536
Dépenses de personnel	-	4 668 548 724	-	4 668 548 724
Investissements exécutés par l'état	10 738 000 000	240 000 000	10 688 000 000	190 000 000
Fonds de lutte contre les incendies	-	200 000 000	-	200 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	126 000 000	-	126 000 000
Investissements exécutés par l'état	-	74 000 000	-	74 000 000
Gouvernance électorale	50 000 000 000	12 570 449 805	50 000 000 000	12 464 449 805
Dépenses de fonctionnement	-	281 562 585	-	981 562 585
Dépenses de personnel	-	123 593 596	-	123 593 596
Transfert en capital	50 000 000 000	10 065 293 624	50 000 000 000	10 065 293 624
Transferts courants	-	2 100 000 000	-	1 294 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 103 500 000	4 651 909 042	1 838 000 000	4 274 679 042
Dépenses de fonctionnement	-	1 548 475 350	-	1 436 745 350
Dépenses de personnel	-	859 933 692	-	859 933 692
Investissements exécutés par l'état	1 103 500 000	1 103 500 000	838 000 000	838 000 000
Transfert en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Transferts courants	-	140 000 000	-	140 000 000
Sécurité civile	33 590 030 000	34 665 189 955	33 590 030 000	33 130 329 000
Dépenses de fonctionnement	-	3 371 403 935	-	3 365 861 045
Dépenses de personnel	-	19 049 756 020	-	19 049 756 020
Investissements exécutés par l'état	32 636 000 000	9 470 000 000	32 636 000 000	4 029 593 757
Transfert en capital	954 030 000	954 030 000	954 030 000	954 030 000
Transferts courants	-	1 820 000 000	-	5 731 088 178
Sécurité publique	80 754 780 715	67 443 494 252	82 970 330 715	67 079 044 252
Dépenses de fonctionnement	-	7 683 163 000	-	7 603 163 000
Dépenses de personnel	-	36 764 331 252	-	36 764 331 252
Investissements exécutés par l'état	44 358 780 715	5 855 780 715	44 194 330 715	3 191 330 715
Transfert en capital	36 396 000 000	6 840 219 285	38 776 000 000	9 220 219 285
Transferts courants	-	10 300 000 000	-	10 300 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Justice	59 608 582 452	43 352 064 711	55 855 170 030	43 910 292 734
Administration pénitentiaire	15 199 559 857	16 180 151 745	15 199 559 857	16 172 151 722
Dépenses de fonctionnement	-	5 714 837 000	-	5 626 836 977
Dépenses de personnel	-	9 149 314 745	-	9 149 314 745
Investissements exécutés par l'état	14 999 559 857	800 000 000	14 999 559 857	880 000 000
Transfert en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Transferts courants	-	316 000 000	-	316 000 000
Bonne gouvernance et Droits humains	7 749 999 993	661 327 000	7 696 587 571	818 914 578
Dépenses de fonctionnement	-	133 000 000	-	344 000 000
Dépenses de personnel	-	28 827 000	-	28 827 000
Investissements exécutés par l'état	7 749 999 993	322 000 000	7 696 587 571	268 587 578
Transferts courants	-	177 500 000	-	177 500 000
Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	440 000 000	2 596 544 384	190 000 000	2 339 144 252
Dépenses de fonctionnement	-	699 641 120	-	692 240 988
Dépenses de personnel	-	1 456 903 264	-	1 456 903 264
Investissements exécutés par l'état	440 000 000	440 000 000	190 000 000	190 000 000
Justice judiciaire	23 659 467 602	16 199 255 066	21 809 467 602	16 253 655 066
Dépenses de fonctionnement	-	1 733 422 830	-	1 731 822 830
Dépenses de personnel	-	11 245 190 236	-	11 245 190 236
Investissements exécutés par l'état	23 659 467 602	2 095 000 000	21 809 467 602	1 890 000 000
Transfert en capital	-	-	-	-
Transferts courants	-	1 125 642 000	-	1 386 642 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	12 559 555 000	7 714 786 516	10 959 555 000	8 326 427 116
Dépenses de fonctionnement	-	621 934 400	-	1 108 575 000
Dépenses de personnel	-	1 997 232 116	-	1 997 232 116
Investissements exécutés par l'état	7 559 555 000	3 010 000 000	7 559 555 000	3 010 000 000
Transfert en capital	5 000 000 000	633 000 000	3 400 000 000	633 000 000
Transferts courants	-	1 452 620 000	-	1 577 620 000
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	12 929 000 000	3 822 476 541	12 839 000 000	3 832 476 541
Fonction publique	517 000 000	1 976 468 000	427 000 000	1 886 468 000
Dépenses de fonctionnement	-	598 184 000	-	598 184 000
Dépenses de personnel	-	761 284 000	-	761 284 000
Investissements exécutés par l'état	517 000 000	517 000 000	427 000 000	427 000 000
Transferts courants	-	100 000 000	-	100 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 052 727 541	-	1 152 727 541
Dépenses de fonctionnement	-	584 780 425	-	584 780 425
Dépenses de personnel	-	467 947 116	-	467 947 116
Transferts courants	-	-	-	100 000 000
Renouveau du service public	12 412 000 000	793 281 000	12 412 000 000	793 281 000
Dépenses de fonctionnement	-	254 100 000	-	254 100 000
Dépenses de personnel	-	39 181 000	-	39 181 000
Transfert en capital	12 412 000 000	500 000 000	12 412 000 000	500 000 000
Ministère du travail du dialogue sociale et des relations avec	290 598 000	3 601 928 220	290 598 000	3 651 928 220
Gouvernance du marché du travail	-	2 404 142 992	-	2 404 142 992
Dépenses de fonctionnement	-	644 450 000	-	644 450 000
Dépenses de personnel	-	859 692 992	-	859 692 992
Transferts courants	-	900 000 000	-	900 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	290 598 000	933 588 236	290 598 000	933 588 236
Dépenses de fonctionnement	-	328 512 000	-	328 512 000
Dépenses de personnel	-	314 478 236	-	314 478 236
Investissements exécutés par l'état	290 598 000	290 598 000	290 598 000	290 598 000
Protection sociale des travailleurs	-	264 196 992	-	314 196 992
Dépenses de fonctionnement	-	52 600 000	-	52 600 000
Dépenses de personnel	-	64 996 992	-	64 996 992
Transferts courants	-	146 600 000	-	196 600 000
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	244 577 805 222	48 893 041 161	233 604 676 516	39 693 410 207
Economie Maritime	184 308 672 110	36 694 911 055	177 688 200 140	29 622 454 865
Dépenses de fonctionnement	-	43 102 000	-	41 117 780
Dépenses de personnel	-	16 592 000	-	16 592 000
Investissements exécutés par l'état	84 504 500 000	22 486 086 550	81 504 500 000	19 486 086 550
Transfert en capital	99 804 172 110	7 375 850 505	96 183 700 140	3 755 378 535
Transferts courants	-	6 773 280 000	-	6 323 280 000
Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPI)	-	1 300 000 000	-	1 300 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	300 000 000	-	300 000 000
Dépenses de personnel	-	515 000 000	-	515 000 000
Investissements exécutés par l'état	-	95 000 000	-	95 000 000
Transferts courants	-	390 000 000	-	390 000 000
Pêche et Aquaculture	60 269 133 112	10 368 974 226	55 916 476 376	8 254 472 122
Dépenses de fonctionnement	-	379 430 866	-	337 411 262
Dépenses de personnel	-	854 983 820	-	854 983 820
Investissements exécutés par l'état	27 194 133 112	5 740 559 540	23 506 788 876	4 383 389 540
Transfert en capital	33 075 000 000	2 430 000 000	32 409 687 500	1 914 687 500
Transferts courants	-	964 000 000	-	764 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	529 155 880	-	516 483 220
Dépenses de fonctionnement	-	175 937 500	-	163 264 840
Dépenses de personnel	-	353 218 380	-	353 218 380

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Développement et modernisation des services de transport	2 286 586 786 483	295 350 566 500	2 300 880 327 247	313 653 171 838
Développement et modernisation des services de transport	329 849 025 440	35 837 546 951	319 249 025 440	25 407 486 509
Dépenses de fonctionnement	-	141 072 200	-	111 011 758
Dépenses de personnel	-	201 474 751	-	201 474 751
Investissements exécutés par l'état	293 508 025 440	25 000 000 000	283 508 025 440	15 000 000 000
Transfert en capital	36 341 000 000	1 625 000 000	35 741 000 000	1 025 000 000
Transferts courants	-	8 870 000 000	-	9 070 000 000
Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures R	1 831 452 761 043	222 106 246 161	1 784 816 322 873	175 477 510 521
Dépenses de fonctionnement	-	86 886 000	-	94 588 530
Dépenses de personnel	-	105 800 864	-	105 800 864
Investissements exécutés par l'état	525 371 320 674	131 992 161 780	452 479 130 612	59 099 971 718
Transfert en capital	1 306 081 440 369	89 921 397 517	1 332 337 192 261	116 177 149 409
Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	125 255 000 000	36 683 600 000	196 784 978 934	111 992 075 950
Dépenses de fonctionnement	-	9 600 000	-	29 097 016
Investissements exécutés par l'état	-	-	73 607 978 934	73 607 978 934
Transfert en capital	125 255 000 000	33 800 000 000	123 177 000 000	34 877 000 000
Transferts courants	-	2 874 000 000	-	3 478 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	30 000 000	723 173 388	30 000 000	776 098 858
Dépenses de fonctionnement	-	447 552 120	-	500 477 590
Dépenses de personnel	-	245 621 268	-	245 621 268
Investissements exécutés par l'état	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	519 336 402 984	152 044 525 199	504 887 931 366	141 010 613 376
Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-c	-	7 415 116 240	-	7 034 506 874
Dépenses de fonctionnement	-	141 906 240	-	111 296 874
Dépenses de personnel	-	222 313 000	-	222 313 000
Transferts courants	-	7 050 897 000	-	6 700 897 000
Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	220 225 866 000	82 499 568 318	223 174 738 597	86 233 755 185
Dépenses de fonctionnement	-	650 884 920	-	566 199 190
Dépenses de personnel	-	1 369 377 600	-	1 369 377 600
Investissements exécutés par l'état	114 135 866 000	26 676 640 000	113 916 273 140	27 557 047 140
Transfert en capital	106 090 000 000	38 004 665 798	109 258 465 457	41 073 131 255
Transferts courants	-	15 798 000 000	-	15 668 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	450 000 000	2 441 449 580	272 000 000	2 080 515 864
Dépenses de fonctionnement	-	501 446 000	-	449 763 284
Dépenses de personnel	-	556 752 580	-	556 752 580
Investissements exécutés par l'état	450 000 000	450 000 000	272 000 000	272 000 000
Transferts courants	-	933 251 000	-	802 000 000
Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	298 660 536 984	59 688 391 061	281 441 192 769	45 661 835 453
Dépenses de personnel	-	56 326 000	-	56 326 000
Investissements exécutés par l'état	287 350 536 984	49 217 065 061	267 537 235 569	33 071 552 253
Transfert en capital	11 310 000 000	3 900 000 000	13 903 957 200	6 493 957 200
Transferts courants	-	6 515 000 000	-	6 040 000 000
Ministère des Finances et du Budget	107 818 911 205	218 546 862 928	123 430 122 195	235 888 437 904
Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	25 140 477 506	28 278 402 134	40 989 691 264	43 927 469 670
Dépenses de fonctionnement	-	3 476 522 862	-	3 120 276 640
Dépenses de personnel	-	2 104 001 766	-	2 104 001 766
Investissements exécutés par l'état	5 340 477 506	2 705 477 506	6 089 691 264	3 428 641 264
Transfert en capital	19 800 000 000	19 800 000 000	34 900 000 000	34 900 000 000
Transferts courants	-	192 400 000	-	374 550 000
Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 112 905 931	7 654 542 082	1 382 905 931	7 689 285 426
Dépenses de fonctionnement	-	1 154 433 404	-	1 910 676 748
Dépenses de personnel	-	4 367 202 747	-	4 367 202 747
Investissements exécutés par l'état	2 112 905 931	2 112 905 931	1 382 905 931	1 382 905 931
Transferts courants	-	20 000 000	-	28 500 000
Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	19 459 041 451	14 876 223 215	20 965 419 551	16 245 122 613
Dépenses de fonctionnement	-	1 541 785 544	-	1 564 306 842
Dépenses de personnel	-	4 768 626 220	-	4 768 626 220
Investissements exécutés par l'état	14 459 041 451	3 537 041 451	14 842 919 551	3 920 919 551
Transfert en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	6 122 500 000	5 962 500 000
Transferts courants	-	28 770 000	-	28 770 000
Gestion des Garanties et avals	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Investissements exécutés par l'état	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
Gestion des Prêts et Avances	20 750 000 000	21 550 000 000	20 750 000 000	21 550 000 000
Investissements exécutés par l'état	20 750 000 000	21 550 000 000	20 750 000 000	21 550 000 000
Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	-	111 750 000 000	-	111 750 000 000
Transferts courants	-	111 750 000 000	-	111 750 000 000
Gestion du secteur financier	931 057 850	2 860 941 419	1 777 593 290	3 933 502 729
Dépenses de fonctionnement	-	432 098 569	-	658 124 439
Dépenses de personnel	-	214 666 000	-	214 666 000
Investissements exécutés par l'état	41 000 000	41 000 000	887 535 440	887 535 440
Transfert en capital	890 057 850	890 057 850	890 057 850	890 057 850
Transferts courants	-	1 283 119 000	-	1 283 119 000
Gestion ressources douanières et protection de l'économie	22 052 119 350	17 437 253 083	21 000 000 000	16 355 784 990
Dépenses de fonctionnement	-	1 706 182 585	-	1 690 875 762
Dépenses de personnel	-	8 800 909 228	-	8 800 909 228
Transfert en capital	22 052 119 350	6 892 119 350	21 000 000 000	5 840 000 000
Transferts courants	-	38 041 920	-	24 000 000
Pilotage, gestion et coordination du MFB	16 873 309 117	13 639 500 995	16 064 512 159	13 937 272 476
Dépenses de fonctionnement	-	3 221 769 953	-	3 672 075 127
Dépenses de personnel	-	3 480 692 973	-	3 480 692 973
Investissements exécutés par l'état	14 396 357 102	1 896 355 102	14 705 084 674	2 155 084 674
Transfert en capital	2 476 954 015	2 476 954 015	1 359 427 485	1 359 427 485
Transferts courants	-	2 563 728 952	-	3 269 992 217

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère du Pétrole et des Energies	1 315 442 621 721	255 396 691 327	1 296 028 668 698	225 394 364 915
Electrification rurale et Energies renouvelables	357 270 682 134	44 496 521 477	347 815 134 461	36 456 114 127
Dépenses de fonctionnement	-	28 300 000	-	26 496 131
Dépenses de personnel	-	6 483 000	-	6 483 000
Investissements executés par l'état	246 016 682 134	32 393 500 197	245 920 134 461	27 640 896 716
Transfert en capital	111 254 000 000	9 645 000 000	101 895 000 000	6 559 000 000
Transferts courants	-	2 423 238 280	-	2 223 238 280
Optimisation du système d'offre d'électricité	917 856 409 636	123 319 070 759	907 963 504 286	101 155 965 928
Dépenses de fonctionnement	-	34 700 000	-	31 699 848
Dépenses de personnel	-	49 937 000	-	49 937 000
Investissements executés par l'état	848 456 967 525	90 304 433 759	838 564 062 175	68 194 329 080
Transfert en capital	69 399 442 111	7 000 000 000	69 399 442 111	7 000 000 000
Transferts courants	-	25 930 000 000	-	25 880 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 014 403 647	-	917 683 014
Dépenses de fonctionnement	-	330 720 923	-	334 000 290
Dépenses de personnel	-	283 682 724	-	283 682 724
Transferts courants	-	400 000 000	-	300 000 000
Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et cor	40 315 529 951	86 566 695 444	40 250 029 951	86 864 601 846
Dépenses de fonctionnement	-	34 750 000	-	32 949 654
Dépenses de personnel	-	39 714 000	-	39 714 000
Investissements executés par l'état	25 722 529 951	1 934 793 252	25 787 029 951	2 364 500 000
Transfert en capital	14 593 000 000	1 050 000 000	14 463 000 000	920 000 000
Transferts courants	-	83 507 438 192	-	83 507 438 192
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	26 883 390 308	10 228 156 457	27 414 865 308	10 335 308 432
Développement du marché intérieur et de la consommation	3 078 877 000	3 958 568 000	3 337 377 000	4 104 685 983
Dépenses de fonctionnement	-	149 970 000	-	142 587 983
Dépenses de personnel	-	1 054 998 000	-	1 054 998 000
Investissements executés par l'état	2 250 000 000	1 600 000 000	2 250 000 000	1 600 000 000
Transfert en capital	828 877 000	348 000 000	1 087 377 000	551 500 000
Transferts courants	-	805 600 000	-	755 600 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 017 561 788	-	1 189 108 485
Dépenses de fonctionnement	-	127 329 408	-	98 876 105
Dépenses de personnel	-	368 459 380	-	368 459 380
Transferts courants	-	521 773 000	-	721 773 000
Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/	23 637 963 308	4 304 682 659	23 917 963 308	4 150 010 986
Dépenses de fonctionnement	-	7 899 996	-	30 149 992
Dépenses de personnel	-	49 528 000	-	49 528 000
Investissements executés par l'état	7 637 963 308	2 520 000 000	7 817 963 308	2 680 000 000
Transfert en capital	16 000 000 000	367 000 000	16 100 000 000	267 000 000
Transferts courants	-	1 360 254 663	-	1 123 332 994
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerc	166 550 000	947 344 010	159 525 000	891 502 978
Dépenses de fonctionnement	-	23 300 010	-	11 049 978
Dépenses de personnel	-	198 350 000	-	198 350 000
Investissements executés par l'état	166 550 000	103 500 000	159 525 000	96 475 000
Transferts courants	-	622 194 000	-	585 628 000
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publi	429 957 427 817	75 633 732 151	419 224 144 303	81 698 765 956
Aménagement et développement urbain	32 315 642 649	10 319 339 000	26 415 642 649	4 254 827 858
Dépenses de fonctionnement	-	256 000 000	-	91 488 858
Dépenses de personnel	-	213 339 000	-	213 339 000
Transfert en capital	32 315 642 649	9 700 000 000	26 415 642 649	3 800 000 000
Transferts courants	-	150 000 000	-	150 000 000
Cadre de vie	188 969 906 478	23 729 420 206	190 615 443 333	26 453 199 965
Dépenses de fonctionnement	-	76 000 000	-	63 743 141
Dépenses de personnel	-	150 231 096	-	150 231 096
Investissements executés par l'état	170 483 162 000	3 250 000 000	173 578 698 855	6 436 036 618
Transfert en capital	18 486 744 478	8 153 189 110	17 036 744 478	6 703 189 110
Transferts courants	-	12 100 000 000	-	13 100 000 000
Logement, construction d'équipement et d'infrastructures p	206 456 878 690	39 772 670 161	200 153 058 321	47 946 398 584
Dépenses de fonctionnement	-	71 500 000	-	69 228 423
Dépenses de personnel	-	187 166 000	-	187 166 000
Investissements executés par l'état	32 000 000 000	130 000 000	32 000 000 000	130 000 000
Transfert en capital	174 456 878 690	22 810 004 161	168 153 058 321	22 236 004 161
Transferts courants	-	16 574 000 000	-	25 324 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 215 000 000	1 812 302 784	2 040 000 000	3 044 339 549
Dépenses de fonctionnement	-	305 580 000	-	282 616 765
Dépenses de personnel	-	606 722 784	-	606 722 784
Investissements executés par l'état	2 215 000 000	500 000 000	2 040 000 000	255 000 000
Transferts courants	-	400 000 000	-	1 900 000 000
Ministère du Développement industriel et de la petite et mo	107 120 000 000	9 514 831 998	105 620 000 000	8 810 831 998
compétitivité de l'industrie sénégalaise	107 120 000 000	9 118 916 000	105 620 000 000	8 416 916 000
Dépenses de fonctionnement	-	38 350 000	-	36 350 000
Dépenses de personnel	-	97 186 000	-	97 186 000
Investissements executés par l'état	105 100 000 000	4 500 000 000	103 600 000 000	3 000 000 000
Transfert en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000
Transferts courants	-	2 463 380 000	-	3 263 380 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	395 915 998	-	393 915 998
Dépenses de fonctionnement	-	96 020 998	-	94 020 998
Dépenses de personnel	-	259 895 000	-	259 895 000
Transferts courants	-	40 000 000	-	40 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère du Tourisme et des transports aériens	237 126 670 905	21 712 271 120	237 138 170 905	19 626 101 120
développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport a	6 055 569 641	6 689 533 000	955 569 641	1 333 883 000
Dépenses de fonctionnement	-	22 400 000	-	10 500 000
Dépenses de personnel	-	9 633 000	-	9 633 000
Investissements executés par l'état	655 569 641	400 000 000	655 569 641	400 000 000
Transfert en capital	5 400 000 000	5 400 000 000	300 000 000	300 000 000
Transferts courants	-	857 500 000	-	613 750 000
Développement de l'Offre touristique	37 586 000 000	6 256 171 000	36 047 500 000	3 709 546 000
Dépenses de fonctionnement	-	112 700 000	-	66 075 000
Dépenses de personnel	-	100 971 000	-	100 971 000
Investissements executés par l'état	17 862 000 000	1 561 500 000	17 923 500 000	1 561 500 000
Transfert en capital	19 724 000 000	2 163 500 000	18 124 000 000	563 500 000
Transferts courants	-	2 317 500 000	-	1 417 500 000
Développement des infrastructures aéroportuaires	193 185 101 264	7 914 800 000	199 910 101 264	13 886 000 000
Dépenses de fonctionnement	-	22 800 000	-	11 000 000
Investissements executés par l'état	84 133 261 264	1 500 000 000	85 633 261 264	3 000 000 000
Transfert en capital	109 051 840 000	1 150 000 000	114 276 840 000	6 375 000 000
Transferts courants	-	5 242 000 000	-	4 500 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	300 000 000	851 767 120	225 000 000	696 672 120
Dépenses de fonctionnement	-	279 777 120	-	199 682 120
Dépenses de personnel	-	271 990 000	-	271 990 000
Investissements executés par l'état	300 000 000	300 000 000	225 000 000	225 000 000
Ministère de l'Education Nationale	129 948 489 978	526 270 540 817	132 789 835 585	525 925 737 462
Education de base des jeunes et adultes	51 082 113	1 169 710 765	2 380 297 912	3 493 426 564
Dépenses de fonctionnement	-	29 414 000	-	23 914 000
Dépenses de personnel	-	89 214 652	-	89 214 652
Investissements executés par l'état	51 082 113	51 082 113	1 739 215 799	1 739 215 799
Transfert en capital	-	-	641 082 113	641 082 113
Transferts courants	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000
Education préscolaire	-	411 969 000	-	404 769 000
Dépenses de fonctionnement	-	30 200 000	-	23 000 000
Dépenses de personnel	-	291 769 000	-	291 769 000
Transferts courants	-	90 000 000	-	90 000 000
Enseignement Elémentaire	101 701 844 928	114 669 108 426	102 026 344 928	112 691 356 276
Dépenses de fonctionnement	-	36 587 778 770	-	36 576 218 770
Dépenses de personnel	-	39 468 309 682	-	39 468 309 682
Investissements executés par l'état	99 590 261 095	31 161 436 141	99 914 761 095	29 785 243 991
Transfert en capital	2 111 583 833	2 111 583 833	2 111 583 833	2 111 583 833
Transferts courants	-	5 340 000 000	-	4 750 000 000
Enseignement Moyen général	16 179 578 743	16 421 774 075	15 567 208 551	15 564 203 883
Dépenses de fonctionnement	-	1 596 752 400	-	1 601 552 400
Dépenses de personnel	-	12 282 325 240	-	12 282 325 240
Investissements executés par l'état	16 179 578 743	2 302 696 435	15 567 208 551	1 440 326 243
Transferts courants	-	240 000 000	-	240 000 000
Enseignement secondaire général	10 934 292 681	56 707 277 710	11 734 292 681	56 893 027 710
Dépenses de fonctionnement	-	1 367 570 000	-	1 353 320 000
Dépenses de personnel	-	53 311 991 412	-	53 311 991 412
Investissements executés par l'état	10 934 292 681	1 811 016 298	11 734 292 681	2 011 016 298
Transferts courants	-	216 700 000	-	216 700 000
Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	1 081 691 513	336 890 700 841	1 081 691 513	336 878 954 029
Dépenses de fonctionnement	-	23 228 687 080	-	22 616 940 268
Dépenses de personnel	-	311 024 057 248	-	311 024 057 248
Investissements executés par l'état	1 081 691 513	1 081 691 513	1 081 691 513	1 081 691 513
Transferts courants	-	1 556 265 000	-	2 156 265 000
Ministère des Sports	206 892 359 205	24 783 737 928	199 719 145 248	21 390 612 531
Développement de la Pratique et des Infrastructures sporti	202 722 359 205	22 386 882 084	195 736 145 248	17 757 010 447
Dépenses de fonctionnement	-	620 175 760	-	900 218 180
Dépenses de personnel	-	219 360 000	-	219 360 000
Investissements executés par l'état	200 722 359 205	19 545 646 324	194 736 145 248	13 277 432 267
Transfert en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Transferts courants	-	1 700 000	-	2 360 000 000
Développement des ressources humaines et de la formatio	4 170 000 000	912 216 000	3 983 000 000	662 076 000
Dépenses de fonctionnement	-	214 790 000	-	151 650 000
Dépenses de personnel	-	67 426 000	-	67 426 000
Investissements executés par l'état	4 170 000 000	570 000 000	3 983 000 000	383 000 000
Transferts courants	-	60 000 000	-	60 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	1 484 639 844	-	2 971 526 084
Dépenses de fonctionnement	-	442 540 160	-	389 426 400
Dépenses de personnel	-	646 657 684	-	646 657 684
Transferts courants	-	395 442 000	-	1 935 442 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère de la Culture et de la Communication	37 801 000 000	22 805 610 234	34 710 000 000	22 837 647 671
Développement et Encadrement du Secteur de la Communauté	13 000 000 000	9 640 868 000	10 100 000 000	7 970 868 000
Dépenses de fonctionnement	-	29 884 000	-	29 884 000
Dépenses de personnel	-	53 614 000	-	53 614 000
Transfert en capital	13 000 000 000	5 600 000 000	10 100 000 000	2 700 000 000
Transferts courants	-	3 957 370 000	-	5 187 370 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	560 861 092	-	600 223 092
Dépenses de fonctionnement	-	224 973 800	-	264 335 800
Dépenses de personnel	-	335 887 292	-	335 887 292
Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	7 870 000 000	8 351 435 100	7 708 000 000	9 847 585 537
Dépenses de fonctionnement	-	206 331 923	-	189 482 360
Dépenses de personnel	-	460 831 844	-	460 831 844
Investissements exécutés par l'état	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Transfert en capital	7 850 000 000	1 838 750 000	7 688 000 000	1 676 750 000
Transferts courants	-	5 825 521 333	-	7 500 521 333
Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	16 931 000 000	4 252 446 042	16 902 000 000	4 418 971 042
Dépenses de fonctionnement	-	52 766 000	-	49 291 000
Dépenses de personnel	-	117 484 042	-	117 484 042
Investissements exécutés par l'état	1 775 000 000	300 000 000	1 775 000 000	300 000 000
Transfert en capital	15 156 000 000	2 377 000 000	15 127 000 000	2 127 000 000
Transferts courants	-	1 405 196 000	-	1 825 196 000
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	701 709 588 658	191 714 747 125	736 297 477 440	222 702 441 073
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	55 837 977 787	56 596 641 884	54 791 597 828	58 421 780 243
Dépenses de fonctionnement	-	12 405 788 334	-	13 910 588 334
Dépenses de personnel	-	14 690 553 915	-	14 690 553 915
Investissements exécutés par l'état	55 837 977 787	14 213 186 635	50 257 121 314	9 727 048 480
Transfert en capital	-	-	4 534 476 514	4 534 476 514
Transferts courants	-	15 287 113 000	-	15 559 113 000
Protection sociale	1 710 999 568	2 743 974 438	1 696 885 173	2 807 579 335
Dépenses de fonctionnement	-	578 555 400	-	661 755 400
Dépenses de personnel	-	857 564 000	-	857 564 000
Investissements exécutés par l'état	1 420 999 568	749 497 038	1 406 885 173	729 901 935
Transfert en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000
Transferts courants	-	268 358 000	-	268 358 000
Santé de base	459 538 111 303	78 391 669 984	470 398 755 679	78 977 881 916
Dépenses de fonctionnement	-	1 602 071 080	-	1 602 071 080
Dépenses de personnel	-	11 383 396 844	-	11 383 396 844
Investissements exécutés par l'état	449 102 259 741	58 110 350 498	459 962 904 117	58 696 562 430
Transfert en capital	10 435 851 562	3 235 851 562	10 435 851 562	3 235 851 562
Transferts courants	-	4 060 000 000	-	4 060 000 000
Santé de référence	184 622 500 000	53 982 460 819	209 410 238 760	82 495 199 579
Dépenses de fonctionnement	-	220 143 000	-	220 143 000
Dépenses de personnel	-	15 931 670 152	-	15 931 670 152
Investissements exécutés par l'état	171 672 500 000	18 039 663 667	176 780 238 760	27 147 402 427
Transfert en capital	12 950 000 000	4 870 000 000	32 630 000 000	24 550 000 000
Transferts courants	-	14 920 984 000	-	14 645 984 000
Ministère de la Jeunesse	90 890 318 999	14 881 646 491	95 572 989 536	20 342 702 650
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	1 439 794 308	204 506 492	2 438 144 308	1 201 878 910
Dépenses de fonctionnement	-	36 425 200	-	35 447 618
Dépenses de personnel	-	83 781 292	-	83 781 292
Investissements exécutés par l'état	1 439 794 308	84 300 000	2 438 144 308	1 082 650 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 959 958 901	1 696 809 220	1 823 708 901	1 987 628 026
Dépenses de fonctionnement	-	450 803 960	-	377 872 766
Dépenses de personnel	-	923 505 260	-	923 505 260
Investissements exécutés par l'état	1 959 958 901	322 500 000	1 823 708 901	186 250 000
Transferts courants	-	-	-	500 000 000
Promotion socioéconomique des jeunes	85 813 065 790	11 910 300 823	89 633 636 327	16 230 871 360
Investissements exécutés par l'état	41 435 339 437	1 500 000 000	42 644 456 448	2 709 117 011
Transfert en capital	44 377 726 353	9 171 220 823	46 989 179 879	11 782 674 349
Transferts courants	-	1 239 080 000	-	1 739 080 000
Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	1 677 500 000	1 070 029 956	1 677 500 000	922 324 354
Dépenses de fonctionnement	-	67 714 756	-	50 009 154
Dépenses de personnel	-	71 223 200	-	71 223 200
Investissements exécutés par l'état	1 677 500 000	577 500 000	1 677 500 000	577 500 000
Transferts courants	-	353 592 000	-	223 592 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère de l'Environnement et du développement durable	33 575 184 483	25 375 562 412	34 831 234 914	26 323 298 996
Conservation de la biodiversité et gestion des AP	6 892 385 000	8 259 513 387	6 815 945 520	8 121 496 947
Dépenses de fonctionnement	-	700 868 723	-	639 291 763
Dépenses de personnel	-	2 369 924 664	-	2 369 924 664
Investissements exécutés par l'état	6 857 285 000	4 802 500 000	6 780 845 520	4 726 060 520
Transfert en capital	35 100 000	35 100 000	35 100 000	35 100 000
Transferts courants	-	351 120 000	-	351 120 000
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	3 857 895 235	8 972 723 643	4 323 320 225	9 643 771 114
Dépenses de fonctionnement	-	1 423 892 368	-	1 329 245 809
Dépenses de personnel	-	3 720 936 040	-	3 720 936 040
Investissements exécutés par l'état	3 585 595 235	2 825 595 235	3 581 595 225	2 821 595 225
Transfert en capital	272 300 000	272 300 000	741 725 000	741 725 000
Transferts courants	-	730 000 000	-	1 030 269 040
Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	22 444 804 248	6 106 590 967	23 125 619 169	6 425 701 348
Dépenses de fonctionnement	-	439 318 090	-	377 882 590
Dépenses de personnel	-	273 355 600	-	273 355 600
Investissements exécutés par l'état	22 444 804 248	5 093 648 237	23 125 619 169	5 774 463 158
Transferts courants	-	300 269 040	-	-
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	380 100 000	2 036 734 415	566 350 000	2 132 329 587
Dépenses de fonctionnement	-	1 253 075 155	-	1 162 420 327
Dépenses de personnel	-	353 559 260	-	353 559 260
Investissements exécutés par l'état	345 000 000	345 000 000	331 250 000	331 250 000
Transfert en capital	35 100 000	35 100 000	235 100 000	235 100 000
Transferts courants	-	50 000 000	-	50 000 000
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protec	93 107 056 262	21 610 119 825	91 077 906 848	19 927 921 659
Autonomie Economique des femmes	12 797 754 530	3 430 426 359	12 761 897 930	3 383 209 583
Dépenses de fonctionnement	-	91 162 000	-	79 801 824
Dépenses de personnel	-	168 461 600	-	168 461 600
Investissements exécutés par l'état	11 797 754 530	2 170 802 759	11 761 897 930	2 134 946 159
Transfert en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
Enfance	42 876 248 000	4 429 060 351	42 876 248 000	4 339 940 351
Dépenses de fonctionnement	-	109 820 000	-	100 700 000
Dépenses de personnel	-	55 371 600	-	55 371 600
Investissements exécutés par l'état	42 036 248 000	1 728 147 391	42 036 248 000	1 728 147 391
Transfert en capital	840 000 000	840 000 000	840 000 000	840 000 000
Transferts courants	-	1 695 721 360	-	1 615 721 360
Famille et genre	37 281 162 972	13 075 879 720	35 252 168 238	11 446 739 418
Dépenses de fonctionnement	-	444 261 240	-	428 137 020
Dépenses de personnel	-	118 759 800	-	118 759 800
Investissements exécutés par l'état	37 281 162 972	12 035 360 280	35 252 168 238	9 967 046 118
Transferts courants	-	477 498 400	-	932 796 480
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	151 890 760	674 753 395	187 592 680	758 032 307
Dépenses de fonctionnement	-	191 662 655	-	239 239 647
Dépenses de personnel	-	331 199 980	-	331 199 980
Investissements exécutés par l'état	151 890 760	151 890 760	187 592 680	187 592 680
Ministère de l'Emploi de la Formation professionnelle et de	104 252 467 576	58 804 628 279	107 727 493 257	61 669 770 632
Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	30 579 608 550	2 806 955 456	30 504 608 550	2 588 452 774
Dépenses de fonctionnement	-	46 946 906	-	28 444 224
Dépenses de personnel	-	270 617 000	-	270 617 000
Investissements exécutés par l'état	30 042 000 000	500 000 000	30 042 000 000	500 000 000
Transfert en capital	537 608 550	537 608 550	462 608 550	462 608 550
Transferts courants	-	1 451 783 000	-	1 326 783 000
Développement de l'emploi	230 000 000	1 309 523 000	230 000 000	1 105 623 000
Dépenses de fonctionnement	-	45 700 000	-	41 800 000
Dépenses de personnel	-	33 823 000	-	33 823 000
Investissements exécutés par l'état	130 000 000	130 000 000	130 000 000	130 000 000
Transfert en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Transferts courants	-	1 000 000 000	-	800 000 000
Développement des offres de formation professionnelle et	73 442 859 026	51 858 414 820	76 992 884 707	55 149 892 920
Dépenses de fonctionnement	-	6 049 310 700	-	5 865 691 584
Dépenses de personnel	-	20 776 380 132	-	20 776 380 132
Investissements exécutés par l'état	72 430 868 210	23 110 095 572	74 253 281 591	24 871 006 488
Transfert en capital	1 011 990 816	1 011 990 816	2 739 603 116	2 739 603 116
Transferts courants	-	910 637 600	-	897 211 600
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	2 829 735 003	-	2 825 801 938
Dépenses de fonctionnement	-	1 066 764 259	-	1 062 831 194
Dépenses de personnel	-	1 662 970 744	-	1 662 970 744
Transferts courants	-	100 000 000	-	100 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Charges non Réparties	44 650 000 000	177 127 567 712	87 619 890 488	417 895 910 699
DOTATION CHARGES NON REPARTIES	44 650 000 000	177 127 567 712	87 619 890 488	417 895 910 699
Dépenses de fonctionnement	-	84 392 263 548	-	74 305 423 438
Dépenses de personnel	-	39 487 831 082	-	39 487 831 082
Investissements executés par l'état	15 000 000 000	15 567 200 000	10 287 771 138	9 854 971 138
Transfert en capital	29 650 000 000	17 270 273 082	77 332 119 350	64 952 392 432
Transferts courants	-	20 410 000 000	-	229 295 292 609
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	327 258 457 633	24 730 044 413	328 114 719 276	25 207 963 163
Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	322 109 999 999	12 193 066 218	323 289 836 808	13 383 577 491
Dépenses de fonctionnement	-	307 193 218	-	411 117 682
Dépenses de personnel	-	242 873 000	-	242 873 000
Investissements executés par l'état	70 950 999 999	3 175 000 000	70 850 836 808	3 059 836 809
Transfert en capital	251 159 000 000	8 250 000 000	252 439 000 000	9 530 000 000
Transferts courants	-	218 000 000	-	139 750 000
Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	1 848 457 634	10 260 109 049	1 647 456 010	9 879 045 498
Dépenses de fonctionnement	-	996 449 882	-	928 692 479
Dépenses de personnel	-	514 035 000	-	514 035 000
Investissements executés par l'état	949 000 000	572 000 000	872 998 376	495 998 376
Transfert en capital	899 457 634	899 457 634	774 457 634	774 457 634
Transferts courants	-	7 278 166 533	-	7 165 862 009
Pilotage gestion et coordination administrative	3 300 000 000	2 276 869 146	3 177 426 458	1 945 340 174
Dépenses de fonctionnement	-	830 500 314	-	671 544 884
Dépenses de personnel	-	164 663 000	-	164 663 000
Transfert en capital	3 300 000 000	981 705 832	3 177 426 458	859 132 290
Transferts courants	-	300 000 000	-	250 000 000
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	46 905 079 360	25 809 776 253	38 151 102 067	18 182 141 810
Mise en marché des produits animaux	151 686 000	284 015 000	115 345 110	233 220 400
Dépenses de fonctionnement	-	94 798 000	-	80 344 290
Dépenses de personnel	-	37 531 000	-	37 531 000
Investissements executés par l'état	151 686 000	151 686 000	115 345 110	115 345 110
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	100 000 000	2 799 344 144	46 500 000	3 897 620 824
Dépenses de fonctionnement	-	829 275 400	-	781 052 080
Dépenses de personnel	-	1 840 926 744	-	1 840 926 744
Investissements executés par l'état	100 000 000	100 000 000	46 500 000	46 500 000
Transferts courants	-	29 142 000	-	1 229 142 000
Productions animales	45 937 125 290	21 875 551 039	37 172 988 887	13 101 485 423
Dépenses de fonctionnement	-	49 079 000	-	39 149 787
Dépenses de personnel	-	214 709 000	-	214 709 000
Investissements executés par l'état	39 930 377 000	16 431 014 749	28 031 240 597	4 531 878 346
Transfert en capital	6 006 748 290	4 680 748 290	9 141 748 290	7 815 748 290
Transferts courants	-	500 000 000	-	500 000 000
Santé animale et Santé publique vétérinaire	716 268 070	850 866 070	816 268 070	949 815 163
Dépenses de fonctionnement	-	17 300 000	-	16 249 093
Dépenses de personnel	-	117 298 000	-	117 298 000
Transfert en capital	716 268 070	716 268 070	816 268 070	816 268 070
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	140 575 099 440	17 714 234 327	136 510 986 328	16 476 839 963
Economie numérique	139 214 099 440	15 829 494 104	135 907 114 759	12 994 933 364
Dépenses de fonctionnement	-	66 475 000	-	114 198 941
Dépenses de personnel	-	175 019 104	-	175 019 104
Investissements executés par l'état	127 934 113 720	10 888 000 000	121 326 829 039	4 220 715 319
Transfert en capital	11 279 985 720	2 700 000 000	14 580 285 720	6 000 300 000
Transferts courants	-	2 000 000 000	-	2 484 700 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 361 000 000	538 671 223	603 871 569	1 136 528 847
Dépenses de fonctionnement	-	194 050 000	-	294 925 278
Dépenses de personnel	-	237 732 000	-	237 732 000
Investissements executés par l'état	1 361 000 000	106 889 223	103 871 569	103 871 569
Transfert en capital	-	-	500 000 000	500 000 000
Secteur postal	-	1 346 069 000	-	2 345 377 752
Dépenses de fonctionnement	-	19 200 000	-	18 508 752
Dépenses de personnel	-	26 869 000	-	26 869 000
Transferts courants	-	1 300 000 000	-	2 300 000 000
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	53 828 090 610	9 746 506 682	53 562 594 219	9 400 544 955
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	150 000 000	1 209 308 740	40 000 000	916 189 559
Dépenses de fonctionnement	-	658 650 000	-	525 530 819
Dépenses de personnel	-	300 658 740	-	300 658 740
Investissements executés par l'état	150 000 000	150 000 000	40 000 000	40 000 000
Transferts courants	-	100 000 000	-	50 000 000
Promotion de la microfinance	53 178 090 610	7 914 937 374	52 772 594 219	7 590 396 789
Dépenses de fonctionnement	-	17 805 000	-	16 842 500
Dépenses de personnel	-	33 654 452	-	33 654 452
Investissements executés par l'état	52 814 254 000	7 499 641 312	52 590 675 915	7 276 063 227
Transfert en capital	363 836 610	363 836 610	181 918 304	181 918 304
Transferts courants	-	-	-	81 918 306
Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	500 000 000	622 260 568	750 000 000	893 958 607
Dépenses de fonctionnement	-	102 200 000	-	73 898 039
Dépenses de personnel	-	20 060 568	-	20 060 568
Transfert en capital	500 000 000	500 000 000	750 000 000	750 000 000
Transferts courants	-	-	-	50 000 000

INSTITUTIONS/MINISTERES	LFI 2020		BUDGET REVISE 2020	
	AE	CP	AE	CP
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement	283 861 620 547	106 001 178 229	281 830 389 057	90 447 437 376
Cohérence territoriale	94 258 750 000	21 382 131 000	98 848 268 510	14 917 349 147
Dépenses de fonctionnement	-	24 300 000	-	15 550 000
Dépenses de personnel	-	71 451 000	-	71 451 000
Investissements exécutés par l'état	64 234 000 000	18 396 000 000	68 701 268 510	11 817 718 147
Transfert en capital	30 024 750 000	1 590 000 000	30 147 000 000	1 712 250 000
Transferts courants	-	1 300 380 000	-	1 300 380 000
Financement du développement territorial	162 828 826 520	76 899 008 520	155 828 826 520	69 492 004 520
Dépenses de fonctionnement	-	29 408 000	-	22 404 000
Dépenses de personnel	-	59 774 000	-	59 774 000
Investissements exécutés par l'état	125 523 000 000	15 000 000 000	119 023 000 000	8 500 000 000
Transfert en capital	37 305 826 520	31 259 826 520	36 805 826 520	30 759 826 520
Transferts courants	-	30 550 000 000	-	30 150 000 000
Gouvernance territoriale	16 774 044 027	5 891 324 709	16 653 294 027	3 763 174 709
Dépenses de fonctionnement	-	134 863 000	-	127 463 000
Dépenses de personnel	-	691 793 000	-	691 793 000
Investissements exécutés par l'état	15 517 337 424	3 864 668 709	15 396 587 424	1 743 918 709
Transfert en capital	1 256 706 603	500 000 000	1 256 706 603	500 000 000
Transferts courants	-	700 000 000	-	700 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	10 000 000 000	1 828 714 000	10 500 000 000	2 274 909 000
Dépenses de fonctionnement	-	146 656 000	-	92 851 000
Dépenses de personnel	-	182 058 000	-	182 058 000
Transfert en capital	10 000 000 000	1 500 000 000	10 500 000 000	2 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1 053 955 504 823	113 829 743 144	1 055 771 584 902	115 712 913 204
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	-	2 411 417 628	-	3 302 728 651
Dépenses de fonctionnement	-	202 975 028	-	144 286 051
Dépenses de personnel	-	268 442 600	-	268 442 600
Transferts courants	-	1 940 000 000	-	2 890 000 000
Programme d'Accès à l'Eau Potable	534 619 816 943	57 686 556 990	539 262 164 563	62 613 269 134
Dépenses de fonctionnement	-	133 894 081	-	117 459 797
Dépenses de personnel	-	190 046 532	-	190 046 532
Investissements exécutés par l'état	514 022 040 174	35 067 839 608	516 316 601 556	37 362 400 990
Transfert en capital	20 597 776 769	20 597 776 769	22 945 563 007	22 945 563 007
Transferts courants	-	1 697 000 000	-	1 997 798 808
Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	231 875 130 046	42 001 874 298	229 353 863 005	39 472 021 191
Dépenses de fonctionnement	-	101 245 840	-	92 659 774
Dépenses de personnel	-	225 543 412	-	225 543 412
Investissements exécutés par l'état	218 851 545 000	28 651 500 000	214 206 243 400	24 006 198 400
Transfert en capital	13 023 585 046	13 023 585 046	15 147 619 605	15 147 619 605
Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	287 460 557 334	11 229 894 228	287 155 557 334	10 324 894 228
Dépenses de fonctionnement	-	32 234 308	-	32 234 308
Dépenses de personnel	-	112 595 986	-	112 595 986
Investissements exécutés par l'état	281 821 925 400	2 635 000 000	281 541 925 400	2 355 000 000
Transfert en capital	5 638 631 934	5 938 631 934	5 613 631 934	5 313 631 934
Transferts courants	-	2 511 432 000	-	2 511 432 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	259 129 548 758	203 227 932 514	252 088 387 566	213 105 630 355
Education supérieure	203 889 254 357	114 638 039 891	196 448 093 165	115 458 999 499
Dépenses de fonctionnement	-	144 000 000	-	58 900 000
Dépenses de personnel	-	121 992 000	-	121 992 000
Investissements exécutés par l'état	46 441 255 782	6 492 310 962	35 693 862 640	5 044 917 820
Transfert en capital	157 447 998 575	24 789 000 000	160 754 230 525	28 095 231 950
Transferts courants	-	83 090 736 929	-	82 137 957 729
Oeuvres sociales universitaires	55 240 294 401	84 777 314 623	55 640 294 401	93 711 314 623
Dépenses de fonctionnement	-	60 000 000	-	94 000 000
Dépenses de personnel	-	46 604 000	-	46 604 000
Investissements exécutés par l'état	3 006 092 969	2 200 000 000	2 906 092 969	2 100 000 000
Transfert en capital	52 234 201 432	7 572 373 623	52 734 201 432	8 072 373 623
Transferts courants	-	74 898 337 000	-	83 398 337 000
Pilotage, Gestion et Coordination administrative	-	3 812 578 000	-	3 935 316 233
Dépenses de fonctionnement	-	3 489 248 000	-	3 271 986 233
Dépenses de personnel	-	323 330 000	-	323 330 000
Transferts courants	-	-	-	340 000 000
Ministère des Mines et de la Géologie	467 000 000	2 255 724 000	1 467 000 000	3 247 167 000
Géologie	247 000 000	415 704 000	1 247 000 000	1 414 704 000
Dépenses de fonctionnement	-	21 400 000	-	20 400 000
Dépenses de personnel	-	40 674 000	-	40 674 000
Transfert en capital	247 000 000	247 000 000	1 247 000 000	1 247 000 000
Transferts courants	-	106 630 000	-	106 630 000
Mines	-	711 639 000	-	708 872 000
Dépenses de fonctionnement	-	103 443 000	-	100 676 000
Dépenses de personnel	-	108 196 000	-	108 196 000
Transferts courants	-	500 000 000	-	500 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	220 000 000	1 128 381 000	220 000 000	1 123 591 000
Dépenses de fonctionnement	-	101 443 000	-	96 653 000
Dépenses de personnel	-	188 938 000	-	188 938 000
Investissements exécutés par l'état	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000
Transferts courants	-	618 000 000	-	618 000 000
Ministère du développement communautaire de l'équité sociale	253 590 705 497	101 375 554 272	249 863 260 467	138 225 812 438
COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	-	513 005 292	-	389 567 972
Dépenses de fonctionnement	-	402 522 292	-	279 084 972
Dépenses de personnel	-	110 483 000	-	110 483 000
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	197 547 339 497	35 465 179 155	198 667 112 997	36 568 993 171
Dépenses de fonctionnement	-	139 646 000	-	123 686 516
Dépenses de personnel	-	295 533 155	-	295 533 155
Investissements exécutés par l'état	182 047 339 497	20 030 000 000	182 047 339 497	20 030 000 000
Transfert en capital	15 500 000 000	15 000 000 000	16 619 773 500	16 119 773 500
EQUITE SOCIALE	56 043 366 000	65 397 369 825	51 196 147 470	101 267 251 295
Dépenses de fonctionnement	-	22 400 000	-	14 500 000
Dépenses de personnel	-	27 461 000	-	27 461 000
Investissements exécutés par l'état	24 593 366 000	8 593 366 000	35 471 147 470	19 471 147 470
Transfert en capital	31 450 000 000	31 450 000 000	15 725 000 000	15 725 000 000
Transferts courants	-	25 304 142 825	-	66 029 142 825
Total général	9 780 639 144 822	3 708 950 000 000	9 843 432 189 348	4 017 150 000 000

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	BUDGET 2020 REVISE	% PIB
Ressources	3008,4	
Recettes ordinaires hors dons	2507,8	
recettes fiscales		2352,8
recettes non fiscales		123,2
FSE		
Recettes exceptionnelles		31,80
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)		
Dons budgétaires	240,1	
Ressources externes	260,5	
Tirages sur subventions		260,5
Charges	3881,2	
Dette publique (intérêt + commissions)	306,9	
Intérêts et commission dette extérieure		
Intérêts et commission dette intérieure		
Dépenses de personnel	817,7	
Autres dépenses courantes	1263,7	
Dépenses de fonctionnement		
Dépenses de Transfert		
Dépenses en capital sur ressources internes	806,3	
Dépenses en capital sur ressources externes	686,6	
FSE		
Prêts rétrocédés		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-872,8	-6,1%
PIB 2019		14 306

**ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCE DU SERVICE DE LA DETTE DE L'ETAT
SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU TITRE DE L'ANNEE 2020**

montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	Total		
	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	108,88	41,18	150,06
IDA/BIRD	17,94	14,37	32,31
BEI/FED	2,98	1,31	4,29
BAD/FAD	4,00	4,70	8,70
OPEP/BADEA/BID	50,66	8,88	59,54
AUTRES	33,30	11,92	45,22
			0,00
BILATERAUX	101,47	54,56	156,03
PAYS DE L'OCDE	26,61	11,91	38,52
PAYS ARABES	11,31	3,39	14,70
AUTRES	63,55	39,26	102,81
			0,00
CREDITS A L'EXPORTATION	32,51	6,37	38,88
			0,00
COMMERCIALE	183,69	133,74	317,43
EUROBOND	17,69	126,57	144,26
CREDIT SUISSE	24,60	0,60	25,20
AFREXIMBANK	16,40	4,97	21,37
SCBANK	0,00		0,00
SCBANK&CITI	125,00	1,59	126,59
INTERETS SUR TIRAGES	0,00	8,03	8,03
TOTAL SERVICE DETTE EXTERIEURE AVEC PPTE/IADM	426,55	243,88	670,43
Rachats DTS/ FMI	3,61	0,00	3,61
Dépôt koweïtien	0,00	0,00	0,00
Obligations du Trésor par adjudication	78,50	34,62	113,12
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	43,30	8,78	52,08
Bons du Trésor par adjudication	0,00	0,00	0,00
SUKUK 2016	25,00	10,35	35,35
Autres	46,19	9,27	55,46
TOTAL SERVICE DETTE INTERIEURE	196,60	63,02	259,62
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	623,15	306,90	930,05

ANNEXE X : RESERVE DE PRECAUTION

SECTION	CHAPITRE	Montant en FCFA
Ministère des Forces Armées	Equipement gendarmerie nationale /PLAN REAGIR	2 500 000 000
Ministère de l'Intérieur	PROJET DE LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITE	1 000 000 000
Ministère de la Justice	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	200 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER	3 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROGRAMME DE MISE A NIVEAU DES INFRASTRUCTURES	4 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE	2 250 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE TRANSFORMATION DES PERMIS D'OCCUPER EN TITRES FONCIERS	300 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET D'APPUI A LA GESTION DU FONCIER URBAIN (PAGEF)	595 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE DES DOUANES DE DIAMNIADIO	3 500 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE GRAND CARENAGE DE VELETTE DE LA DOUANE SENEGALAISE	2 340 000 000
Ministère des Finances et du Budget	ACQUISITION IMMEUBLES ET TERRAINS	1 750 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET ENERGIE OMVG (BARRAGE DE SAMBANGALOU)	1 500 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	1 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	CONCESSION D'ELECTRIFICATION RURALE KAOLACK, NIORO, FATICK ET GOSSAS	1 000 000 000
Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	1 500 000 000
Ministère des Sports	CONSTRUCTION D'UN STADE OLYMPIQUE A DIAMNIADIO	1 000 000 000
Ministère des Sports / Autres charges non réparties	PROGRAMME DE MISE EN OEUVRE DES ACTIVITE DU COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE (CIO)	2 000 000 000
Ministère de la jeunesse	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	1 000 000 000
Ministère de la Culture et de la Communication	PROJET D'EQUIPEMENT DE LA RTS	2 050 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	FONDS D'ETUDES DES PROJETS	125 000 000

SECTION	CHAPITRE	Montant en FCFA
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	PROJET AUTOROUTE A PEAGE DAKAR-DIAMNIADIO	750 000 000
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	FONDS D'APPUI A LA STABULATION	590 000 000
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	PROGRAMME EXPLOITATION, MAINTENANCE ET EXTENSION INTRANET ADMINISTRATIF	750 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CORNICHE OUEST	250 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU BAOBALONG	350 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A PIKINE IRRÉGULIER SUD / PHASE II - (PIS 2)	1 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN ACHEVEMENT	2 200 000 000
TOTAL		40 000 000 000

ANNEXE XI : Obligations impayées prévues dans la LFR 2020

INTITULE DE L'OPERATION	MONTANT
Compensation tarifaire	29 323 926 724
Eclairage Public	16 276 073 276
Pertes commerciales	49 761 051 845
Total Secteur Energie	95 361 051 845
ACMU : Dettes gratuités soins 0-5 ans	2 991 278 963
ACMU : Dettes gratuité des Césariennes	1 356 756 667
ACMU : Plan SESAME	2 851 533 471
ACMU : Dialyse	2 014 709 067
Dettes ACMU élève	397 183 633
ACMU : Autres dettes	6 988 538 200
Sous-Total ACMU	16 600 000 001
Etablissements Supérieurs d'Enseignement Privés	7 764 757 500
Total Agences, Sociétés Nat et structures assimilées	24 364 757 501
AGPBE : Programme d'urgence 2000 logements (MRAZI/BHS)	5 170 008 322
PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL : ACQUISITION TRACTEURS	1 868 540 243
HASSMAR: CONSTRUCTION PATROUILLEUR	860 898 673
SOGIP : construction de Université Amadou Makhtar Mbow (UAM) de Diamniadio	6 210 000 000
ASER : Programme National d'Urgence d'électrification Ruirale	2 220 000 000
Banque Agricole : CNCAS	10 000 000 000
TOTAL BANQUES	26 329 447 238
projets déjà réceptionnés pour ONAS, PEPAM et la Direction des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels	8 849 170 092
Etudes et Travaux de l'autoroute à péage Thiès-Touba	5 231 957 399
Etudes techniques détaillées et élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour les Travaux de construction du PONT de LALLY et PISTES d'accès dans la sous-Préfecture de KENIABA (Région de TAMBACOUNDA)	143 508 503

INTITULE DE L'OPERATION	MONTANT
Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Joal - Samba Dia - Djiffer (42 km)	1 204 062 353
Travaux d'aménagement du tronçon Thionck Essyl-Tendouck-Elena-Bagaya-Balinghor: d'environ 28 km situé sur la Boucle du Blouf	112 657 893
Travaux de réhabilitation de la route Touba-Dahra-Linguère (RN3), Lot 1: Touba - Dahra (70 km environ)	152 586 108
Travaux de réhabilitation de la route Ziguinchor-Tanaff-Kolda-Vélingara, lot n°3: Kolda-Vélingara	199 675 128
Achèvement des travaux de réhabilitation de la route Ziguinchor-Tanaff-Kolda-Vélingara, lot n°1: Ziguinchor-Tanaff	1 095 181 793
Revue et finalisation des études détaillées, élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et supervision des travaux de la RN6 tronçon Ziguinchor-Tanaff-Kolda-Vélingara et le pont de Kolda	101 082 652
Travaux de réhabilitation de la route Dinguiraye - Nioro - Keur Ayip sur environ 40 km + 6 km de voirie à Nioro	100 000 000
Travaux de construction de voiries d'accès autour de l'Institut Islamique Cheikh Ahmadou Bamba sise à Colobane Dakar	589 278 920
Travaux de construction de l'échangeur du stade Léopold Sédar Senghor	1 796 427 236
TOTAL HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT ET INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORTS	19 575 588 077
Arachide	3 181 821 701
céréales et espèces diverses	6 347 438 829
Engrais	5 967 693 066
TOTAL INTRANTS AGRICOLES	15 496 953 596
Location à usage de bureau	17 292 000 000
TOTAL LOCATION A USAGE DE BUREAU	17 292 000 000
Programme d'urgence d'alimentation en eau potable de Dakar	1 580 201 744
TOTAL SONES	1 580 201 744
TOTAL GENERAL	200 000 000 000

